

## ANNEXE 1 : Copie du récépissé du versement du droit au dossier

19-04-2024

Crelan - Historique comptes

### Détail de la transaction crelan

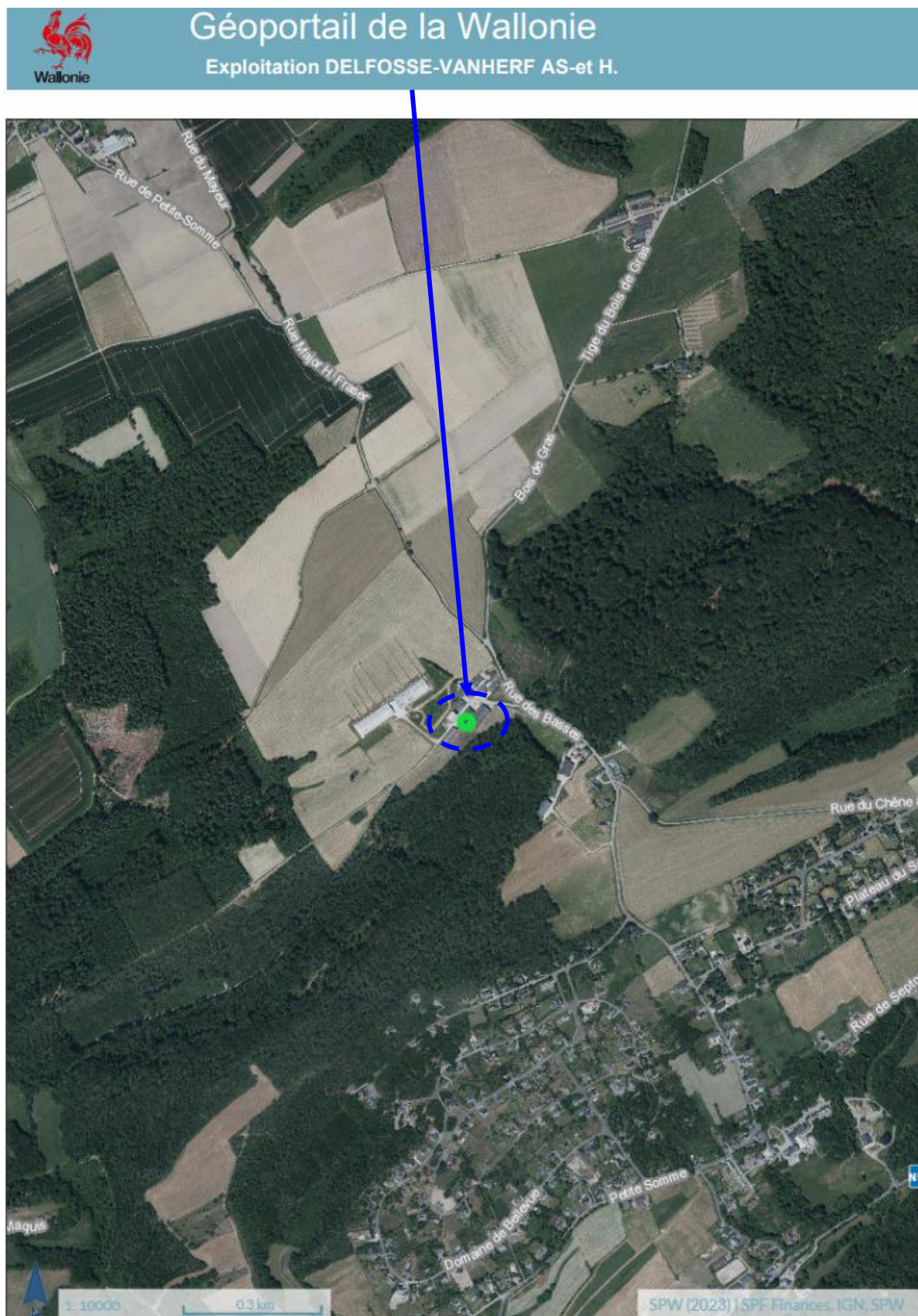
Delfosse Anne-Sophie

**Compte à vue**

BE12 1031 1554 8892

Montant:	<b>-125,00 EUR</b>
Exécuté le:	<b>19 avr. 2024</b>
Date valeur:	<b>19 avr. 2024</b>
Contrepartie:	<b>region wallonne jambes</b> <b>BE66 0912 1502 1343</b>
Communication:	<b>droit de dossier Vanherf Delfosse</b>
Numéro de référence:	<b>C4D19PGHOF4RGPHD</b>
Type d'opération:	<b>Virement via Crelan Mobile</b>

## ANNEXE 2 : Situation de l'établissement sur la carte IGN au 1/10 000



### **ANNEXE 3 : Extrait du plan de cadastre et extrait de la matrice cadastrale**

**Un plan cadastral\* reprenant les parcelles ou parties de parcelles situées dans un rayon de :**

♦ **50 mètres mesurés à partir des limites de la ou des parcelles cadastrales concernées par le projet lorsque celui-ci n'est pas soumis à une étude d'incidences sur l'environnement**

♦ **200 mètres mesurés à partir des limites de la ou des parcelles cadastrales concernées par le projet lorsque celui-ci est soumis à une étude d'incidences sur l'environnement**



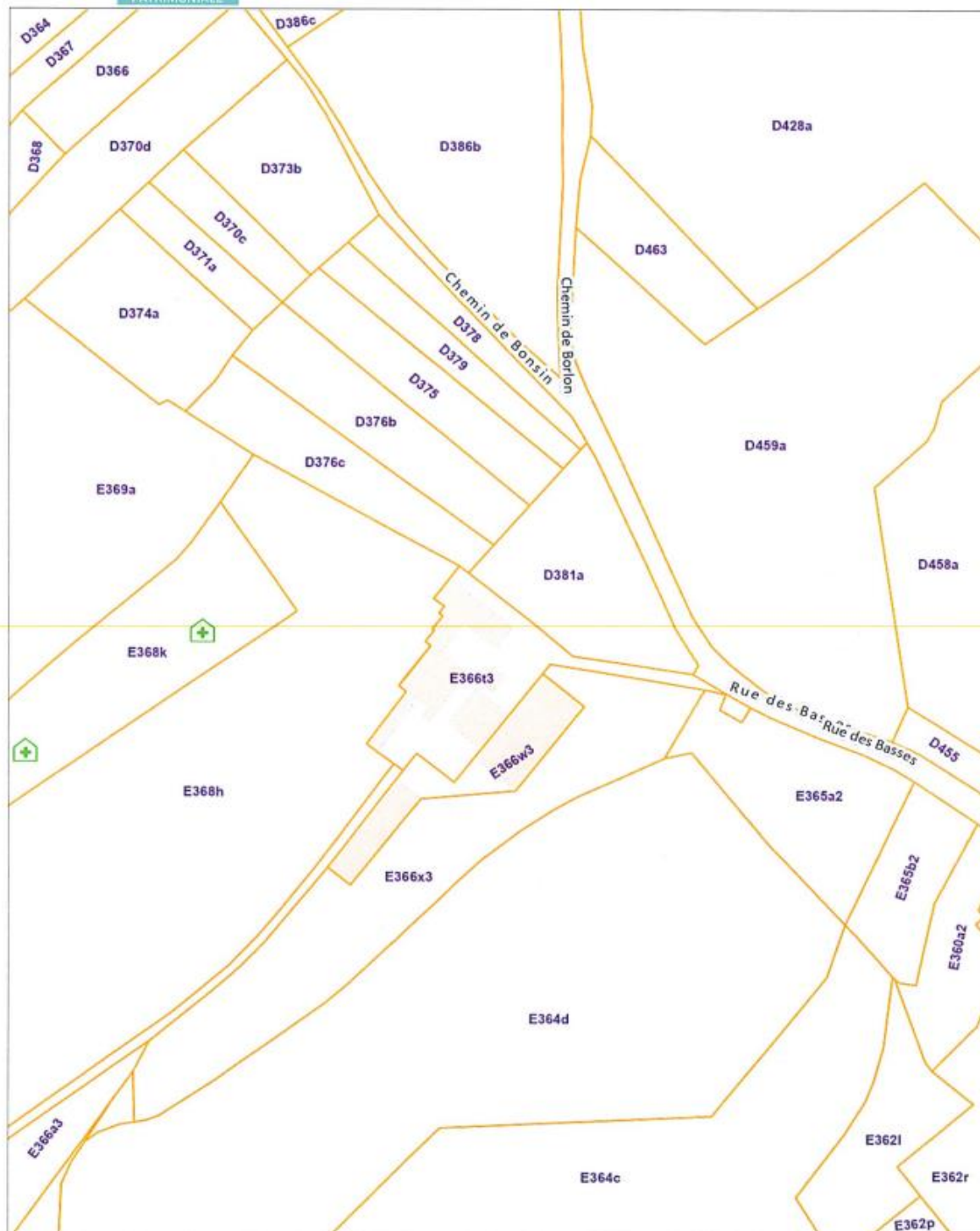
Service Public  
Fédéral  
**FINANCES**

DOCUMENTATION  
PATRIMONIALE

## Extrait du plan parcellaire cadastral

Centré sur :  
DURBUY 9 DIV/SEPTON/

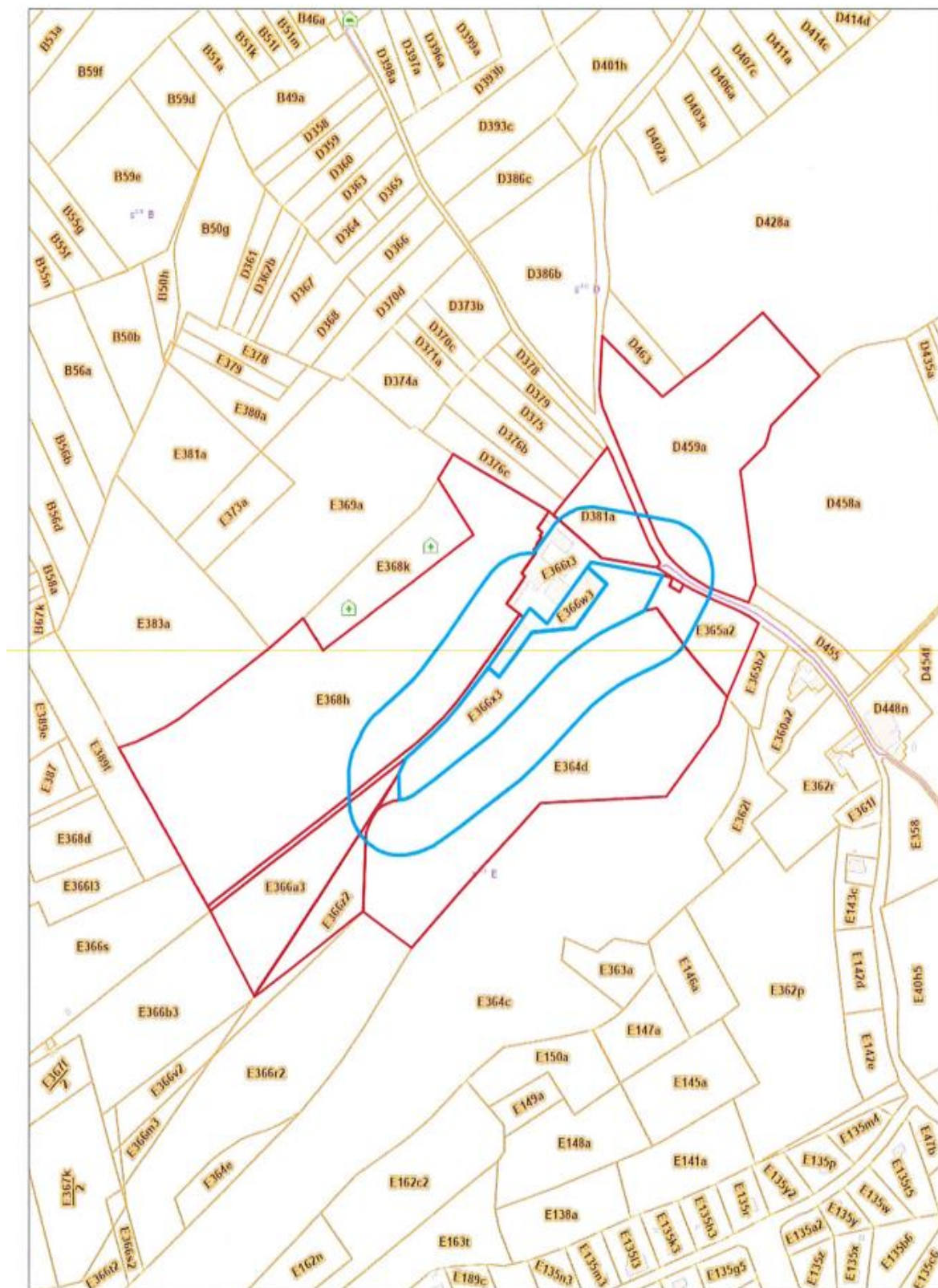
Situation la plus récente  
Fait le 11/04/2024  
Échelle : 1:2500



L'AGDP est l'auteur du plan parcellaire cadastral et le producteur de la base de données de laquelle les données sont reprises et jouit de la propriété intellectuelle comme repris dans la loi sur les droits d'auteurs et les droits des bases de données. Depuis le 01/01/2018 les bâtiments du plan parcellaire cadastral seront repris progressivement et remplacés par un set de données (= Bgn\_ReBu autrement dit Bâtiment Régionaux) géré par les régions. L'AGDP ne sera dès lors plus responsable pour la représentation des bâtiments sur le plan parcellaire cadastral.







CadGIS : Export CSV - Adresses proprios parcelles 366 W3 et 366 X3

ID Parcelle Cadastrale	Situation fiscale	Contenance Patris (m²)	Type de contenance
83047E0366/00W003	01-01-18	2335	Graphique
83047E0366/00X003	01-01-18	10184	Graphique
83047E0364/00D000	01-01-18	44230	Graphique
83047E0366/00A003	01-01-18	9920	Graphique
83047E0366/00T003	01-01-21	5346	Graphique
83047E0366/00Z002	01-01-18	4130	Graphique
83047D0381/00A000	01-01-18	5810	Graphique
83047E0366/00Y002	01-01-18	270	Graphique
83047E0365/00A002	01-01-18	6067	Graphique
83047E0366/00V003	01-01-18	1951	Graphique
83047E0365/00G000	01-01-18	96	Titre
83047D0459/00A000	01-01-18	28250	Graphique
83047E0368/00H000	01-01-21	60103	Graphique

---

#### **ANNEXE 4 : Plan descriptif de l'établissement**

**Plan descriptif de l'établissement indiquant l'emplacement des locaux, des ateliers, des dépôts, des appareils, des cheminées, des prises d'eaux souterraines, des circuits d'évacuation et des rejets d'eaux usées (en ce compris les eaux pluviales), des dépôts de matières auxiliaires, avec reproduction des limites parcellaires.**





[illegible]

Note : Si ce tableau ne suffit pas, faites-en plusieurs copies et numérotez les pages ..... / .....

1.4.6 Liste des Installations et Activités [ln]  
Doivent **impérativement** figurer dans ce tableau toutes les installations et activités (y compris les installations de regroupement, de tri et de prétraitement). ①

Identification de l'installation sur le plan descriptif*	Installations ln	Énergie			Emplacement		Statut de l'installation par rapport au permis précédent* ①
		Capacité nominale (Spécifiez les unités)	Capacité demandée* (si différente de la capacité nominale) (Spécifiez les unités)	Produite (P)	Utilisée (U)	Dans Bn	
I 1	Puits (A forer)	± 7.500 m³/an	3 kW	/	Electricité	B / P 2	Nouveau
I 2	Hydrophore	300 litres	5 kW	/	Electricité	B 1 P 2	Nouveau
I 3	Stabulation paillée, racleage fréquent (<5jours - En partie – 80 places) + Stabulation cailllebois total (En partie – 80 places - VL).	160 places	/	/	Electricité	B 1 P 2	Inchangé
I 4	Stabulation libre entièrement paillée.	60 places	/	/	Electricité	B 3 P 2	Nouveau
I 5	Local technique (Salle des machines, pompe à vide, groupe refroidisseur, laiterie, dac, hydrophore)	/	20 kW	/	Electricité	B 1 P 2	Inchangé
I 6	Salle de traite (2 x 6 en épi)	12 places	6 kW	/	Electricité	B 1 P 2	Inchangé
I 7	Tank à lait	9.500 litres	1 kW	/	Electricité	B 1 P 2	Inchangé
I 8	Boeier	300 litres	1 kW	/	Electricité	B 1 P 2	Inchangé
I 9	Stabulation sur cailllebois (Porcs à l'engrais).	850 places	/	/	Electricité	B 2 P 1	Inchangé
I 10	Chaines d'alimentation automatisée.	1	1 kW	/	Electricité	B 2 P 1	Inchangé
I 11	Quai de chargement et déchargement des porcs.	1	/	/	/	B / P 1	Inchangé
I 12	Panneaux photovoltaïques.	48	14,1 kWc	/	Electricité	B 1 P 1	Inchangé
I 13	Atelier (Poste à souder, disqueuse et petits matériels)	/	5 Kw	/	Electricité	B 3 P 2	Nouveau
I 14	Aires de manœuvre bétonnée.	400 m²	/	/	/	B / P 2	Inchangé

Note : Si ce tableau ne suffit pas, faites-en plusieurs copies et numérotez les pages ..... / .....

Service public de Wallonie **agriculture ressources naturelles environnement**

Service public de Wallonie **territoire logement patrimoine énergie**

1.4.6 Liste des Installations et Activités [IN]

Doivent **impérativement** figurer dans ce tableau toutes les installations et activités (y compris les installations de regroupement, de tri et de prétraitement). ①

Installations In					Énergie		Emplacement		Statut de l'installation par rapport au permis précédent* ①
Identification de l'installation sur le plan descriptif*	Description ou dénomination usuelle de l'installation*  S'il s'agit d'un groupe ou ensemble d'installations, précisez-le au début de la dénomination et utilisez le même intitulé pour les installations appartenant à un même ensemble	Capacité nominale (Spécifiez les unités)	Capacité demandée* (si différente de la capacité nominale) (Spécifiez les unités)	Produite (P)	Utilisée (U)	Dans B <sub>N</sub>	Sur P <sub>N</sub> (si pas de B <sub>N</sub> )		
I15	Aires de manœuvre et chemin d'accès empierrés.	3.174 m²	/	/	/	B/	P1 et P2	Inchangé et nouveau	
I...									
I...									
I...									
I...									
I...									
I...									
I...									
I...									
I...									
I...									
I...									
I...									
I...									
I...									



1.4.7 Liste générale des dépôts

1.4.7.1 Dépôts Substances ou mélanges [DSN] (pas les déchets)

Doivent **impérativement** figurer dans ce tableau tous les dépôts qu'il s'agisse de substance dangereuse ou non.

Sont considérés comme dangereux les substances ou mélanges dont les emballages ou les fiches de données de sécurité (FDS) présentent au moins un des pictogrammes suivants :



Identification du dépôt sur le plan descriptif*	Nom usuel et/ou description*	Quantité maximale sur le site en m3, kg, t, L	Fréquence de rotation	Dangereux (Notez le CAS ET joignez la fiche sécurité en document attaché)	Mode de stockage (Décrivez ou joignez une pièce jointe ou un plan en document attaché)	Emplacement		Statut du dépôt par rapport au permis précédent* ①
						Dans B <sub>N</sub>	Sur P <sub>N</sub> (si pas de B <sub>N</sub> )	
DS 1	Silos d'aliments secs (Bovins)	8,5 m³ et 12 m³	/	<input type="checkbox"/> CAS n°	Silos aériens	B	P 2	Inchangé
DS 2	Silos d'aliments secs (Bovins)	9 m³ et 11,5 m³	/	<input type="checkbox"/> CAS n°	Silos aériens	B	P 2	Inchangé et nouveau
DS 3	Silos d'aliments secs (Porcs)	10 m³ et 12 m³	/	<input type="checkbox"/> CAS n°	Silos aériens	B	P 1	Inchangé
DS 4	Silo couloir (Maïs)	786 m³	/	<input type="checkbox"/> CAS n°	Silo couloir	B	P 2	Nouveau
DS 5	Silo couloir (Herbe)	786 m³	/	<input type="checkbox"/> CAS n°	Silo couloir	B	P 2	Nouveau
DS 6	Silo couloir (Herbe-Maïs)	786 m³	/	<input type="checkbox"/> CAS n°	Silo couloir	B	P 2	Nouveau
DS 7	Stockage de ballots préfanés	100 T	/	<input type="checkbox"/> CAS n°	Aire empierrée	B	P 1	Inchangé
DS 8	Stockage Paille	50 T.	/	<input type="checkbox"/> CAS n°	Dans hangar	B 3	P 2	Nouveau
DS 9	Stockage Foin	50 T.	/	<input type="checkbox"/> CAS n°	Dans hangar	B 3	P 2	Nouveau



Tableaux complémentaires aux formulaires relatifs au permis d'environnement et au permis unique  
1/1 : Formulaire général de demande de permis d'environnement et de permis unique  
1.4.7.1 Dépôts Substances ou mélanges [DSN] (pas les déchets)

1.4.7.1 Dépôts Substances ou mélanges [DSN] (pas les déchets)

Doivent **impérativement** figurer dans ce tableau tous les dépôts qu'il s'agisse de substance dangereuse ou non.  
Sont considérés comme dangereux les substances ou mélanges dont les fiches de données de sécurité (FDS) présentent au moins un des pictogrammes suivants :



Identification du dépôt sur le plan descriptif*	Nom usuel et/ou description*	Quantité maximale sur le site en m3, kg, l, L	Fréquence de rotation	Dangereux (Notez le CAS ET joignez la fiche sécurité en document attaché)	Mode de stockage (Décrivez ou joignez une pièce jointe ou un plan en document attaché)	Emplacement		Statut du dépôt par rapport au permis précédent* (1)
						Dans B <sub>N</sub>	Sur P <sub>N</sub> (si pas de B <sub>N</sub> )	
DS10	Stockage betteraves fourragères	200 m³	/	<input type="checkbox"/> CAS ... n°...	Dans hangar	B3	P2	Nouveau
DS11	Fumière (Non couverte)	128 m²	/	<input type="checkbox"/> CAS ... n°...	Aire bétonnée	B/	P2	Nouveau
DS12	Citerne à lisier (Bovins – Purin fumière)	30 m³	/	<input type="checkbox"/> CAS ... n°...	Citerne enterrée	B/	P2	Nouveau
DS13	Citerne à lisier (Bovins)	1.100 m³	/	<input type="checkbox"/> CAS ... n°...	Citerne enterrée	B1	P1	Inchangé
DS14	Citerne à lisier (Porcs)	1.200 m³	/	<input type="checkbox"/> CAS ... n°...	Citerne enterrée	B2	P1	Inchangé
DS15	Citerne d'eau de pluie (Citerne tampon)	10 m³	/	<input type="checkbox"/> CAS ... n°...	Citerne enterrée	B/	P2	Nouveau
DS16	Cuve à mazout avec pistolet double paroi (tracteur)	2.500 litres	/	<input type="checkbox"/> CAS ... n°...	Cuve aérienne	B3	P2	Inchangé
DS17	Huiles minérales neuves pour matériel roulant	2 x 200 litres	/	<input type="checkbox"/> CAS ... n°...	Bidons	B3	P2	Inchangé
DS18	Ad Blue	1000 L	/	<input type="checkbox"/> CAS ... n°...	Cubitainer	B3	P2	Inchangé
DS19	Réservoir d'air comprimé	300 litres (3 Kw)	/	<input type="checkbox"/> n° CAS ... n°...	Compresseur mobile	B3	P2	Inchangé

Note : Si ce tableau ne suffit pas, faites-en plusieurs copies et numérotez les pages ..... / .....



### 2.3.3 Énumération des points de rejet d'eaux [REN]

Identification du rejet d'eau sur le plan descriptif*	Où part l'eau/nature du récepteur* ①	Statut du rejet par rapport au permis précédent* ①
<b>RE</b> <b>DEV1</b>	<input type="checkbox"/> Égout	<b>Nouveau</b>
	<input type="checkbox"/> Eau de surface ou voies artificielles d'écoulement	
	<input checked="" type="checkbox"/> Infiltration dans le sol ①	
<b>RE</b>	<input type="checkbox"/> Égout	
	<input type="checkbox"/> Eau de surface ou voies artificielles d'écoulement	
	<input type="checkbox"/> Infiltration dans le sol ①	
<b>RE</b>	<input type="checkbox"/> Égout	
	<input type="checkbox"/> Eau de surface ou voies artificielles d'écoulement	
	<input type="checkbox"/> Infiltration dans le sol ①	
<b>RE</b>	<input type="checkbox"/> Égout	
	<input type="checkbox"/> Eau de surface ou voies artificielles d'écoulement	
	<input type="checkbox"/> Infiltration dans le sol ①	
<b>RE</b>	<input type="checkbox"/> Égout	
	<input type="checkbox"/> Eau de surface ou voies artificielles d'écoulement	
	<input type="checkbox"/> Infiltration dans le sol ①	
<b>RE</b>	<input type="checkbox"/> Égout	
	<input type="checkbox"/> Eau de surface ou voies artificielles d'écoulement	
	<input type="checkbox"/> Infiltration dans le sol ①	
<b>RE</b>	<input type="checkbox"/> Égout	
	<input type="checkbox"/> Eau de surface ou voies artificielles d'écoulement	
	<input type="checkbox"/> Infiltration dans le sol ①	
<b>RE</b>	<input type="checkbox"/> Égout	
	<input type="checkbox"/> Eau de surface ou voies artificielles d'écoulement	
	<input type="checkbox"/> Infiltration dans le sol ①	
<b>RE</b>	<input type="checkbox"/> Égout	
	<input type="checkbox"/> Eau de surface ou voies artificielles d'écoulement	
	<input type="checkbox"/> Infiltration dans le sol ①	
<b>RE</b>	<input type="checkbox"/> Égout	
	<input type="checkbox"/> Eau de surface ou voies artificielles d'écoulement	
	<input type="checkbox"/> Infiltration dans le sol ①	

Note : Si ce tableau ne suffit pas, faites-en plusieurs copies et numérotez les pages ..... / .....



2.3.4 Eaux usées en ce compris les eaux pluviales

2.3.4.1 Points de déversement d'eau [DEV<sub>N</sub>]

Identification du déversement sur le plan descriptif* ①	Identification du rejet sur le plan descriptif*	Installation/activité (...), dépôt (D...) ou bâtiment (B...) ou générant le déversement*	Systèmes de surveillance	Résultat d'analyse	Type d'eau	Débit		Superficie collectée en m²	Statut du déversement par rapport au permis précédent* ①
						m³/jour	m³/heure		
DEV 1	RE 1	Les eaux pluviales du bâtiment B3 sont canalisées vers DS14 puis vers drains dispersants et terrain naturel.	/	<input type="radio"/> Oui, joignez les analyses en document attaché n° .....  <input checked="" type="radio"/> Non	<input type="radio"/> Eaux usées industrielles ④				Nouveau
					<input type="radio"/> Eaux de refroidissement				
					<input type="radio"/> Eaux usées domestiques				
					<input checked="" type="radio"/> Eaux pluviales			904 m²	
DEV	RE			<input type="radio"/> Oui, joignez les analyses en document attaché n° .....  <input type="radio"/> Non	<input type="radio"/> Eaux agricoles Précisez .....				
					<input type="radio"/> Eaux usées industrielles ④				
					<input type="radio"/> Eaux de refroidissement				
					<input type="radio"/> Eaux usées domestiques				
DEV	RE			<input type="radio"/> Oui, joignez les analyses en document attaché n° .....  <input type="radio"/> Non	<input type="radio"/> Eaux pluviales				
					<input type="radio"/> Eaux agricoles Précisez .....				
					<input type="radio"/> Eaux usées industrielles ④				
					<input type="radio"/> Eaux de refroidissement				
DEV	RE			<input type="radio"/> Oui, joignez les analyses en document attaché n° .....  <input type="radio"/> Non	<input type="radio"/> Eaux usées domestiques				
					<input type="radio"/> Eaux pluviales				
					<input type="radio"/> Eaux agricoles Précisez .....				
					<input type="radio"/> Eaux usées domestiques				
DEV	RE			<input type="radio"/> Oui, joignez les analyses en document attaché n° .....  <input type="radio"/> Non	<input type="radio"/> Eaux pluviales				
					<input type="radio"/> Eaux agricoles Précisez .....				
					<input type="radio"/> Eaux usées industrielles ④				
					<input type="radio"/> Eaux de refroidissement				

Suite du tableau des déversements

⬅ Début du tableau des déversements ➡



#### 2.3.4.2 Moyens mis en œuvre pour réduire les incidences

Copiez le tableau ci-dessous pour chaque déversement et numérotez les pages ..... / .....

Déversement concerné (sur base de l'identification du tableau 2.3.4.1)\* **DEV** .....

a) Comment sont déversées vos eaux usées industrielles ?

- ☐ En continu, précisez la durée du déversement ..... h/jour ..... j/semaine ..... j/mois
- ☐ Par batch<sup>4</sup>, donnez
- La fréquence ..... h/jour ..... j/semaine ..... j/mois
  - Le volume ..... m<sup>3</sup>/batch

b) Description du traitement des eaux en place ou prévu

**DEV 1 : Les eaux pluviales du bâtiment B3 sont récupérées via les chenaux et dirigées dans une citerne de récupération (DS 15) pour ensuite être rejetées en terrain naturel via des drains dispersants. Pour ce qui est du bâtiment, sur base d'une pluviométrie annuelle de plus ou moins 900 mm et d'une surface bâtie d'environ 904 m<sup>2</sup>, le rejet en eaux de pluie peut être estimé à plus ou moins 814 m<sup>3</sup>/an.**

**Les eaux pluviales du bâtiment B1 et B2 sont récupérées via les chenaux pour ensuite être rejetées en terrain naturel. Sur base d'une pluviométrie annuelle de  $\pm$  900 mm et d'une surface bâtie avoisinant les 1.970 m<sup>2</sup>, le rejet en eau de pluie peut être estimé à  $\pm$  1.970 m<sup>3</sup>/an.**

**Les eaux pluviales des aires bétonnées (I14) sont dirigées en terrain naturel, à raison de 300 l/m<sup>2</sup>. La superficie des aires bétonnées avoisinant les 400 m<sup>2</sup>, les rejets sont donc estimés à 120 m<sup>3</sup>/an. Ces eaux pluviales pourraient être souillées uniquement en période de nettoyage des bâtiments. Les exploitants veilleront donc à minimiser les éventuelles charges organiques.**

**Les eaux provenant du nettoyage de la porcherie B2 lors de vide sanitaire sont récoltées dans la citerne DS 14. Ces eaux seront ensuite épandues sur les terres agricoles de l'exploitation en respect au code de l'eau et au PGDA IV.**

**Concernant d'éventuel jus provenant des silos couloirs, les exploitants se serviront le cas échéant de produits absorbants de type sciure.**

**La gestion des eaux pluviales sur site pour les cours bétonnées et les bâtiments B1 à B2 est existante et n'a jamais posé problème dans le passé qu'elle que soit le type des rejets (Terrain naturel ou tranchées filtrantes). En conclusion, excepté les eaux de pluies, aucun rejet liquide vers l'environnement n'est ou ne sera effectué.**

**Il y a lieu de signifier qu'après contact avec l'A.I.V.E. concernant d'éventuel test de percolation pour les rejets en drains dispersants et en terrain naturel, il nous a été signifié qu'en ZAA (Zone d'assainissement autonome, il n'y a pas d'obligation pour la gestion des eaux pluviales.**

#### 2.3.4.3 Réseau d'égouttage public


Le rejet d'eaux usées industrielles se fait-il dans un réseau d'égouttage public ?\* ①

- ☐ Oui
- Le Oui réseau d'égouttage public aboutit-il dans une station d'épuration publique ? \*
- ☐ Oui, joignez à votre dossier votre projet de contrat d'assainissement industriel en document attaché n° .....
- ☐ Non, joignez à votre dossier l'avis préalable de l'organisme d'assainissement compétent (OAA) en document attaché n° .....
- ☐ Non

<sup>4</sup> Batch : traitement par lots ; type de procédé industriel dans lequel le produit fini est obtenu par une série de tâches, plutôt que par une production en continu.

## ANNEXE 5 : Approche géocentrique


### Rapport d'impression

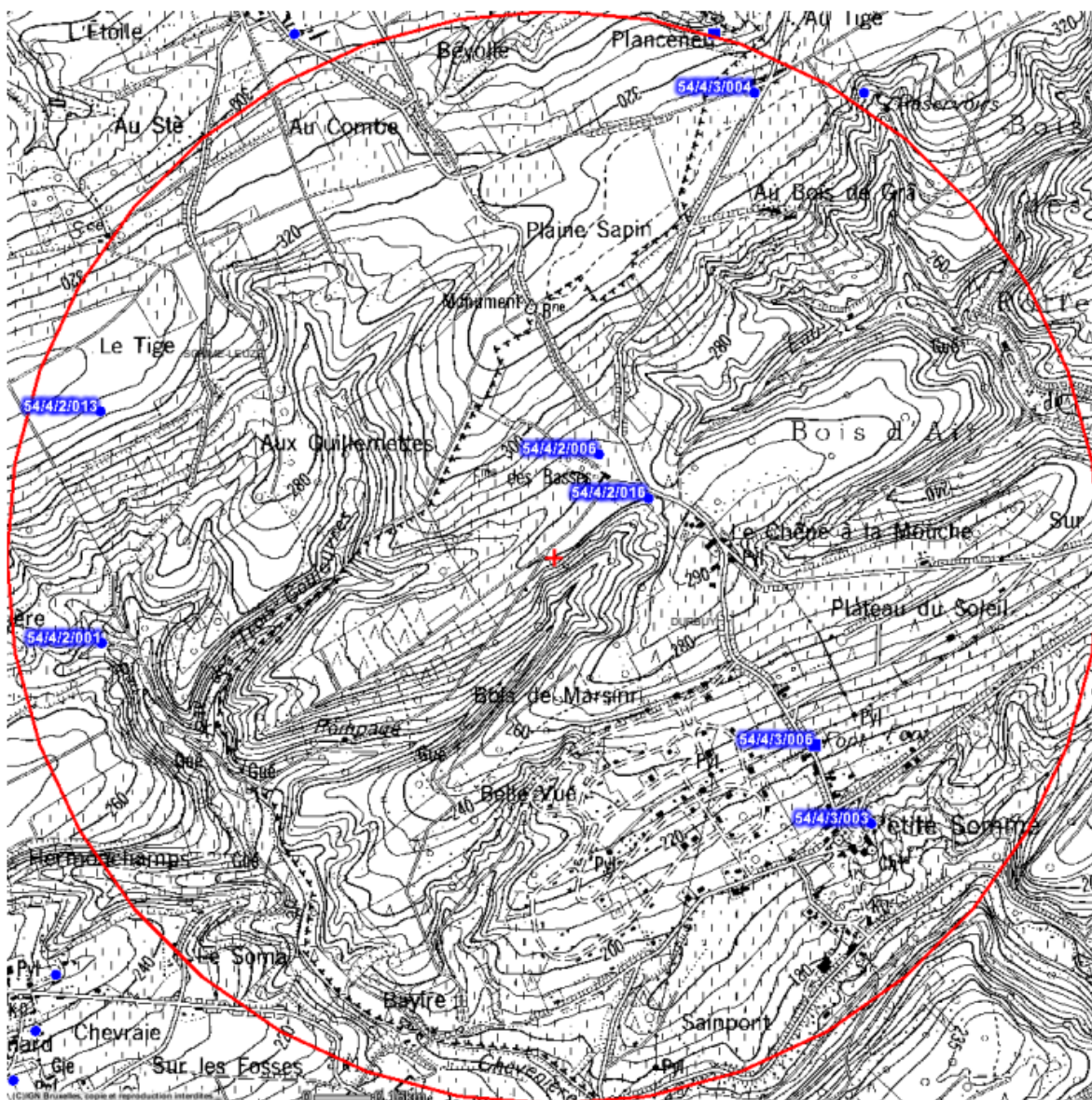
<p>Centre de sélection - X : 222 971 m , Y : 116 508 m Rayon de sélection : 1 500 m</p> 	<p>Types d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>● Prise d'eau souterraine en activité</li><li>■ Prise d'eau souterraine non exploitée</li><li>◆ Prise d'eau de surface potabilisable</li><li>▼ Piézomètre</li><li>▶ Etablissement polluant</li></ul>
---	---





## Rapport d'impression

<p>Centre de sélection - X : 222 971 m , Y : 116 508 m Rayon de sélection : 1 500 m</p> 	<p>Types d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Prise d'eau souterraine en activité</li> <li>■ Prise d'eau souterraine non exploitée</li> <li>◆ Prise d'eau de surface potabilisable</li> <li>▼ Piézomètre</li> <li>▶ Etablissement polluant</li> </ul>
---	---





# Rapport DixSous



## Rapport

Nombre d'éléments sélectionnés : 7  
Centre de sélection - X : 222 971 m , Y : 116 508 m  
Rayon de sélection : 1 500 m

Code ouvrage	X (m)	Y (m)	Type d'ouvrage	Distance (m)
54/4/2/016	223 229 m	116 672 m	ESOA	306 m
54/4/2/006	223 093 m	116 793 m	ESOA	310 m
54/4/3/006	223 687 m	115 994 m	ESON	881 m
54/4/3/003	223 840 m	115 780 m	ESOA	1134 m
54/4/2/001	221 730 m	116 275 m	ESOA	1263 m
54/4/2/013	221 726 m	116 911 m	ESOA	1309 m
54/4/3/004	223 520 m	117 785 m	ESOA	1390 m





**Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du  
Ministère de la Région wallonne**

Avenue Prince de Liège, 15, B-5100 Namur (Belgique)

Tél.: +32 (0) 81 33 50 50

Fax : +32 81 33 63 22



## Résultat de l'approche géocentrique

**Définition du cercle de la recherche :**

Coordonnées de centre X :	222.971	Mètres
Coordonnées de centre Y :	116.508	Mètres
Rayon du cercle :	1.500	Mètres
Période du	17/04/2024	au 18/04/2024

Pour toute information complémentaire concernant les résultats d'analyse, vous pouvez contacter la Direction des Eaux Souterraines à l'adresse courriel suivante : [DESO.DE.DGRNE@mrw.wallonie.be](mailto:DESO.DE.DGRNE@mrw.wallonie.be)

Résultat de l'approche géocentrique du : 18 avr. 2024 11:38

Ouvrages de prise d'eau souterraine avec historique des débits

Distance:	306	X(M) :	223.229	Code Ouvrage :	54/4/2/016	Dénomination ou lieu-Dit :	PUITS ANDA-DECLERCQ À PETITE-SOMME
Direction :	N-E	Y(M) :	116.672	Commune :	DURBUY	Ouvrage en activité :	Oui
				Nature de l'ouvrage :	PUITS FORE		

Nappe sollicitée : INCONNU OU INEXISTANT

Données de l'exploitation en cours (ou de la dernière exploitation clôturée)

Nom du titulaire :	ANDA-DECLERCQ SPRL	Code du titulaire :	91120/00050	Existence d'une zone de prévention ?	Non
Adresse :	RUE DU THIER, 2 537 SOMME-LEUZE	Numéro d'autorisation :	2018/8/D/00004		
				Usage principal de l'eau :	ELEVAGE

Caractéristiques de l'ouvrage

PERMIS D'ENVIRONNEMENT DÉLIVRÉ EN DATE DU 11.04.2018 PAR  
LA VILLE DE DURBUY.  
FORAGE D'UN Puits D'UNE PROFONDEUR PRÉVUE DE 80  
M POUR ALIMENTATION DE L'EXPLOITATION AVICOLE  
COUPE DU Puits REÇUE LE 24.08.2018.  
ATTESTATION DE CONFORMITÉ DU COMPTEUR REÇUE LE 24.08.2018.  
NOUVEAU PROPRIÉTAIRE DE LA PRISE D'EAU : S.P.R.L.  
ANDA-DECLERCQ DE SOMME-LEUZE.  
ANCIEN PROPRIÉTAIRE : DELFOSSE-VANHEREF.  
RÉCEPTION DE L'ATTESTATION DE CHANGEMENT D'EXPLOITANT EN  
DATE DU 02.04.2021.

Distance:	310	X(M) :	223.093	Code Ouvrage :	54/4/2/006	Dénomination ou lieu-Dit :	PUITS DELFOSSE
Direction :	N-E	Y(M) :	116.793	Commune :	DURBUY	Ouvrage en activité :	Oui
				Nature de l'ouvrage :	PUITS FORE		

Nappe sollicitée : INCONNU OU INEXISTANT

Pour toute information complémentaire concernant les résultats d'analyse, vous pouvez contacter la Direction des Eaux Souterraines à l'adresse courriel suivante : DESO.DE.DGRNE@mrw.wallonie.be

Résultat de l'approche géocentrique du : 18 avr. 2024 11:38

Données de l'exploitation en cours (ou de la dernière exploitation clôturée)				
Nom du titulaire :	DELFOSE ANNE SOPHIE	Code du titulaire :	83012/00036	Existence d'une zone de prévention ?
Adresse :	RUE DES BASSES, 43 694 DURBUY	Numéro d'autorisation :	1905/8/D/00226	
		Usage principal de l'eau :	ELEVAGE	

**Caractéristiques de l'ouvrage**

PUITS FORÉ EXPLOITÉ DE 60 M DE PROFONDEUR ÉQUIPÉ D'UN HYDROPHORE POUR CONSOMMATION HUMAINE RACCORDÉ AU RÉSEAU PUBLIC

PRÉLÈVEMENT ANNUEL POUR 170 BÊTES, VEAUX Y COMPRIS. PERMIS D'ENVIRONNEMENT POUR L'AUGMENTATION DE LA QUANTITÉ D'EAU PRÉLEVÉE SUR LE Puits + EXTENSION AGRICOLE DÉLIVRÉ PAR LA VILLE DE DURBUY EN DATE DU 14.12.2016.

Distance:	881	X(M) :	223.687	Code Ouvrage :	54/4/3/006	Dénomination ou lieu-Dit :	FONTAINE COUTREZ
Direction :	S-E	Y(M) :	115.994	Commune :	DURBUY	Ouvrage en activité :	Non
				Nature de l'ouvrage :	PUITS TRADITIONNEL		
Nappe sollicitée :	INCONNU OU INEXISTANT						

Caractéristiques de l'ouvrage							
FONTAINE ASSÉCHÉE TOTALEMENT - AUCUN USAGE HABITATION RACCODÉE AU RÉSEAU PUBLIC L'OUVRAGE SE SITUE À PETITE SOMME							
Distance:	1.134	X(M) :	223.840	Code Ouvrage :	54/4/3/003	Dénomination ou lieu-Dit :	CHATEAU DE PETITE SOMME
Direction :	S-E	Y(M) :	115.780	Commune :	DURBUY	Ouvrage en activité :	Oui
				Nature de l'ouvrage :	PUITS FORE		
Nappe sollicitée :	CALCAIRES DEVONIENS DU BASSIN DE DINANT						

Données de l'exploitation en cours (ou de la dernière exploitation clôturée)				
Nom du titulaire :	RADHADESH ASBL	Code du titulaire :	83012/00001	Existence d'une zone de prévention ? Non
Adresse :	PETITE SOMME 5 694 SEPTON	Numéro d'autorisation :	1987/8/1/04126	
		Usage principal de l'eau :	CONSOMMATION HUMAINE, EXCEPTE USAGE PRIVE (MENAGES)	

**Caractéristiques de l'ouvrage**

PUITS FORÉ DE 55 M DE PROFONDEUR. PROTÉGÉ PAR UNE CHAMBRE DE VISITE MAÇONNÉE DE 1 M DE PROFONDEUR

PUITS PROPREMENT DIT : FORAGE DE 165 MM DE DIAMÈTRE, ÉQUIPÉ D'UN TUBAGE PVC DE 125 MM CRÉPINÉ DANS LE FOND, SUR UNE HAUTEUR DE 10 M.

Distance:	1.263	X(M) :	221.730	Code Ouvrage :	54/4/2/001	Dénomination ou lieu-Dit :	LA CHEVENIERE EI
Direction :	O	Y(M) :	116.275	Commune :	SOMME-LEUZE	Ouvrage en activité :	Oui
				Nature de l'ouvrage :	DRAIN		
Nappe sollicitée :	MASSIF SCHISTO-GRESEUX DU BASSIN DE DINANT (FRASNIEN/FAMENNIEN)						

Données de l'exploitation en cours (ou de la dernière exploitation clôturée)				
Nom du titulaire :	S. W.D.E. - SOCIETE WALLONNE DES EAUX	Code du titulaire :	63079/00001	Existence d'une zone de prévention ? Oui
Adresse :	RUE DE LA CONCORDE, 41 480 VERVIER	Numéro d'autorisation :	1975/9/2/00014	
		Usage principal de l'eau :	DISTRIBUTION PUBLIQUE	

**Caractéristiques de l'ouvrage**

L'OUVRAGE CONSISTE EN UNE ÉMERGENCE CAPTÉE PAR 5 DRAINS

L'EAU BRUTE S'ÉCOULE PAR GRAVITÉ (15 M<sup>3</sup>/H) VERS 2 RÉSERVOIRS

IER RÉSERVOIR DE 60 M<sup>3</sup>: LA CHEVENIÈRE

SECOND RÉSERVOIR DE 600 M<sup>3</sup>: LE BOIS DE BORLOZ

Pour toute information complémentaire concernant les résultats d'analyse, vous pouvez contacter la Direction des Eaux Souterraines à l'adresse courriel suivante : DESO.DE.DGRNE@mrw.wallonie.be



Distance:	1.309	X(M) :	221.726	Code Ouvrage :	54/4/2/013	Dénomination ou lien-Dit :	PUITS FORE ANDA-DECLERCQ
Direction :	O	Y(M) :	116.911	Commune :	SOMME-LEUZE	Ouvrage en activité :	Oui
				Nature de l'ouvrage :	PUITS FORE		

Nappe sollicitée : MASSIF SCHISTO-GRESEUX DU BASSIN DE DINANT (FRASNIEN,FAMENNIEN)

Données de l'exploitation en cours (ou de la dernière exploitation clôturée)							
Nom du titulaire :	ANDA-DECLERCQ SPRL	Code du titulaire :	91120/00050	Existence d'une zone de prévention ?	Non		
Adresse :	RUE DU THIER, 2 537 SOMME-LEUZE	Numéro d'autorisation :	2012/9/D/00050				
		Usage principal de l'eau :	ELEVAGE				

Distance:	1.390	X(M) :	223.520	Code Ouvrage :	54/4/3/004	Dénomination ou lien-Dit :	SUR LE TIGE
Direction :	N-E	Y(M) :	117.785	Commune :	DURBUY	Ouvrage en activité :	Oui
				Nature de l'ouvrage :	PUITS FORE		

Nappe sollicitée : INCONNU OU INEXISTANT

Données de l'exploitation en cours (ou de la dernière exploitation clôturée)							
Nom du titulaire :	VAN HERF MARC ET ALAIN GR	Code du titulaire :	83012/00010	Existence d'une zone de prévention ?	Non		
Adresse :	TIGE DU BOIS DE GRAS, 18 694 BORLON	Numéro d'autorisation :	1998/8/C/00109				
		Usage principal de l'eau :	AGRICULTURE - HORTICULTURE - ARBORICULTURE ...				

Caractéristiques de l'ouvrage							
PUITS FORÉ DE 30 M DE PROFONDEUR, DIAMÈTRE 150 MM. IL EST ÉQUIPÉ D'UN AVANT-PUITS TUBÉ DE DIMENSION INCONNUE. L'EAU PRÉLEVÉE EST CONDUITE VERS UN HYDROPHORE DE 500 L. LA TÊTE DE PUIITS EST PROTÉGÉE PAR UNE NOUVELLE CHAMBRE MAÇONNÉE D'ENVIRON 80 CM X 60 CM, LÉGÈREMENT SURÉLEVÉE PAR RAPPORT AU SOL ET COUVERTE PAR UNE DALLE EN BÉTON							

Pour toute information complémentaire concernant les résultats d'analyse, vous pouvez contacter la Direction des Eaux Souterraines à l'adresse courriel suivante : DESO.DE.DGRNE@mrw.wallonie.be

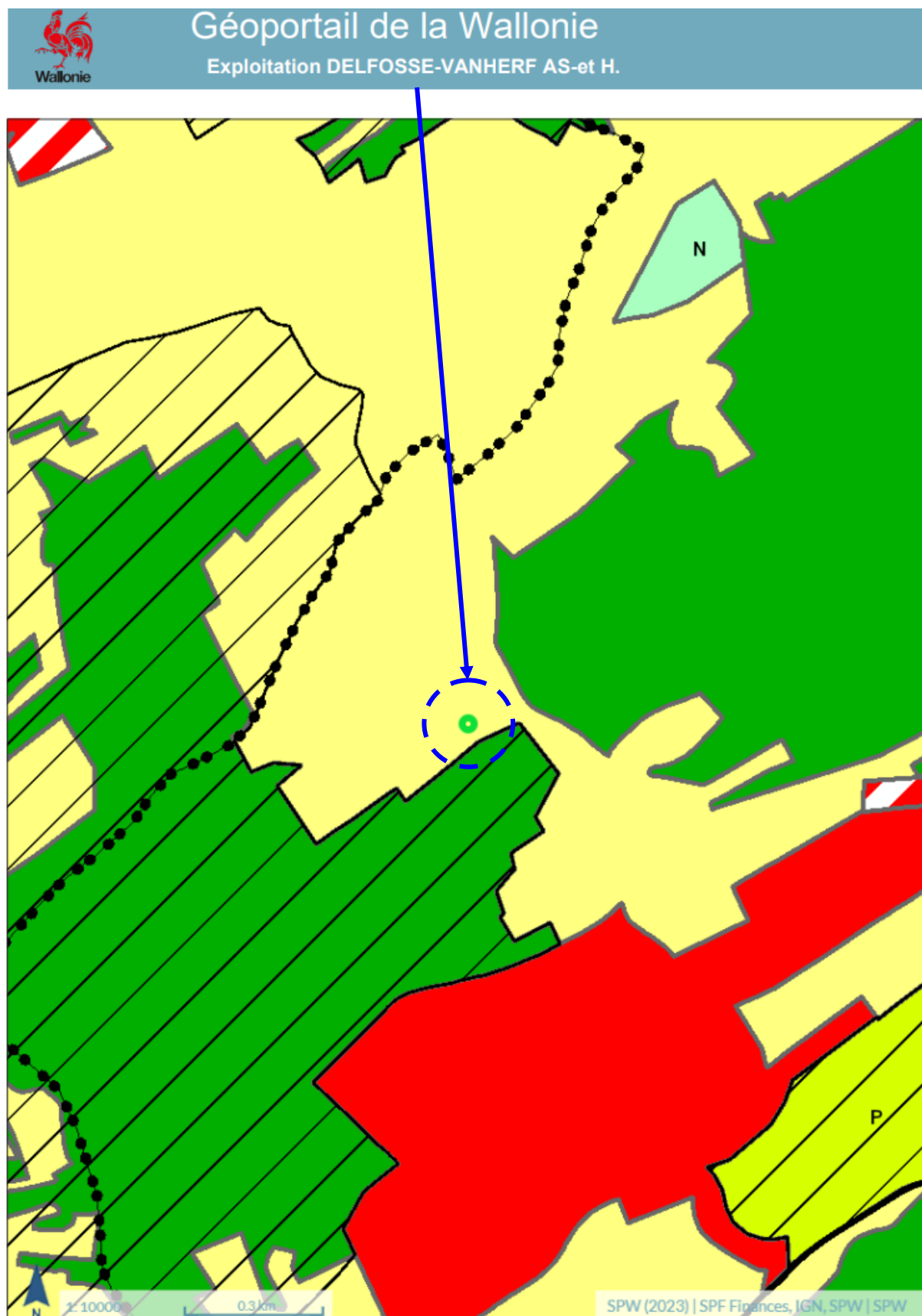
Résultat de l'approche géocentrique du : 18 avr. 2024 11:38

---

Pour toute information complémentaire concernant les résultats d'analyse, vous pouvez contacter la Direction des Eaux Souterraines à l'adresse courriel suivante : DESO.DE.DGRNE@mrw.wallonie.be

Résultat de l'approche géocentrique du : 18 avr. 2024 11:38

## ANNEXE 6 : Situation au plan de secteur.



## ANNEXE 7 : Autorisations, permissions, enregistrements et déclarations existantes.



**Ville de Durbuy**  
Grand \* rue, 24  
TEL: 0032 086212551  
FAX: 0032 086219838  
Internet: <http://www.durbuy.be>

Permis d'environnement

Fiche de suivi de décision

### Dossier

Demandeur : DELFOSSE Anne-Sophie, rue des Basses 43-6940 Petite Somme  
Objet : exploitation agricole existante  
Même adresse  
Secteur : 01 21 et 23  
Réclamants pendant l'enquête : non

### Suivi DPA

Réf. : D3100/83012/RGPED/2004/32/PE/3377/JLL  
Rapport final : **non envoyé**  
Avis transmis : favorables conditionnels

### Suivi VD

Réf. : 2/752.2/PE36-2004/MT  
Collège du 23-02-2005 : OCTROI  
Conforme aux avis transmis par la DPA et aux conditions d'exploitation préconisées : oui

### Affichage décision

1<sup>er</sup> jour : 24-02-2005; dernier jour : 06-03-2005  
Lieux : Hôtel de Ville (1), valves à Petite Somme (1), site (2)  
Envoi de la décision aux réclamants : sans objet  
Recours dans les 20 jours à dater du 24-02-2005  
(→dernier jour : 16-03-2005)  
Décision exécutoire le 17-03-2005

Certifié exact,

Le Bourgmestre,

Jean-Marie MOTTET.



\* *Ville de Durbuy* – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*  
Du registre aux délibérations du Collège échevinal de cette Commune, a été extrait ce qui suit :

SÉANCE DU 23 février 2005.

PRÉSENTS : MM. MOTTET, Bourgmestre-Président;  
YM. RENARD, BONTEMPS et  
Mme le BUSSY, Échevins;  
M. MAILLEUX, Secrétaire communal.

*Délibération N° & Objet :*

2. Octroi d'un permis d'environnement : Anne-Sophie DELFOSSE à Petite-Somme.

Le Collège échevinal,

Vu la demande de permis introduite en date du 08 décembre 2004 par laquelle Madame DELFOSSE Anne-Sophie, ci-après dénommée l'exploitante, sollicite un permis d'environnement pour *une exploitation agricole comprenant un cheptel de 124 bovins de plus de six mois et de 868 porcs, un élevage multiple produisant 18,6 tonnes d'azote organique, un stockage de matières sèches, une salle de traite, une laiterie, un fumière non couverte, des citernes à lisier, à jus de fumière et à jus de silos, 3 silos couloirs(aliments mouillés), un silo d'aliments secs, un stockage de mazout de 4.800 litres, un stockage de propane en réservoir fixe aérien de 800 litres, un puits d'eau non potabilisable d'une capacité de 4117 mètres cube par an, Rue des Basses 43 à 6940 Petite-Somme/DURBUY;*

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, ses modifications ultérieures et ses arrêtés d'exécution subséquents;

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 portant condition sectorielle eau relative aux dépôts d'hydrocarbures liquides (*Moniteur belge* du 11 mars 2003)

Vu l'ensemble des pièces du dossier;

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 07 au 21 janvier 2005 sur le territoire de la ville de *DURBUY*, duquel il résulte que la demande n'a rencontré aucune opposition, ni observation écrite ou orale;

Vu l'avis Favorable sous conditions de la *Direction Générale de*

\* *Ville de Durbuy* – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*  
Du registre aux délibérations du Collège échevinal de cette Commune, a été extrait ce qui suit :  
**SÉANCE DU 23 février 2005 suite n° 1.**

*Délibération N° & Objet :*

2. Octroi d'un permis d'environnement : Anne-Sophie DELFOSSE à Petite-Somme.

*l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine - SE - DIRECTION D'ARLON - AMÉNAGEMENT ET URBANISME*, envoyé à la Division de la Prévention et des Autorisations le 21 janvier 2005, sous les références F0510/83012/ENV/2005.1-SH;nc., et rédigé comme suit :  
«Vu le CWATUP;

Vu la demande de permis d'environnement précitée, datée du 08 décembre 2004;

Considérant que l'autorité statuant sur une demande de permis d'environnement est tenue de respecter les prescriptions des plans d'aménagement à valeur réglementaire en vigueur;

Considérant qu'en l'espèce, vérifier le respect de telles conditions revient à s'interroger sur la possibilité qu'un permis d'urbanisme soit délivré pour l'établissement considéré dans la zone dans laquelle sont inscrites les parcelles sur lesquelles il est établi;

Vu la localisation du bien et son inscription en zone agricole -art 35 du CWATUP- au plan de secteur de Marche-La Roche (AM du 26-03-1987);

Considérant qu'aux termes de l'article 35 du CWATUP, la zone agricole est destinée à l'agriculture au sens général du terme; elle contribue au maintien ou à la formation du paysage. Elle ne peut comporter que les constructions indispensables à l'exploitation et le logement des exploitants dont l'agriculture constitue la profession. Elle peut également comporter des installations d'accueil du tourisme à la ferme, pour autant que celles-ci fassent partie intégrante d'une exploitation agricole. Elle peut être exceptionnellement destinée aux activités récréatives de plein air pour autant qu'elles ne mettent pas en cause de manière irréversible la destination de la zone. Pour ces activités récréatives, les actes et travaux ne peuvent y être autorisés qu'à titre temporaire sauf à constituer la transformation, l'agrandissement ou la reconstruction d'un bâtiment existant;

Considérant qu'en l'espèce, la présente demande se réfère à des installations existantes;

Qu'il s'en déduit que l'activité projetée est probablement compatible avec les prescriptions des plans d'aménagement et des règlements d'urbanisme en vigueur;

Compte tenu de ce qui précède, la DGATLP rend un **AVIS FAVORABLE**, sous réserve du résultat de l'enquête publique et que toutes les installations soient couvertes par un permis d'urbanisme, en ce compris les silos, citerne à lisier et puits.

Dans le cas où certaines constructions seraient litigieuses, une demande de permis d'urbanisme devrait dès lors être introduite dans les trois mois à dater de la délivrance du permis d'environnement.";

Vu l'avis de la *Direction Générale de l'Agriculture - SERVICE EX-TÉRIEUR DE CINEY* envoyé hors délai - réputé favorable;

Vu l'avis de la *Direction Générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement - Division de la Nature et des Forêts de la Région Wallonne - SERVICES EX-TÉRIEURS - DIRECTION DE MARCHE* envoyé à la DPA le 26 janvier 2005, sous les références C.D.990 N°11.805, joint en annexe à la présente;

Vu l'avis de la *Direction Générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement - Division de l'Eau* envoyé le 07 février 2005 à la DPA sous les références ES/62, joint en annexe à la présente;

Vu l'absence de rapport de synthèse du fonctionnaire technique - Réf. Division de la Prévention et des Autorisations : D3100/83012/RGPED/2004/32/PE/3377/JLL;

Vu les pièces transmises par la Division de la Prévention et des Autorisations et la liste des conditions d'exploitation qu'il convient d'imposer, en date du 15 février 2005;

Considérant que la demande a été introduite dans les formes prescrites;



**\* Ville de Durbuy** – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*  
Du registre aux délibérations du Collège échevinal de cette Commune, a été extrait ce qui suit :  
**SÉANCE DU 23 février 2005 suite n° 2.**

*Délibération N° & Objet :*

**2. Octroi d'un permis d'environnement : Anne-Sophie DELFOSSE à Petite-Somme.**

Considérant que la demande a été jugée complète par et recevable  
«par défaut»;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par le demandeur et de l'instruction administrative que la demande vise à *autoriser une exploitation agricole comprenant un cheptel de 124 bovins de plus de six mois et de 868 porcs, un élevage multiple produisant 18,6 tonnes d'azote organique, un stockage de matières sèches, une salle de traite, une laiterie, une fumière non couverte, des citernes à lisier, à jus de fumière et à jus de silos, 3 silos couloirs, un stockage de mazout de 4.800 litres, un stockage de propane en réservoir fixe aérien de 800 litres, un puits d'eau non potabilisable d'une capacité de 4117 mètres cube par an;*

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

**N° 01.21.01.02, Classe 2**

Installations et activités destinées à l'élevage et /ou à l'engraissement de bovins de 6 mois et plus, en stabulation non permanente, d'une capacité de 51 à 300 animaux (de 101 à 500 bovins en stabulation non permanente, en zone agricole et sous les conditions définies dans l'AGW du 22 janvier 2004- MB 25-03-2004)

**N°01.49.03.02.02, Classe 2**

Silos de stockage de matières humides (pulpes de betteraves, silos à fourrage vert, herbes, trèfles, etc.), lorsque le volume de stockage est supérieur à 500 mètres cube

**N°01.49.03.01.01, Classe 3**

Silos de stockage de céréales, de grains et d'autres produits alimentaires susceptibles de contenir des poussières inflammables (à l'exception de paille et de foin), lorsque le volume de stockage est supérieur ou égal à 50 mètres cube et inférieur à 200 mètres cube

**N°01.23.01.02.01, Classe 2**

Installations et activités destinées à l'élevage et/ou à l'engraissement de porcs, d'une capacité de 11 à 2000 animaux (de 101 à 2000 de production en zone agricole et sous les conditions définies dans l'AGW du 04-07-2002-MB 21-09-2002)

**N° 01.29.02, Classe 2**

**Elevages multiples;** installations et activités destinées à l'élevage et/ou à l'engraissement d'animaux générant de plus de 3 à 30 tonnes d'azote organique, sans préjudice des seuils de classe définis dans les rubriques spécifiques

**N° 01.49.01.02.A, Classe 2**

Dépôts de **matières organiques** (fumiers, écumes, fientes, composts, boues,..., à l'exception des récoltes) exogènes à l'élevage ou à la culture (cf. 63.12.10) de plus de 50m<sup>3</sup>, dans toutes les zones sauf la zone d'habitat

**N° 63.12.09.03.01, Classe 3**

Dépôts de liquides inflammables et combustibles, à l'exclusion des hydrocarbures stockés dans le cadre des activités visées à la rubrique 50.50, dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 100°C (catégorie C) et dont la capacité de stockage est supérieure ou égale à 3 000 l et inférieure à 25 000 l

**N°41.00.03.02, Classe 2**

Installations pour la prise d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine, d'une capacité de prise d'eau et/ou de traitement supérieure à 10 mètres cube par jour et à 3000 mètres cube par an et inférieure ou égale à 10000000 de mètres cube par an

\* *Ville de Durbuy* – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*  
Du registre aux délibérations du Collège échevinal de cette Commune, a été extrait ce qui suit :  
**SÉANCE DU 23 février 2005 suite n° 3.**

*Délibération N° & Objet :*

**2. Octroi d'un permis d'environnement : Anne-Sophie DELFOSSE à Petite-Somme.**

(N°63.12.07-non classé : réservoir fixe aérien de propane liquéfié, non réfrigéré, d'une capacité de 800 litres).

Considérant que la demande porte sur le renouvellement du permis d'exploiter dont la durée d'autorisation va arriver à expiration;

Considérant que la demande fait suite également à une modification de la liste des établissements classés;

Considérant que le taux de liaison au sol est supérieur à 1;

Vu la déclaration d'engagement à exporter de l'azote organique par contrats de valorisation (et copie de ceux-ci);

Considérant que la capacité de stockage des effluents est suffisante par rapport aux normes en vigueur;

Considérant que le strict respect des conditions générales, sectorielles et intégrales en vigueur et des conditions particulières énumérées ci-après est de nature à réduire dans une mesure suffisante les inconvénients pouvant résulter de l'exploitation de l'établissement;

Considérant qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il y a lieu d'observer que la permission administrative accordée dans le cadre dudit décret est indépendante des autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d'autres obligations légales ou réglementaires et du respect des règlements généraux et communaux en vigueur;

Considérant que ladite permission administrative ne préjudicie pas au droit des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires;

Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles est subordonnée l'autorisation sont suffisantes pour garantir la sécurité, la salubrité et la commodité publiques;

### ARRÊTE

**Article 1.** L'exploitation de l'établissement décrit ci-après et établi conformément au(x) plan(s) annexé(s) est **autorisée** moyennant le respect des prescriptions légales et réglementaires en vigueur et des conditions d'exploitation précisées dans le présent arrêté.

**Article 2.** L'établissement concerne une exploitation agricole comprenant un cheptel de 124 bovins de plus de six mois et 868 porcs, un élevage multiple produisant 18,6 tonnes d'azote organique, un stockage de matières sèches, une salle de traite, une laiterie, un fumière non couverte, des citernes à lisier, à jus de fumière et à jus de silos, 3 silos couloir, un silo d'aliments secs, un stockage de mazout de 4.800 litres, un stockage de propane en réservoir fixe aérien de 800 litres, un puits d'eau non potabilisable de 1147 mètres cube par an.

L'exploitation comprend les installations et dépôts décrits ci-dessous:

Installations:

1. Salle de traite, 3,5 kW
2. Tank à lait de 5200 litres (4 kW)
3. Chauffe-eau électrique de 300 litres (2,2 kW)
4. Cheptel de 124 bovins de plus de six mois
5. Elevage de 868 porcs
6. Elevage multiple produisant 18,6 tonnes d'azote organique
7. Prise d'eau d'environ 4117 mètres cube par an (autorisation donnée pour un maximum de 20 mètres cube par jour et 5000 mètres cube par an)



**\* Ville de Durbuy** – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*  
Du registre aux délibérations du Collège échevinal de cette Commune, a été extrait ce qui suit :  
**SÉANCE DU 23 février 2005 suite n° 4.**

**Délibération N° & Objet :**

**2. Octroi d'un permis d'environnement : Anne-Sophie DELFOSSE à Petite-Somme.**

Dépôts:

1. Paille 36 t
2. Foin 40 t
3. Préfané 50 t
4. Aliments ensilés 1330 m<sup>3</sup>
5. Aliments secs 51 t
6. Lait 5200 l
7. Lisier de bovins 1100 m<sup>3</sup>
8. Lisier de porcs 1200 m<sup>3</sup>
9. Jus de silos 36 m<sup>3</sup>
10. Jus de fumier 45 m<sup>3</sup>
11. Fumière non couverte 294 m<sup>2</sup>
12. Mazout 4800 litres
13. Gaz propane 800 litres

**Article 3.** Les conditions applicables à l'établissement sont les suivantes :

- Les dispositions de l'AGW du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (annexe 1, 13 pages);
- Les conditions de l'AGW du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture (+AGW 18 septembre 2003 et AGW 06 avril 2004) (annexe 2, 17 pages);
- Les conditions d'exploitation relatives aux dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes (AGW 17 juillet 2003) (annexe 3, 5 pages);
- Les prescriptions de l'AR du 21-10-1968 concernant les dépôts en réservoirs fixes non réfrigérés de gaz propane et de gaz butane liquéfiés commerciaux ou de leurs mélanges;
- Les conditions d'exploitation relatives à l'élevage des bovins (annexe 4, 5 pages);
- Les conditions d'exploitation relatives à l'élevage ou à l'engraissement des porcins (annexe 5, 5 pages);
- Les conditions d'exploitations relatives aux hangars pour machines agricoles et/ou stock de foin/de paille (annexe 6, 1 page);
- Les conditions d'exploitation relatives aux dépôts de matières végétales en silo couloir (annexe 7, 3 pages);
- Les conditions d'exploitation relatives aux dépôts de matières pulvérulentes (annexe 8, 1 page);
- Les conditions d'exploitation relatives au stockage de balles de préfané (annexe 9, 1 page);
- Les conditions prescrites par l'avis de la DGATLP (annexe 10, 2 pages);
- Les conditions prescrites par l'avis de la DNF (annexe 11, 2 pages);
- Les conditions prescrites par l'avis de la Division de l'Eau (annexe 12, 9 pages).

**Article 4.** Le présent permis est accordé pour un terme de 20 ans.

**Article 5.** Le présent permis est exécutoire selon les dispositions de l'article 46 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

**Article 6.** Le délai de mise en œuvre du présent arrêté est fixé à deux ans à partir du lendemain du jour où le présent arrêté devient exécutoire.

**Article 7.** Le présent permis est frappé de caducité s'il n'est pas mis en œuvre avant l'expiration du délai fixé à l'article précédent ou lorsque l'établissement autorisé n'est pas exploité durant deux années consécutives.

**Article 8.** L'exploitant est tenu :

- 1° de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers,

*\* Ville de Durbuy* – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*

Du registre aux délibérations du Collège échevinal de cette Commune, a été extrait ce qui suit :

**SÉANCE DU 23 février 2005 suite n° 5.**

*Délibération N° & Objet :*

**2. Octroi d'un permis d'environnement : Anne-Sophie DELFOSSE à Petite-Somme.**

- nuisances et inconvénients de l'établissement;
- 2° de signaler immédiatement à l'autorité compétente tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
- 3° de fournir toute l'assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires et agents compétents de mener à bien leur actions visées à l'article 61, §1<sup>er</sup>, 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup>, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
- 4° de conserver, sur les lieux même de l'établissement où à tout endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des permis ou déclarations en vigueur, toutes décisions prescrivant des conditions complémentaires d'exploitation, ainsi que le registre des modifications intervenues et la liste des incidents et accidents visés au point 2°;
- 5° de conserver également aux mêmes lieux, tous les rapports, certificats et procès verbaux émanant d'organisme de contrôle, de visiteurs ou d'experts, et ayant trait à la sécurité ou la salubrité publique;
- 6° d'informer l'autorité compétente et le fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération sauf cas de force majeure;
- 7° de remettre le site, en fin d'exploitation, dans un état satisfaisant au regard de la protection de l'homme et de l'environnement;
- 8° de porter à la connaissance de l'autorité compétente, du collège des bourgmestre et échevins et du fonctionnaire technique, au moins 15 jours à l'avance, la date fixée pour la mise en œuvre du permis;

**Article 9.** L'exploitant est tenu de notifier à l'autorité compétente son intention de céder l'exploitation de son établissement, en tout ou en partie, à une tierce personne. Le cessionnaire est tenu de signer conjointement la notification, en confirmant par écrit avoir pris connaissance du permis, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le présent permis.

**Article 10.** Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

En outre, le présent permis ne préjudicie pas aux droits des tiers.

**Article 11.** Un recours auprès du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme est ouvert à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, ainsi qu'au fonctionnaire technique.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit être adressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé au fonctionnaire technique compétent sur recours (Ministère de la Région wallonne c/o Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR) dans un délai de vingt jours :

- 1° à dater de la réception de la décision pour le demandeur et le fonctionnaire technique;
- 2° à dater du premier jour de l'affichage de la décision pour les personnes non visées au 1°. Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière, ou jusqu'au trentième jour en cas de permis unique.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée, sauf s'il est introduit par le fonctionnaire technique.

Le recours est introduit selon les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et, notamment, en utilisant exclusivement le formulaire repris à l'annexe XI de l'arrêté précité.



**\* Ville de Durbuy** – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*  
Du registre aux délibérations du Collège échevinal de cette Commune, a été extrait ce qui suit :  
**SÉANCE DU 23 février 2005 suite n° 6.**

**Délibération N° & Objet :**

**2. Octroi d'un permis d'environnement : Anne-Sophie DELFOSSE à Petite-Somme.**

Un droit de dossier de 25,00 euros est à verser sur le compte 091-2150215-45 de la Division de la Prévention et des Autorisations, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes).

**Article 12.** Dans les 10 jours de la prise de décision, celle-ci est portée à la connaissance du public, par voie d'affichage d'un avis.

Le contenu de cet avis et les modalités de l'affichage sont définis par l'article 38 du décret. La durée de cet affichage est d'au moins dix jours.

**Article 13.** La décision est notifiée :

1. En expédition conforme et par envoi recommandé à :

- DELFOSSE Anne-Sophie, rue des Basses 43 à 6940 Petite-Somme (Durbuy),
- Division de la Prévention et des Autorisations, fonctionnaire technique de la Région Wallonne;

2. En copie libre et par pli ordinaire :

- Direction Générale de l'Agriculture - SERVICE EXTÉRIEUR DE CINEY, Rue des Champs Elysées 12 à 5590 CINEY;
- Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine - SE - DIRECTION D'ARLON - AMÉNAGEMENT ET URBANISME, Place des Chasseurs Ardennais 4 à 6700 ARLON;
- Direction Générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement - Division de la Nature et des Forêts de la Région Wallonne - SERVICES EXTÉRIEURS - DIRECTION DE MARCHE, Rue du Carmel 1 à 6900 MARLOIE;
- Direction Générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement - Division de la Police de l'Environnement - Services extérieurs - Direction de Namur, Rue Nanon 98 à 5000 NAMUR;
- Direction Générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement - Division de l'Eau, avenue Prince de Liège 15 à 5100 Jambes.

Par le Collège échevinal :

Le Secrétaire,  
(s) H. MAILLEUX

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire communal,



Henri MAILLEUX



Le Président,  
(s) JM. MOTTET

Le Bourgmestre,



Jean-Marie MOTTET



*\* Ville de Durbuy – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \**

Du registre aux délibérations du Collège Communal de cette Commune a été extrait ce qui suit :

**SÉANCE DU 2 décembre 15.**

PRÉSENTS : M. BONTEMPS, Bourgmestre-Président;  
Mme JAMAGNE,  
MM. DUMOULIN, PAQUET, MOTTET et  
Mme BALTHAZARD, Échevins;  
MM. CHARIOT, Président du CPAS;  
MAILLEUX, Le Directeur Général.

*Délibération N° & Objet :*

29. Octroi d'un permis d'urbanisme : Madame Anne-Sophie DELFOSSE à SEPTON

Le Collège Communal,

Vu le dossier relatif à la demande de permis d'urbanisme introduite par Madame Anne-Sophie DELFOSSE, Rue des Basses 43 à 6940 PETITE-SOMME, visant à obtenir l'autorisation de Remblais d'une prairies de pâture sur un terrain situé à l'adresse susvisée, y cadastré DURBUY-9<sup>ème</sup> division, section E parcelle 368G;

Attendu que l'avis de réception de cette demande porte la date du 14/07/2015 et le numéro 2015/0099;

Attendu qu'il ressort de l'examen de la notice d'évaluation préalable des incidences du projet sur l'environnement que celles-ci sont peu importantes; qu'il s'en suit, dès lors, qu'il n'y a pas lieu de prescrire l'établissement d'une étude d'incidences du projet sur l'environnement, le projet s'intègre bien dans le site bâti existant;

Considérant que le bien est situé en zone agricole pour partie, le solde en zone forestière au plan de secteur de Marche-La Roche adopté par Exécutif Régional Wallon du 26/03/1987, et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

Considérant que le bien est situé dans un périmètre d'intérêt paysager – ADESA ;

Considérant la présence d'une zon inondable – aléa faible à moyen ;

Considérant que ces périmètres sont en fait liés à un axe de ruissellement concentré, s'écoulant dans le fond du talweg ;

Considérant que le bien est concerné par l'Inventaire du Patrimoine, soit un site archéologique de fouilles, dans un rayon de moins de 50m ;

Vu que l'avis de la D.G.A. a été sollicité en date du 14/07/2015, reçu en date du 05/08/2015, est favorable libellé comme suit : « AVIS FAVORABLE pour autant que les terres apportées, issues de travaux de construction d'une étable proche, soient exemptes de tout déchet et que les eaux de ruissellement situées dans le talweg en contrebas ne soient pas perturbés par ce projet. »;

Vu que l'avis du D.N.F. a été sollicité en date du 14/07/2015, reçu en date du 19/08/2015, est favorable **conditionné**; que ce service demande notamment la plantation d'une haie le long du ruisseau sur une longueur de 100m ; qu'un chêne remarquable est présent sur le terrain ; que le remblai préserve cet arbre ;

Vu que l'avis du Département de l'environnement et de l'eau a été sollicité en date du 14/07/2015, reçu en date du 04/08/2015, est favorable **conditionnel**; que ce service sollicite des conditions particulières de gestion du site ;

Vu que l'avis du S.T.P cours d'eau a été sollicité en date du 14/07/2015 reçu en date du 10/08/2015, est favorable;

Vu que l'avis de la S.W.D.E. a été sollicité en date du 14/07/2015, que cet avis est réputé favorable par défaut;

Attendu que l'ensemble de ces conditions sont pertinentes et sont inhérentes à ce type de projet ;

\* **Ville de Durbuy** – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*

Du registre aux délibérations du Collège Communal de cette Commune a été extrait ce qui suit :

SÉANCE DU 2 décembre 15 suite n°1.

*Délibération N° & Objet :*

29. Octroi d'un permis d'urbanisme : Madame Anne-Sophie DELFOSSE à SEPTON

Considérant que les remblais se feront sur une grande surface en faible épaisseur ( $\pm 70$ cm); que l'impact sur le paysage sera donc faible;

Considérant que ni les eaux de ruissellement ni les eaux s'écoulant du talweg ne seront perturbées par ce projet (conservation des sens de pente du site et pas de remblais au niveau de l'écoulement du talweg);

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Attendu que la demande projetée ne nuit pas au bon aménagement des lieux et répond à la destination de la zone;

Vu l'article 123-23, 1° du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisation l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne tel que modifié notamment par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 ainsi que par les arrêtés du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 respectivement relatifs à l'organisation de l'évaluation des incidences sur l'environnement et à la liste des projets soumis à étude d'incidences;

Considérant que l'avis du Fonctionnaire délégué a été sollicité et est libellé et motivé comme suit : "J'émet un avis favorable, sous réserve du respect des conditions des instances et moyennant la consultation du Service de l'Archéologie avant délivrance du permis. » ;

Considérant que l'avis du Service de l'Archéologie a été sollicité, daté du 23/11/2015 et libellé comme suit : « Le Service de l'Archéologie émet un avis favorable conditionnel.

Considérant que l'objet de la demande est situé à l'emplacement d'un site préhistorique connu, les terres végétales doivent rester en place et la structure du relief du site ne doit pas être modifiée. Si ces conditions sont respectées, rien n'empêche que le site soit remblayé. Nous tenons à vous rappeler qu'en cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques lors de la mise en œuvre d'un permis d'urbanisme, la DG4 – Aménagement du Territoire, Logement, patrimoine et Energie doit être immédiatement avertie au numéro de téléphone 063/23.05.43, conformément aux art. 522 et 523 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juin 2004 paru au Moniteur Belge le 09 août 2004. Cette information doit être répercutée aux entreprises chargées de la mise en œuvre ainsi qu'à leurs éventuels sous-traitants. » ;

Considérant dès lors que la procédure est régulière et que rien ne s'oppose à la délivrance du permis ;

Vu les articles 1<sup>er</sup> à 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Considérant que le projet est compatible avec la destination générale de la zone ;

Pour ces motifs ;

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. – Le permis sollicité par Madame Anne-Sophie DELFOSSE est octroyé.

1° Le titulaire du permis devra se conformer scrupuleusement au plan joint à la demande.

2° Respecter toutes les conditions prescrites par l'avis du Fonctionnaire délégué reproduit ci-dessus.

3° Respecter les avis des différents services consultés dans ce dossier (DGA, DNF et DGO3 - Direction des eaux souterraines) annexés au présent permis.



**\* Ville de Durbuy – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \***

Du registre aux délibérations du Collège Communal de cette Commune a été extrait ce qui suit :

SÉANCE DU 2 décembre 15 suite n°2.

*Délibération N° & Objet :*

**29. Octroi d'un permis d'urbanisme : Madame Anne-Sophie DELFOSSE à SEPTON**

Article 2.- Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Fonctionnaire délégué aux fins de l'exercice éventuel par celui-ci de son droit de recours.

Article 3.- Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège Communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou actes.

Article 4.- Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

Article 5.- Le demandeur fournira un plan d'implantation coté reprenant le levé topographique des repères visibles qui seront implantés aux angles de la parcelle et seront maintenus jusqu'à l'achèvement du chantier, des chaises délimitant la future construction, des repères de niveaux ainsi que deux points de référence fixes situés en bordure de terrain permettant un contrôle à posteriori. Ce plan sera dressé et signé par un géomètre ou par l'architecte. Le plan sera contresigné par le demandeur, le maître d'œuvre et l'entreprise qui exécute les travaux. Le plan sera transmis à l'administration communale vingt jours calendrier avant le début des travaux.

L'indication de l'implantation devra être respectée lors de l'érection des bâtiment et ouvrages.

Le Directeur Général,  
(s) H. MAILLEUX

Le Directeur Général,



Henri MAILLEUX

Par le Collège communal,

Pour extrait conforme :

Le Président,  
(s) Ph. BONTEMPS

Le Bourgmestre,



Philippe BONTEMPS



\* **Ville de Durbuy** – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*  
Du registre aux délibérations du Collège Communal de cette Commune a été extrait ce qui suit :  
**SÉANCE DU 03 février 2016.**

PRÉSENTS : M. BONTEMPS, Bourgmestre-Président;  
Mme JAMAGNE,  
MM. DUMOULIN, PAQUET, MOTTET et  
Mme BALTHAZARD, Échevins;  
MM. CHARLOT, Président du CPAS;  
MAILLEUX, Directeur général.

Délibération N° & Objet :

34. Octroi d'un permis d'urbanisme : Anne-Sophie DELFOSSE à Petite-Somme.

Le Collège Communal,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu l'article 123-23, 1° du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne tel que modifié notamment par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 ainsi que par les arrêtés du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 respectivement relatifs à l'organisation de l'évaluation des incidences sur l'environnement et à la liste des projets soumis à étude d'incidences;

Vu le dossier relatif à la demande de permis d'urbanisme introduite par Madame Anne-Sophie DELFOSSE, Rue des Basses 43 à 6940 PETITE-SOMME, visant à obtenir l'autorisation de construction d'un silo couloir sur un terrain situé à l'adresse susvisée, y cadastré DURBUY-9<sup>ème</sup> division, section E parcelle 381 A;

Attendu que l'avis de réception de cette demande porte la date du 29/12/2015 et le numéro 2015/0161;

Attendu qu'il ressort de l'examen de la notice d'évaluation préalable des incidences du projet sur l'environnement que celles-ci sont peu importantes; qu'il s'en suit, dès lors, qu'il n'y a pas lieu de prescrire l'établissement d'une étude d'incidences du projet sur l'environnement, le projet s'intègre bien dans le site bâti existant;

Considérant que le bien est situé en Zone agricole au plan de secteur de Marche-La Roche adopté par Exécutif Régional Wallon du 26/03/1987, et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

Attendu que la demande projetée ne nuit pas au bon aménagement des lieux et répond à la destination de la zone;

Attendu que le projet respecte les caractéristiques architecturales du bâti existant;

Vu que l'avis de la D.G.A a été sollicité en date du 29/12/2015, reçu en date du 29/01/2016, est favorable;

Vu que la demanderesse est agricultrice à titre principal;

Vu article 107 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire et du Patrimoine et Energie;

Vu les articles 1<sup>er</sup> à 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs;

Attendu que le projet respecte harmonieusement les caractéristiques architecturales de l'immeuble;

Considérant que le projet est compatible avec la destination générale de la zone;

Pour ces motifs;

**ARRÊTE**

Le permis est délivré à Madame Anne-Sophie DELFOSSE qui devra se conformer scrupuleusement au contenu de la demande.



**\* Ville de Durbuy** – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*  
Du registre aux délibérations du Collège Communal de cette Commune a été extrait ce qui suit :  
**SÉANCE DU 03 février 2016 suite n° 1.**

Délibération N° & Objet :

34. Octroi d'un permis d'urbanisme : Anne-Sophie DELFOSSE à Petite-Somme.

La bénéficiaire du permis doit transmettre à l'administration communale copie des bordereaux d'entrée des déblais et/ou des déchets de construction dans un centre agréé par la Région Wallonne, dans le mois qui suit la fin du chantier.

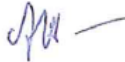
Article 1. Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

Article 2. L'expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Fonctionnaire délégué aux fins de l'exercice éventuel par celui-ci de son droit de recours.

Par le Collège Communal :

Le Directeur général,  
(s) H. MAILLEUX

Le Directeur général,



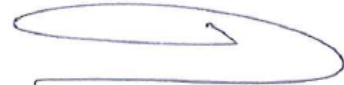
Henri MAILLEUX

Pour extrait conforme :



Le Président,  
(s) Ph. BONTEMPS

Le Bourgmestre,



Philippe BONTEMPS



Ville de Durbuy  
Basse Cour 13  
B-6940 Barvaux s/O.  
086/21.98.11 Fax : 086/21.98.38  
www.durbuy.be

Permis unique  
Fiche de suivi de décision

---

**Dossier**

Demandeur : DELFOSSE A.S. & VANHERF H., rue des Basses 43 à 6940 Petite Somme  
Objet : Extension exploitation agricole, même adresse, voir détails dans décision.

Rubriques : 01.24.01.02.02, 01.49.01.01, 28.52.02A, 41.00.03.02

Réclamant pendant l'enquête : 1

**Suivi DPA-DPU**

DOSSIER 38659-PADU

Rapport de synthèse envoyé le 13-12-2016; reçu le 14-12-2016

**Suivi VD**

Réf. : 2/752.2/PU134.2016/MT

Collège du 14-12-2016 : octroi

Conforme au rapport de synthèse : OUI

**Affichage décision**

1<sup>er</sup> jour : 19-12-2016; dernier jour : 30-12-2016

Lieux : valves Hôtel de Ville, site.

Envoi de la décision aux réclamants : oui, le 16-12-2016

Recours dans les 20 jours à dater du 19-12-2016

(-> dernier jour: 08-01-2016)

Décision exécutoire le 09-01-2016

Certifié exact,

Le Bourgmestre,

Philippe BONTEMPS

\* *Ville de Durbuy* – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*

Du registre aux délibérations du Collège Communal de cette Commune a été extrait ce qui suit :

**SÉANCE DU 14 décembre 2016.**

RÉSENTS : M. BONTEMPS, Bourgmestre-Président;  
Mme JAMAGNE,  
MM. DUMOULIN, PAQUET,  
Mmes BALTHAZARD et COLIN, Échevins;  
MM. CHARIOT, Président du CPAS;  
MAILLEUX, Directeur général.

Délibération N° & Objet :

**38. Octroi permis unique : VANHERF DELFOSSE à Petite Somme.**

Le Collège Communal,

Vu la demande introduite en date du 20 mai 2016 par laquelle monsieur et madame Henri et Anne-Sophie VANHERF DELFOSSE sollicitent un permis unique pour l'extension de l'exploitation agricole existante (129 bovins et 868 porcs à l'engrais) par :

- la régularisation urbanistique d'une extension du corps de logis avec car-port (dimensions : 13 m x 5 m) érigée sans permis d'urbanisme;
- la construction et l'exploitation de deux poulaillers (dimensions : 86,35 m x 34,12 m et 74,30 m x 34,12 m) pour 39375 poules pondeuses " bio " en volière avec jardin d'hiver et parcours extérieur de 15,90 ha, d'un local technique (dimensions : 34,12 m x 7,30 m), de quatre silos tour pour aliments secs de 30 m<sup>3</sup>, d'un auvent (dimensions : 3,5 m x 1 m) pour groupe électrogène de 30 kVA, de deux niches à cadavres, de deux citernes de récolte des eaux de nettoyage des poulaillers de 40 m<sup>3</sup>, d'un hangar à fientes (dimensions: 15 m x 20 m) et d'un bassin d'orage de 360 m<sup>3</sup>;
- la création d'un chemin d'accès, d'aires de manœuvre empierrées de 1360 m<sup>2</sup> et d'aires bétonnées de 1533 m<sup>2</sup> et la plantation d'arbustes;
- l'augmentation de la quantité prélevée d'eau du puits foré existant sise au 43 rue des Basses à 6940 SEPTON/DURBUY (Références cadastrales : DURBUY 9e division Septon section D n°370c, 370d, 371a, 373b, 374a, 375, 376b, 376c, 378, 379 et 381a et E n°366t3, 368g, 369a, 373a, 380a, 381a et 383a);

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu le Livre Ier du Code de l'Environnement;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu le décret du 7 mars 2013 interprétatif des articles 35, § 1er, alinéa 2, 40, § 7, alinéa 3, 93, § 1er, alinéa 2, et 95, § 7, alinéa 3, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifiés par le décret-programme du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative;

Vu l'arrêté royal du 10 août 1998 établissant certaines conditions pour la qualification sanitaire des volailles;

Vu l'arrêté royal du 1er mars 2000 concernant la protection des animaux dans les élevages;

Vu l'arrêté ministériel du 1er avril 2004 relatif à la mise en conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage, modifié le 28 décembre 2007;

Vu l'arrêté ministériel du 18 février 2008 définissant les prescriptions techniques obligatoires pour les infrastructures de stockage des effluents d'élevage;



**\* Ville de Durbuy** – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*  
Du registre aux délibérations du Collège Communal de cette Commune a été extrait ce qui suit :  
**SÉANCE DU 14 décembre 2016 suite n° 1.**

Délibération N° & Objet :

38. Octroi permis unique : VANHERF DELFOSSE à Petite Somme.

Vu les autorisations en cours de validité :

- Arrêté du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 février 2005 pour un terme expirant le 23 février 2025, accordant le permis d'environnement pour l'ensemble de l'exploitation (129 bovins et 868 porcs à l'engrais);
- Arrêté du Collège communal du 09 décembre 2009 pour un terme expirant le 23 février 2025 accordant le permis unique pour l'extension de l'exploitation agricole existante (129 bovins et 868 porcs à l'engrais) par la construction et l'exploitation d'une porcherie (dimensions : 74,70 m x 27,10 m) d'engraissement sur caillebotis pour 2100 porcs, d'une installation de lavage (dimensions : 9 m x 3,80 m et 10,70 m x 2,30 m) par voie humide de l'air de ventilation de la porcherie, d'une citerne à lisier de 2900 m<sup>3</sup>, de quatre silos tour (trois de 15 t et un de 7,5 t) pour aliments secs, d'un auvent (dimensions : 7,19 m x 1,90 m) pour une citerne à mazout de 5000 litres et pour une citerne à pétrole de 2000 litres, d'une niche à cadavres et d'une citerne à eaux pluviales de 20 m<sup>3</sup> ainsi que l'augmentation de la quantité prélevée d'eau du puits foré existant;
- Arrêté du Collège communal du 02 décembre 2015 autorisant le permis d'urbanisme pour le remblai d'une prairie de pâture;
- Arrêté du Collège communal du 03 février 2016 autorisant le permis d'urbanisme pour la construction d'un silo couloir;

Vu l'ensemble des pièces du dossier;

Vu l'avis de la DGO3 - DNF - DIRECTION EXTÉRIEURE DE MARCHE-EN-FAMENNE, reçu par le fonctionnaire technique en date du 07 juin 2016, relatif au caractère complet de la partie Natura 2000 du formulaire de demande de permis, avis rédigé comme suit :

*« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le permis dont références sous objet est complet en ce qui concerne Natura 2000.*

*Seul un plan de détail/en coupe du bassin d'orage (+ caractéristiques) semble manquer au dossier. Ce bassin sera idéalement réalisé avec des pentes douces et non imperméabilisé (bâches, ...) sauf justification contraire (disponibilité en eau pour les pompiers, ...).*

*Le projet ne se trouve pas dans le périmètre d'un Parc naturel.*

*Mes services souhaitent être consultés lors de la remise d'avis final. »*

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 19 septembre 2016 au 04 octobre 2016 sur le territoire de la ville de DURBUY, duquel il résulte que la demande a rencontré quatre lettres d'oppositions ou observations dont une reproduite cinq fois, procès-verbal rédigé comme suit :

*« L'an 2016, le 4ème jour du mois d'octobre,*

*Le collège communal,*

*Vu les articles 24 à 29 et 90 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;*

*Vu les articles 7 à 13 et 35 à 41 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;*

*Vu l'article 109 de la Nouvelle loi communale;*

*Constate la clôture de l'enquête publique réalisée du 19 septembre au 4 octobre inclus (affichage le 12 septembre) relative à la demande de permis unique introduite par DELFOSSE A.S. & VANHERF H., rue des Basses 43 à 6940 Petite Somme, visant à obtenir un permis unique pour l'extension d'une exploitation agricole, à la même adresse. Les personnes intéressées ont été invitées à faire part aux autorités communales de leurs observations, écrites ou orales, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours et heures d'ouverture de l'administration communale, ainsi que le samedi matin.*

*Nous avons reçu les courriers d'observations des personnes suivantes :*

☐ Contre le projet : d'OULTREMONT Léopold,

☐ Pour le projet : sprl Anda Declercq, BLIECK D., VANHERF A., PAPP V., VANHERF M., LAIX-HAY J., VANHERF J.

*Personne ne s'est présenté à la séance de clôture d'enquête.*

*Aucune autre objection ou observation n'ayant été formulée, nous clôturons, par le présent procès-ver-*



**\* Ville de Durbuy – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \***

Du registre aux délibérations du Collège Communal de cette Commune a été extrait ce qui suit :

**SÉANCE DU 14 décembre 2016 suite n° 2.**

Délibération N° & Objet :

38. Octroi permis unique : VANHERF DELFOSSE à Petite Somme.

*bal, l'enquête publique dont question pour servir et valoir comme il appartiendra. »*

Vu la synthèse des objections et observations écrites et orales formulées au cours de l'enquête publique réalisée sur le territoire de la ville de DURBUY et concernant les thèmes suivants :

*Les observations et réclamations concernent en synthèse :*

- *implantation;*
- *alimentation en eau;*
- *odeurs;*
- *évacuation des eaux usées, des cadavres et des fientes;*
- *risque de développement d'autres élevages dans la région.*

Vu l'avis favorable sous conditions de la DGO3 - DSD - DIRECTION DE LA PROTECTION DES SOLS, envoyé hors délai - **réputé favorable**;

Vu l'avis favorable sous conditions de la ZONE DE SECOURS DU LUXEMBOURG, envoyé hors délai - **réputé favorable**;

Vu l'avis **favorable** de la DGO3 – DRCE - DIRECTION DU DEVELOPPEMENT RURAL DE CINEY, envoyé le 30 septembre 2016, rédigé comme suit :

**« AVIS TECHNIQUE**

*Madame Delfosse Anne-Sophie et Monsieur Vanherf Henri gèrent une exploitation agricole composée de plus ou moins 170 bovins et 738 porcs à l'engrais dans divers bâtiments.*

*Les bovins sont logés en stabulation libre paillée, excepté les vaches laitières qui sont dans une étable sur caillebotis.*

*Il en est de même pour les porcs à l'engraissement.*

*L'objet de la demande est l'extension de l'activité par la construction de deux poulaillers pour 39375 poules pondeuses « bio » sur grilles en volière avec jardin d'hiver et parcours extérieur de 15,90 ha, un local technique, quatre silos pour aliments secs de 30 m<sup>3</sup>, un auvent pour groupe électrogène, deux niches à cadavres, deux citernes de récolte des eaux de nettoyage de 40 m<sup>3</sup>, une hangar à fientes et un bassin d'orage.*

*La demande reprend également la régularisation urbanistique d'une extension du corps de logis avec car-port, la création d'un chemin d'accès aux deux poulaillers et l'augmentation de la quantité d'eau prélevée du puits existant.*

*Les demandeurs sont couverts actuellement par une attestation de mise en conformité des effluents d'élevage, délivrée le 08/09/2014 par notre Administration, et ce pour une durée de cinq ans.*

*Ils possèdent également des contrats de délocalisation des effluents d'élevage produits par les porcs du fait que le taux de liaison au sol était supérieur à 1.*

*Il en ira de même avec les fientes de poules qui seront produites ultérieurement.*

*Considérant tous ces éléments,*

*Avis favorable.*

**AVIS D'IMPLANTATION**

*Les deux poulaillers seront construits à l'arrière et proches des bâtiments existants, en parfait alignement et sur des parcelles situées en zone agricole au plan de secteur.*

*Les terres excédentaires issues des travaux seront utilisées pour le remblaiement d'une prairie proche afin d'améliorer le relief de celle-ci, et pour lequel les demandeurs ont obtenu un permis d'urbanisme en date du 14/12/2015.*

*Avis favorable. »;*

Vu l'avis **favorable sous conditions** de la DGO4 - DÉPARTEMENT DU PATRIMOINE - SERVICE ARCHÉOLOGIE DU LUXEMBOURG, envoyé le 12 septembre 2016, rédigé comme suit :

*«Le Service de l'Archéologie n'émet aucune remarque. Nous tenons cependant à vous rappeler qu'en cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques lors de la mise en œuvre d'un permis d'urbanisme, la DGO4 - Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie doit être immédiatement avertie*



Délibération N° & Objet :

38. Octroi permis unique : VANHERF DELFOSSE à Petite Somme.

au numéro de téléphone 063/23.05.43, conformément aux art. 522 et 523 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juin 2004 paru au Moniteur Belge le 09 août 2004. Cette information doit être répercutée aux entreprises chargées de la mise en œuvre ainsi qu'à leurs éventuels sous-traitants.»

Vu l'avis favorable sous conditions de la DGO3 - DNF - DIRECTION EXTÉRIEURE DE MARCHE-EN-FAMENNE, envoyé le 10 octobre 2016, rédigé comme suit :

« Motivations :

- le projet est situé en zone agricole au plan de secteur et en zone d'habitat à caractère rural pour partie;
- le projet ne se situe pas près du réseau Natura 2000;
- le projet ne se situe pas dans un Parc Naturel;
- diverses plantations sont prévues ainsi qu'un bassin d'orage - réservoir d'eau.

Conditions :

- les plantations prévues seront réalisées dès la première saison adéquate consécutive à la réalisation des travaux;
- chaque arbre sera équipé d'un tuteur et d'une protection (si nécessaire) adéquate et robuste contre le bétail;
- le bassin d'orage sera aménagé (autant que possible) selon les caractéristiques reprises dans le fascicule (fiche technique n°16 - mare tampon) fourni en annexe dans les compléments du dossier. »;

Vu l'avis favorable sous conditions du STP – SERVICE COURS D'EAU, envoyé le 06 octobre 2016, rédigé comme suit :

« Le présent dossier concerne une exploitation agricole située à Septon (commune de Durbuy). Aucun cours d'eau non navigable classé ou non classé n'est recensé à proximité directe du projet. Nous notons cependant la présence d'un thalweg (vallon sec). Sa gestion incombe, selon le Code civil (articles 640 et suivants) au propriétaire des fonds sur lesquels il s'écoule, c'est-à-dire, le demandeur. Une réunion de concertation s'est tenue dans les bureaux du CER à Marloie ce 13 juillet 2016 (présents: monsieur Lejeune, Conseiller au CER et monsieur Daoust de notre service des Cours d'eau). Nos recommandations techniques ont été suivies.

Un petit bassin d'orage- réserve d'eau pompiers- sera construit. Celui-ci sera implanté en travers du vallon sec (thalweg). Le dimensionnement du volume tampon suit nos impositions techniques usuelles. Nous y marquons donc notre accord. Un trop-plein est prévu afin de diminuer l'impact d'un éventuel débordement sur la digue porteuse.

Nous conseillons d'implanter ce tuyau de trop-plein dans la digue, au même niveau que le niveau supérieur du moine de régulation et ce, afin que les eaux excédentaires puissent être évacuées en aval de la digue sans pour autant trop la déstabiliser.

Nous émettons un avis technique favorable du point de vue de la Loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables. »;

Vu l'avis favorable sous conditions de la DGO3 - DEE - EAUX SOUTERRAINES MARCHE, envoyé le 30 septembre 2016 et rédigé comme suit :

#### « EAUX SOUTERRAINES

##### 1) Prise d'eau souterraine

Au cadre IV.2 du formulaire Annexe I, dressant l'inventaire des différentes rubriques sollicitées, les requérants ont indiqué la rubrique 41.00.03.02 relative à l'exploitation d'une prise d'eau souterraine.

Après vérification, il ressort que le puits foré de cette exploitation agricole a déjà fait l'objet de deux permis, le dernier (délivré en 2009) permettant un prélèvement maximal de 50 m<sup>3</sup>/jour et 11.000 m<sup>3</sup>/an.

Le courrier d'accompagnement du dossier reçu indique en objet que la présente demande porte sur une augmentation de la quantité prélevée au puits existant.

Le dossier reçu ne contenant pas de formulaire Annexe III (relatif à l'exploitation d'une prise d'eau souterraine) les débits maxima aujourd'hui sollicités nous sont inconnus.

Par contre, au cadre IV.3 du formulaire Annexe I précité il est là mentionné que « vu l'ajout d'une sculpation supplémentaire la quantité prélevée sera revue à la hausse pour passer de 5.000 m<sup>3</sup>/an à



\* **Ville de Durbuy** – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*  
Du registre aux délibérations du Collège Communal de cette Commune a été extrait ce qui suit :  
**SÉANCE DU 14 décembre 2016 suite n° 4.**

Délibération N° & Objet :

**38. Octroi permis unique : VANHERF DELFOSSE à Petite Somme.**

*l'heure actuelle à + 8.000 m<sup>3</sup>/an après projet ».*

*L'examen de notre banque de données incluant les volumes annuels prélevés déclarés par les requérants montre que ceux-ci ont, au cours des dernières années, oscillé entre 4.444 et 5.267 m<sup>3</sup>.*

*Vu ces éléments contradictoires, nous avons pris information auprès du D.P.A.*

*Ce service nous a informés que la porcherie visée par la demande de permis de 2009 n'avait pas été réa-*  
*lisée.*

*Les besoins actuels sont donc bien de l'ordre de 5.000 m<sup>3</sup>/an et ceux, après ajout des deux poulaillers, seront d'environ 8.000 m<sup>3</sup>/an.*

*Dès lors, vu ces informations;*

*Considérant que l'exploitation de ce puits foré avait fait l'objet, en 2009, d'un permis permettant un prélèvement maximal de 50 m<sup>3</sup>/jour et 11.000 m<sup>3</sup>/an;*

*Considérant que, même après ajout des deux poulaillers sollicités, ces valeurs maximales autorisées vont s'avérer excessives et non nécessaires;*

*Il est en conséquence proposé de fixer les nouveaux débits maxima autorisés à 9.000 m<sup>3</sup>/an et 35 m<sup>3</sup>/jour.*

*L'exploitation du puits peut donc être poursuivie aux conditions antérieurement fixées par le permis unique délivré le 9 décembre 2009 dans lequel la première phrase de l'article « conditions eaux souterraines 3 » est remplacée par : « Les débits maxima prélevés sur ce puits ne pourront dépasser 2,1 m<sup>3</sup>/heure, 35 m<sup>3</sup>/jour ni 9.000 m<sup>3</sup>/an ».*

*2) Poulaillers et installations visées autres que la prise d'eau souterraine*

*Le Service des Eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau ne peut émettre un avis favorable envers la demande de permis que pour autant que les poulaillers (installations, activités et stockages y afférant) ne donnent lieu, vers un sol non étanchéifié ou vers le sous-sol, à aucun écoulement, fuite, rejet ou infiltration d'eaux usées non traitées, effluents agricoles ou tout autre liquide impropre susceptible de porter atteinte envers la qualité de l'eau souterraine.*

*Il ne peut être fait usage d'aucun puits perdant, drain dispersant, citerne perdante ou tout autre mode d'épandage souterrain pour l'évacuation de ces jus, effluents, eaux usées non épurées ou liquides impropres.*

*En ce sens, l'épandage souterrain prévu, ainsi que la mare (bassin d'orage + réserve incendie) ne peuvent recevoir que des eaux de toitures et eaux de ruissellement non altérées non susceptibles de porter, par infiltration, atteinte envers la qualité de l'eau souterraine. »*

*Vu le rapport de synthèse du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué : Réf. Département des Permis et des Autorisations D3100/83012/RGPED/2016/8/PADU/bd - PU et Réf. Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Énergie : F0510/83 012/PU3/2016.4 CI2-JPS/ws - transmis en date du 13-12-2016 au Collège communal et reçu en date du 14-12-2016;*

*Considérant que la demande a été introduite dans les formes prescrites;*

*Considérant que la demande de permis unique a été déposée à l'administration communale le 20 mai 2016, transmise par celle-ci au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué par envoi postal du 27 mai 2016 et enregistrée dans les services respectifs de ces fonctionnaires en date du 02 juin 2016;*

*Considérant que la demande a été jugée incomplète par le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué par courrier commun du 22 juin 2016; que les documents manquants ont été envoyés par le demandeur à la commune à une date non communiquée; que ces documents ont été transmis au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué en date du 24 août 2016 et reçus par ces fonctionnaires en date du 25 août 2016;*

*Considérant que la demande a été jugée complète et recevable en date du 08 septembre 2016 par courrier commun du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué et que notification en a été faite à l'exploitant par lettre recommandée à la poste à cette date;*

*Considérant que, en application de l'article 92, § 5, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, une prolongation de délai de 30 jours a été notifiée à l'exploitant et à notre Collège commu-*



\* **Ville de Durbuy** – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*  
Du registre aux délibérations du Collège Communal de cette Commune a été extrait ce qui suit :  
**SÉANCE DU 14 décembre 2016 suite n° 5.**

Délibération N° & Objet :

38. Octroi permis unique : VANHERF DELFOSSE à Petite Somme.

*nal par courrier commun du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué en date du 09 novembre 2016;*

*Considérant que la transformation et l'extension envisagées entraînent l'application d'une nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3;*

*Considérant que la demande, dont le formulaire fait office de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, doit permettre d'identifier, décrire et évaluer de manière appropriée les effets directs et indirects, à court et à moyen terme, de l'implantation et de la mise en œuvre du projet sur l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel ainsi que sur l'interaction entre ces facteurs;*

*Considérant que l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre 1er du Code de l'Environnement;*

*Considérant qu'à l'examen du dossier de demande, il peut être considéré que le risque de nuisances olfactives et sonores n'aura pas d'impact notable sur la qualité de vie des habitations riveraines, sises en zone agricole à au moins 350 mètres à l'est-sud-est du projet de poulaillers;*

*Considérant qu'en ce qui concerne les autres compartiments de l'environnement, le projet engendre des nuisances pouvant être qualifiées de nulles ou mineures;*

*Considérant que le projet vise un élevage avicole de moins de 40000 sujets, en l'occurrence 39375 poules pondeuses;*

*Considérant qu'il n'y a pas d'eau de surface ni de captage à proximité immédiate du site de projet;*

*Considérant en effet qu'un cours d'eau non classé, s'écoule à 240 mètres au sud du projet de poulaillers et que, hormis le captage du site d'exploitation, un captage agricole se situe à 1075 mètres au nord-nord-est du puits du site d'exploitation;*

*Considérant que l'élevage avicole visé produit seulement des fientes;*

*Considérant que les fientes sont séchées à l'intérieur des poulaillers avant d'être transférées vers le hangar de stockage;*

*Considérant que le stockage des fientes séchées peut également s'effectuer aux champs sur une aire bétonnée étanche de surface suffisante;*

*Considérant que cette aire de stockage doit être pourvue d'un réservoir de capacité suffisante, étanche et sans trop-plein destiné à la récolte ou à la rétention des jus d'écoulement;*

*Considérant que les eaux de nettoyage des poulaillers sont récupérées dans deux citernes étanches de 40 m<sup>3</sup>;*

*Considérant qu'il n'y a pas lieu de craindre d'effets cumulatifs avec des projets voisins de même nature;*

*Considérant que le dossier de demande permet d'appréhender de manière adéquate et suffisante ces divers impacts;*

*Considérant que la notice d'évaluation des incidences, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisaient suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement; que la population intéressée a pu dès lors recevoir l'information qu'elle était en droit d'attendre et que l'autorité appelée à statuer a été suffisamment éclairée sur les incidences possibles du projet sur l'environnement; que le projet ne devait donc pas être soumis à évaluation complète des incidences; qu'une étude d'incidences sur l'environnement n'était donc pas nécessaire;*

*Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par le demandeur et de l'instruction administrative que la demande concerne l'extension de l'exploitation agricole existante (129 bovins et 868 porcs à l'engrais) par :*



**Délibération N° & Objet :**

**38. Octroi permis unique : VANHERF DELFOSSE à Petite Somme.**

- la régularisation urbanistique d'une extension du corps de logis avec car-port (dimensions : 13 m x 5 m) érigée sans permis d'urbanisme;
- la construction et l'exploitation de deux poulaillers (dimensions : 86,35 m x 34,12 m et 74,30 m x 34,12 m) pour 39375 poules pondeuses " bio " en volière avec jardin d'hiver et parcours extérieur de 15,90 ha, d'un local technique (dimensions : 34,12 m x 7,30 m), de quatre silos tour pour aliments secs de 30 m<sup>3</sup>, d'un auvent (dimensions : 3,5 m x 1 m) pour groupe électrogène de 30 kVA, de deux niches à cadavres, de deux citernes de récolte des eaux de nettoyage des poulaillers de 40 m<sup>3</sup>, d'un hangar à fientes (dimensions: 15 m x 20 m) et d'un bassin d'orage de 360 m<sup>3</sup>;
- la création d'un chemin d'accès, d'aires de manœuvre empierrées de 1360 m<sup>2</sup> et d'aires bétonnées de 1533 m<sup>2</sup> et la plantation d'arbustes;
- l'augmentation de la quantité prélevée d'eau du puits foré existant sise au 43 rue des Basses à 6940 SEPTON/DURBUY (Références cadastrales : DURBUY-9<sup>ème</sup> division, section D n° 370c, 370d, 371a, 373b, 374a, 375, 376b, 376c, 378, 379 et 381a et E n°366t3, 368g, 369a, 373a, 380a, 381a et 383a);

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classifiées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

**N° 01.24.01.02.02, Classe 2**

Élevage de volailles : poulettes, poules reproductrices, poules pondeuses et poulets de chair - Bâtiment ou toute autre infrastructure d'hébergement non visé par la rubrique 01.24.01.01, d'une capacité de plus de 20.000 à 40.000 animaux

Considérant que :

- le projet vise l'extension de l'exploitation agricole existante (129 bovins et 868 porcs à l'engrais) par :
  - la régularisation urbanistique d'une extension du corps de logis avec car-port (dimensions : 13 m x 5 m) érigée sans permis d'urbanisme;
  - la construction et l'exploitation de deux poulaillers (dimensions : 86,35 m x 34,12 m et 74,30 m x 34,12 m) pour 39375 poules pondeuses " bio " en volière avec jardin d'hiver et parcours extérieur de 15,90 ha, d'un local technique (dimensions : 34,12 m x 7,30 m), de quatre silos tour pour aliments secs de 30 m<sup>3</sup>, d'un auvent (dimensions : 3,5 m x 1 m) pour groupe électrogène de 30 kVA, de deux niches à cadavres, de deux citernes de récolte des eaux de nettoyage des poulaillers de 40 m<sup>3</sup>, d'un hangar à fientes (dimensions: 15 m x 20 m) et d'un bassin d'orage de 360 m<sup>3</sup>;
  - la création d'un chemin d'accès, d'aires de manœuvre empierrées de 1360 m<sup>2</sup> et d'aires bétonnées de 1533 m<sup>2</sup> et la plantation d'arbustes;
  - l'augmentation de la quantité prélevée d'eau du puits foré existant sise au 43 rue des Basses à 6940 SEPTON/DURBUY (Références cadastrales : DURBUY-9<sup>ème</sup> division, section D n° 370c, 370d, 371a, 373b, 374a, 375, 376b, 376c, 378, 379 et 381a et E n°366t3, 368g, 369a, 373a, 380a, 381a et 383a);
- l'exploitation agricole des demandeurs se compose :
  - de 69,24 hectares de terrains répartis actuellement en 46,58 ha de prairies et en 22,66 ha de terres;
  - d'un élevage de 173 bovins (dont 152 âgés de plus de six mois);
  - d'un élevage de 738 porcs à l'engraissement;
- l'établissement dispose aussi :
  - de trois silos couloir;
  - de six silos tour;
  - d'une prise d'eau souterraine (> 3000 m<sup>3</sup>/an);

Vu l'état des lieux suite à la visite de terrain effectuée le 16 juin 2015

avec un des demandeurs;

Vu la situation isolée de l'implantation en zone agricole;

**\* Ville de Durbuy** – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*  
Du registre aux délibérations du Collège Communal de cette Commune a été extrait ce qui suit :  
**SÉANCE DU 14 décembre 2016 suite n° 7.**

Délibération N° & Objet :

38. Octroi permis unique : VANHERF DELFOSSE à Petite Somme.

Considérant qu'il s'agit de l'extension de l'exploitation agricole bovine et porcine existante (= dûment autorisée);

Considérant que le projet de constructions vise à diversifier l'exploitation agricole bovine et porcine originelle des demandeurs;

Considérant que ces nouvelles constructions s'établissent à l'ouest de l'exploitation existante;

Considérant que les poulaillers projetés utilisent le système Bolegg Gallery de Vencomatic en deux rangées avec 29 sections de 2,3 m de long pour le poulailler B10 et 33,5 sections pour le poulailler B11;

Considérant que les risques de propagation d'incendie sont limités puisque les bâtiments projetés sont isolés des habitations riveraines;

Considérant que la zone d'habitat la plus proche se situe au sud-sud-est à 500 mètres de la porcherie existante et à 620 mètres du poulailler B10 projeté;

Considérant que la zone d'habitat à caractère rural la plus proche se situe à l'est-sud-est à 910 mètres de la porcherie existante et à 965 mètres du poulailler B10 projeté;

Considérant que l'habitation riveraine la plus proche (= corps de logis d'une exploitation agricole bovine), autre que celle appartenant aux demandeurs, se situe en zone agricole à l'est-sud-est à 280 mètres de la porcherie existante et à 345 mètres du poulailler B10 projeté;

Considérant qu'elles ne sont pas situées sous les vents dominants de sud-ouest;

Considérant que le critère de distance minimale pour la propagation des odeurs par rapport aux habitations est respecté puisque la méthode allemande donne un rayon d'influence de 279 mètres pour 39375 poules pondeuses;

Considérant que la ventilation des poulaillers est dynamique avec entrée d'air par des clapets latéraux et 14 ventilateurs pousseurs de toiture et sortie d'air par 21 ventilateurs extracteurs (19 en toiture et 2 en pignon arrière);

Considérant que les bruits générés par la ventilation dynamique (ventilateurs de grande section et à vitesse de rotation lente) sont imperceptibles vu l'éloignement de la zone d'habitat à caractère rural;

Considérant que le siège d'exploitation est situé en régime autonome d'épuration au plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique (PASH);

Considérant que les eaux usées domestiques du local technique et les eaux de nettoyage des poulaillers sont récupérées dans deux citernes pour ensuite être épandues aux champs;

Considérant que les eaux pluviales des toitures des bâtiments B11 et B12 projetés sont dirigées vers des drains de dispersion situés en prairie;

Considérant que les eaux pluviales de la toiture du poulailler B10 projeté transitent par une mare tampon de 360 m<sup>3</sup> avant rejet dans une conduite d'eaux claires aboutissant au ruisseau des trois couleuvres;

Considérant que la majorité des eaux pluviales du projet s'écoule soit dans celle-ci soit en prairie;

Considérant que seules des eaux pluviales sont rejetées au milieu naturel;

Considérant qu'il n'y a donc pas de rejet d'eaux usées;

Considérant que l'ensemble des paramètres d'exploitation est géré par système informatique;

Considérant que l'élevage avicole visé produit seulement des fientes;

Considérant que les fientes sont séchées à l'intérieur des poulaillers avant d'être transférées vers le hangar de stockage;



**\* Ville de Durbuy** – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*  
Du registre aux délibérations du Collège Communal de cette Commune a été extrait ce qui suit :  
**SÉANCE DU 14 décembre 2016 suite n° 8.**

**Délibération N° & Objet :**

**38. Octroi permis unique : VANHERF DELFOSSE à Petite Somme.**

Considérant que le stockage des fientes séchées peut également s'effectuer aux champs sur une aire bétonnée étanche de surface suffisante;

Considérant que cette aire de stockage doit être pourvue d'un réservoir de capacité suffisante, étanche et sans trop-plein destiné à la récolte ou à la rétention des jus d'écoulement;

Considérant que les épandages de fientes séchées sont réalisés en conformité avec le Code de l'Eau;

Considérant que les fientes séchées de poules sont un amendement organique naturel utilisé très largement en agriculture;

Considérant qu'un épandage de fientes séchées de poules en terres de culture suivi d'une incorporation directe au sol est de nature à limiter au maximum les nuisances olfactives lors de l'épandage;

Considérant que l'engagement à exporter de l'azote organique par contrats de valorisation et les contrats d'épandage des effluents d'élevage établis et à établir avec des agriculteurs tiers maintiendront le taux de liaison de monsieur et madame Vanherf-Delfosse en dessous de l'unité;

Considérant que ce taux est calculé annuellement par la DGO3-DSD-Office wallon des Déchets et qu'en fonction du résultat des aménagements annuels doivent être réalisés par les exploitants;

Considérant qu'il appartient au fonctionnaire chargé de la surveillance (DGO3-DPC) de vérifier le respect des conditions contenues dans l'autorisation et des dispositions du Code de l'Eau;

Considérant ainsi que le respect du Code de l'Eau, et notamment les dispositions relatives à la gestion durable de l'azote en agriculture, peut donner réponse aux réclamations relatives à la gestion des effluents et à leurs épandages ainsi que sur le risque de pollution des eaux souterraines et de surface ainsi que des sol et sous-sol; qu'en vertu du Code précité, la gestion et le contrôle des contrats d'épandage sont du ressort de la DGO3-DSD-Office wallon des Déchets;

Considérant que l'arrêt n° 139.888 du 27 janvier 2005 du Conseil d'Etat indique notamment que :

"Considérant, quant aux nuisances environnementales liées à l'épandage, leur contrôle relève d'une autre police régie par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture; que, conformément à l'article 44 de cet arrêté, ce contrôle porte notamment sur les quantités maximales d'azote épandable, spécialement dans les zones vulnérables et dans les zones soumises à contraintes environnementales particulières; qu'il porte également sur la conclusion et la mise en œuvre des contrats de valorisation, dont les contrats d'épandage; que les éventuelles pollutions liées à l'épandage seraient le fait d'un tiers, soumis à cette police administrative, et ne seraient pas directement imputables à l'exécution de l'arrêté ministériel contesté";

Considérant que le Conseil d'Etat réitère cette interprétation dans son arrêt n° 166.322 du 28 décembre 2006 :

« Considérant, quant à la menace sur la qualité des eaux, qu'il y a lieu de relever, à l'instar des parties adverse et intervenante, que la question des effluents d'élevage est régie par une autre police administrative contenue aux articles R.188 à R.232 du livre II du Code de l'eau; que le contrôle du respect de ces dispositions relève de la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement en vertu de l'article R.231; que ce contrôle porte notamment sur les quantités maximales d'azote épandable; qu'il porte également sur la conclusion et la mise en œuvre des contrats de valorisation, dont les contrats de valorisation (art. R.215); que dès lors, les éventuelles pollutions liées à l'épandage du lisier seraient imputables d'abord à l'action des autorités chargées du contrôle en la matière, plutôt qu'à l'exécution de l'arrêté attaqué »;

Considérant ainsi que la problématique des épandages de matières organiques ne ressort pas de la police des Établissements classés (arrêts n° 139.888 et n° 166.322 du Conseil



\* **Ville de Durbuy** – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*  
Du registre aux délibérations du Collège Communal de cette Commune a été extrait ce qui suit :  
**SÉANCE DU 14 décembre 2016 suite n° 9.**

**Délibération N° & Objet :**

**38. Octroi permis unique : VANHERF DELFOSSE à Petite Somme.**

d'Etat);

Considérant que le Collège communal est appelé à se prononcer sur la demande de permis unique dans le cadre d'une réglementation régionale et sur base de critères relevant de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et de l'environnement;

Considérant que l'alimentation en eau du projet est prévue par le puits existant (= dûment autorisé) du site d'exploitation;

Considérant que les conditions particulières relatives à la protection des eaux souterraines émises ci-après sont de nature à prévenir toute influence éventuelle sur les eaux souterraines, les eaux de surface et sur les prises d'eau voisines;

Considérant que, hormis le captage du site d'exploitation, il n'y a pas de captage à proximité immédiate du site de projet;

Considérant en effet qu'un captage agricole se situe à 1075 mètres au nord-nord-est du puits du site d'exploitation;

Considérant que des mesures sont prises pour éviter toute atteinte à la qualité des eaux souterraines (sol bétonné des poulaillers, des jardins d'hiver et du hangar à fientes et citernes de récolte des eaux de nettoyage);

Considérant que l'établissement projeté ne se situe dans aucune zone de prévention potentielle ou existante de captage potabilisable connu ou autorisé en activité;

Considérant que le charroi lié au fonctionnement du projet et estimé en moyenne à 4,4 véhicules par semaine est peu perceptible pour le voisinage;

Considérant que les piaillements des volailles, les bruits de tracteurs et machines diverses sont des bruits normaux inhérents à une exploitation agricole avicole et ne constituent pas une charge anormale pour le voisinage;

Considérant que les mesures nécessaires et efficaces sont prises pour éviter l'apparition de vermine, la pullulation d'insectes et la prolifération de rongeurs : l'utilisation de produits de lutte agréés, de pièges ou poisons autorisés pour les rongeurs, le maintien des stocks de farines et d'autres aliments dans des conditions saines, leur protection par des dispositifs tels que de fins grillages, des moustiquaires, des dispositifs insecticides électriques ou de tout autre système équivalent;

Considérant que le dossier de demande est, pour l'autorité compétente, un des outils nécessaires à sa prise de décision et comporte, à ce titre, un dossier d'évaluation des incidences sur l'environnement;

Considérant que l'évaluation environnementale est un processus qui vise la prise en compte des incidences d'un projet sur l'environnement tout au long des phases de réalisation dudit projet depuis sa conception jusqu'au réaménagement éventuel du site en passant par l'exploitation;

Considérant qu'une mesure est proposée par les demandeurs (mise en place d'un système de volières avec parcours et aire de grattage externe) pour pallier le risque de nuisances olfactives et de libération de GES (gaz à effet de serre); mesures qui sont reprises dans les MT (meilleures technologies disponibles) définies par les experts du Bureau européen IPPC;

Considérant que ces mesures ne sont appliquées d'office qu'aux établissements avicoles disposant de plus de 40 000 emplacements pour la volaille, établissements dits IED relevant de la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution);

Considérant que les émissions de méthane, de dioxyde de carbone et de protoxyde d'azote générées par l'établissement dont projet sont négligeables à l'échelle sectorielle, régionale, nationale et européenne;

Considérant que les poussières présentes en poulaillers sont principalement d'origine alimentaire mais proviennent également de la dessiccation des effluents et de la desquamation de l'épiderme des animaux; que la mise en suspension de ces particules est liée à l'activité des animaux et les poussières sont rejetées à l'extérieur des bâtiments principalement par le biais de la vent



\* **Ville de Durbuy** – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*  
Du registre aux délibérations du Collège Communal de cette Commune a été extrait ce qui suit :  
**SÉANCE DU 14 décembre 2016 suite n° 10.**

Délibération N° & Objet :

38. Octroi permis unique : VANHERF DELFOSSE à Petite Somme.

lation : ici, vingt et un ventilateurs (19 disposés en toiture et 2 en pignon arrière); que d'après la littérature, la concentration moyenne de poussières dans l'air de ventilation d'un poulailler est inférieure à 1 mg/m<sup>3</sup>; que les émissions de poussières provenant du poulailler n'auront pas d'impact significatif sur l'environnement;

Considérant que les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant des bâtiments d'élevage peuvent avoir des effets négatifs indirects par notamment une acidification de l'atmosphère et du sol et l'apport d'azote par dépositions;

Considérant que suivant l'étude de VROM (Ministerie van Volkhuysvesting, Ruimtelijk Ordening en Milieubeheer, Leidschendam, Pays-Bas), près de la moitié de l'ammoniac émis par l'élevage se dépose dans un rayon d'environ 350 mètres de l'établissement; ainsi, les précipitations d'ammoniac auront donc principalement lieu dans une zone agricole où l'effet acidifiant de l'ammoniac peut être corrigé par chaulage;

Considérant que l'article 23 des conditions d'exploitation relatives aux activités d'élevage ou d'engraissement de poulettes, poules reproductrices, poules pondeuses et poulets de chair émises dans le présent rapport stipule que : « L'exploitant avise un collecteur agréé pour l'enlèvement des cadavres d'animaux sans délai et au plus tard dans les 24 heures de la mort d'un animal. Dans l'attente de leur enlèvement, les cadavres d'animaux sont conservés dans un dispositif fermé et étanche, placé dans un endroit facilement accessible aux seules personnes autorisées. »;

Considérant que le projet de monsieur et madame Vanherf-Delfosse n'est pas situé dans un site du réseau Natura 2000;

Considérant qu'en matière de biodiversité et de conservation de la nature, le DNF-Direction de Marche-en-Famenne n'a pas émis d'objection au projet;

Considérant que l'autorité communale, ayant dans le cadre de sa mission générale de gestion de la sécurité publique, la compétence d'appel aux services d'incendie dans ses attributions, peut diligenter, à tout moment, toute initiative visant à contrôler le respect et la mise en œuvre par le maître de l'ouvrage des prescriptions légales en matière de prévention incendie dans le cadre de la construction et de l'exploitation du projet;

Considérant à cet égard qu'un rapport de prévention de la Zone de Secours du Luxembourg du 21 octobre 2016 indique les mesures à prendre afin de prévenir tout risque d'incendie, d'explosion et d'effet toxique;

Considérant que les craintes liées au développement de nouveaux élevages avicoles dans la région ne peuvent être analysées étant donné que ces éléments sont étrangers à la demande;

Considérant que les aspects architecturaux et urbanistiques sont appréciés dans l'avis favorable conditionnel du Fonctionnaire délégué (implantation, gabarit, impact paysager, intégration au cadre actuel, plantations, déblais...);

Considérant que ces conditions et considérations sont de nature à répondre aux observations émises;

Considérant dès lors que sous réserve du respect des prescriptions réglementaires et des conditions particulières proposées ci-après, l'exploitation de cet établissement ne devrait pas entraîner une charge excessive d'incommodités pour le voisinage ou être préjudiciable pour l'environnement concerné;

Considérant que l'autorité statuant sur une demande de permis unique est tenue de respecter les prescriptions des plans d'aménagement à valeur réglementaire en vigueur; qu'en l'espèce, vérifier le respect de telles prescriptions revient à s'interroger sur la possibilité qu'un permis soit délivré pour l'établissement considéré dans la zone dans laquelle est inscrite la parcelle sur laquelle il est établi;

Vu l'implantation du projet sur un bien sis à DURBUY-9<sup>ème</sup> division, section E n° 368g, 366t3, 369a, 373a, 383a, 381a, 380a, 366w3, 366x3, 366v3 et section D n° 370d, 374a, 371a, 370c, 373b, 378, 379, 375, 376b, 376c, 381a;



**\* Ville de Durbuy** – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne.\*  
Du registre aux délibérations du Collège Communal de cette Commune a été extrait ce qui suit :  
**SÉANCE DU 14 décembre 2016 suite n° 11.**

**Délibération N° & Objet :**

**38. Octroi permis unique : VANHERF DELFOSSE à Petite Somme.**

Vu que le requérant est propriétaire des parcelles n° 366w3 et 366x3 que le solde est loué à la S.P.R.L. ANDA-DECLERCQ;

Vu que le bien se localise à l'extérieur du village de Petite Somme, côté Nord-Nord-Ouest, le long de la voirie communale « rue des Basses »;

Attendu que le bien est traversé par un axe de ruissellement ayant un débit de pointe de type faible à moyen; que cet axe de ruissellement correspond également à une canalisation souterraine dirigeant les eaux de l'établissement vers le « ruisseau des trois Couleuvres »;

Vu que le bien est situé en zone d'épuration individuelle au plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe;

Vu l'inscription du projet en zone agricole au plan de secteur Marche La Roche (arrêté royal du 26/03/1987);

Vu qu'aux termes de l'article 35 du CWATUP: « La zone agricole est destinée à l'agriculture au sens général du terme. Elle contribue au maintien ou à la formation du paysage. Elle ne peut comporter que les constructions indispensables à l'exploitation et le logement des exploitants dont l'agriculture constitue la profession. Elle peut également comporter des installations d'accueil du tourisme à la ferme, pour autant que celles-ci fassent partie intégrante d'une exploitation agricole. (...) »;

Vu que la zone d'habitat définie par le plan de secteur la plus proche se situe à 500 mètres au Sud Sud-Est du projet;

Attendu qu'en l'espèce, le projet concerne l'extension d'un établissement agricole;

Attendu que cet établissement agricole existe sur ce site antérieurement à la loi organique du 29/03/1962 de l'aménagement du territoire; qu'il se compose actuellement de 9 bâtiments identifiés « B1 à B9 »;

Attendu que le projet porte sur la construction de deux poulaillers, d'un hangar à fientes et d'un local de vente, ainsi que le placement d'installations et dépôts divers;

Attendu que deux poulaillers « B10 et B11 » sont à construire au Nord-Ouest de l'établissement, à environ 60 mètres du bâti existant; que l'accès à ceux-ci est prévu depuis le chemin empierré existant cadastré n°366v2; que les deux poulaillers sont à implanter parallèlement aux courbes de niveaux et sont à encasturer dans le relief naturel du sol côté Nord-Ouest (+/-2m50); qu'ils sont envisagés avec une volumétrie simple ayant une emprise au sol rectangulaire (+/- 2784 m<sup>2</sup> et 2946 m<sup>2</sup>) et une toiture à deux versants symétriques de 17°, dont les faîtes présentent une hauteur de 8m02; que les élévations sont envisagées à l'aide de dalles de silex concassé ton gris, de volets brise-vent ton gris clair et d'une menuiserie ton gris anthracite (portes et châssis); que les toitures sont à exécuter avec une couverture en plaques ondulées ton gris foncé; que quatre silos tour de ton gris (D21) sont prévus entre les deux poulaillers; qu'ils présentent une hauteur identique à celle du faîte des poulaillers qu'ils accolent;

Attendu qu'un bassin d'orage (D18) servant également de réserve d'eau pour les pompiers est à aménager; que la capacité du bassin destinée au tamponnage est de 300 m<sup>3</sup> et celle de réserve permanente de 60m<sup>3</sup>;

Attendu qu'un parcours extérieur pour les volailles d'une superficie de 15ha90 est à aménager pour les deux poulaillers (I29); qu'il est prévu le placement de clôtures de type treillis métalliques avec barbelé électrifié d'une hauteur de 1m90;

Attendu qu'un hangar à fientes « B12 –D20» est à implanter à l'arrière et dans l'alignement du bâti existant; qu'il est prévu avec une volumétrie simple présentant une emprise rectangulaire (315 m<sup>2</sup>) recouverte d'une toiture à deux versants symétriques de 17°, dont la hauteur de faîte est de 8m26; que les élévations sont envisagées avec un bardage en bois à claire voie à concurrence d'une plinthe en dalles de béton ton gris moyen d'une hauteur de 3 mètres; que la toiture est à exécuter avec une couverture en plaques ondulées ton foncé;

Attendu que le local de vente avec le car-port à régulariser « B13 »



\* **Ville de Durbuy** – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*  
Du registre aux délibérations du Collège Communal de cette Commune a été extrait ce qui suit :  
**SÉANCE DU 14 décembre 2016 suite n° 12.**

Délibération N° & Objet :

38. Octroi permis unique : VANHERF DELFOSSE à Petite Somme.

s'accroche au bâti existant sous la forme d'un appentis d'une emprise au sol rectangulaire de 66 m<sup>2</sup>; que cet appentis montre un versant à faible pente (+/-4°), dont la rive supérieure présente une hauteur de 2m90; que les élévations fermées sont à recouvrir d'un bardage en bois ton naturel;

Attendu que le projet génère un déblai excédentaire de 4395 m<sup>3</sup> à évacuer sur la pâture de la parcelle 368 g dans le respect du permis d'urbanisme délivré par notre Collège Communal en date du 02/12/2015 (83012/UAP3/2015.49);

Attendu que les eaux pluviales et de ruissellement du projet sont à diriger soit après passage dans le bassin d'orage vers la canalisation souterraine existante qui se dirige vers le ruisseau des trois couleuvres, soit vers des drains dispersants;

Attendu que les plantations autour de l'établissement existant sont à conserver; qu'afin d'intégrer le projet, des plantations supplémentaires sont proposées, à savoir : 15 arbres fruitiers au nord des poulaillers, 20 tilleuls aux abords de l'extension du chemin d'accès, 24 érables de part et d'autre des poulaillers; qu'un devis estimatif d'un montant de 5316, 14 € T.V.A. comprise est fourni;

Vu la lettre d'opposition émise lors de l'enquête publique par Monsieur Léopold d'OULTREMONT; que cette réclamation est recevable; qu'elle porte essentiellement sur les aspects suivants : le caractère industriel et non agricole du projet qui le rendrait incompatible avec le plan de secteur, ainsi que les nuisances environnementales induites par l'exploitation de l'établissement (effets sur les eaux, sur l'air, sonores et l'écologie);

Considérant que le projet respecte la destination de la zone agricole définie au plan de secteur; qu'une telle activité n'a pas sa place en zone d'activité économique dans la mesure où, notamment, l'établissement est en liaison avec les terres de l'exploitation; que l'implantation proposée répond aux exigences de la politique actuelle de l'aménagement du territoire de maintenir les nouvelles exploitations agricoles en périphérie de village et de privilégier le regroupement des projets avec les établissements existants; que ce point de la réclamation n'est dès lors pas fondé;

Considérant que le paysage aux alentours de l'établissement est relativement vallonné et boisé; que l'établissement se situe en contrebas le long d'une zone boisée; qu'il n'est ainsi visible que d'assez peu d'endroits; que le projet s'intègre dans le paysage de manière adaptée, de par les faits suivants : - celui-ci s'implante en complément au bâti existant; - il vient s'adosser visuellement à un bois; - la hauteur des faîtes de toiture des poulaillers et des installations reste inférieure au niveau de la ligne de crête du paysage; - un renforcement des plantations est proposé;

Considérant que les options urbanistiques et architecturales choisies sont cohérentes par rapport au contexte; que toutefois, les clôtures du parcours extérieur (I29) devraient s'implanter en recul de minimum 50 cm par rapport au domaine public à savoir de la distance recommandée pour des clôtures consistant en une haie vive (cf. code rural, article 30); qu'en outre, les clôtures doivent être implantées de manière à laisser le libre passage sur le sentier vicinal n° 78 et ce, tant que celui-ci n'est pas supprimé au point de vue légal;

Considérant que l'autorité compétente se doit d'être garante d'une gestion durable notamment des besoins environnementaux, en vertu des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> §1<sup>er</sup> du CWATUP; qu'il y a lieu d'assurer la mise en place du bassin d'orage et des plantations le plus rapidement possible;

Considérant qu'il y a lieu de prendre en considération les conditions techniques ainsi que les recommandations émises par les instances consultées;

Considérant que le strict respect des conditions générales, sectorielles et intégrales en vigueur et des conditions particulières énumérées ci-après est de nature à réduire dans une mesure suffisante les inconvénients pouvant résulter de l'exploitation de l'établissement;

Considérant qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il y a lieu d'observer que la permission administrative accordée dans le cadre dudit décret est indépendante des autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d'autres obligations légales ou réglementaires et du respect des règlements généraux et



\* **Ville de Durbuy** – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*  
Du registre aux délibérations du Collège Communal de cette Commune a été extrait ce qui suit :  
**SÉANCE DU 14 décembre 2016 suite n° 13.**

**Délibération N° & Objet :**

**38. Octroi permis unique : VANHERF DELFOSSE à Petite Somme.**

communaux en vigueur;

Considérant que ladite permission administrative ne préjudicie pas au droit des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires;

Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles est subordonné le permis sont suffisantes pour d'une part, garantir la protection de l'homme et de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients que l'établissement est susceptible de causer à l'environnement, à la population vivant à l'extérieur de l'établissement et aux personnes se trouvant à l'intérieur de celui-ci, sans pouvoir y être protégées en qualité de travailleur et d'autre part, rencontrer les besoins sociaux, économiques, patrimoniaux et environnementaux de la collectivité;

Considérant que, s'agissant de l'extension d'un établissement autorisé, les dispositions de l'article 51 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement s'appliquent et qu'il y a lieu d'aligner le terme du présent permis sur celui de l'autorisation d'exploiter originelle, soit le 23 février 2025;

### ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>.** L'extension de l'exploitation agricole existante (129 bovins et 868 porcs à l'engrais) par :

- la régularisation urbanistique d'une extension du corps de logis avec car-port (dimensions : 13 m x 5 m) érigée sans permis d'urbanisme;
- la construction et l'exploitation de deux poulaillers (dimensions : 86,35 m x 34,12 m et 74,30 m x 34,12 m) pour 39375 poules pondeuses " bio " en volière avec jardin d'hiver et parcours extérieur de 15,90 ha, d'un local technique (dimensions : 34,12 m x 7,30 m), de quatre silos tour pour aliments secs de 30 m<sup>3</sup>, d'un auvent (dimensions : 3,5 m x 1 m) pour groupe électrogène de 30 kVA, de deux niches à cadavres, de deux citernes de récolte des eaux de nettoyage des poulaillers de 40 m<sup>3</sup>, d'un hangar à fientes (dimensions: 15 m x 20 m) et d'un bassin d'orage de 360 m<sup>3</sup>;
- la création d'un chemin d'accès, d'aires de manœuvre empierrées de 1360 m<sup>2</sup> et d'aires bétonnées de 1533 m<sup>2</sup> et la plantation d'arbustes;
- l'augmentation de la quantité prélevée d'eau du puits foré existant sise au 43 rue des Basses à 6940 SEPTON/DURBUY (Références cadastrales : DURBUY 9e division Septon section D n°370c, 370d, 371a, 373b, 374a, 375, 376b, 376c, 378, 379 et 381a et E n°366t3, 368g, 369a, 373a, 380a, 381a et 383a) est **accordée** conformément au descriptif des bâtiments, installations et dépôts repris ci-dessous et des plans joints à la présente décision;

**Bâtiments**

B1 à B9 : bâtiments existants

B10 : Poulailler poules pondeuses (18270 volailles en production biologique) + jardin d'hiver + local technique + local conditionnement des œufs + apprentis pour groupe électrogène

B11 : Poulailler poules pondeuses (21105 volailles en production biologique) + Jardin d'hiver + Local technique

B12 : Hangar à fiente s

B13 : Car - port + extension du corps de logis (à régulariser)

**Installations, activités ou procédés**

Identificateur	Description	Capacités nominales	Situation sur PN	Situation dans BN
<b><u>I1 à I12</u></b>	<b><u>Installations et activités dûment autorisées</u></b>			
I13	Puits existant	9000 m <sup>3</sup> /an	P15	
<b><u>I14 à I18</u></b>	<b><u>Installations et activités dûment autorisées</u></b>			
I19	Elevage avicole	18270 poules pondeuses	P1	B10



\* **Ville de Durbuy** – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*  
 Du registre aux délibérations du Collège Communal de cette Commune a été extrait ce qui suit :  
**SÉANCE DU 14 décembre 2016 suite n° 14.**

Délibération N° & Objet :

38. Octroi permis unique : VANHERF DELFOSSE à Petite Somme.

I20	Elevage avicole	21105 poules pondeuses	P1	B11
I21	Portiques (pondoirs, chaînes d'alimentation, abreuvoirs et perchoirs)	Deux par poulailler; 8 kW	P1	B10-B11
I22	Local technique (gestion des paramètres de climatisation du bâtiment, ordinateurs, pesons)	Un par poulailler; 6 kW	P1	B10-B11
I23	Ventilateurs	19 extracteurs 14 aspirateurs	P1	B10-B11
I24	Jardins d'hiver	Deux par poulailler	P1	B10-B11
I25	Local de conditionnement	Un pour les deux poulaillers	P1	B10
I26	Tapis à fientes	Sept par poulailler; 18 kW	P1	B10-B11
I27	Extracteurs d'air (pignon)	Un par poulailler	P1	B10-B11
I28	Convoyeurs d'œufs	Un par poulailler	P1	B10-B11
I29	Parcours extérieur	15,90 ha	P1 à P16	
I30	Groupe électrogène	80 kVA	P1	B10
I31	Aire de manœuvre bétonnée	1193 m <sup>2</sup>	P1	
I32	Aire de manœuvre empierrée	1360 m <sup>2</sup>	P1	
I33	Cloches à cadavres	2 unités	P1	
I34	Ovotunnel	1 unité	P1	

**Dépôts**

Identificateur	Matière	Quantité max	Situation sur PN	Situation dans BN
<b>D1 à D16</b>	<b>Dépôts dûment autorisés</b>	500 t	P1-P2-P3	
D17	Silo couloir	600 m <sup>3</sup>	P17	
D18	Mare tampon	360 m <sup>3</sup>	P1	
D19	Citernes à eaux de nettoyage	2 x 40 m <sup>3</sup>	P1	
D20	Fientes	700 m <sup>3</sup>	P1	B12
D21	Silos tour d'aliments secs pour volailles	4 x 30 m <sup>3</sup>	P1	
D22	Cartons, boîtes	70 m <sup>2</sup>	P1	B10

Délibération N° & Objet :

38. Octroi permis unique : VANHERF DELFOSSE à Petite Somme.

D23	Œufs	130000 pièces	P1	B10
-----	------	---------------	----	-----

**Article 2.** Le permis unique sollicité est accordé jusqu'au **23 février 2025** en ce qu'il tient lieu d'un permis d'environnement et pour une durée illimitée en ce qu'il tient lieu d'un permis d'urbanisme.

**Article 3.** Les conditions applicables à l'établissement sont les suivantes :

1) *Dispositions du Règlement général sur les Installations électriques rendu obligatoire dans les établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes par un arrêté royal du 2 septembre 198 (RGIE);*

2) *Dispositions générales concernant l'hygiène du travail ainsi que la sécurité et la santé des travailleurs, Chapitre I : Dispositions relatives à la sécurité des travailleurs, Section V: Précautions contre les incendies, les explosions et les dégagements accidentels de gaz nocifs ou inflammables du Règlement Général de la Protection du Travail, l'art. 52 du RGPT, Titre II;*

3) *Arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation de établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.*

4) *Prescriptions du Code de l'Eau et notamment celles concernant la gestion durable de l'azote en agriculture.*

5) *Conditions d'exploitation relatives aux activités d'élevage ou d'engraissement de poulettes, poules reproductrices, poules pondeuses et poulets de chair (Annexe 1).*

6) *Les capacités d'hébergement sont fixées respectivement à :*

- 18270 poules pondeuses maximum pour le poulailler B10;

- 21105 poules pondeuses maximum pour le poulailler B11.

7) *Tout stockage d'effluents de volaille au champ est réalisé conformément à l'article R 193 du Code de l'Eau et à plus de 250 mètres de toute habitation riveraine.*

8) *Conditions relatives à la protection des eaux souterraines*

Condition eaux souterraines 1

*La première phrase de la « condition eaux souterraines 3 » du permis unique délivré le 09 décembre 2009 est remplacée par : « Les débits maxima prélevés sur ce puits (I13) ne dépassent pas 2,1 m³/heure, 35 m³/jour et 9000 m³/an. »*

Condition eaux souterraines 2

*Les installations agricoles, activités et stockages y afférant ne donnent lieu, vers un sol non étanchéifié ou vers le sous-sol, à aucun écoulement, fuite, rejet ou infiltration, d'eaux usées domestiques non épurées, éventuelles eaux de laiterie, jus de silo, effluent agricole ou tout autre liquide impropre susceptible de porter atteinte envers la qualité de l'eau souterraine.*

*Il ne peut être fait usage d'aucun puits perdant, citerne perdante, drain dispersant ou tout autre mode d'épandage souterrain pour l'évacuation de ces effluents, jus, eaux usées domestiques non épurées ou tout autre liquide impropre.*

*En ce sens, l'épandage souterrain prévu, ainsi que la mare (bassin d'orage + réserve incendie) ne reçoivent que des eaux de toitures et eaux de ruissellement non altérées non susceptibles de porter, par infiltration, atteinte envers la qualité de l'eau souterraine.*

9) *Conditions relatives à la prévention incendie*

1. Implantation et voies d'accès

*Les voies d'accès et les aires de stationnement présentent une capacité portante suffisante pour que des véhicules dont la charge par essieu est de 13 tonnes maximum, puissent y circuler et y stationner sans s'enliser, même s'ils déforment le terrain. Les voies d'accès restent libres en tout temps.*

2. Ressources en eau d'extinction

*Pour pallier à l'absence de bornes/bouches d'incendie à proximité, un bassin d'orage d'une capacité de 360 m³ est créé.*

*Ce bassin contient en permanence une réserve d'eau (approvisionnement secondaire) pour les services d'incendie d'au moins 60 m³. Il est à noter que deux rivières se situent à proximité de la propriété et pourraient éventuellement servir d'approvisionnement en eau d'extinction tertiaire.*



**Délibération N° & Objet :**

**38. Octroi permis unique : VANHERF DELFOSSE à Petite Somme.**

*Les abords de ce bassin sont aménagés de façon à pouvoir y installer très rapidement une motopompe des services d'incendie.*

**3. Eléments structuraux**

*Etant donné la superficie et la classe du bâtiment, la stabilité au feu de la structure est R15 au moins. Pour les lanterneaux en toiture éventuels, il est utilisé un matériau dont le point de fusion est de l'ordre de 100 à 150 °C. Ceci de manière à permettre l'évacuation de fumées dès le début d'un incendie.*

**4. Exigences concernant la réaction au feu**

*Les isolants synthétiques nus sont à éviter autant que possible, vu leur forte inflammabilité et le grand dégagement de fumées toxiques produites lors de leur combustion. Le cas échéant, ils sont de préférence recouverts d'un matériau incombustible, par exemple, de manière à diminuer le risque d'inflammabilité.*

**5. Compartimentage et évacuation**

*La disposition des portes dans les pignons permet une évacuation aisée bien que la distance à parcourir de certains points du bâtiment vers une des portes soit supérieure à 30 mètres.*

*Sachant que le nombre de personnes est assez restreint dans le bâtiment, il est créé deux autres portes de sortie dans deux des pignons des bâtiments. La première dans la façade Sud-Ouest à l'opposé du portillon représenté sur les plans et la deuxième dans la façade Nord-Est également à l'opposé du portillon représenté sur les plans.*

**6. Construction de certains locaux et espaces techniques**

*Les deux locaux techniques renfermant les commandes de gestion de la climatisation des poulaillers sont considérés, conformément à l'annexe 6, comme "poste central de contrôle et de commande". Pour ce faire, ils sont accessibles directement par une porte extérieure (ce qui n'est pas le cas pour le bâtiment B10) et contiennent les différents tableaux électriques des bâtiments ainsi que, entre autre, les commandes pour couper le courant sur les clôtures entourant les bâtiments. Ces commandes sont clairement identifiées.*

*Si des stockages particuliers de matières combustibles, inflammables devaient être constitués, il y a lieu de se référer aux dispositions de l'article 52 du RGPT (locaux des groupes 1, 2 et 3).*

**7. Equipements des bâtiments**

*L'installation électrique basse tension est conforme au R.G.I.E et fait l'objet d'un contrôle par un organisme agréé.*

*Des blocs autonomes d'éclairage de sécurité (ES) d'une puissance minimale de 8 watts, dont l'autonomie est d'au moins 1 heure, sont installés au-dessus des portes de sortie, dans les locaux techniques et au-dessus des portes donnant du poulailler vers l'espace technique.*

*Les éventuelles installations de gaz et appareils de chauffage sont montés par un installateur habilité.*

**8. Moyens intérieurs de lutte contre l'incendie**

*Deux extincteurs de type ABC poudre polyvalente de 9kg sont placés de manière visible et accessible afin de les avoir toujours à portée de main dans chaque poulailler. Ils sont disposés de part et d'autre de chaque bâtiment près des portes de sortie.*

*Un extincteur de type ABC poudre de 6 kg est installé dans chaque local technique.*

**9. Entretien et contrôles à prévoir**

*Les installations électriques de force motrice, éclairage et signalisation : contrôle tous les 5 ans par un organisme agréé.*

*Les moyens d'extinction : contrôle annuel par un technicien compétent.*

*Les installations de gaz : contrôle tous les 5 ans par installateur habilité ou organisme de contrôle indépendant.*

**10. Prescriptions d'exploitation**

*Les travaux à flamme nue et travaux de soudure, meulage... font l'objet d'une attention particulière (pare étincelles) de manière à ne pas provoquer l'inflammation des objets et matières disposés à proximité.*



*\* Ville de Durbuy – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \**

*Du registre aux délibérations du Collège Communal de cette Commune a été extrait ce qui suit :*

**SÉANCE DU 14 décembre 2016 suite n° 17.**

Délibération N° & Objet :

38. Octroi permis unique : VANHERF DELFOSSE à Petite Somme.

*Toute mesure est prise afin d'assurer la protection contre les chutes éventuelles dans les différentes installations et en particulier aux alentours des silos couloirs.*

**10) Conditions relatives à la gestion des sols :**

1) *L'exploitant est tenu de prendre les mesures appropriées afin de préserver le sol et de prévenir toute pollution nouvelle du sol. Il est également tenu d'informer sans délai le fonctionnaire chargé de la surveillance ainsi que le collège communal, de la présence de déchets abandonnés ou de toute pollution dont il a connaissance sur son terrain dont la concentration excède les critères fixés aux articles 47 à 49 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols.*

2) *L'exploitant est tenu de se soumettre aux obligations de l'article 18 du décret dès la survenance d'un des éléments générateurs repris en son article 21, après l'entrée en vigueur de celui-ci. Ces obligations sont rencontrées par la réalisation, par un expert agréé en gestion des sols pollués, d'une étude d'orientation conforme au CWBP - Code wallon de Bonnes Pratiques- et, le cas échéant, d'une étude de caractérisation et d'un projet d'assainissement.*

3) *sans préjudice des obligations visées dans ledit décret, préalablement au démarrage des activités, il est possible de faire réaliser, par un expert agréé en gestion des sols pollués, une étude d'orientation conforme aux articles 37 et 38 du décret et au CWBP - Code Wallon de Bonnes Pratiques - afin d'établir un état des lieux initial du sol avant exploitation.*

**11) Conditions relatives à l'aménagement des lieux**

1) *En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, lors de la mise en œuvre du projet, le Service de l'Archéologie est immédiatement averti au numéro de téléphone 063/23.05.43 et ce, conformément aux articles 522 et 523 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juin 2004 (Moniteur Belge du 09 août 2004). Cette information est répercutée aux entreprises chargées de la mise en œuvre ainsi qu'à leurs éventuels sous-traitants.*

2) *Le titulaire du permis avertit, par envoi postal, le Collège communal et le fonctionnaire délégué du début des actes et travaux, quinze jours avant leur commencement (Article 134 du CWATUP).*

3) *Eu égard à l'alinéa 2 de l'article 137 du CWATUP, le début des travaux relatifs aux constructions nouvelles, en ce compris l'extension de l'emprise au sol des constructions existantes, est subordonné à l'indication sur place de l'implantation par les soins du Collège communal. Il est dressé procès-verbal de l'indication.*

4) *Le remblai généré par le projet sur la parcelle n° 368g est réalisé conformément au permis d'urbanisme délivré par le Collège communal en date du 02/12/2015.*

5) *Le bassin d'orage (D18) est aménagé préalablement à l'occupation des poulaillers (B10 et B11). Le tuyau de trop-plein de ce bassin est implanté dans la digue, au même niveau que le niveau supérieur du moine de régulation et ce, afin que les eaux excédentaires puissent être évacuées en aval de la digue sans pour autant trop la déstabiliser.*

6) *Les silos tour (D21) ne dépassent pas les faîtes de toiture des poulaillers (B10-B11).*

7) *Une attention particulière de protection est apportée aux plantations existantes aux abords de l'établissement agricole.*

8) *Les plantations figurant sur le plan « 1/4, indice A » sont réalisées, dès la première saison idoine. Elles sont garanties avec un taux de reprise de 90% minimum et protégées selon les règles de l'art. Afin d'assurer la réalisation des plantations, une garantie financière d'un montant de 5316,14 € est imposée comme charge d'urbanisme destinée à assurer les mesures favorables à l'environnement (article 128§2 du CWATUP).*

9) *Les clôtures du parcours extérieur (I29) sont implantées en recul de minimum 50 cm par rapport au domaine public, à savoir de la distance recommandée pour des clôtures consistant en une haie vive (cf. code rural, article 30). Les clôtures et leurs treillis sont de teinte grise.*

10) *Les clôtures du parcours extérieur (I29) sont implantées de manière à laisser le libre passage sur le sentier vicinal n°78 et ce, tant que celui-ci n'est pas supprimé au point de vue légal. Des passages souterrains pour poules sont réalisés, le cas échéant entre les parcelles n° 368g et 376c ainsi que 369a et 374a.*



**Délibération N° & Objet :**

38. Octroi permis unique : VANHERF DELFOSSE à Petite Somme.

*11) Le cimentage des murs en blocs apparents des bâtiments existants est réalisé sans délai afin de se conformer aux permis d'urbanisme délivrés antérieurement.*

*12) Les abords de l'exploitation sont maintenus en parfait état de propreté.*

**Article 4.** Le présent permis est exécutoire selon les dispositions de l'article 46 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

**Article 5.** Le permis est périmé si les travaux n'ont pas été commencés de manière significative dans les trois ans à compter du jour où le permis devient exécutoire conformément à l'article 46.

Par dérogation à l'alinéa précédent et sans préjudice de l'article 55, § 3, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement lorsqu'une sûreté est imposée conformément à l'article 55, § 1er, du décret ce délai commence à courir à partir :

- 1° du jour suivant l'expiration du délai de recours contre la décision prévu à l'article 95, § 2, du décret;
- 2° du lendemain de la notification qui est faite au demandeur de la décision rendue sur recours ou, à défaut, du lendemain du délai qui était imparti à l'autorité de recours pour envoyer sa décision en vertu de l'article 95, § 7, du décret.

La péremption s'opère de plein droit. Toutefois, à la demande de l'exploitant, le permis est prorogé pour une période de deux ans. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé aux alinéas précédents.

La prorogation est accordée par l'autorité qui était compétente en première instance pour délivrer le permis dont la prorogation est demandée.

**Article 6.** L'exploitant est tenu :

- 1° de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances et inconvénients de l'établissement;
- 2° de signaler immédiatement à l'autorité compétente tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
- 3° de fournir toute l'assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires et agents compétents de mener à bien leur actions visées à l'article 61, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup>, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
- 4° de conserver, sur les lieux même de l'établissement où à tout endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des permis ou déclarations en vigueur, toutes décisions prescrivant des conditions complémentaires d'exploitation, ainsi que le registre des modifications intervenues et la liste des incidents et accidents visés au point 2°;
- 5° de conserver également aux mêmes lieux, tous les rapports, certificats et procès verbaux émanant d'organisme de contrôle, de visiteurs ou d'experts, et ayant trait à la sécurité ou la salubrité publique;
- 6° d'informer l'autorité compétente et le fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération sauf cas de force majeure;
- 7° de remettre le site, en fin d'exploitation, dans un état satisfaisant au regard de la protection de l'homme et de l'environnement;
- 8° de porter à la connaissance de l'autorité compétente, du collège des bourgmestre et échevins et du fonctionnaire technique, au moins 15 jours à l'avance, la date fixée pour la mise en œuvre du permis;

**Article 7.** Toute transformation ou extension d'un établissement de classe 1 ou de classe 2 qui ne consiste pas en :

- 1° le déplacement de l'établissement;
- 2° la transformation ou l'extension de l'établissement entraînant l'application d'une nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3 ou étant de nature à aggraver directement ou indirectement les dangers, nuisances ou inconvénients à l'égard de l'homme ou de l'environnement, et affectant le descriptif ou les plans annexés au permis ou encore une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés;
- 3° doit être consignée par l'exploitant dans un registre.

Tous les ans, à la date anniversaire du présent arrêté et pour autant que l'établissement ait subi des trans-



Délibération N° & Objet :

38. Octroi permis unique : VANHERF DELFOSSE à Petite Somme.

formations ou extensions, l'exploitant envoie une copie de la liste des transformations ou extensions intervenues au cours de l'année écoulée au fonctionnaire technique et au collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement, et à l'organisme désigné si la transformation ou l'extension affecte notablement une source d'émission de gaz à effet de serre spécifique.

**Article 8.** L'exploitant est tenu de notifier à l'autorité compétente son intention de céder l'exploitation de son établissement, en tout ou en partie, à une tierce personne. Le cessionnaire est tenu de signer conjointement la notification, en confirmant par écrit avoir pris connaissance du permis, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le présent permis.

**Article 9.** Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément à la Partie VIII - *Recherche, constatation, poursuite, répression et mesures de réparation des infractions en matière d'environnement* - dispositions décretales et réglementaires du Livre Ier du Code de l'Environnement.

En outre, le présent permis ne préjudicie pas aux droits des tiers.

**Article 10.** Un recours auprès du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal est ouvert à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, ainsi qu'au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit être adressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé au fonctionnaire technique compétent sur recours - Service public Wallonie c/o Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes) - dans un délai de vingt jours :

1° à dater de la réception de la décision pour le demandeur, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué;

2° à dater du premier jour de l'affichage de la décision pour les personnes non visées au 1°. Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière, ou jusqu'au trentième jour en cas de permis unique.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée, sauf s'il est introduit par le fonctionnaire technique ou le fonctionnaire délégué.

Le recours est introduit selon les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et, notamment, en utilisant exclusivement le formulaire repris à l'annexe XI de l'arrêté précité.

Un droit de dossier de 25,00 euros est à verser sur le compte 091-2150215-45 du Département de la Région wallonne et des Autorisations, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes).

**Article 11.** Dans les 10 jours qui suivent l'adoption de la décision cette dernière fait l'objet d'un avis conforme aux dispositions de l'article D.29-22, § 2, alinéa 3, du livre Ier du code de l'environnement affiché durant vingt jours aux endroits habituels d'affichage et, de manière parfaitement visible, sur le bien concerné par le projet.

**Article 12.** La décision est notifiée :

1. En expédition conforme et par envoi recommandé :

- aux demandeurs, Henri et Anne-Sophie VANHERF DELFOSSE, rue des Basses n° 43 à 6700 SEPTON/DURBUY;
- au fonctionnaire technique, avenue Reine Astrid 39 à 5000 NAMUR;
- au fonctionnaire délégué, Christian PEETERS, place Didier 45 à 6700 ARLON.

2. En copie libre et par pli ordinaire :

- \* à la DGO3 - DEE - EAUX SOUTERRAINES MARCHE, Rue du Luxembourg 5 à 6900 MARCHÉ-EN-FAMENNE;
- \* à la DGO3 - DRCE – DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT RURAL DE CINEY, M. Jean REUX, Avenue Prince de Liège n° 7 à 5100 JAMBES;



**\* Ville de Durbuy** – Province de Luxembourg – Arrondissement de Marche-en-Famenne \*

Du registre aux délibérations du Collège Communal de cette Commune a été extrait ce qui suit :

**SÉANCE DU 14 décembre 2016 suite n° 20.**

Délibération N° & Objet :

38. Octroi permis unique : VANHERF DELFOSSE à Petite Somme.

- \* à la ZONE DE SECOURS LUXEMBOURG Bureau Zonal de Prévention, Annexe du Palais - Place Léopold n° 1 à 6700 ARLON;
- \* à la DGO3 - DNF - DIRECTION EXTÉRIEURE DE MARCHE-EN-FAMENNE, Rue du Carmel n° 1 à 6900 MARLOIE;
- \* à la DGO3 - DSD - DIRECTION DE LA PROTECTION DES SOLS, Avenue Prince de Liège n° 15 à 5100 JAMBES;
- \* à la DGO4 - DÉPARTEMENT DU PATRIMOINE - SERVICE ARCHÉOLOGIE LUXEMBOURG, rue des Martyrs n° 22 à 6700 ARLON;
- \* au STP – SERVICE COURS D'EAU, Square Albert 1<sup>er</sup> n° 1 à 6700 ARLON;
- \* à la DGO3-DPC-Services extérieurs- Direction de Namur, Avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR.

**Article 13.** La présente décision est enregistrée sous le numéro **38659** auprès du Département des Permis et des Autorisations.

Le Directeur général,  
(s) H. MAILLEUX

Le Directeur général,



Henri MAILLEUX

Par le Collège Communal :

Pour extrait conforme :

Le Président,  
(s) Ph. BONTEMPS

Le Bourgmestre,



Philippe BONTEMPS

## Conditions d'exploitation relatives aux activités d'élevage ou d'engraissement de poulettes, poules reproductrices, poules pondeuses et poulets de chair

### Chapitre premier. — Champ d'application et définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Les présentes conditions s'appliquent aux activités d'élevage ou d'engraissement de poules et poulets visées aux rubriques **01.24.01.01.02** et **01.24.01.02.02** de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes conditions, on entend par :

- 1° abri de plein air : construction située sur les parcelles de pâturage et destinées à abriter les animaux lors d'intempéries ;
- 2° eaux brunes : les eaux issues d'aires non couvertes de parcours ou d'attente des animaux, souillées régulièrement par ces animaux ;
- 3° eaux de cour : eaux issues des aires en dur, souillées occasionnellement par les animaux lors de leur passage et par les engins agricoles lors de leur manœuvre, à l'exclusion de toute aire de stockage proprement dite ;
- 4° effluents d'élevage : fertilisations organiques d'origine agricole, c'est-à-dire les déjections des animaux ou les mélanges, qu'elles qu'en soient les proportions, de déjections animales et d'autres composants tels que des litières, même s'ils ont subi une transformation ;
- 5° enclos : l'espace à ciel ouvert et clôturé, y compris les parcours, à l'exception des prairies de pâturage ;
- 6° habitation de tiers : tout immeuble dans lequel une ou plusieurs personnes séjournent habituellement ;
- 7° jus d'écoulement : liquide provenant de source agricole, à l'exception du lisier et du purin, s'échappant par ruissellement de l'aire ou du réservoir où il est produit ou stocké ; les eaux pluviales ne sont pas considérées comme des jus d'écoulement ;
- 8° litière : la paille, la sciure, le gravier ou toute autre matière servant à recouvrir le sol des enclos ou tout autre lieu d'hébergement des animaux ;
- 9° nouveau bâtiment ou nouvelle infrastructure d'hébergement : installation postérieure à l'entrée en vigueur du présent arrêté. Les agrandissements de bâtiments ou d'infrastructures existants ne sont pas visés.

### Chapitre II. — Implantation et construction

#### Section 1<sup>re</sup>. — Implantation

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice des dispositions du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, relatives aux zones de prévention des prises d'eau, tout nouveau bâtiment ou toute nouvelle infrastructure d'hébergement d'animaux ne peut être implanté à moins :

- de 10 mètres d'une eau de surface, d'un ouvrage de prise d'eau, d'un piézomètre, d'un point d'entrée d'égout public ;
- de 20 m d'une habitation de tiers lorsque le nombre de volailles hébergés dans ce bâtiment ou dans cette infrastructure est inférieur ou égal à 2.000 ;
- de 60 m d'une habitation de tiers lorsque le nombre de volailles hébergés dans ce bâtiment ou dans cette infrastructure est supérieur à 2.000.

§ 2. Sans préjudice des dispositions du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, relatives aux zones de prévention des prises d'eau, toute nouvelle infrastructure de stockage d'effluents d'élevage ne peut être implantée à moins de 10 mètres d'une eau de surface, d'un ouvrage de prise d'eau, d'un piézomètre, d'un point d'entrée d'égout public.

Cette disposition ne s'applique ni aux rénovations, ni aux reconstructions d'infrastructures visant une mise en conformité avec les réglementations environnementales.



## Section 2. — Construction

**Art. 4.** Tout bâtiment ou toute infrastructure d'hébergement d'animaux est positionné ou à défaut, aménagé de manière à bénéficier d'une aération naturelle optimale. Au besoin, une ventilation mécanique avec un dispositif de régulation du débit d'air en fonction de la température est installée dans les bâtiments d'hébergement.

**Art. 5.** Le bâtiment ou l'infrastructure d'hébergement d'animaux est couvert et conçu ou adapté de manière à répondre notamment aux exigences du type d'élevage.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Tous les sols des bâtiments et des infrastructures d'hébergement des animaux, ainsi que toutes les aires de parcours ou d'attente en dur non couvertes fréquentées régulièrement par les animaux, à l'exception des aires de passage, sont étanches et maintenus en parfait état d'étanchéité.

§ 2. La pente des sols étanches permet l'écoulement des jus d'écoulement et des eaux de nettoyage vers des infrastructures de stockage étanches et de capacité suffisante, si nécessaire par des canalisations étanches et en parfait état de fonctionnement.

§ 3. Les dispositions prévues aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 ne s'appliquent pas aux abris en plein air destinés à abriter les animaux en cas d'intempéries.

§ 4. Les sols, les aires et les ouvrages de stockage sont aménagés de manière à empêcher les entrées non maîtrisées d'eau de ruissellement ou de toiture.

**Art. 7.** Les installations de nourrissage telles que notamment les mangeoires, les auges ou les abreuvoirs sont en matériaux durs, stables dans le temps et facilement lavables.

**Art. 8.** Les infrastructures de stockage des effluents d'élevage, et des jus d'écoulement sont construites ou aménagées conformément aux dispositions du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, relatives à la gestion durable de l'azote en agriculture.

## Chapitre III. — Exploitation

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le bâtiment ou l'infrastructure d'hébergement d'animaux font l'objet de nettoyages et éventuellement de désinfections régulièrement au moyen de produits adéquats.

§ 2. S'il y a présence d'une litière, celle-ci est suffisante, saine et régulièrement renouvelée.

**Art. 10.** L'exploitant veille à l'entretien et à la propreté du lieu de stockage des cadavres d'animaux.

**Art. 11.** Les mesures nécessaires et efficaces sont prises pour éviter l'apparition de vermine, la pullulation d'insectes et la prolifération de rongeurs. Ces mesures sont notamment l'utilisation de produits de lutte agréés, de pièges ou poisons autorisés pour les rongeurs, le maintien des stocks de farines et d'autres aliments dans des conditions saines, leur protection par des dispositifs tels que de fins grillages, des moustiquaires, des dispositifs insecticides électriques ou de tout autre système équivalent.

**Art. 12.** Les produits pouvant présenter un danger pour l'homme et l'environnement tels que les produits corrosifs, inflammables, toxiques, les pesticides, les produits de lutte contre la vermine, la pullulation d'insectes et la prolifération de rongeurs, de même que les produits de nettoyage, de soin aux animaux et de désinfection sont stockés dans des endroits réservés à cet usage et dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

Ces produits sont agréés et leur utilisation respecte les normes en vigueur.

**Art. 13.** Les aliments pour animaux sont entreposés dans des endroits spécifiques ou dans des silos.

**Art. 14.** Des mesures nécessaires et efficaces sont prises pour empêcher les animaux de s'échapper.

## Chapitre IV. — Prévention des accidents et incendies

**Art. 15.** Les précautions sont prises pour assurer la sécurité du public et des personnes présentes au sein de l'exploitation et si nécessaire pourvoir à son évacuation rapide et sans danger. Dans l'établissement, les accès aux extincteurs et aux dévidoirs sont en permanence dégagés.

**Art. 16.** La hauteur, le type, les dimensions et l'écartement des piquets, l'écartement des fils ou les dimensions des grillages des clôtures des enclos et des prairies sont adaptés au type d'animal. Au besoin, les clôtures sont doublées ou électrifiées.

**Art. 17.** Dans le cas d'une exposition des animaux au public, l'exploitant met en œuvre les mesures nécessaires et efficaces afin d'éviter tout risque d'accident.

Conditions d'exploitation relatives aux activités d'élevage ou d'engraissement de poulettes, poules reproductrices, poules pondeuses et poulets de chair

## Chapitre V. — Eau

**Art. 18.** Tout rejet direct ou indirect de fertilisants et de jus d'écoulement ainsi que d'eaux usées autres que domestiques et pluviales dans le sous-sol, dans un égout public, dans une eau de surface ou dans une voie d'écoulement des eaux pluviales est interdit.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Le stockage et la manutention des fertilisants, des effluents d'élevage, des matières végétales et des jus d'écoulement, de même que l'épandage des fertilisants sont conformes aux dispositions du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, relatives à la gestion durable de l'azote en agriculture.

§ 2. Afin d'éviter une production trop importante d'eaux de cour, la cour est régulièrement nettoyée mécaniquement et les déchets récoltés sont évacués soit vers une infrastructure de stockage d'effluents d'élevage, soit épanchés sur le sol dans le respect des dispositions susvisées du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau.

§ 3. Les eaux brunes ne peuvent être rejetées directement dans le sous-sol, dans un égout public ou dans une eau de surface.

**Art. 20.** Sans préjudice de l'application d'autres législations, les eaux pluviales collectées sur les toitures sont évacuées par des puits perdants, des drains dispersants, des voies artificielles d'écoulement ou par des eaux de surface.

## Chapitre VI. — Air

**Art. 21.** L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour limiter les émissions d'odeurs provenant des bâtiments ou des infrastructures d'hébergement d'animaux ou des installations annexes. Le système de ventilation éventuel des bâtiments d'hébergement d'animaux est étudié et réalisé de manière à ne pas rejeter l'air vicié en direction des habitations des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers.

**Art. 22.** Dans le cas d'une évacuation canalisée dans l'atmosphère, l'air rejeté respecte la valeur limite suivante : poussières totales : 50 mg/Nm<sup>3</sup>.

## Chapitre VII. — Gestion des déchets autres que les effluents d'élevage

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Les dispositions visées dans ce chapitre ne préjugent en rien de l'application de dispositions particulières ou spécifiques qui pourraient être décidées par les pouvoirs publics en cas de force majeure, notamment en vue d'éradiquer l'apparition d'une épizootie au sein du cheptel détenu dans l'exploitation.

§ 2. L'exploitant avise un collecteur agréé pour l'enlèvement des cadavres d'animaux sans délai et au plus tard dans les 24 heures de la mort d'un animal.

Dans l'attente de leur enlèvement, les cadavres d'animaux sont conservés dans un dispositif fermé et étanche, placé dans un endroit facilement accessible aux seules personnes autorisées.

**Art. 24.** L'exploitant tient les relevés des enlèvements de cadavres fournis par le collecteur ou le transporteur agréé.

## Chapitre VIII. — Contrôle, autocontrôle, auto-surveillance

**Art. 25.** L'inventaire SANITEL et les relevés visés à l'article 24 sont conservés au siège d'exploitation pendant 5 ans et tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.



**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU COLLEGE COMMUNAL****SEANCE DU 11 AVRIL 2018**

**PRÉSENTS :** BONTEMPS Ph., **Bourgmestre-Président** ;  
PAQUET Fr., BALTHAZARD V., COLIN C., SARLET F., **Echevins** ;  
CHARIOT B., **Président du CPAS** ;  
MAILLEUX H., **Directeur général**.

**N° : 12**

**OBJET :** Octroi permis d'environnement. Anne-Sophie DELFOSSE à Petite Somme.  
Forage pour prise d'eau à usage agricole.

**LE COLLEGE COMMUNAL,**

Vu la demande introduite en date du 04 janvier 2018 par laquelle Monsieur et Madame Henri et Anne-Sophie VANHERF-DELFOSSE sollicitent un permis d'environnement pour l'extension de l'exploitation avicole, bovine et porcine (39375 poules pondeuses "bio", 129 bovins et 868 porcs à l'engrais) par le forage d'un puits en vue de l'utilisation d'une prise d'eau sise au 43 rue des Basses à 6940 SEPTON/DURBUY (Références cadastrales : DURBUY 9e division Septon section E n°365a2 et 368g) ;

Vu le Code du Développement territorial (CoDT) ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique ;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit ;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages ;

Vu le Livre Ier du Code de l'Environnement ;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau ;

Vu le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (Moniteur belge du 21 septembre 2002 ; Erratum : Moniteur belge du 1er octobre 2002) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations pour la prise d'eau souterraine potabilisable ou destinée à la consommation humaine et aux installations pour la prise d'eau souterraine non potabilisable et non destinée à la consommation humaine (Moniteur belge du 12 mars 2009 ; Moniteur belge du 3 août 2015) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2012 déterminant les conditions sectorielles relatives au forage et à l'équipement de puits destinés à une future prise d'eau souterraine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (Moniteur belge du 10 octobre 2012) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à la gestion des sols ;

Vu les autorisations en cours de validité :

- Arrêté du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 février 2005 pour un terme expirant le 23 fé-

## EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU COLLEGE COMMUNAL

SEANCE DU 11 AVRIL 2018

N° : 12 suite 1

OBJET : Octroi permis d'environnement. Anne-Sophie DELFOSSE à Petite Somme.  
Forage pour prise d'eau à usage agricole.

- vrier 2025, accordant le permis d'environnement pour l'ensemble de l'exploitation (129 bovins et 868 porcs à l'engrais) ;
- Arrêté du Collège communal du 09 décembre 2009 pour un terme expirant le 23 février 2025 accordant le permis unique pour l'extension de l'exploitation agricole existante (129 bovins et 868 porcs à l'engrais) par la construction et l'exploitation d'une porcherie (dimensions : 74,70 m x 27,10 m) d'engraissement sur caillebotis pour 2100 porcs, d'une installation de lavage (dimensions : 9 m x 3,80 m et 10,70 m x 2,30 m) par voie humide de l'air de ventilation de la porcherie, d'une citerne à lisier de 2900 m<sup>3</sup>, de quatre silos tour (trois de 15 t et un de 7,5 t) pour aliments secs, d'un auvent (dimensions : 7,19 m x 1,90 m) pour une citerne à mazout de 5000 litres et pour une citerne à pétrole de 2000 litres, d'une niche à cadavres et d'une citerne à eaux pluviales de 20 m<sup>3</sup> ainsi que l'augmentation de la quantité prélevée d'eau du puits foré existant ;
- Arrêté du Collège communal du 02 décembre 2015 autorisant le permis d'urbanisme pour le remblai d'une prairie de pâture ;
- Arrêté du Collège communal du 03 février 2016 autorisant le permis d'urbanisme pour la construction d'un silo couloir ;
- Arrêté du Collège communal du 14 décembre 2016 pour un terme expirant le 23 février 2025 accordant le permis unique pour l'extension de l'exploitation agricole existante (129 bovins et 868 porcs à l'engrais) par :
  - la régularisation urbanistique d'une extension du corps de logis avec car-port (dimensions : 13 m x 5 m) érigée sans permis d'urbanisme ;
  - la construction et l'exploitation de deux poulaillers (dimensions : 86,35 m x 34,12 m et 74,30 m x 34,12 m) pour 39375 poules pondeuses " bio " en volière avec jardin d'hiver et parcours extérieur de 15,90 ha, d'un local technique (dimensions : 34,12 m x 7,30 m), de quatre silos tour pour aliments secs de 30 m<sup>3</sup>, d'un auvent (dimensions : 3,5 m x 1 m) pour groupe électrogène de 30 kVA, de deux niches à cadavres, de deux citernes de récolte des eaux de nettoyage des poulaillers de 40 m<sup>3</sup>, d'un hangar à fientes (dimensions : 15 m x 20 m) et d'un bassin d'orage de 360 m<sup>3</sup> ;
  - la création d'un chemin d'accès, d'aires de manoeuvre empierrées de 1360 m<sup>2</sup> et d'aires bétonnées de 1533 m<sup>2</sup> et la plantation d'arbustes ;
  - l'augmentation de la quantité prélevée d'eau du puits foré existant ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Vu l'avis de la DGO3 - DNF - DIRECTION EXTÉRIEURE DE MARCHE-EN-FAMENNE, reçu par le fonctionnaire technique en date du 22 janvier 2018, relatif au caractère complet de la partie Natura 2000 du formulaire de demande de permis, avis rédigé comme suit :

*« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le permis dont références sous objet est complet en ce qui concerne Natura 2000.*

*Le projet est situé à plus de 2000 mètres d'un site Natura 2000.*

*Le projet ne se situe pas dans le périmètre d'un Parc Naturel.*

*Mes services ne souhaitent pas être consultés lors de la remise d'avis final. »*

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 10 février 2018



## EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU COLLEGE COMMUNAL

SEANCE DU 11 AVRIL 2018

N° : 12 suite 2

OBJET : Octroi permis d'environnement. Anne-Sophie DELFOSSE à Petite Somme.  
Forage pour prise d'eau à usage agricole.

au 26 février 2018 sur le territoire de la ville de DURBUY, duquel il résulte que la demande n'a rencontré aucune opposition ou observation, procès-verbal rédigé comme suit :

*« L'an 2018, le 26ème jour du mois de février,*

*Le collège communal,*

*Vu les articles 24 à 29 et 90 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;*

*Vu les articles 7 à 13 et 35 à 41 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;*

*Vu l'article 109 de la Nouvelle loi communale;*

*Constate la clôture de l'enquête publique réalisée du 10 au 26 février 2018 inclus (affichage le 05-02-2018) relative à la demande de permis d'environnement introduite par DELFOSSE A.S. & VANHERF H., rue des Basses 43 à 6940 Petite Somme, visant à obtenir un permis d'environnement pour un forage pour prise d'eau agricole, à la même adresse. Les personnes intéressées ont été invitées à faire part aux autorités communales de leurs observations, écrites ou orales, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours et heures d'ouverture de l'administration communale, ainsi que le samedi matin.*

*Nous n'avons reçu aucun courrier d'observation.*

*Personne ne s'est présenté à la séance de clôture d'enquête.*

*Aucune autre objection ou observation n'ayant été formulée, nous clôturons, par le présent procès-verbal, l'enquête publique dont question pour servir et valoir comme il appartiendra. »*

Vu la demande d'avis à la DGO3 - DEE - DIRECTION DES RISQUES INDUSTRIELS, GÉOLOGIQUES ET MINÉRIERS, en date du 26 janvier 2018, restée sans réponse à la date du rapport de synthèse - avis **réputé favorable** ;

Vu la demande d'avis à la DGO4 - DEBD - ENERGIE ET BÂTIMENT DURABLE, en date du 26 janvier 2018, restée sans réponse à la date du rapport de synthèse - avis **réputé favorable** ;

Vu la demande d'avis à la DGO3 – DSD – DIRECTION DE LA PROTECTION DES SOLS, en date du 26 janvier 2018, restée sans réponse à la date du rapport de synthèse - avis **réputé favorable** ;

Vu l'avis **favorable sous conditions** de la DGO3 - DEE - EAUX SOUTERRAINES MARCHE, envoyé hors délai - **réputé favorable** ;

Vu l'avis **favorable** de la DGO4 – DIRECTION D'ARLON, envoyé le 19 février 2018, rédigé comme suit :

*« Vu le Code du Développement Territorial (CoDT) ;*

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU COLLEGE COMMUNAL****SEANCE DU 11 AVRIL 2018****N° : 12 suite 3****OBJET : Octroi permis d'environnement. Anne-Sophie DELFOSSE à Petite Somme.  
Forage pour prise d'eau à usage agricole.***Vu la demande de permis d'environnement précitée ;**Considérant que l'autorité statuant sur une demande de permis d'environnement est tenue de respecter les prescriptions des plans d'aménagement à valeur réglementaire en vigueur ;**Considérant qu'en l'espèce, vérifier le respect de telles prescriptions revient à s'interroger sur la possibilité qu'un permis d'urbanisme soit délivré pour l'établissement considéré dans la zone dans laquelle sont inscrites les parcelles sur lesquelles il est établi ;**Vu la parcelle cadastrale concernée par la demande identifiant le bien sis à DURBUY, cadastré 9ème Div, Section E, n°365A2 ; .368G ; 381A ; .366B ; C ; T3 ; W3 ; X3, V3 et 375 ;**Vu la localisation du bien et son inscription en zone agricole - Art D.II.36 du CoDT - au plan de secteur Marche - La Roche (AR du 26/03/1987) ;**Attendu qu'un tel projet respecte la destination de cette zone au plan de secteur compte tenu de son caractère agricole ;**Considérant qu'en l'espèce, la présente demande vise l'extension de l'exploitation avicole, bovine et porcine autorisée (39375 poules pondeuses "bio", 129 bovins et 868 porcs à l'engrais) par la réalisation et l'exploitation d'un puits en vue de l'utilisation d'une prise d'eau pour l'alimentation de cette exploitation ;**Attendu que la nouvelle législation en vigueur (CoDT) prévoit que ce type de demande n'est plus soumise à l'obtention préalable d'un permis d'urbanisme (Art.R.IV.1-1, X-4) ; que seul un permis d'environnement est nécessaire à l'exploitation de ce type de prise d'eau ;**Qu'il s'en déduit que l'activité projetée est compatible avec les prescriptions de la nouvelle législation en vigueur ; que la présente demande ne porte pas sur des actes ou travaux nécessitant un permis d'urbanisme ;**Attendu que la demande fait référence à l'ensemble des autorisations accordées préalablement pour cette exploitation agricole ;**Compte tenu de ce qui précède, j'émet, pour ce qui me concerne, un AVIS FAVORABLE pour l'extension de l'exploitation avicole, bovine et porcine autorisée (39375 poules pondeuses "bio", 129 bovins et 868 porcs à l'engrais) par la réalisation et l'exploitation d'un puits en vue de l'utilisation d'une prise d'eau pour l'alimentation de cette exploitation. »**Vu le rapport de synthèse du fonctionnaire technique - Réf. Département des Permis et Autorisations : D3100/83012/RGPED/2018/1/PADU/bd - PE - transmis en date du 04 avril 2018 au Collège communal et reçu en date du 05 avril 2018 ;**Considérant que la demande de permis d'environnement a été déposée à l'administration communale le 04 janvier 2018, transmise par celle-ci au fonctionnaire technique par envoi postal du 05 janvier*



**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU COLLEGE COMMUNAL****SEANCE DU 11 AVRIL 2018****N° : 12 suite 4****OBJET : Octroi permis d'environnement. Anne-Sophie DELFOSSE à Petite Somme.  
Forage pour prise d'eau à usage agricole.**

2018 et enregistrée dans le service de ce fonctionnaire en date du 08 janvier 2018 ;

Considérant que la demande a été jugée complète et recevable en date du 25 janvier 2018 par courrier du fonctionnaire technique et que notification en a été faite à l'exploitant par lettre recommandée à la poste à cette date ;

Considérant que la transformation et l'extension envisagées entraînent l'application d'une nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3 ;

Considérant que la demande, dont le formulaire fait office de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, doit permettre d'identifier, décrire et évaluer de manière appropriée les effets directs et indirects, à court et à moyen terme, de l'implantation et de la mise en œuvre du projet sur l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel ainsi que sur l'interaction entre ces facteurs ;

Considérant que l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre 1er du Code de l'Environnement ;

Considérant que le projet vise un forage de puits pour un usage agricole ;

Considérant qu'à l'examen du dossier de demande, il peut être considéré que le projet n'aura pas d'influence notable sur les eaux souterraines et sur les prises d'eau voisines ;

Considérant qu'en ce qui concerne les autres vecteurs de l'environnement, le projet engendre des nuisances pouvant être qualifiées de nulles ou mineures ;

Considérant qu'il n'y a pas d'eau de surface ni de captage à proximité immédiate du projet;

Considérant en effet que le ruisseau du Fond du Bois, cours d'eau non classé, s'écoule à 220 mètres au nord-est du projet de forage et que, hormis le captage du site d'exploitation, un captage destiné à la consommation humaine, se situe à 1080 mètres au sud-sud-est du forage projeté ;

Considérant qu'il n'y a pas lieu de craindre d'effets cumulatifs avec des projets voisins de même nature ;

Considérant que le dossier de demande permet d'appréhender de manière adéquate et suffisante ces divers impacts.

Considérant que la notice d'évaluation des incidences, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisaient suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement ; que la population intéressée a pu dès lors recevoir l'information qu'elle était en droit d'attendre et que l'autorité appelée à statuer a été suffisamment éclairée sur les incidences possibles du projet sur l'environnement ; que le projet ne devait donc pas être soumis à évaluation complète des incidences ; qu'une étude d'incidences sur l'environnement n'était donc pas nécessaire ;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par le demandeur et de l'instruction administrative que la demande concerne l'extension de l'exploitation avicole, bovine et porcine (39375 poules pondeuses "bio", 129 bovins et 868 porcs à l'engrais) par le forage d'un puits en vue de l'utilisation d'une prise d'eau sise au 43 rue des Basses à 6940 SEPTON/DURBUY (Références cadastrales : DURBUY 9e division Septon section E n°365a2 et 368g) ;

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classifiées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU COLLEGE COMMUNAL****SEANCE DU 11 AVRIL 2018****N° : 12 suite 5****OBJET : Octroi permis d'environnement. Anne-Sophie DELFOSSE à Petite Somme.  
Forage pour prise d'eau à usage agricole.****N° 41.00.03.01, Classe 3**

Installation pour la prise d'eau souterraine non potabilisable et non destinée à la consommation humaine d'une capacité de prise d'eau inférieure ou égale à 10 m<sup>3</sup>/jour et à 3.000 m<sup>3</sup>/an

**N° 45.12.02, Classe 2**

Forage et équipement de puits destinés à une future prise d'eau souterraine (hormis les forages inhérents à des situations d'urgence ou accidentelles)

Considérant que :

- le projet vise l'extension de l'exploitation avicole, bovine et porcine (39375 poules pondeuses "bio", 129 bovins et 868 porcs à l'engrais) par le forage d'un puits en vue de l'utilisation d'une prise d'eau sise au 43 rue des Basses à 6940 SEPTON/DURBUY (Références cadastrales : DURBUY 9e division Septon section E n°365a2 et 368g) ;
- l'exploitation agricole des demandeurs se compose :
- de 69,24 hectares de terrains répartis actuellement en 46,58 ha de prairies et en 22,66 ha de terres ;
- d'un élevage de 173 bovins (dont 152 âgés de plus de six mois) ;
- d'un élevage de 738 porcs à l'engraissement ;
- d'un élevage de 39375 poules pondeuses ;
- l'établissement dispose aussi d'une prise d'eau souterraine (9000 m<sup>3</sup>/an) ;

Considérant les absences d'avis de la DGO3- Département du Sol et des Déchets-Direction de la Protection des Sols, de la DGO4-Département de l'Energie et du Bâtiment durable et de la DGO3-Département de l'Environnement et de l'Eau-Direction des Risques industriels, géologiques et miniers, avis réputés favorables ;

Considérant qu'aucune observation ou réclamation n'a été formulée au cours de l'enquête publique ;

Vu la situation isolée de l'implantation en zone agricole ;

Considérant qu'il s'agit d'une demande visant l'extension de l'exploitation avicole, bovine et porcine existante par le forage et l'exploitation d'un puits ;

Considérant que le projet n'est pas situé dans un site du réseau Natura 2000 ;

Considérant qu'en matière de biodiversité et de conservation de la nature, le DNF-Direction de Marche-en-Famenne n'a pas émis d'objection au projet ;

Considérant que l'alimentation en eau de l'exploitation existante est prévue par le puits existant du site d'exploitation et le puits à forer ;

Considérant que, hormis le captage du site d'exploitation, il n'y a pas de captage à proximité immédiate du site de projet ;

Considérant en effet qu'un captage destiné à la consommation humaine se situe à 1080 mètres au sud-sud-est du forage projeté ;

Considérant que le Département de l'Environnement et de l'Eau doit donc se prononcer sur l'implantation, la profondeur, l'impact éventuel sur les eaux de surface et sur des prises d'eau voisines et la nécessité ou non d'un pompage d'essai avant l'autorisation éventuelle de la prise d'eau ; qu'il n'a pas



**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU COLLEGE COMMUNAL****SEANCE DU 11 AVRIL 2018****N° : 12 suite 6****OBJET : Octroi permis d'environnement. Anne-Sophie DELFOSSE à Petite Somme.  
Forage pour prise d'eau à usage agricole.**

émis d'objection au forage et à l'exploitation de la prise d'eau ;

Considérant que les conditions particulières émises par la DGO3-DEE-Centre de Marche, l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2012 déterminant les conditions sectorielles relatives au forage et à l'équipement de puits destinés à une future prise d'eau souterraine et l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations pour la ou les prise(s) d'eau souterraine potabilisables ou destinées à la consommation humaine et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau souterraine non potabilisables et non destinées à la consommation humaine sont de nature à prévenir toute influence éventuelle sur les eaux souterraines, les eaux de surface et sur les prises d'eau voisines ;

Considérant que le projet ne se situe dans aucune zone de prévention potentielle ou existante de captage potabilisable connu ou autorisé en activité ;

Considérant dès lors que sous réserve du respect des prescriptions réglementaires et des conditions particulières proposées ci-après, l'exploitation de cet établissement ne devrait pas entraîner une charge excessive d'inconvénients pour le voisinage ou être préjudiciable pour l'environnement concerné ;

Considérant que le strict respect des conditions générales, sectorielles et intégrales en vigueur et des conditions particulières énumérées ci-après est de nature à réduire dans une mesure suffisante les inconvénients pouvant résulter de l'exploitation de l'établissement ;

Considérant qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il y a lieu d'observer que la permission administrative accordée dans le cadre dudit décret est indépendante des autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d'autres obligations légales ou réglementaires et du respect des règlements généraux et communaux en vigueur ;

Considérant que ladite permission administrative ne préjudicie pas au droit des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires ;

Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles est subordonné le permis sont suffisantes pour garantir la protection de l'homme et de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients que l'établissement est susceptible de causer à l'environnement, à la population vivant à l'extérieur de l'établissement et aux personnes se trouvant à l'intérieur de celui-ci, sans pouvoir y être protégées en qualité de travailleur ;

Considérant que, s'agissant de l'extension d'un établissement autorisé, les dispositions de l'article 51 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement s'appliquent et qu'il y a lieu d'aligner le terme du présent permis sur celui de l'autorisation d'exploiter originelle, soit le 23 février 2025 ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le permis d'environnement sollicité concernant l'extension de l'exploitation avicole, bovine et porcine (39375 poules pondeuses "bio", 129 bovins et 868 porcs à l'engrais) par le forage d'un puits en vue de l'utilisation d'une prise d'eau sise au 43 rue des Basses à 6940 SEPTON/DURBUY (Références cadastrales : DURBUY 9e division Septon section E n°365a2 et 368g) est accordé conformément au plan joint à la demande et moyennant le respect des prescriptions légales et réglementaires en vigueur et des conditions d'exploitation précisées dans le présent arrêté.

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU COLLEGE COMMUNAL

SEANCE DU 11 AVRIL 2018

N° : 12 suite 7

OBJET : Octroi permis d'environnement. Anne-Sophie DELFOSSE à Petite Somme.  
Forage pour prise d'eau à usage agricole.

Bâtiments

B1 à B9 : bâtiments existants

B10 : Poulailier poules pondeuses (18270 volailles en production biologique) + jardin d'hiver + local technique + local conditionnement des oeufs + apprentis pour groupe électrogène

B11 : Poulailier poules pondeuses (21105 volailles en production biologique) + Jardin d'hiver + Local technique

B12 : Hangar à fiente s

B13 : Car - port + extension du corps de logis (à régulariser)

Installations, activités ou procédés

Identificateur	Description	Capacités nominales	Situation sur PN	Situation dans BN
<b><u>I1 à I34</u></b>	<b><u>Installations et activités dûment autorisées</u></b>			
I35	Hydrophore	5 kW	P2	B10
I36	Puits foré	3000 m <sup>3</sup> /an	P1	

Dépôts

Sans objet.

**Article 2.** Le présent permis est accordé pour un terme expirant le **23 février 2025.**

**Article 3.** Les conditions applicables à l'établissement sont les suivantes :

***1) Arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2012 déterminant les conditions sectorielles relatives au forage et à l'équipement de puits destinés à une future prise d'eau souterraine (Moniteur belge du 10 octobre 2012) (Annexe 1).***

***2) Arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations pour la ou les prise(s) d'eau souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau souterraines non potabilisable(s) et non destinée(s) à la consommation humaine (Moniteur belge du 12 mars 2009).(Annexe 2)***

<b><i>3) Conditions relatives à la protection des eaux souterraines</i></b>
---

**Condition eaux souterraines 1**

***§1 : L'ouvrage de prise d'eau va consister en un puits foré de 80 mètres de profondeur, à réaliser suivant la coupe et les caractéristiques techniques fournies en annexe du dossier de demande de permis.***

***§2 : Le puits foré est obligatoirement équipé d'un avant-puits cimenté et présente toutes les garan-***



## EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU COLLEGE COMMUNAL

SEANCE DU 11 AVRIL 2018

N° : 12 suite 8

OBJET : Octroi permis d'environnement. Anne-Sophie DELFOSSE à Petite Somme.  
Forage pour prise d'eau à usage agricole.

*ties d'étanchéité. Le non-respect de cette condition entraîne l'obligation pour les titulaires de combler leur puits.*

*§3 : La tête de puits est protégée par une chambre fermée, équipée au besoin d'une conduite de décharge et réalisée de manière à empêcher tout écoulement d'eau pluviale ou infiltration vers l'intérieur du tubage.*

*§4 : Le niveau du sommet du tubage est situé au minimum à 40 centimètres au-dessus de celui du fond de la chambre de tête de puits.*

### Condition eaux souterraines 2

*§1 : Le puits est implanté de manière à permettre l'établissement d'une zone de prise d'eau complète et conforme sur un terrain dont les titulaires disposent de la maîtrise ou de la propriété.*

*§2 : Le puits est, conformément au plan joint en annexe 3, implanté sur la parcelle n° 365a2 à plus de 10 mètres de toute limite de parcelle voisine, à environ 165 mètres au sud-est du puits existant et à environ 63 mètres à l'est du bâtiment agricole (B6) le plus proche.*

### Condition eaux souterraines 3

*§1 : Une zone de prise d'eau ou zone I est établie autour de tout ouvrage de prise d'eau souterraine.*

*§2 : Pour les puits, la zone de prise d'eau est délimitée par la ligne située à une distance de dix mètres des limites extérieures des installations de surface strictement nécessaires à la prise d'eau, y compris les systèmes d'aération et les regards de contrôle.*

*§3 : Le périmètre de la zone de prise d'eau complète est clôturé.*

### Condition eaux souterraines 4

*Dans un délai de trois mois maximum suivant la fin des travaux de réalisation du forage, l'exploitant transmet au Centre de Marche de la Direction des eaux souterraines, un rapport technique comportant au minimum les renseignements suivants :*

- dates de réalisation du forage*
- localisation exacte de l'ouvrage réalisé*
- cote altimétrique de la tête de puits et du niveau-repère choisi pour la mesure des niveaux d'eau*
- profondeur de l'ouvrage*
- diamètre utile de l'ouvrage*
- profondeur du niveau statique de la nappe exploitée, et date de mesure*
- coupe géologique avec indication du ou des niveaux des nappes rencontrées*
- coupe technique du forage (position et caractéristiques des équipements et matériaux utilisés...)*
- le cas échéant, description des opérations réalisées dans le forage telles que nettoyage, décolmatage, développement...*

## EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU COLLEGE COMMUNAL

SEANCE DU 11 AVRIL 2018

N° : 12 suite 9

OBJET : Octroi permis d'environnement. Anne-Sophie DELFOSSE à Petite Somme.  
Forage pour prise d'eau à usage agricole.

- *les résultats des pompages et analyses d'eau éventuellement effectués.*

### Condition eaux souterraines 5

*§1 : Tout puits dont l'exploitation est définitivement abandonnée est déclaré comme tel à l'Administration, qui peut demander qu'il soit mis à sa disposition pour servir à des contrôles piézométriques et/ou qualitatifs.*

*§2 : Si ce n'est pas le cas, le puits est remblayé aux frais des exploitants conformément aux dispositions de l'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions intégrales.*

### Condition eaux souterraines 6

*Le volume d'eau prélevé est limité à 10 m<sup>3</sup>/jour et 3000 m<sup>3</sup>/an.*

### Condition eaux souterraines 7

*Les installations agricoles et autres des titulaires ne donnent lieu, vers un sol non étanchéifié ou vers le sous-sol, à aucun écoulement, fuite, rejet ou infiltration d'eaux usées, éventuelles eaux de laiterie, hydrocarbures, jus ou effluent d'origine agricole ou toute autre substance impropre susceptible de porter atteinte envers la qualité de l'eau souterraine.*

*Il ne peut être fait usage d'aucun puits perdant, citerne perdante, drain dispersant ou tout autre mode d'épandage souterrain pour l'évacuation de ces effluents, jus, eaux usées domestiques non épurées ou tout autre liquide impropre.*

*4) Les autres conditions du permis unique du 14 décembre 2016 s'appliquent à la présente extension.*

**Article 4.** Le présent permis est exécutoire selon les dispositions de l'article 46 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

**Article 5.** Le délai de mise en œuvre du présent arrêté est fixé au lendemain du jour où le présent arrêté devient exécutoire.

**Article 6.** Le présent permis est frappé de caducité s'il n'est pas mis en œuvre avant l'expiration du délai fixé à l'article précédent ou lorsque l'établissement autorisé n'est pas exploité durant deux années consécutives.

**Article 7.** L'exploitant est tenu :

- 1° de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances et inconvénients de l'établissement ;
- 2° de signaler immédiatement à l'autorité compétente tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;



**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU COLLEGE COMMUNAL****SEANCE DU 11 AVRIL 2018****N° : 12 suite 10****OBJET : Octroi permis d'environnement. Anne-Sophie DELFOSSE à Petite Somme.  
Forage pour prise d'eau à usage agricole.**

3° de fournir toute l'assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires et agents compétents de mener à bien leur actions visées à l'article 61, § 1<sup>er</sup>, points 3, 4 et 5, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

4° de conserver, sur les lieux même de l'établissement où à tout endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des permis ou déclarations en vigueur, toutes décisions prescrivant des conditions complémentaires d'exploitation, ainsi que le registre des modifications intervenues et la liste des incidents et accidents visés au 2° ;

5° de conserver également aux mêmes lieux, tous les rapports, certificats et procès verbaux émanant d'organisme de contrôle, de visiteurs ou d'experts, et ayant trait à la sécurité ou la salubrité publique ;

6° d'informer l'autorité compétente et le fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération sauf cas de force majeure ;

7° de remettre le site, en fin d'exploitation, dans un état satisfaisant au regard de la protection de l'homme et de l'environnement ;

8° de porter à la connaissance de l'autorité compétente, du collège communal et du fonctionnaire technique, au moins 15 jours à l'avance, la date fixée pour la mise en œuvre du permis.

**Article 8.** Toute transformation ou extension d'un établissement de classe 1 ou de classe 2 qui ne consiste pas en :

1° le déplacement de l'établissement ;

2° la transformation ou l'extension de l'établissement entraînant l'application d'une nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3 ou étant de nature à aggraver directement ou indirectement les dangers, nuisances ou inconvénients à l'égard de l'homme ou de l'environnement, et affectant le descriptif ou les plans annexés au permis ou encore une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés ;

doit être consignée par l'exploitant dans un registre.

Tous les ans, à la date anniversaire du présent arrêté et pour autant que l'établissement ait subi des transformations ou extensions, l'exploitant envoie une copie de la liste des transformations ou extensions intervenues au cours de l'année écoulée au fonctionnaire technique et au Collège communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement, et à l'organisme désigné si la transformation ou l'extension affecte notablement une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés.

**Article 9.** L'exploitant est tenu de notifier à l'autorité compétente son intention de céder l'exploitation de son établissement, en tout ou en partie, à une tierce personne. Le cessionnaire est tenu de signer conjointement la notification, en confirmant par écrit avoir pris connaissance du permis, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le présent permis.

**Article 10.** Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément à la Partie VIII - *Recherche, constatation, poursuite, répression et mesures de réparation des infractions en matière d'environnement* - des dispositions décretales et réglementaires du Livre Ier du Code de l'Environnement.

En outre, le présent permis ne préjudicie pas aux droits des tiers.

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU COLLEGE COMMUNAL**

**SEANCE DU 11 AVRIL 2018**

**N° : 12 suite 11**

**OBJET : Octroi permis d'environnement. Anne-Sophie DELFOSSE à Petite Somme.  
Forage pour prise d'eau à usage agricole.**

**Article 11.** Un recours auprès du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal est ouvert à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, ainsi qu'au fonctionnaire technique.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit être adressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé au fonctionnaire technique compétent sur recours - Service public de Wallonie c/o Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes) - dans un délai de vingt jours :

1° à dater de la réception de la décision pour le demandeur et le fonctionnaire technique ;

2° à dater du premier jour de l'affichage de la décision pour les personnes non visées au 1°. Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée, sauf s'il est introduit par le fonctionnaire technique.

Le recours est introduit selon les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et, notamment, en utilisant exclusivement le formulaire repris à l'annexe XI de l'arrêté précité.

Un droit de dossier de 25,00 euros est à verser sur le compte 091-2150215-45 (IBAN : BE44 0912 1502 1545 \ BIC : GKCCBEBB) du Département des Permis et Autorisations, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes).

**Article 12.** Dans les 10 jours qui suivent l'adoption de la décision cette dernière fait l'objet d'un avis - conforme aux dispositions de l'article D.29-22, § 2, alinéa 3, du livre 1er du code de l'environnement - affiché durant vingt jours aux endroits habituels d'affichage et, de manière parfaitement visible, sur le bien concerné par le projet.

**Article 13.** La décision est notifiée :

1. En expédition conforme et par envoi recommandé :

- aux demandeurs, Henri et Anne-Sophie VANHERF-DELFOSSE, rue des Basses n° 43 à 6940 SEPTON/DURBUY ;
- au fonctionnaire technique du Service public de Wallonie – Département des Permis et des Autorisations – Direction de Namur-Luxembourg, avenue Reine Astrid n°39 à 5000 NAMUR ;

2. En copie libre et par pli ordinaire :

- à la DGO3 - DEE - DIRECTION DES RISQUES INDUSTRIELS, GÉOLOGIQUES ET MINIERS, Avenue Prince de Liège n° 15 à 5100 JAMBES ;
- à la DGO3 - DSD - DIRECTION DE LA PROTECTION DES SOLS, Avenue Prince de Liège n° 15 à 5100 JAMBES ;



**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU COLLEGE COMMUNAL**

**SEANCE DU 11 AVRIL 2018**

**N° : 12 suite 12**

**OBJET : Octroi permis d'environnement. Anne-Sophie DELFOSSE à Petite Somme.  
Forage pour prise d'eau à usage agricole.**

- à la DGO4 - DEBD - ENERGIE & BÂTIMENT DURABLE, rue des Brigades d'Irlande n° 1 à 5100 JAMBES ;
- à la DGO3 - DEE - EAUX SOUTERRAINES MARCHE, Rue du Luxembourg n° 5 à 6900 MARCHE ;
- à la DGO4 - DIRECTION D'ARLON, Place Didier n° 45 à 6700 ARLON ;
- à la DGO3-DPC-Services extérieurs- Direction de Namur, Avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR ;

**Article 14.** La présente décision est enregistrée sous le numéro **39664** auprès du Département des Permis et des Autorisations.

**Liste des annexes**

- *Annexe 1 : Arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2012 déterminant les conditions sectorielles relatives au forage et à l'équipement de puits destinés à une future prise d'eau souterraine (Moniteur belge du 10 octobre 2012)*

- *Annexe 2 : Arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations pour la ou les prise(s) d'eau souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau souterraines non potabilisable(s) et non destinée(s) à la consommation humaine (Moniteur belge du 12 mars 2009)*

- *Annexe 3 : Plan d'implantation.*

Par le Collège Communal :

Le Directeur général,  
(s) H. MAILLEUX

LE DIRECTEUR GENERAL,



Henri MAILLEUX.

Pour extrait conforme :

Le Président,  
(s) Ph. BONTEMPS

LE BOURGMESTRE,



Philippe BONTEMPS.

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 3048

[C — 2012/27152]

**13 SEPTEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives au forage et à l'équipement de puits destinés à une future prise d'eau souterraine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 4, 5, 7, 8, 9, 17, alinéa 1<sup>er</sup> et 83, alinéa 1<sup>er</sup>;  
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'avis n° 51.231/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 avril 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Champ d'application et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Les présentes conditions sectorielles s'appliquent au forage et à l'équipement de puits destinés à une future prise d'eau souterraine (hormis les forages inhérents à des situations d'urgence ou accidentelles) visés à la rubrique 45.12.02 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Administration : la Direction des Eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

2° aquifère : une ou plusieurs couches souterraines de roche ou d'autres couches géologiques d'une porosité et d'une perméabilité suffisantes pour permettre soit un courant significatif d'eau souterraine, soit le captage de quantités importantes d'eau souterraine;

3° eaux souterraines : toutes les eaux se trouvant sous la surface du sol dans la zone de saturation et en contact direct avec le sol ou le sous-sol;

4° nappe d'eau souterraine : l'eau souterraine comprise dans la partie saturée d'un aquifère;

5° prise d'eau : l'opération de prélèvement d'eau;

6° puits : la cavité cylindrique, profonde et étroite, réalisée par forage (percussion, roto percussion, fonçage mécanique ou tout autre moyen mécanique) depuis la surface du sol ou depuis un ouvrage ou une excavation souterraine, dans le but d'atteindre une nappe d'eau souterraine;

7° tube d'équipement : le tubage aveugle ou crépiné mis en place définitivement dans le puits, destiné à recevoir et protéger le dispositif de pompage;

8° tube de soutènement : le tubage, le blindage, le cuvelage, ou tout autre équipement similaire, mis en place provisoirement ou définitivement dans le puits, destiné à soutenir les parois du forage, en terrains meubles ou fracturés, afin d'éviter des éboulements, et/ou à isoler une (des) nappe(s) superficielle(s) de la nappe d'eau souterraine profonde à exploiter;

9° zone de prise d'eau : l'aire géographique dans laquelle sont installés les ouvrages de surface des prises d'eau telle que visée à l'article R.154 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

*CHAPITRE II. — Implantation et construction*

**Art. 3.** Le puits est implanté de manière à :

1° éviter tout risque de dommage lié à l'existence de conduites enterrées;

2° prévenir tout risque d'altération de la qualité de l'eau par migration de polluants de surface ou souterrains, ou par mélange de différentes nappes d'eau souterraine;

3° permettre l'établissement de la zone de prise d'eau nécessaire à l'exploitation éventuelle du puits réalisé.

**Art. 4.** Les injections de fluides de forage, le développement du puits par acidification ou tout autre procédé, les cimentations, les obturations et les autres opérations sont effectués de façon à ne pas altérer la structure géologique avoisinante et l'état qualitatif des eaux souterraines.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. L'exploitant veille à ce que la technique de forage utilisée assure la stabilité du puits quelle que soit la nature du terrain.

Le soutènement des terrains meubles traversés est requis sauf si la stabilité du puits peut être garantie par un autre procédé équivalent mis en œuvre.

§ 2. Les tubes de soutènement et les tubes d'équipement sont appropriés au terrain. Ils sont en acier, en PVC, en PEHD, en ciment, ou en tout autre matériau fabriqué conformément aux bonnes pratiques de fabrication de ce type de matériaux.

Les tubes en béton ne peuvent être insérés en nappe d'eau agressive.



**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Un tubage d'avant-trou, permettant d'éviter les risques d'éboulement de surface et la formation de cavités autour du trou par retour du fluide de forage, est mis en place sur au moins 2 mètres de profondeur.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le tubage d'avant-trou est arrêté sur le rocher lorsque la roche en place est située à moins de 2 mètres de profondeur.

§ 2. Une cimentation est prévue à l'extrados du tubage d'avant-trou pour éviter toute percolation des eaux de surface, excepté lorsqu'il est mis en place par battage ou par fonçage, et que l'étanchéité du dispositif est assurée par la nature argileuse du terrain.

**Art. 7.** Lorsque plusieurs nappes d'eau souterraine sont séparées par un horizon peu perméable, une opération d'aveuglement de la (des) nappe(s) d'eau non exploitée(s) est réalisée.

Un même puits ne peut en aucun cas permettre le prélèvement simultané dans plusieurs nappes d'eau souterraine distinctes séparées par un horizon peu perméable.

**Art. 8.** Lorsqu'une colonne de tubes d'équipement est mise en place sur toute la hauteur du puits, elle comporte à sa base un bouchon en bois dur, en acier, en PVC, en PEHD, en béton ou en tout autre matériau fabriqué conformément aux bonnes pratiques de fabrication de ce type de matériaux. Le béton ne peut être utilisé en nappe d'eau agressive.

La colonne de tubes d'équipement est centrée dans le trou de forage, au moyen de centreurs adaptés dont le nombre et l'espacement sont choisis de manière à assurer une mise en place correcte des matériaux de remplissage de l'espace annulaire.

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** L'épaisseur de l'espace annulaire compris entre les tubes d'équipement et les terrains traversés est de minimum 2,3 centimètres.

§ 2. L'espace annulaire ne peut être rempli avec les déblais de forage ou « cuttings ».

Il est rendu étanche depuis la surface du sol initial jusqu'au toit de la partie productive de l'aquifère exploité.

L'étanchéité est notamment assurée au moyen d'un anneau en argile gonflante de 2 mètres de hauteur minimum. En zone non saturée en eau, l'argile gonflante est hydratée pour assurer son gonflement.

Cet anneau en argile gonflante repose sur un massif filtrant constitué d'un gravier siliceux propre, de forme arrondie, de granulométrie homogène et appropriée à l'ouverture des crépines. A défaut de massif filtrant, il repose sur une ombrelle de cimentation.

L'anneau en argile gonflante est surmonté jusqu'en surface d'une colonne de cimentation.

La hauteur de la colonne de cimentation ne peut être inférieure à 10 mètres.

Par dérogation à l'alinéa 5, les conditions particulières prescrivent la hauteur minimale de cimentation à mettre en place lorsqu'il s'agit d'un aquifère peu profond dont la partie productive est à moins de 10 mètres de profondeur.

La cimentation est opérée 24 heures minimum après la pose de l'anneau d'étanchéité. Elle est adaptée aux caractéristiques physico-chimiques connues des eaux souterraines.

Le coulis de cimentation est composé de ciment et d'eau. Sa densité est supérieure à 1,7.

Lorsque de l'argile gonflante est ajoutée au coulis de cimentation, sa proportion est limitée à 5 % de la masse (en kg) de ciment sec.

L'injection du coulis de cimentation est opérée sous pression par le bas, au moyen de cannes d'injection introduites dans l'espace annulaire.

La cimentation doit adhérer parfaitement aux parois du terrain naturel ou des tubes sus-jacents. Elle constitue une gaine étanche continue et homogène.

Aucune opération ne peut être entreprise dans le puits pendant le temps de prise de 24 heures minimum. Lorsque la hauteur de cimentation est importante et que les tubes ne sont pas en acier, elle est réalisée en plusieurs phases de 10 à 15 mètres, avec 24 heures d'attente minimum entre 2 phases de cimentation.

**Art. 10. § 1<sup>er</sup>.** Lorsque le puits est protégé par une chambre de visite, la hauteur de la partie visible du tube d'équipement est déterminée de manière telle qu'elle empêche toute rentrée d'eau dans le puits. Cette hauteur ne peut être inférieure à 0,40 mètre du fond de la chambre de visite.

L'exploitant veille à ce que le sommet de la chambre de visite soit situé à une hauteur de 0,20 mètre minimum au-dessus de la surface du sol. La chambre de visite est étanche et munie d'un système de collecte et d'évacuation des eaux équipé d'un clapet anti-retour. Elle est fermée par un couvercle étanche muni d'un système de fermeture à clef.

§ 2. Lorsque le puits débouche dans un local sans être protégé par une chambre de visite, la hauteur de la partie visible du tube d'équipement est déterminée de manière telle qu'elle empêche toute rentrée d'eau dans le puits. Elle ne peut être inférieure à 0,40 mètre.

L'exploitant veille à ce que le local dans lequel débouche le puits soit parfaitement étanche et équipé d'un système de collecte et d'évacuation des eaux, muni le cas échéant d'un clapet anti-retour. Il veille également à sécuriser l'accès au local.

CHAPITRE IV. — *Abandon de puits*

**Art. 18.** Si le puits est abandonné en cours de réalisation ou avant l'exploitation de la prise d'eau, il est remblayé, dès la fin des travaux, suivant les techniques appropriées garantissant l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine traversées et l'absence de transfert de pollution. L'exploitant en informe préalablement l'Administration.

Le puits est comblé par un coulis de ciment injecté sous pression depuis la base de l'ouvrage en remontant jusqu'à proximité du sol de manière à assurer une parfaite homogénéité de la cimentation.

Si des cavités ou des fractures importantes ont été rencontrées pendant le forage et qu'elles empêchent la cimentation, le remblayage est effectué dans les zones problématiques au moyen de graviers propres et siliceux. La hauteur de cimentation ne peut être inférieure à 10 mètres sous la surface initiale du sol, sauf dans le cas d'aquifères peu profonds dont la partie productive est à moins de 10 mètres de profondeur. Dans ce cas, les conditions particulières prescrivent la hauteur minimale de cimentation à mettre en place.

L'utilisation des déblais de forage ou cuttings comme matériau de remblayage du puits est interdite.

CHAPITRE V. — *Contrôle et surveillance*

**Art. 19.** L'exploitant porte à la connaissance de l'Administration, la date fixée pour le démarrage des travaux de forage du puits au minimum 15 jours avant celle-ci.

**Art. 20.** Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin de la réalisation du forage et de l'équipement du puits, l'exploitant transmet à l'Administration les renseignements et les documents suivants :

1° une copie du rapport de fin de travaux établi par l'entreprise de forage ou le bureau d'études ayant suivi le chantier, accompagné des coupes géologique et technique du puits avec indication au minimum de la nature et de la profondeur des différents terrains rencontrés, de la profondeur et du débit des venues d'eau, de la profondeur des pertes de fluides de forage, de la profondeur et des caractéristiques des différents équipements. Le rapport de fin de travaux comprend au minimum les informations suivantes :

- a) l'identification et l'adresse de l'entreprise de forage, et, le cas échéant du bureau d'études;
- b) le déroulement général des travaux, avec notamment les dates des différentes opérations;
- c) les caractéristiques du forage et des équipements du puits c'est-à-dire les méthodes et les diamètres de forage, la nature des fluides de forage, les tubes de soutènement, la nature et les diamètres intérieurs et extérieurs des tubes en place, la position et l'ouverture des crépines, la nature, la position et les caractéristiques des matériaux placés dans les espaces annulaires, le volume et la densité du coulis de cimentation injecté;
- d) le cas échéant, la date et la description des difficultés et anomalies éventuellement rencontrées au cours des travaux, des opérations spéciales réalisées dans le puits, notamment le développement et l'acidification;
- e) la profondeur du niveau statique de la nappe à capter, la date et le repère de mesure;
- f) le compte rendu des travaux de comblement en cas de puits abandonné;
- g) la potentialité d'exploitation de l'ouvrage;

2° le plan de localisation exacte du puits réalisé et ses coordonnées Lambert (en mètres), en précisant la méthode de détermination et la précision (lues sur carte IGN ou mesurées par GPS ou levées par un géomètre);

3° l'altitude appréciée ou mesurée du puits et/ou la cote du repère de mesure des niveaux d'eau, en précisant la méthode de détermination (lue sur carte IGN ou mesurée par GPS ou nivellement par un géomètre);

4° un plan ou schéma de détail de l'aménagement de surface du puits.

CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives et finales*

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 2, alinéa 13, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les termes « aux opérations de forage et de sondage » sont remplacés par les termes « au forage et à l'équipement de puits ».

§ 2. A l'article 30, alinéa 13, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les termes « aux opérations de forage et de sondage » sont remplacés par les termes « au forage et à l'équipement de puits ».

**Art. 22.** Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'annexe XVIII est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

**Art. 23.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 septembre 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY



## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 922

[2009/201064]

12 FEVRIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 8, 9 et 14, § 2;

Vu l'avis n° 43.798/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 janvier 2008 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine d'une capacité de prise d'eau et/ou de traitement inférieure ou égale à 10 m<sup>3</sup>/jour ou approvisionnant moins de 50 personnes, lorsque la fourniture ne s'effectue pas dans le cadre d'une activité commerciale, touristique ou publique et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine d'une capacité de prise d'eau et/ou de traitement inférieure ou égale à 10 m<sup>3</sup>/jour et 3000 m<sup>3</sup>/an visées aux rubriques 41.00.02.03 et 41.00.03.01 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

**Art. 2.** Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1<sup>o</sup> prise d'eau : l'opération de prélèvement d'eau souterraine;

2<sup>o</sup> zone de prise d'eau : telle que définie aux articles D. 2, 93<sup>o</sup> et R. 154 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

3<sup>o</sup> ouvrage de prise d'eau : tous les puits, captages, drainages et, en général, tous les ouvrages et les installations ayant pour objectif ou pour effet d'opérer une prise d'eau y compris les captages de sources à l'émergence;

4<sup>o</sup> installation de surface : la partie de l'ouvrage de prise d'eau située en surface ainsi que le bâtiment le protégeant, y compris les systèmes d'aération et les regards de contrôle;

5<sup>o</sup> Administration : le Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

6<sup>o</sup> eau souterraine : toute eau qui se trouve sous la surface du sol, dans la zone de saturation, en contact direct avec le sol ou le sous-sol. L'eau de source à l'émergence est une eau souterraine;

7<sup>o</sup> établissement existant : l'établissement exploité avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. La transformation ou l'extension d'un établissement que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilée à un établissement existant.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

**Art. 3.** L'ouvrage de prise d'eau et les installations de surface sont réalisés et aménagés de manière à éviter toute contamination de la nappe d'eau souterraine et de l'eau prélevée.

**Art. 4.** Lorsque l'ouvrage de prise d'eau consiste en un puits, son accès est défendu à toute personne non autorisée par l'exploitant au moyen d'un dispositif étanche comportant un couvercle ou une porte muni d'un système de fermeture à clef.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** L'ouvrage de prise d'eau est muni d'un compteur volumétrique destiné à contrôler le volume d'eau prélevée.

Lorsque les prises d'eau sont équipées d'un réservoir, le dispositif de comptage du volume d'eau prélevée peut être installé à la sortie de celui-ci.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le placement d'un compteur d'eau sur l'ouvrage de prise d'eau n'est pas obligatoire lorsque ledit ouvrage alimente exclusivement un ménage pour des usages domestiques (consommation alimentaire, sanitaires, cuisine, lessive, nettoyage) ou/et pour l'arrosage du jardin.

§ 3. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le placement d'un compteur d'eau sur l'ouvrage de prise d'eau n'est pas obligatoire lorsque le dispositif d'alimentation en eau n'est pas équipé d'une pompe à moteur.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Art. 6. La zone de prise d'eau est aménagée de manière à ce que les eaux de ruissellement provenant de la zone elle-même puissent s'en échapper et que les eaux de toute nature provenant de l'extérieur de la zone ne puissent y pénétrer ni s'accumuler à sa périphérie.

Art. 7. Lorsque la zone de prise d'eau est accessible à des personnes étrangères à l'exploitation de la prise d'eau, un panneau conforme au modèle visé à l'annexe I<sup>re</sup> est apposé de manière à être visible depuis tous les accès à la zone de prise d'eau.

Art. 8. Sont interdites dans la zone de prise d'eau, toute activité et installation autres que celles nécessaires à l'usage de la prise d'eau.

Art. 9. Lorsque le puits dont l'exploitation est définitivement abandonnée, n'est pas mis à la disposition de la Région wallonne pour servir à des contrôles piézométriques et /ou qualitatifs, il est remblayé aux frais de l'exploitant selon les prescriptions visées à l'annexe II.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents*

Art. 10. Toute pollution constatée par l'exploitant ou portée à sa connaissance, atteignant ou risquant d'atteindre l'ouvrage de prise d'eau, ou toute altération significative et brutale de la qualité de l'eau prélevée est immédiatement signalée à l'Administration.

CHAPITRE V. — *Contrôle et surveillance*

Art. 11. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance l'attestation de conformité et d'étalonnage du compteur d'eau installé conformément aux dispositions de l'article 5, § 1<sup>er</sup>.

Art. 12. L'exploitant de la prise d'eau est tenu de déclarer annuellement et au plus tard pour le 31 mars le volume d'eau prélevé au cours de l'année précédente à l'Administration.

Un formulaire à compléter lui est préalablement envoyé par l'Administration.

Art. 13. Lorsque la prise d'eau est destinée à la consommation humaine, l'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance les résultats de la dernière analyse d'eau réalisée par un laboratoire agréé en application de l'article D.147 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement en vue de réaliser des analyses officielles dans le domaine de la protection des eaux de surface contre la pollution, ainsi que dans celui de la protection et de l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables.

Cette analyse comprend au moins les paramètres pH, conductivité, nitrates, nitrites, ammonium, bactéries coliformes, *Escherichia coli* et Entérocoques.

CHAPITRE VI. — *Documents à joindre à la déclaration*

Art. 14. § 1<sup>er</sup>. L'annexe 3 dûment complétée est jointe au formulaire de déclaration de prise d'eau.

§ 2. Est également joint au formulaire de déclaration de prise d'eau un plan à l'échelle maximale 1/100<sup>e</sup> ou une échelle plus petite pour autant que le document soit lisible et indiquant l'emplacement de l'ouvrage par rapport aux bâtiments, voiries, cours d'eau et autres installations existants à proximité.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 15. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants dès son entrée en vigueur.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les articles 4, 5, 7, 11 et 13 s'appliquent aux établissements existants au plus tard un an après l'entrée en vigueur dudit arrêté.

Art. 16. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 février 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN



**ANNEXE I**

Minimum 0,5 m

Minimum 0,5 m

**ZONE REGLEMENTEE****ZONE DE PRISE D'EAU SOUTERRAINE****RÉGION WALLONNE**

Nom de l'exploitant :

Tél.:

**EN CAS D'ACCIDENT, PREVENIR :****EN CAS D'ACCIDENT, PREVENIR :**

4. L'EXPLOITANT (en tant que responsable)
5. LA REGION WALLONNE – S.O.S. Pollution – 070/23.30.01
6. LA PROTECTION CIVILE – SERVICE 100
4. NUMERO D'APPEL D'URGENCE UNIQUE EUROPEEN – 112

Vu pour être annexé au projet d'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine.

Namur, le 12 février 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

## ANNEXE 2 : REMBLAYAGE D'UN PUIT

Le comblement d'un puits est effectué dans les règles de l'art suivant les techniques appropriées garantissant l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine traversées et l'absence de transfert de pollution.

La méthode recommandée consiste à injecter sous pression du béton maigre à partir de la base de l'ouvrage de prise d'eau en remontant jusqu'à proximité du sol de manière à assurer une parfaite homogénéité de la cimentation.

Toutefois, lorsque l'on constate un risque d'introduction du ciment dans l'aquifère, notamment si les crépines sont endommagées et que l'aquifère comporte des fissures importantes, le remblai est effectué au moyen de gravier propre et siliceux de diamètre approprié au diamètre du puits jusqu'au dessus du niveau de l'eau.

Au-dessus de ce niveau, le puits est rempli d'un mètre minimum d'argile gonflante ou d'un coulis de ciment pur, surmonté jusqu'à proximité du sol d'un des matériaux suivants :

- 1° sable ou gravier de diamètre adapté au diamètre du puits;
- 2° argile gonflante;
- 3° coulis de ciment pur;
- 4° béton ou mortier fluide;
- 5° remblais inertes non terreux et non schisteux de diamètre adapté au diamètre du puits.

L'obturation finale est constituée d'une dalle en béton armé coulée sur place, de 0,20 m d'épaisseur minimum, centrée sur le puits et de dimension suffisante pour couvrir ce dernier avec un débordement périphérique d'un mètre minimum. L'armature est calculée de manière à ce que la dalle demeure intacte dans les conditions locales d'utilisation du site. Les équipements du puits sont coupés à un niveau tel qu'ils soient noyés dans la dalle à 10 centimètres minimum sous la surface de celle-ci. Lorsqu'une construction est prévue sur le puits remblayé, la dalle obturant le puits sera enterrée et désolidarisée de celle-ci. Lorsque le terrain est rendu aux cultures, ce dispositif est enterré à un mètre de profondeur puis recouvert de terre arable.

Vu pour être annexé au projet d'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine.

Namur, le 12 février 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ANNEXE 3 : RENSEIGNEMENTS A FOURNIR

Type d'ouvrage :

- Puits foré
- Puits traditionnel
- Drain
- Galerie
- Source à l'émergence
- Autre à définir : .....

Dénomination de la prise d'eau : .....

Date de réalisation de l'ouvrage de prise d'eau (même approximative) : .....

Dimensions de l'ouvrage (joindre si possible une coupe de l'ouvrage de prise d'eau) :

Profondeur : .....

Diamètre intérieur : .....

Autres dimensions : .....

Description des aménagements de protection de l'ouvrage :

—

—

—

Dispositif de prélèvement :

L'ouvrage est-il équipé d'une pompe à moteur ?

Oui Non

Si oui : - pompe immergée : ☐

- pompe de surface : ☐

Compteur :

Un compteur volumétrique est-il installé ?

Oui Non

Si oui : - n° du compteur : .....

- modèle (marque, ...) : .....

Usage de l'eau :

- Domestique et sanitaire
- Consommation humaine
- Agriculture, Horticulture, Arboriculture...
- Elevage
- Alimentation d'étang, de piscine privée, de fontaine

Autre à définir : .....

Vu pour être annexé au projet d'arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine.

Namur, le 12 février 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 922

[2009/201064]

**12. FEBRUAR 2009** — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der integralen Bedingungen für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 8, 9 und 14, § 2;

Aufgrund des am 14. Januar 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 43.798/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

**Artikel 1** - Die vorliegenden integralen Bedingungen sind auf folgende Anlagen anwendbar: Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser mit einer Entnahme- und/oder Behandlungskapazität bis höchstens 10 m<sup>3</sup>/Tag oder für die Versorgung von weniger als 50 Personen, wenn die Wasserversorgung nicht im Rahmen einer kommerziellen, touristischen oder öffentlichen Tätigkeit stattfinden, und Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser mit einer Entnahme- und/oder Behandlungskapazität bis höchstens 10 m<sup>3</sup>/Tag und 3000 m<sup>3</sup>/Jahr, im Sinne der Rubriken 41.00.02.03 und 41.00.03.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten.

**Art. 2** - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

1° Wasserentnahme: der Vorgang zur Entnahme von Grundwasser;

2° Wasserentnahmezone: Zone im Sinne der Artikel D. 2, 93° und R. 154 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

3° Wasserentnahmebauwerk: alle Brunnen, Wasserfassungsstellen, Entwässerungsgräben und allgemein alle Bauwerke und Anlagen, die eine Grundwasserentnahme bezwecken oder verursachen, einschließlich der Fassung von Überlaufquellen;

4° Anlage an der Oberfläche: der Teil des Wasserentnahmebauwerks, der sich an der Erdoberfläche befindet, sowie das Gebäude, durch das es geschützt wird, einschließlich der Lüftungssysteme und der Kontrollöffnungen;

5° Verwaltung: die Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

6° Grundwasser: alles unterirdische Wasser in der Sättigungszone, das in unmittelbarer Berührung mit dem Boden oder dem Untergrund steht. Das Quellenwasser an der Austrittsstelle gilt als Grundwasser;

7° bestehender Betrieb: ein Betrieb, der vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses bereits bewirtschaftet ist. Die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs, die der Betreiber vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses im kraft Artikel 10, § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Register eingetragen hat, wird einem bestehenden Betrieb gleichgestellt.





## Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

*Formulaire à renvoyer par courrier recommandé à la poste à*

*l'autorité compétente pour délivrer le permis en première instance.*

**Dénomination**

Secteur d'activité : code NACE principal

NACEBEL 2008 <sup>1</sup>: .....

Rue : des Bœufs n° 43 boîte .....

Coordonnées Lambert générales (si connues) : X = ..... mètres ; Y = ..... mètres

## (mentionner la date de la décision, l'autorité l'ayant prise, l'objet et la limite de validité)

The diagram illustrates the experimental setup. A participant is seated at a table, looking at a screen. On the screen, a horizontal line is shown with three points: a central point and two points on either side, labeled 'a' and 'b'. The participant is asked to judge the distance between these points. The diagram includes labels for 'Participant', 'Screen', 'Line', 'Point a', 'Point b', and 'Distance'.

1..... Voir : [http://statbel.fgov.be/figures/marche12008\\_fr.asp](http://statbel.fgov.be/figures/marche12008_fr.asp).

2..... Si plus d'une autorisation (permis d'exploiter pris sur base du Règlement général pour la protection du travail, ou déclaration, permis d'environnement ou unique pris sur base du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement), joindre une annexe.



Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement  
Article 60 du décret — Changement d'exploitant

LE CEDANT

☒ ..... Personne physique  
NOM : Vontkeul Delfolie Prénom : Henri Anne Sophie  
Qualité : Apiculteur  
☐ ..... Personne morale : Dénomination ou raison sociale  
.....  
Mandataire ou responsable  
NOM : ..... Prénom : .....  
Qualité : .....  
Adresse (adresse du siège social lorsqu'il s'agit d'une personne morale)  
Rue : de Bennes n° 43 boîte .....  
Code postal : 6840 Commune : Petite Somme  
Téléphone : 0473 48 33 48 Fax : .....  
E-mail : delfolie@orange.fr @ .....

LE CESSIONNAIRE

☐ ..... Personne physique  
NOM : ..... Prénom : .....  
Qualité : .....  
☒ ..... Personne morale : Dénomination ou raison sociale  
.....  
Mandataire ou responsable  
NOM : André Declercq SPRL Prénom : .....  
Qualité : Apiculteur  
Adresse (adresse du siège social lorsqu'il s'agit d'une personne morale)  
Rue : du Thier n° 2 boîte .....  
Code postal : 5377 Commune : Somme-Leuze  
Téléphone : 0473 48 33 48 Fax : .....  
E-mail : delfolie@orange.fr @ gmail.com



Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement  
Article 60 du décret — Changement d'exploitant

TYPE DE CESSION

☒ ..... Totale pour l'exercice du 1/1/2018

☒ ..... Partielle

En cas de cession partielle, indiquer ci-dessous les bâtiments, activités, installations et dépôts concernés, en se référant au descriptif de l'établissement figurant dans l'acte d'autorisation.

pour l'exercice du 1/1/2018  
de J 18 à J 34  
de D 18 à D 23

Le présent document sert de notification conjointe à l'autorité compétente du changement d'exploitant, conformément aux dispositions de l'article 60 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Le cessionnaire déclare avoir pris connaissance du permis ou de la déclaration et des conditions complémentaires éventuelles prescrites par l'autorité compétente sur base de l'article 14, § 5, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le permis<sup>3</sup> ou les conditions complémentaires éventuelles prescrites avant la signature de la présente.

Fait à Belite Somme, le 20/10/2018

Faire précéder la signature de la mention manuscrite « Lu et approuvé ».

LE CEDANT

Verkeuf H

LE CESSIONNAIRE

Lu et approuvé

Copie de la présente est envoyée par l'autorité compétente au Département des Permis et Autorisations et au Département de la Police et des Contrôles territorialement compétentes, ou, si cette autorité est le fonctionnaire technique (et le fonctionnaire délégué), par le fonctionnaire technique au Collège communal de la ou des communes d'implantation de l'établissement.

3..... Par permis il y a lieu d'entendre les permis d'environnement et uniques au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, ainsi que tout permis, toute autorisation, tout enregistrement ou toute permission dont l'obtention était prescrite avant l'entrée en vigueur de celui-ci (1<sup>er</sup> octobre 2002) pour l'exploitation d'un établissement (article 180 du décret).





Service public de Wallonie

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Article 60 du décret — Changement d'exploitant

*Formulaire à renvoyer par courrier recommandé à la poste à  
l'autorité compétente pour délivrer le permis en première instance.*

**Etablissement concerné**

Dénomination

DELFOSSE-VAN HERF Anne-Sophie et Henri EP.....

Secteur d'activité : code NACE principal

NACEBEL 2003 : 01.300 : Cultures et élevages associés.....

NACEBEL 2008<sup>1</sup> : 01.500 : Cultures et élevages associés.....

Adresse

Rue : des Basses..... n° 43..... boîte .....

Code postal : 6940..... Commune : Durbuy.....

Coordonnées Lambert générales (si connues) : X = ..223.224..... mètres ; Y = ..116.678..... mètres

Arrêts d'autorisations en cours de validité<sup>2</sup>

(mentionner la date de la décision, l'autorité l'ayant prise, l'objet et la limite de validité)

Permis d'environnement du 23/02/2005, CBE, fin: 23/02/2025.....

Permis d'urbanisme du 03/02/2016, CBE, a vie.....

Permis unique du 14/02/2016, CBE, fin: 23/02/2025.....

Permis d'environnement du 11/04/2018, CBE, fin: 23/02/2025.....

1..... Voir : [http://statbel.fgov.be/figures/nacebel2008\\_fr.asp](http://statbel.fgov.be/figures/nacebel2008_fr.asp).

2..... Si plus d'une autorisation (permis d'exploiter pris sur base du Règlement général pour la protection du travail, ou déclaration, permis d'environnement ou unique pris sur base du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement), joindre une annexe.



Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement  
Article 60 du décret — Changement d'exploitant

LE CÉDANT

☒ ..... Personne physique

NOM : DELEOSSE-VANHERE..... Prénom : Anne-Sophie et Henri EP.....

Qualité : Exploitants agricoles.....

☐ ..... Personne morale : Dénomination ou raison sociale

Mandataire ou responsable

NOM : ..... Prénom : .....

Qualité : .....

Adresse (adresse du siège social lorsqu'il s'agit d'une personne morale)

Rue : ..... n° ..... boîte .....

Code postal : ..... Commune : .....

Téléphone : ..... Fax : .....

E-mail : ..... @ .....

LE CESSIONNAIRE

☐ ..... Personne physique

NOM : ..... Prénom : .....

Qualité : .....

☒ ..... Personne morale : Dénomination ou raison sociale

ANDA-DECLERCO SPRL.....

Mandataire ou responsable

NOM : LAVENT..... Prénom : Bart.....

Qualité : Administrateur délégué.....

Adresse (adresse du siège social lorsqu'il s'agit d'une personne morale)

Rue : du Thier..... n° 2..... boîte .....

Code postal : 5377..... Commune : Somme-Leuze.....

Téléphone : /..... Fax : /..... GSM: 0475/35 95 30.....

E-mail : bart.lavent.....@gmail.com.....



Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement  
Article 60 du décret — Changement d'exploitant

TYPE DE CESSION

☐ ..... Totale

☒ ..... Partielle

En cas de cession partielle, indiquer ci-dessous les bâtiments, activités, installations et dépôts concernés, en se référant au descriptif de l'établissement figurant dans l'acte d'autorisation.

La prise d'eau 136 est cédée à la SPRL ANDA-DECLERCQ. Cette dernière est répertoriée sous code de l'ouvrage : 54/412/016, sous code de l'autorisation : 2018/8/D/00004 et sous dénomination : puits 2 Delfosse-VANHERE à Petite-Somme.....

Aucun autre changement n'est à signaler sur le site d'exploitation DELEOSSE-VANHERE.....

A noter que le permis unique octroyé le 14/02/2016 par le CBE de Durbuy pour la construction de deux poulaillers pour poules pondeuses en production biologique au nom de Monsieur et Madame DELEOSSE-VANHERE a déjà fait l'objet précédemment d'une cession totale d'activité..... également pour la SPRL ANDA-DECLERCQ.....

Le présent document sert de notification conjointe à l'autorité compétente du changement d'exploitant, conformément aux dispositions de l'article 60 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Le cessionnaire déclare avoir pris connaissance du permis ou de la déclaration et des conditions complémentaires éventuelles prescrites par l'autorité compétente sur base de l'article 14, § 5, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le permis<sup>3</sup> ou les conditions complémentaires éventuelles prescrites avant la signature de la présente.

Fait à Petite-Somme....., le .....

Faire précéder la signature de la mention manuscrite « Lu et approuvé ».

LE CEDANT

LE CESSIONNAIRE

Copie de la présente est envoyée par l'autorité compétente au Département des Permis et Autorisations et au Département de la Police et des Contrôles territorialement compétentes, ou, si cette autorité est le fonctionnaire technique (et le fonctionnaire délégué), par le fonctionnaire technique au Collège communal de la ou des communes d'implantation de l'établissement.

3..... Par permis il y a lieu d'entendre les permis d'environnement et uniques au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, ainsi que tout permis, toute autorisation, tout enregistrement ou toute permission dont l'obtention était prescrite avant l'entrée en vigueur de celui-ci (1<sup>er</sup> octobre 2002) pour l'exploitation d'un établissement (article 180 du décret).



**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU COLLÈGE COMMUNAL****SEANCE DU 30 AOÛT 2021****PRÉSENTS :** ~~Monsieur Philippe BONTEMPS, Bourgmestre~~Monsieur Freddy PAQUET, Madame Véronique BALTHAZARD, ~~Monsieur Fabrice SARLET,~~Monsieur Pablo DOCQUIER, **Echevins**Monsieur Arnaud DELZANDRE, **Président du CPAS**Monsieur Olivier BRISBOIS, **Directeur Général**Madame Laurence JAMAGNE, **Echevine - Présidente**

013694000003154

**N° : 49****OBJET : URBA. OCTROI. DELFOSSE à PETITE SOMME****LE COLLÈGE COMMUNAL,**

Vu le Code du Développement Territorial (ci-après, le Code);

Vu le livre 1er du Code de l'environnement ;

Considérant le dossier relatif à la demande de permis d'urbanisme introduite par Madame DELFOSSE Anne-Sophie, Rue des Basses (Petite Somme) à 6940 DURBUY, visant à obtenir l'autorisation d'extension d'une étable sur un terrain situé Rue des Basses (Petite Somme) à 6940 DURBUY, y cadastré DURBUY- 9ème division section E parcelle 366 X3;

Considérant que la demande complète fait l'objet, en application de l'article D.IV.33 du Code, d'un accusé de réception envoyé en date du 27/07/2021 sous référence communale 2021/0115 ;

Considérant que la demande comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre 1er du Code de l'Environnement ; que cette autorité a conclu qu'il n'y a pas lieu de requérir une étude d'incidences sur l'environnement ; qu'il y a lieu de se rallier à cette analyse ;

Considérant que la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement examine de manière particulièrement concrète et précise les incidences probables du projet sur l'environnement ; que tenant compte de son contenu, des plans et autres documents constitutifs du dossier et eu égard à l'article D.68, § 1er du Code wallon sur l'environnement, il y a lieu de considérer que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ;

Considérant que le bien est situé en zone agricole au plan de secteur de Marche-La Roche adopté par Exécutif Régional Wallon du 26/03/1987, et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité ;

Considérant l'absence de zone PASH (Plan d'Assainissement par Sous bassin Hydrographique) (arrêté du Gouvernement wallon en date du 27/07/2001 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 02/12/2005) ; que cela équivaut à une zone d'épuration individuelle et en régime d'assainissement autonome ;

Considérant que le bien est concerné par la carte archéologique ;

Vu que l'avis du S.P.W DG03 – Agriculture a été sollicité en date du 27/07/2021, émis en date du 16/08/2021, et qu'il est favorable conditionnel ;

Considérant que le demandeur est agriculteur à titre principal ;

Considérant que l'extension est envisagée en prolongation latérale de l'étable existante et destinée à une stabulation libre paillée ;

Considérant que les matériaux à mettre en oeuvre sont identiques à ceux de l'étable existante avec la mise en place d'un bardage en bois ajouré pour la partie supérieure des élévations ;

Considérant que la demande s'inscrit dans le cadre du développement et de la bonne organisation de la ferme ;

Considérant que le projet jouxte les bâtiments existants de l'exploitation ;

Considérant cette demande ne suscite aucune remarque particulière au niveau urbanistique ;

Pour les motifs précités ;

**DECIDE**

Article 1er.- Le permis d'urbanisme sollicité par Madame DELFOSSE Anne-Sophie est octroyé.

Le titulaire du permis devra :

1° se conformer scrupuleusement aux plans joints à la demande.

2° respecter les conditions émises par le S.P.W DG03 – Agriculture dans son avis du 16/08/2021.

Article 2.- Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Fonctionnaire délégué aux fins de l'exercice éventuel par celui-ci de son droit de recours.

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU COLLÈGE COMMUNAL

SEANCE DU 30 AOÛT 2021

N° : 49 suite 1

OBJET : URBA. OCTROI. DELFOSSE à PETITE SOMME

Article 3.- Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège Communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou actes.

Article 4.- Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

Article 5.- Le demandeur fournira un plan d'implantation coté reprenant le levé topographique des repères visibles qui seront implantés aux angles de la parcelle et seront maintenus jusqu'à l'achèvement du chantier, des chaises délimitant la future construction, des repères de niveaux ainsi que deux points de référence fixes situés en bordure de terrain permettant un contrôle à posteriori. Ce plan sera dressé et signé par un géomètre ou par l'architecte. Le plan sera contresigné par le demandeur, le maître d'œuvre et l'entreprise qui exécute les travaux. Le plan sera transmis à l'administration communale vingt jours calendrier avant le début des travaux.

L'indication de l'implantation devra être respectée lors de l'érection des bâtiment et ouvrages.

**Le plan sera transmis au Géomètre en charge de la vérification des implantations pour la commune de Durbuy : François HUBIN - rue du Chataignier 20 à 6960 Harre (Manhay) - 0476/39.38.96 - [f.hubin@gmail.com](mailto:f.hubin@gmail.com) dans les 20 jours calendrier avant le début des travaux.**

Par le Collège Communal :

Le Directeur Général,  
(s) Olivier BRISBOIS

L'Echevine - Présidente,  
(s) Laurence JAMAGNE

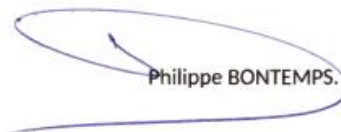
Pour extrait conforme, le 30 août 2021 :

Le Directeur Général

Le Bourgmestre



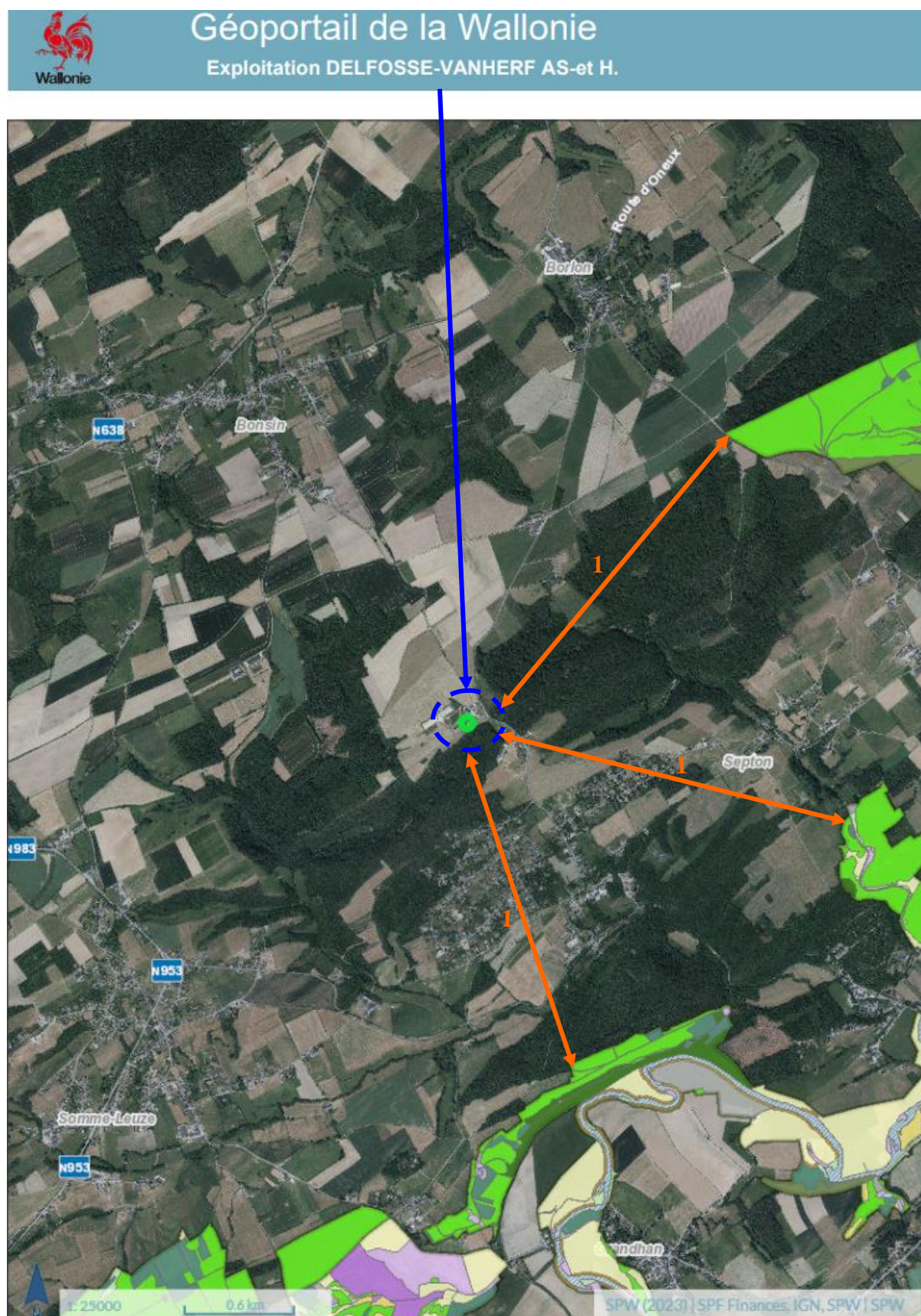
Olivier BRISBOIS.



Philippe BONTEMPS.



## ANNEXE 8 : Réseau Natura 2000 & eaux de surface.





## **Site Natura 2000**

**1). BE34003** – « Vallée de l'Ourthe entre Hotton et Barvaux-sur-Ourthe », l'exploitation de Monsieur et Madame VANHERF-DELFOSSÉ est située à  $\pm 2$  Km du site.

### **Brève description**

Le site correspond au lit majeur de l'Ourthe moyenne dans une portion de son trajet famennien. On retrouvera sur ce site des milieux typiques de la Famenne : chênaies pédonculées en place, prairies inondables, pelouses sur schistes et sur calcaire, érablières... Ce site présente un intérêt majeur pour la faune et la flore. La physionomie encore très naturelle de la rivière (divagation libre du cours d'eau, berges naturelles, bras morts, ...) induit de belles densités de Martins-pêcheurs et d'Hirondelles de rivage. Cette caractéristique explique que le site abrite également une part essentielle des populations de la libellule *Oxygastra curtisii*. Le lit majeur de l'Ourthe, ses pâtures et ses prairies humides accueillent enfin de nombreuses espèces d'oiseaux nicheurs, migrants et hivernants (limicoles, canards, ...).

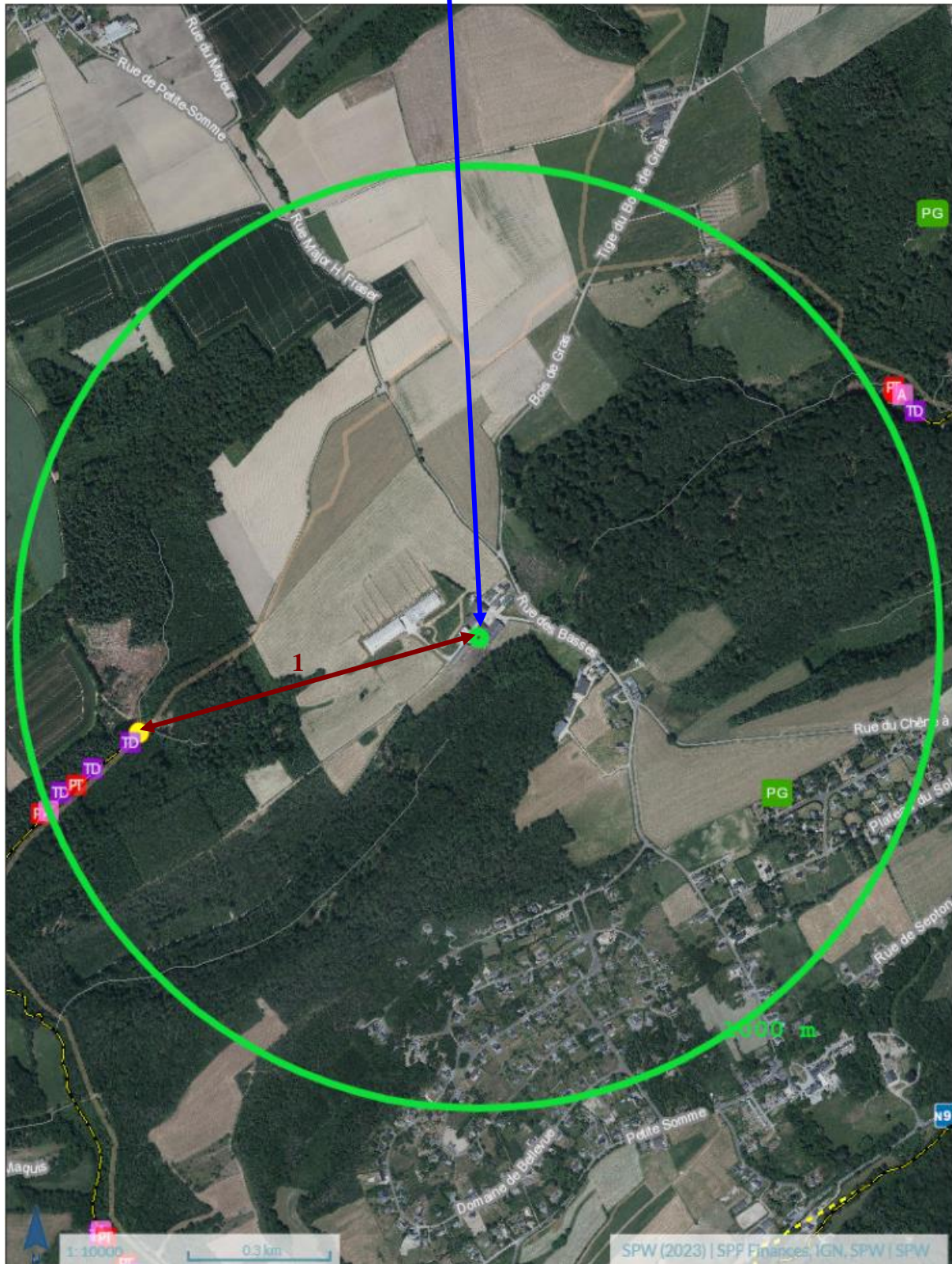
## **Eaux de surface :** (Rayon d'un Km)

**1)** Ruisseau des TROIS COULEUVRES (Catég. 02) et ses affluents situés à 680 mètres de l'exploitation ;



# Géoportail de la Wallonie

Exploitation DELFOSSE-VANHERF AS-et H.



**ANNEXE 9 : Annexe1-03 : Formulaire relatif aux prises d'eau, aux forages, à l'équipement de puits et aux installations pour la recharge ou les essais de recharge artificielles des eaux souterraines, avis DEE gestion nouveau puits, devis forage et estimation des besoins en eau sur site après projet. (Puits I1).**



**Bernard LEJEUNE**

---

**De:** BOUGARD Grégoire <gregoire.bougard@spw.wallonie.be>  
**Envoyé:** vendredi 19 avril 2024 16:16  
**À:** Bernard LEJEUNE  
**Objet:** RE: Dossier DELFOSSE ANNE-SOPHIE et VANHERF HENRI EP. à Petite-Somme (Durbuy) - DURBUY/9DIV/Septon/Section E/366 X<sup>3</sup>, 366 W<sup>3</sup>, 366 T<sup>3</sup> - Création d'une nouvelle prise d'eau.

Bonjour Mr Lejeune,

Sur base des éléments repris dans votre mail, des pompages d'essai ne seraient pas requis.

Nous nous réservons cependant le droit d'en imposer éventuellement au terme de l'instruction du dossier de demande de permis en fonction de nouveaux éléments qui apparaîtraient à l'analyse du dossier.

Concernant l'implantation du forage, vu que celui-ci va se trouver dans un point bas (en aval topographique des 2 silos projetés), la pente de la dalle béton de ceux-ci devra se faire vers les bâtiments de façon à réduire l'écoulement des eaux de ruissellement depuis ceux-ci vers la zone de prise d'eau et prise d'eau.

Enfin concernant les volumes demandés, je constate que ceux-ci sont largement supérieurs à ceux actuellement déclarés (comprenant de surcroît une spéculation avicole).

Bien à vous et d'ores et déjà un bon weekend

Bougard Grégoire



**Grégoire BOUGARD**  
Géologue - Hydrogéologue  
Attaché qualifié

Gsm : 0485/983331 - Tél. : 081/715.382  
Mél. : [gregoire.bougard@spw.wallonie.be](mailto:gregoire.bougard@spw.wallonie.be)  
Avenue Reine Astrid, 39  
5000 NAMUR



**DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
DEPARTEMENT DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'EAU  
DIRECTION DES EAUX SOUTERRAINES**

[www.wallonie.be](http://www.wallonie.be) • N° Vert : 0800 11 901 (informations générales)

*"Ce message n'engage aucunement la D'GARNE et reste informel. Tout courrier officiel doit toujours actuellement être confirmé par lettre et revêtu de la signature d'un agent dûment mandaté"*



Before printing I think about the environment

---

**De :** Bernard LEJEUNE <B.Lejeune@cergroupe.be>  
**Envoyé :** mercredi 17 avril 2024 09:23  
**À :** BOUGARD Grégoire <gregoire.bougard@spw.wallonie.be>

**Objet :** Dossier DELFOSSE ANNE-SOPHIE et VANHERF HENRI EP. à Petite-Somme (Durbuy) - DURBUY/9DIV/Septon/Section E/366 X<sup>3</sup>, 366 W<sup>3</sup>, 366 T<sup>3</sup> - Création d'une nouvelle prise d'eau.

Monsieur BOUGARD,

Faisant suite à notre entretien téléphonique de ce jour, nous vous transférons un plan ainsi que les coordonnées du point de forage pour le dossier sous objet.

Coordonnées X : 222971 et Y : 116508. La profondeur du forage sera de 84 m (Estimation sourcier).

Pourriez-vous nous revenir et nous signifier si des essais de pompages seront nécessaires.

Les quantités exploitées seront au maximum de

### **Estimation des besoins en eau après-projet :**

#### Spéculatation bovine : Laitière (Holstein).

Consommation pour	Nombres	Quantité journalière/bovin	Quantité par an
Bovins de – 6 mois	28	23 l	235 m <sup>3</sup>
Bovins de 6 mois à 12 mois	17	40 l	248 m <sup>3</sup>
Bovins de 1an à 2 ans	38	60 l	832 m <sup>3</sup>
Autre bovin de plus de 2 ans	137	90 l	4075 m <sup>3</sup>
Total	220	/	5390 m <sup>3</sup>

Concernant les calculs de consommation, il y a lieu de prendre en compte que pour 200 bovins, l'abreuvement est compté pour 365 jours. Seul 20 génisses de plus de 2 ans sont abreuvées pendant 220 jours à l'étable. Et le reste du temps (soit ± 5 mois), étant en prairie, le puits n'interviendra pas.

#### Spéculatation porcine : Danbred Hybride (Croisement de Landrace Danbred et Large White Danbred).

Consommation pour	Nombres	Quantité journalière/porc	Quantité par an
Porcs de production	868	6 l	1.900 m <sup>3</sup>
Total	868	/	1.900 m <sup>3</sup>

Nettoyage de la porcherie après les différents vides sanitaires : ± 150 m<sup>3</sup>/an.

Soit un total de ± 7.500 m<sup>3</sup>/an pour l'exploitation agricole de Monsieur et Madame DELFOSSE VANHERF.

Par avance merci pour votre retour.

Bonne journée.

Bien à vous.

**Bernard LEJEUNE**

Conseiller Bâtiment et Permis

## Bernard LEJEUNE

---

**De:** BOUGARD Grégoire <gregoire.bougard@spw.wallonie.be>  
**Envoyé:** lundi 8 janvier 2024 11:11  
**À:** Bernard LEJEUNE  
**Cc:** anne-sophie delfosse; BONJEAN Marie-Paule; PADUART Jean-François  
**Objet:** RE: Dossier DELFOSSE ANNE-SOPHIE et VANHERF HENRI EP. à Petite-Somme (Durbuy) - DURBUY/9DIV/Septon/Section E/366 X<sup>3</sup>, 366 W<sup>3</sup>, 366 T<sup>3</sup> - Création d'une nouvelle prise d'eau.

Bonjour M. Lejeune

Tout d'abord, je vous présente mes meilleurs vœux pour 2024.

Le puits existant 54/4/2/016 n'est déjà plus exploité (depuis 2021) par DELFOSSE-VANHERF.

Concernant l'ouvrage de prise d'eau 54/4/2/006, il faudra justifier dans la demande de permis la/les raison.s de l'abandon de ce dernier. Y-a-t-il par ailleurs une cession prévue de l'exploitation de cet ouvrage de prise d'eau existant ?

Toujours concernant cet ouvrage de prise d'eau, sur base des vues aériennes, il ne respecte pas les conditions sectorielles prises d'eau. Il n'y a pas, notamment, de zone de prise d'eau délimitée autour de l'ouvrage (clôture pérenne à 10 m de la tête de puits).....

Le volume annuel demandé concernant le nouvel ouvrage de prise d'eau projeté est faible au regard des volumes prélevés et déjà déclarés sur les ouvrages existants (supérieurs à 5.000 m<sup>3</sup>/an notamment en 2015 et 2016).

Les conditions qui devront être impérativement respectées pour le nouvel ouvrage de prise d'eau, comme déjà mentionnées dans de précédents mails, sont les suivantes :

- [Conditions sectorielles forages](#) ;
- [Conditions sectorielles prises d'eau](#).

A votre disposition pour toute information complémentaire.

Bien à vous

Grégoire Bougard



### Grégoire BOUGARD

Géologue - Hydrogéologue  
Attaché qualifié

Gsm : 0485/983331 - Tél. : 081/715.382  
Mél. : [gregoire.bougard@spw.wallonie.be](mailto:gregoire.bougard@spw.wallonie.be)  
Avenue Reine Astrid, 39  
5000 NAMUR



**DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT**  
**DEPARTEMENT DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'EAU**  
**DIRECTION DES EAUX SOUTERRAINES**



*"Ce message n'engage aucunement la DGARNE et reste informel. Tout courrier officiel doit toujours actuellement être confirmé par lettre et revêtu de la signature d'un agent dûment mandaté"*



Before printing I think about the environment

**De :** Bernard LEJEUNE <B.Lejeune@cergroupe.be>

**Envoyé :** mardi 26 décembre 2023 11:32

**À :** BOUGARD Grégoire <gregoire.bougard@spw.wallonie.be>

**Cc :** anne-sophie delfosse <delfosseas@gmail.com>

**Objet :** Dossier DELFOSSE ANNE-SOPHIE et VANHERF HENRI EP. à Petite-Somme (Durbuy) - DURBUY/9DIV/Septon/Section E/366 X<sup>3</sup>, 366 W<sup>3</sup>, 366 T<sup>3</sup> - Création d'une nouvelle prise d'eau.

Bonjour Monsieur BOUGARD,

Nous revenons vers vos services concernant le dossier sous objet.

A ce titre, les exploitants vont perdre l'accès aux 2 parcelles et aux 2 prises d'eau répertoriées sur leur site et abreuvant d'une part les poules pondeuses et d'autres part les bovins et les porcs à savoir :

- 1) Puits 1 - Code d'ouvrage 54/4/2/006 – code d'autorisation 2009/8/C/00002.
- 2) Puits 2 - Code d'ouvrage 54/4/2/016 – code d'autorisation 2021/8/D/00018.

Dès lors, ils sont dans l'obligation (Urgence) de réaliser une demande afin de pouvoir exploiter une nouvelle prise d'eau dans les plus brefs délais.

Cette dernière permettrait d'abreuver les 200 bovins dont 90 VL et 750 porcs à l'engraissement, soit un besoin de l'ordre de  $\pm 5.000 \text{ m}^3/\text{an}$ .

La nouvelle prise d'eau serait réalisée sur une parcelle en propriété répertoriée DURBUY/9DIV/Septon/Section E/366 X<sup>3</sup> - Coordonnées X : 222969 et Y 116512 (Sourcier).

Le site est hors zone de prévention.

Vous serait-il possible de nous revenir afin de nous signifier si cette demande est éligible et sous quelles conditions ?

De plus, des essais de pompage seraient-il nécessaire ?

Nous nous tenons à votre disposition pour un complément d'informations si nécessaire.

Des contacts ont également été pris avec le DPA (Monsieur PADUART) pour la bonne gestion du dossier.

Par avance merci pour votre retour.

Bonne journée et meilleurs vœux pour 2024.

Bien à vous.

**Bernard LEJEUNE**

Conseiller Bâtiment et Permis

**CER Groupe - Agri-développement**

Rue de la Zootechnie, 2

G.R. Delfosse et Vanherf  
Ferme des Basses, 43  
6940 Septon Petite Somme  
Belgique  
TVA: BE691458758

## Devis N° S03002

Date du devis:  
22/01/2024

Echéance:  
21/04/2024

Vendeur :  
Vinciane M.

Adresse du chantier:  
Rue des Basses  
6940 Septon

DESCRIPTION	QUANTITÉ	PRIX UNITAIRE	TAXES	MONTANT
Forage d'un puits 4"				
Installation de chantier puits 4" Amené et repli du matériel, machine et personnel	1.00 Unités	750.00	21%	750.00 €
Forage du puits en Ø 180mm	80.00 m	65.00	21%	5200.00 €
Mise en place et démontage tubage de stabilisation en acier en présence de terrain de couverture, de roche altérée ou déconsolidée	10.00 m	50.00	21%	500.00 €
Tubage PVC Ø 125 mm Crépiné sur toute la hauteur de l'aquifère et aveugle sur la partie supérieure	80.00 mètre	17.00	21%	1360.00 €
Massif filtrant puits 4" Mise en place d'un massif filtrant (gravier en silice roulée et calibrée), bouchon d'argile (Dantoplug) et ciment dans l'espace annulaire sur toute la hauteur forée	80.00 m	13.00	21%	1040.00 €
Massif filtrant surconsommation Surconsommation dépassant les 10% de la quantité théorique (PM)	0.00 kg	0.30	21%	0.00 €
Sous-total				8850.00 €

Montant HT	8850.00 €
TVA 21%	1858.50 €
Total	10708.50 €

T. 086/34.94.10 [info@ecoforage.be](mailto:info@ecoforage.be) [www.ecoforage.be](http://www.ecoforage.be) BE0464.304.455 LU22126814 FR58423032697

BE13 7320 0029 9539

Les cotes de profondeur renseignées dans cette offre sont basées sur les forages réalisés dans la région et le contexte géologique. Elles restent indicatives et ne peuvent engager l'entrepreneur qui se réserve le droit de modifier les métrages si les exigences de rendement l'imposaient.

Si nécessaire, cette offre pourra être réactualisée en fonction des exigences d'un cahier des charges à nous transmettre.

Une remise de prix pour installation de pompage adaptée pourra vous être proposée une fois les caractéristiques du ou des puits connues, et en fonction de vos besoins précis. En cas de faible débit, vous devrez envisager la réalisation d'une citerne tampon de capacité suffisante pour permettre le fonctionnement de vos installations en continu. Si vous ne disposez pas du triphasé il faut prévoir un supplément pour une installation en monophasé. En raison de la fluctuation des prix des matières premières, les prix des produits proposés pour l'installation de pompage sera automatiquement actualisés lors de la facturation.

Tranchée y compris placement du câble et du tuyau de refoulement, chambre de visite (réalisée suivant les prescriptions du SPW) percement de mur et amenée du courant à l'endroit de la cuve à alimenter sont à effectuer par vos soins.

L'accès au chantier doit être assuré par le client, qui est seul responsable de l'endroit du forage, de l'évacuation des déblais et des eaux, de la remise en état des terrains, du respect ou non de la "zone de prise d'eau" (SPW) et des autorisations (permis d'environnement).

Pour satisfaire aux exigences du SPW en matière de protection des eaux souterraines, une "zone de prise d'eau" d'un rayon de 10 mètres, doit pouvoir être délimitée autour du puits. Dans cette zone, seules les activités en rapport direct avec la production d'eau sont autorisées. Pratiquement, l'endroit du forage doit être situé à 10 mètres minimum des voiries publiques et privées, des constructions, des propriétés voisines... Nous attirons votre attention sur les impositions légales qui restent à votre charge (zone clôturée, repère altimétrique inamovible, inaltérable, bien visible et d'utilisation aisée). Le puits doit être identifié par une plaque signalétique scellée et bien visible reprenant le code de l'ouvrage.

Le déploiement vertical de la colonne de forage doit être réalisable au droit de(s) l'endroit(s) désigné(s) pour les travaux.

Tout arrêt de travail dû à une cause extérieure à notre entreprise ou stand-by en attente de décision sera comptabilisée à 200,00€/heure pour l'arrêt de la machine sans personnel et à 290,00€/h pour la machine à l'arrêt personnel présent.

En cas de forage sec, il ne sera pas équipé et sera comblé et étanchéifié. Le forage sera alors facturé au prix de 65,00€ hors TVA par mètre courant.

Une facture sera émise après la réalisation du forage et avant l'installation de pompage. Cette dernière ne sera programmée que lorsque la facture sera payée.

Un acompte de 750,00€ est à verser sur le compte BE13 7320 0029 9539 lors de la commande.

#### Conditions générales

1. Sauf stipulations expresses contraires, acceptées par écrit, tous les marchés conclus avec la S.A. ECOFORAGE sont soumis, sans exception, aux présentes conditions générales et le client reconnaît en avoir accepté toutes les clauses dès la conclusion du contrat.
2. Nos remises de prix ne sont qu'indicatives, des circonstances indépendantes de notre volonté pouvant nous obliger à les modifier, voire à renoncer au contrat projeté.
3. Les autorisations officielles et les déclarations de démarrage des travaux sont à charge du client et restent de sa responsabilité, de sorte qu'elles sont



réputées obtenues par le client à l'entame des travaux.

Le site d'implantation du forage et l'aménagement d'un accès pour nos machines sont à charge du client. Ce dernier est seul responsable du non-respect éventuel du périmètre de protection de la prise d'eau et des dégâts qui pourraient être occasionnés aux câbles et conduits souterrains.

4. La s.a. ECOFORAGE ne sera en aucun cas responsable de dommages éventuels en sous-sol liés à l'emplacement même de(s) endroit(s) de forage et, par l'acceptation du présent devis, le client s'engage à garantir la s.a. ECOFORAGE contre toute réclamation en raison de dommages résultant de cette localisation. La s.a. ECOFORAGE ne sera en aucun cas tenue responsable des nuisances liées aux risques de vibration engendrés par le fonctionnement des machines ou par les procédés de forage.

5. Compte tenu de l'aspect assez aléatoire de l'activité, les cotes de profondeur renseignées dans le contrat restent indicatives et ne peuvent engager l'entrepreneur qui se réserve le droit de modifier les métrages si les exigences de rendement l'imposaient. De même, la réalisation correcte du forage peut nécessiter la mise en œuvre d'investigations techniques et matérielles supplémentaires à charge du client. Si le client renonce à la poursuite des travaux de forage en cours sans l'accord écrit de l'entrepreneur, il accepte alors l'annulation des garanties et devra supporter le montant total des travaux effectués jusqu'au moment de l'arrêt du chantier. S'ils décident d'arrêter les travaux de commun accord pour quelque raison que ce soit, le montant de l'acompte reste dû pour couvrir les frais de déplacement et d'installation.

6. La S.A. ECOFORAGE ne garantit pas la qualité minérale et bactériologique de l'eau captée. Tout dommage corporel ou matériel lié directement ou indirectement à la qualité de l'eau captée ne pourra lui être imputé. La SA ECOFORAGE ne peut être tenue responsable d'une baisse éventuelle de productivité liée à des facteurs extérieurs imprévisibles ou incontrôlables (surexploitation de la nappe, travaux routiers extraordinaires, sécheresse prolongée, tremblement de terre, etc...)

7. La durée et l'étendue de notre garantie se limitent toujours à celles fixées par le fabricant. Les dégâts résultant d'un mauvais usage du matériel ne sont pas couverts. En cas d'application de la garantie, notre responsabilité est limitée à l'échange pur et simple de la pièce reconnue défectueuse de l'usine. Le transport et le montage restent à charge de l'acheteur, sans aucune responsabilité pour le vendeur. Aucun remboursement, indemnité ou dommages et intérêts ne peuvent nous être réclamés pour quelque motif que ce soit. L'application de la garantie ne peut donner lieu à une reprise et ne peut avoir aucune incidence sur le paiement de la facture.

8. Nos factures sont payables, sauf stipulation contraire écrite, au comptant, net sans escompte. Tout retard de paiement à l'échéance de la facture donnera lieu de plein droit et sans mise en demeure à des intérêts de retard de 12% l'an à dater de son exigibilité. En cas de non-paiement total ou partiel de la dette à l'échéance et après mise en demeure infructueuse, le solde restant dû, sera majoré de 12% avec un minimum de 50,00 €. En cas de litige, le cocontractant ne peut différer le paiement du prix jusqu'à la solution de ce litige.

9. Le matériel reste la propriété de la SA ECOFORAGE jusqu'au paiement intégral de la facture

10. Toute réclamation doit être faite, par lettre recommandée, dans les huit jours de la réception de la facture. Passé ce délai, celle-ci est considérée comme définitivement acceptée

11. L'occupation des lieux et le paiement du prix, et l'un à défaut de l'autre, emportent réception des travaux.

La réception provisoire emporte agrément des travaux et des marchandises mises en œuvre ou livrées. La réception définitive est acquise de plein droit 3 mois après la réception provisoire.

12. La présente convention est soumise au droit belge. Tout différend relève exclusivement de la compétence des tribunaux d'Arlon ou de Marche-En-Famenne

13. Nous rassemblons et traitons les données à caractère personnel reçues de votre part en vue de l'exécution du contrat, de la gestion des clients, de la comptabilité et d'activités de marketing direct. Les fondements juridiques sont l'exécution du contrat, le respect des obligations légales et réglementaires et/ou

l'intérêt légitime. Le responsable de traitement est Ecoforage, Zone d'Activités Nord, 29 à 5377 Baillonville. Ces données à caractère personnel ne seront transmises à des personnes chargées du traitement, des destinataires et/ou des tiers que dans la mesure rendue indispensable aux finalités du traitement, telles que mentionnées ci-dessus. Le client est responsable de l'exactitude des données à caractère personnel qu'il nous transmet, et s'engage à respecter le Règlement Général sur la Protection des Données vis-à-vis des personnes dont il nous a transmis les données à caractère personnel, ainsi qu'en ce qui concerne toutes les éventuelles données à caractère personnel qu'il recevrait de notre part et de nos collaborateurs. Le client confirme qu'il a été suffisamment informé quant au traitement de ses données à caractère personnel et à ses droits en matière de regard, de rectification, de suppression et d'opposition

**Remarque sur le régime fiscal :**

"Taux de TVA : en l'absence de contestation par écrit, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la facture, le client est présumé reconnaître que

- (1) les travaux sont effectués à un bâtiment d'habitation dont la première occupation a eu lieu au cours d'une année civile qui précède d'au moins dix ans la date de la première facture relative à ces travaux,
- (2) qu'après l'exécution de ces travaux, l'habitation est utilisée, soit exclusivement soit à titre principal comme logement privé et
- (3) que ces travaux sont fournis et facturés à un consommateur final.

Si au moins une de ces conditions n'est pas remplie, le taux normal de 21% sera applicable et le client endossera par rapport à ces conditions, la responsabilité quant au paiement de la taxe, des intérêts et des amendes dus."

G.R. Delfosse et Vanherf  
Ferme des Basses, 43  
6940 Septon Petite Somme  
Belgique  
TVA: BE691458758

## Devis N° S03003

Date du devis:  
22/01/2024

Vendeur :  
Vinciane M.

Adresse du chantier:  
Rue des Basses  
6940 Septon

DESCRIPTION	QUANTITÉ	PRIX UNITAIRE	TAXES	MONTANT
<b>INSTALLATION DE POMPAGE</b>				
Dans le forage				
Corps de pompe Grundfos SP5A21	1.00 Unités	840.00	21%	840.00 €
Moteur Franklin 4" 2.2 kW Tri	1.00 Unités	767.72	21%	767.72 €
Câble électrique submersible 4G2,5	76.00 m	4.50	21%	342.00 €
Jonction électrique étanche	1.00 Unités	65.00	21%	65.00 €
Tuyau PE-HD PN16 bar diam. 40x3.7mm	74.00 m	2.50	21%	185.00 €
Corde en PP bleu - 3 torons - 8mm	76.00 m	0.20	21%	15.20 €
Tube guide pour sonde piézométrique	74.00 m	1.20	21%	88.80 €
Sous-total				2303.72 €
<b>En tranchée entre le forage et le local technique</b>				
Câble élec. XVB4G2.5² en tranchée avec gaine	20.00 m	3.30	21%	66.00 €
Tuyau PE-HD PN16 bar diam. 40x3.7mm	20.00 m	2.50	21%	50.00 €
Sous-total				116.00 €
<b>Dans le local technique abrité du gel</b>				

T. 086/34.94.10 [info@ecoforage.be](mailto:info@ecoforage.be) [www.ecoforage.be](http://www.ecoforage.be) BE0464.304.455 LU22126814 FR58423032697

BE13 7320 0029 9539



Cuve HQ 450 l	1.00 Unités	975.00	21%	975.00 €
Pressostat, coffret vigilec, pièces diverses	1.00 Unités	550.00	21%	550.00 €
<b>Sous-total</b>				<b>1525.00 €</b>
<b>Dans la chambre de visite</b>				
Compteur agréé JM EF Dn32, Q3-10	1.00 Unités	116.60	21%	116.60 €
Dispositif de prise d'échantillon	1.00 Unités	40.00	21%	40.00 €
Petit matériel: raccords pompe et regard, plateau de support PVC, fixations, ...	1.00 Unités	350.00	21%	350.00 €
<b>Sous-total</b>				<b>506.60 €</b>
<b>Main d'oeuvre</b>				
Main d'oeuvre (préparation et installation)	1.00 Unités	600.00	21%	600.00 €
<i>Une remise de prix pour installation de pompage adaptée pourra vous être proposée une fois les caractéristiques du ou des puits connues, et en fonction de vos besoins précis. En as de faible débit, vous devrez envisager la réalisation d'une citerne tampon de capacité suffisante pour permettre le fonctionnement de vos installations en continu. Si vous ne disposez pas du triphasé il faut prévoir un supplément pour une installation en monophasé. En raison de la fluctuation des prix des matières premières, les prix des produits proposés pour l'installation de pompage seront automatiquement actualisés lors de la facturation.</i>				
<b>Sous-total</b>				<b>600.00 €</b>
<b>Pièces diverses de raccordement selon installation</b>				
<i>Pièces diverses de raccordement en fonction de l'installation: Suivant prix catalogue</i>				
<b>Sous-total</b>				<b>0.00 €</b>

Montant HT	5051.32 €
TVA 21%	1060.78 €
<b>Total</b>	<b>6112.10 €</b>

#### Conditions générales

1. Sauf stipulations expresses contraires, acceptées par écrit, tous les marchés conclus par la S.A. ECOFORAGE sont soumis, sans exception, aux présentes conditions générales et le client déclare en accepter toutes les clauses dès la conclusion du contrat.

2. Nos remises de prix ne sont qu'indicatives, des circonstances indépendantes de notre volonté pouvant nous

T. 086/34.94.10 [info@ecoforage.be](mailto:info@ecoforage.be) [www.ecoforage.be](http://www.ecoforage.be) BE0464.304.455 LU22126814 FR58423032697

BE13 7320 0029 9539

obliger à les modifier, voire à renoncer au contrat projeté.

3. Les autorisations officielles, déclarations de démarrage des travaux, le site d'implantation du forage et l'aménagement d'un accès pour nos machines sont à charge du client. Ce dernier est le seul responsable du non-respect éventuel des implantations des forages et des dégâts qui pourraient être occasionnés aux câbles et conduits souterrains. Le client est supposé avoir fait les démarches administratives en ce qui concerne les câbles et canalisations et avoir informé l'entrepreneur de leurs éventuelles présences sur le chantier. Ecoforage SA ne sera en aucun cas responsable de dommages éventuels en sous-sol liés à l'emplacement même de(s) endroit(s) de forage et, par acceptation du devis, le client s'engage à garantir à la SA Ecoforage contre toute réclamation en raison de dommages résultant de cette localisation.

4. Nos offres sont établies sur base des documents fournis par le client et/ou son chauffagiste. Le client et/ou chauffagiste sont tenus de fournir la puissance frigorifique de la pompe à chaleur qui va être installée. En cas de défaut de ceux-ci, l'entrepreneur ne pourra être tenu responsable des manquements dans le dimensionnement de l'installation.

5. Si le client renonce à la poursuite des travaux de forage en cours sans l'accord écrit de l'entrepreneur, il devra supporter le montant total des travaux effectués jusqu'au moment de l'arrêt du chantier.

6. Sans aucun dédommagement ne puisse être réclamé, l'entrepreneur peut décider ne pas poursuivre le travail ou d'y renoncer dans les situations exceptionnelles suivantes :

- la zone de travail ne se trouve plus dans l'état initial (lors de la remise de prix) ; et rend l'exécution du travail impossible (zone réduite, présence de chambres de visites, de citernes, de constructions, de remblais, de tranchées...)
- la présence de terrains karstiques empêche la réalisation du forage

7. En cas d'arrêt et repli du chantier pour toute raison indépendante à l'entrepreneur, tous les travaux exécutés seront facturés sur base d'état d'avancement.

8. La SA Ecoforage ne sera en aucun cas tenue responsable des nuisances liées aux risques de vibration engendrés par le fonctionnement des machines ou par les procédés de forage.

9. Le matériel reste la propriété de la SA Ecoforage jusqu'au paiement intégral de la facture.

10. Toute réclamation doit être faite par lettre recommandée, dans les huit jours de la réception de la facture. Passé ce délai, celle-ci est considérée comme définitivement acceptée.

11. Nos factures sont payables, sauf stipulation contraire écrite, au comptant. Tout retard de paiement à

---

l'échéance de la facture donnera lieu de plein droit et sans mise en demeure à des intérêts de retard de 12% l'an à dater de son exigibilité. En cas de non-paiement total ou partiel de la dette à l'échéance et après mise en demeure infructueuse, le solde restant dû, sera majoré de 12% avec un minimum de 50,00 €.

12. L'occupation des lieux et le paiement du prix, et l'un et l'autre l'acompte reste dû pour les frais de déplacement et d'installation et ne pourra être réclamé par le client.

13. Tout différend relève exclusivement de la compétence des tribunaux d'Arlon et de Marche-En-Famenne.

14. Nous rassemblons, traitons et protégeons les données à caractère personnel reçues de votre part en vue de l'exécution du contrat, de la gestion des clients, de la comptabilité. Vos données personnelles ne sont jamais partagées avec des partenaires et des tiers.



## **Estimation des besoins en eau après-projet :**

### **Spéculatation bovine : Laitière (Holstein).**

<b>Consommation pour</b>	<b>Nombres</b>	<b>Quantité journalière/bovin</b>	<b>Quantité par an</b>
<b>Bovins de – 6 mois</b>	28	23 l	235 m <sup>3</sup>
<b>Bovins de 6 mois à 12 mois</b>	17	40 l	248 m <sup>3</sup>
<b>Bovins de 1an à 2 ans</b>	38	60 l	832 m <sup>3</sup>
<b>Autre bovin de plus de 2 ans</b>	137	90 l	4075 m <sup>3</sup>
<b>Total</b>	<b>220</b>	<b>/</b>	<b>5390 m<sup>3</sup></b>

Concernant les calculs de consommation, il y a lieu de prendre en compte que pour 200 bovins, l'abreuvement est compté pour 365 jours. Seul 20 génisses de plus de 2 ans sont abreuvées pendant 220 jours à l'étable. Et le reste du temps (soit  $\pm 5$  mois), étant en prairie, le puits n'interviendra pas.

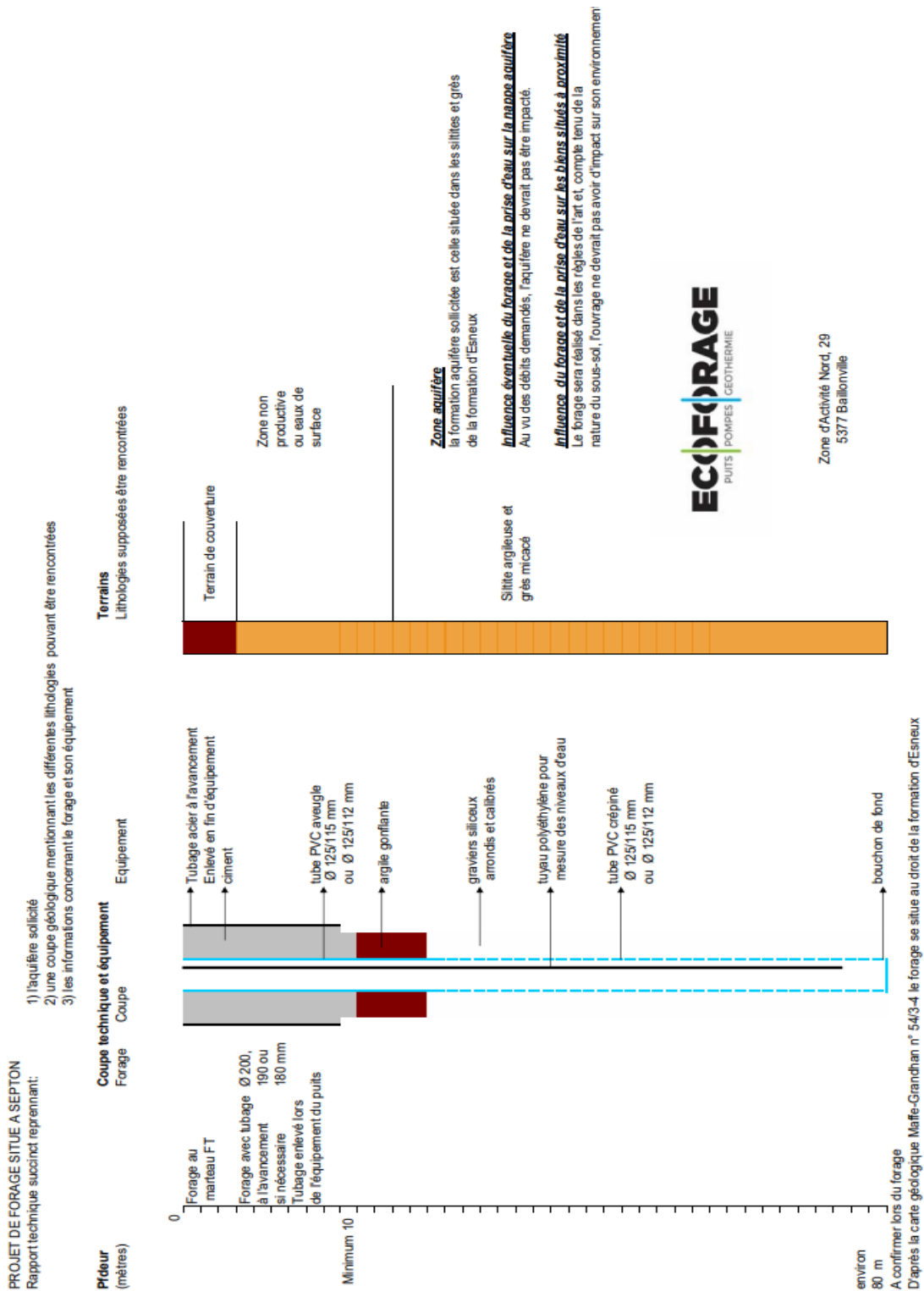
### **Spéculatation porcine : Danbred Hybride (Croisement de Landrace Danbred et Large White Danbred).**

<b>Consommation pour</b>	<b>Nombres</b>	<b>Quantité journalière/porc</b>	<b>Quantité par an</b>
<b>Porcs de production</b>	850	6 l	1.862 m <sup>3</sup>
<b>Total</b>	<b>850</b>	<b>/</b>	<b>1.862 m<sup>3</sup></b>

Nettoyage de la porcherie après les différents vides sanitaires :  $\pm 150$  m<sup>3</sup>/an.

Soit un total de  $\pm 7.500$  m<sup>3</sup>/an pour l'exploitation agricole de Monsieur et Madame DELFOSSE VANHERF.

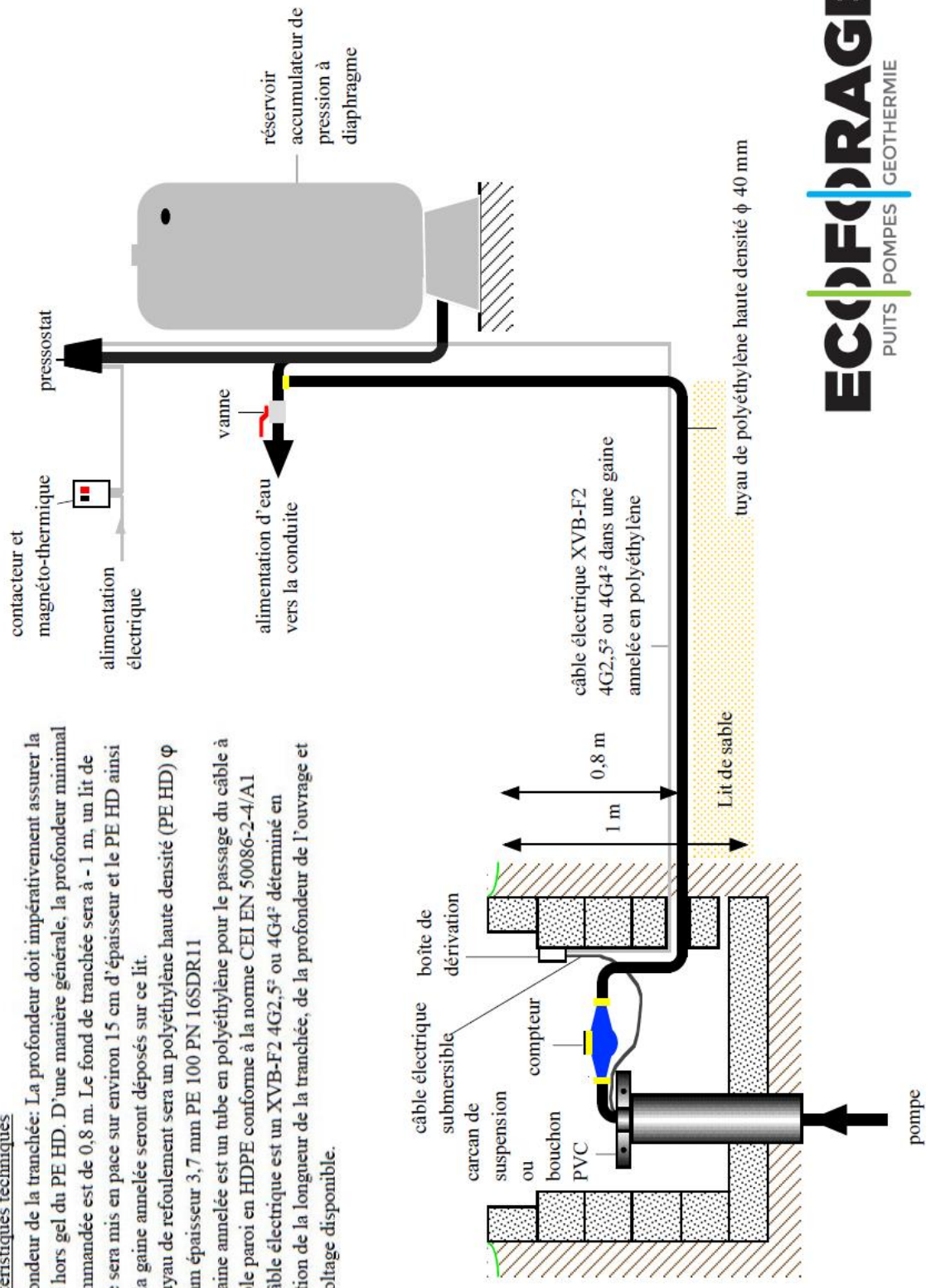
ANNEXE 10 : Situation, plans descriptifs du puits, reportage photographique, emplacement côté et courbes de niveau pour le puits I1 (Exploitation DELFOSSE-VANHERF).



## INSTALLATION DE POMPAGE

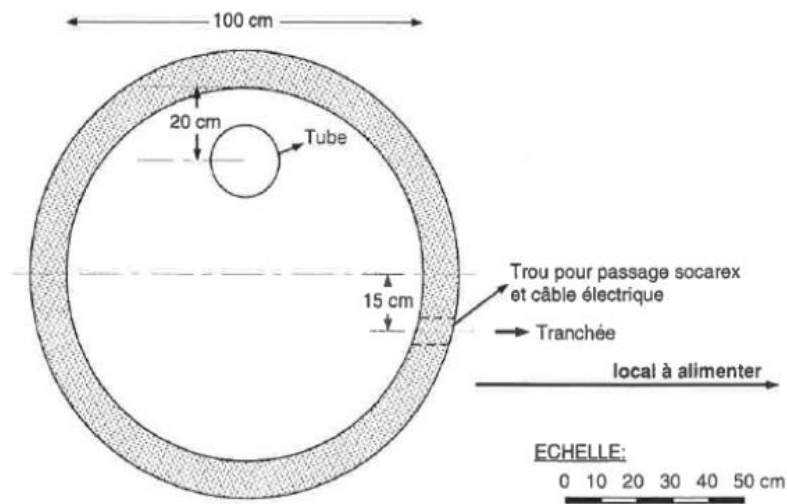
### Caractéristiques techniques

- Profondeur de la tranchée: La profondeur doit impérativement assurer la mise hors gel du PE HD. D'une manière générale, la profondeur minimal recommandée est de 0,8 m. Le fond de tranchée sera à - 1 m, un lit de sable sera mis en place sur environ 15 cm d'épaisseur et le PE HD ainsi que la gaine annelée seront déposés sur ce lit.
- Le tuyau de refoulement sera un polyéthylène haute densité (PE HD)  $\varnothing$  40 mm épaisseur 3,7 mm PE 100 PN 16SDR11
- La gaine annelée est un tube en polyéthylène pour le passage du câble à double paroi en HDPE conforme à la norme CEI EN 50086-2-4/A1
- Le câble électrique est un XVB-F2 4G2,5<sup>2</sup> ou 4G4<sup>2</sup> déterminé en fonction de la longueur de la tranchée, de la profondeur de l'ouvrage et du voltage disponible.

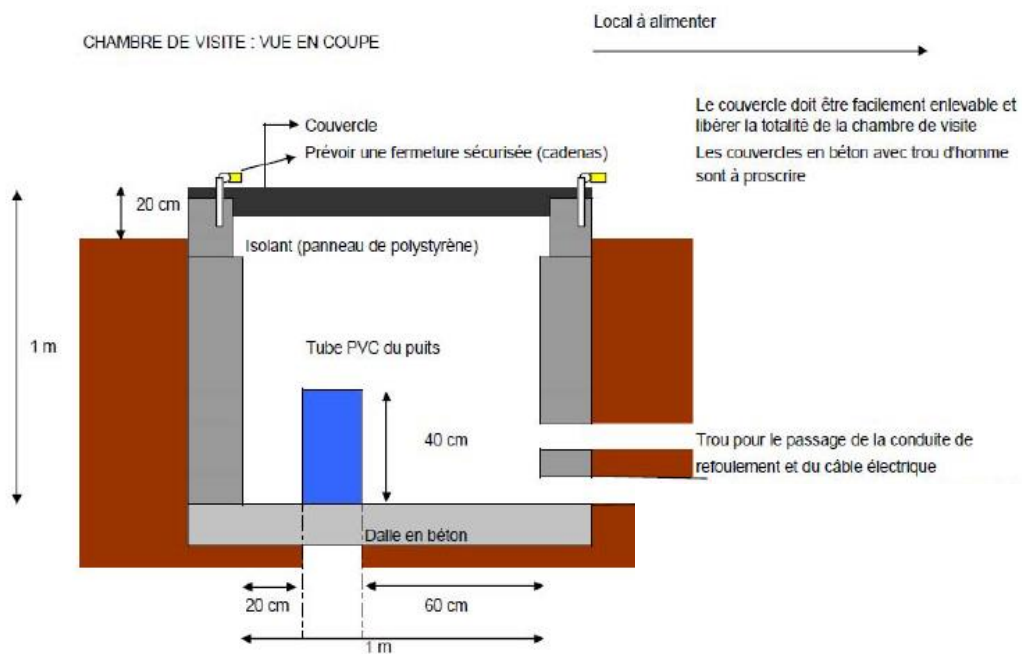




## CHAMBRE DE VISITE REALISEE AVEC UN ANNEAU DE PUIT



CHAMBRE DE VISITE : VUE EN COUPE



## **Rapport des actes et travaux projetés**

### **- Avant-puits sur la hauteur des terrains de couverture et forage du puits**

Le forage sera réalisé au tricone à l'eau ou au marteau fond de trou Ø minimum 180 mm avec tubage à l'avancement provisoire Ø 219 mm qui sera ancré afin d'éviter toute contamination de la nappe à partir de la surface.

### **- Equipement de forage**

#### **Caractéristiques des tubages**

tubes aveugles PVC Ø 125/115 mm, provenance: CE. Assemblage par rivets.

tubes PVC crépinés Ø 125/115 mm, ouverture au choix, provenance: CE. Assemblage par rivets.

#### **Caractéristiques du massif filtrant et bouchon d'argile**

Le massif filtrant sera constitué de grenailles siliceuses arrondies et calibrées

Le bouchon d'argile sera constitué d'argile gonflante de type Compactonit 10/80 (coupe théorique en annexe)

### **- L'aménagement de surface**

Placement d'une chambre de visite enterrée dépassant de 20 centimètres de la surface du sol.

Tranchée d'une profondeur de minimum 80 cm dans laquelle tuyau socarex PEHD diam. 40 ainsi que câble électrique XVB4G2,5<sup>2</sup> sont placés, de la chambre de visite jusqu'au local technique. (schéma en annexe)

### **- Les eaux de forage et les déblais de forage**

Les eaux de forage seront évacuées à minimum 10 mètres du point de forage d'où elles pourront s'infiltrer ou s'écouler vers un point hydrographique en aval. En cas de nécessité, une fosse de décantation sera terrassée et les eaux décantées seront pompées vers le réseau d'égouttage.

Les déblais de forage sont laissés sur place et seront étalés lors de la réalisation des tranchées pour la chambre de visite.

### **- Les effets sonores**

La réalisation d'un forage engendre +/- 200 décibels (compresseur 105db - foreuse : 90db) pendant +/- 3 jours, de 07h30' à 16h30' du lundi au vendredi.

L'exploitation ne génère aucun bruit.



1)



2)





3)



4)



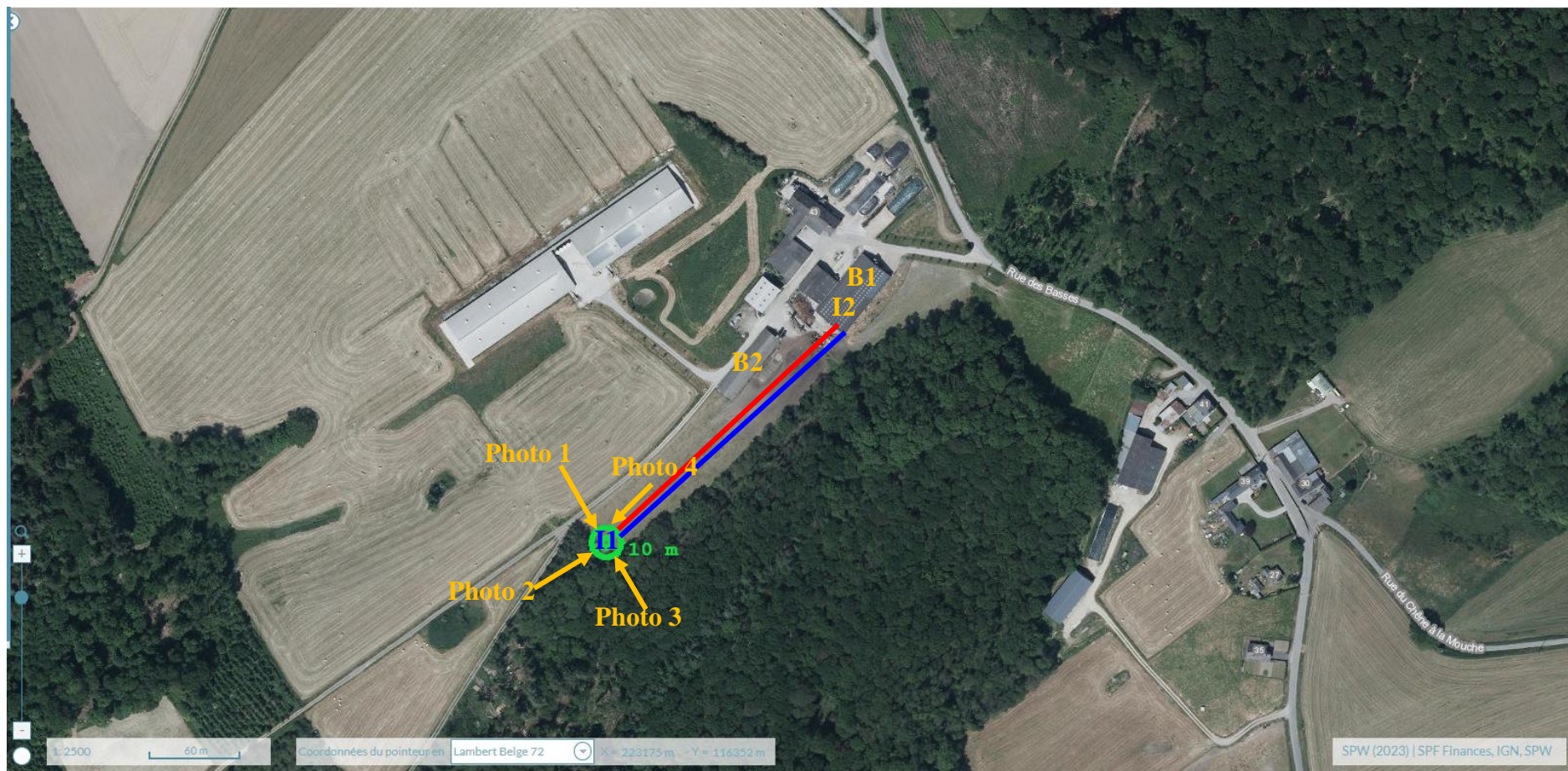
Concernant le puits, le forage de ce dernier servira pour l'approvisionnement en eau des animaux du site ( $\pm$  220 bovins (dont 80 VL) toutes catégories confondues et 850 porcs à l'engraissement. Monsieur et Madame VANHERF-DELFOSSE possède déjà deux forages sur site, mais malheureusement un arrêté de justice ([Voir courrier cacheté en attaché du présent dossier](#)) va faire perdre aux exploitants le raccordement à ces deux puits à dater du 01 novembre 2024. De ce fait, pour pallier à ce problème, il est nécessaire de réaliser un nouveau forage, d'où justification de ce dernier. De plus, les besoins en eau de l'exploitation étant conséquents, le raccordement et la prise d'eau sur le réseau de distribution seraient trop onéreux.

Il y a lieu de signifier que les quantités demandées sont des capacités maximales. En effet, en période estivale, une partie du cheptel n'étant pas hébergé dans les prairies avoisinantes de l'exploitations, cela diminuera les consommations prélevées sur le forage.

Le forage se trouvera à plus de 10 mètres de la zone boisée jouxtant le site d'exploitation. Une clôture électrique sera placée autour de ce dernier et un rayon de 10 mètres autour de la tête de puits sera respecté. De plus, un cadenas sera placé sur la tête de puits.

Le tracé de la conduite d'eau et du câblage électrique sera dirigé vers le bâtiment **B<sub>1</sub>** (Etable (Hébergement de 160 bovins laitiers + salle de traite + Laiterie + Local technique + DAC + Hydrophore) (**Exploitation originelle**)) ou le raccordement sera effectué sur l'alimentation existante (Voir **annexe 4**).

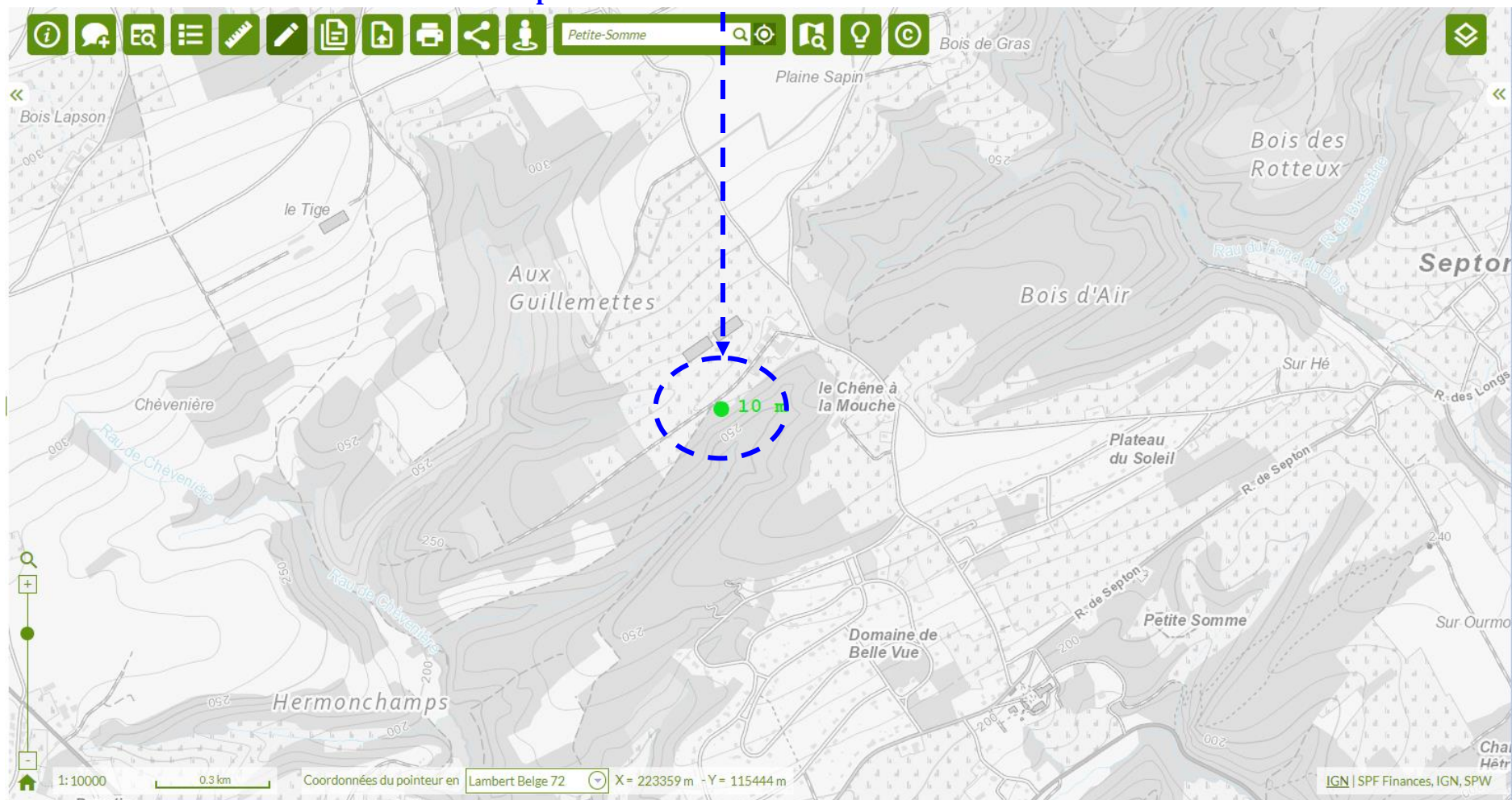


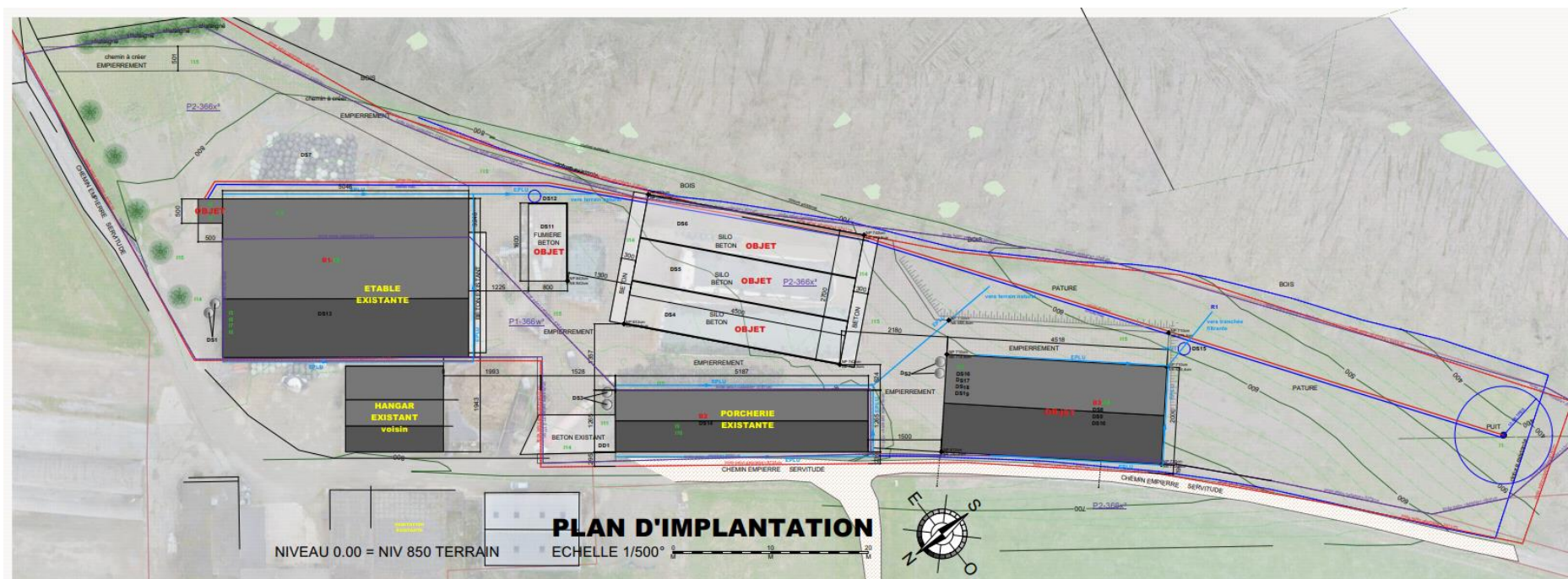


Conduite d'eau ————  
Câblage électrique ————



## Exploitation DELFOSSE - VANHERF





**ANNEXE 11 : Annexe 1-02 : Formulaire relatif à l'élevage et à la détention  
d'animaux visé par les rubriques 01.20 à 01.39, 92.53.01 et 92.53.02.**



**ANNEXE 12 : Plans d'architecte.**

**ANNEXE 13 : Inventaire cheptel bovins, Carte CTI, LS (2023) et LS réactualisé avec bovins et porcins, certificat de conformité pour les capacités de stockage des effluents d'élevage, déclaration d'engagement à exporter de l'azote organique par contrat d'épandage, relevé contrats d'épandage contractés pour l'année culturale 2022-2023, note déblais/remblais, devis plantations et avis préalable DGO4.**



### Récapitulatif de l'inventaire

Troupeau BE80025074-0101 - Registre de  
contrôle

Registre actuel bovins : 12- 4- 2024

#### Nombre de bovins

Age	M	F	Total
Moins de 6 mois	3	18	21
De 6 à 12 mois	0	11	11
De 1 à 2 ans	0	31	31
Plus de 2 ans	0	131	131
Total	3	191	194

**Instance de gestion : Ciney (90) - RW**

rue E. Dinot, 30/20  
5590 Ciney

Référence OP du partenaire : 18304702369

Vos n° de références	Activité(s)	Date de début	Date d'arrêt
<b>P18304702369</b>	<i>P - Agriculteur</i>	01/10/2014	

**Identification et coordonnées**

Dénomination	DELFOSSÉ ANNE-SOPHIE
N° d'entreprise	0691.458.758
Forme juridique	Indépendant
Situation juridique	Situation normale
IBAN	BE12103115548892
BIC	NICABEBB
Adresse de correspondance	Rue des Basses (Petite Somme), 43 6940 DURBUY Belgique
Email	delfosseas@gmail.com
Téléphone fixe	086/32.20.55
GSM	0473483348
Fax	-

**Fonction(s) juridiques(s)**

Dénomination	Type	Fonction	Date de début
Vanherf Henri, Maggy, Ghislain	Personne Physique	Cotitulaire époux/-se	12/06/2015
Delfosse Anne-Sophie, Marie, Elise	Personne Physique	Fondateur d'une entité enregistrée personne physique	01/05/1997

Service public de Wallonie agriculture ressources naturelles environnement

Direction des Droits et Quotas

Chaussée de Louvain, 14, B-5000 NAMUR - Tél. : +32 (0)81 64 95 28 - iden.agri.dgarne@spw.wallonie.be



**Unité(s) de production - 8304702385**

Unité de production	8304702385
Début de gestion de l'UP	01/10/2014
Adresse de l'UP	Rue des Basses (Petite Somme), 43 6940 DURBUY Belgique

**Troupeau(x)**

N° de troupeau	Spéculation du troupeau
BE80025074-0201	Porcin
BE80025074-0101	Bovin

**Données personnelles - Delfosse Anne-Sophie, Marie, Elise**

N° registre national	73.05.10-278.20
Nom	Delfosse
Prénom(s)	Anne-Sophie, Marie, Elise
Date de naissance	10/05/1973
Adresse légale	Rue des Basses (Petite Somme), 43 6940 DURBUY Belgique
Adresse de correspondance	
Email	delfosseas@gmail.com
Téléphone fixe	-
GSM	-
Fax	-
Statut sécurité sociale	Principal
Date de début du statut	01/05/1997
Caisse d'ass. sociale	Integrity



DELFOSSÉ ANNE-SOPHIE  
RUE DES BASSES (PETITE SOMME) 43  
6940 DURBUY

Nos Réf. : LS2022/DPS/Talisol/C2022/N2/183047023-69/01

**Objet :** - Détermination de la liaison au sol 2022 de votre exploitation.

Madame, Monsieur,

Vos taux de liaison au sol relatifs à l'année 2022 sont les suivants :

**LS global (LS gl): 0,92**

**LS zone vulnérable (LS ZV): 0,95**

Comment ces taux sont-ils calculés ?

Les taux de liaison sont calculés sur base du Code de l'Eau à partir des données de votre exploitation reprises au verso.

Quelle incidence peut avoir un taux supérieur à 1 ?

Tout **LS gl ou LS ZV supérieur à 1** constitue un élément de non-conformité susceptible d'entraîner des réductions des primes ou d'avoir des conséquences dans le cadre d'aides à l'investissement et/ou à la reprise. Il s'agit également d'une infraction à l'article R210§6 ou R214§3 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 (PGDA) passible de sanctions pénales.

Pouvez-vous contester ce taux de liaison ?

Oui. Pour cela, vous devez transmettre dans les 30 jours suivant la date d'envoi du présent courrier une contestation reprenant au minimum vos coordonnées, votre numéro de producteur et les éléments objectifs permettant à l'administration de prendre en compte votre requête, à l'adresse suivante :

SPWARNE – Olivier DEKYVERE, Directeur de l'Organisme payeur  
Organisme Payeur de Wallonie - Direction de l'Identification et des Surfaces  
Chaussée de Louvain, 14 à 5000 NAMUR.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La Directrice,

Evelyn FLORE



#### CONTACT

Organisme payeur de Wallonie  
Direction de l'Identification et des Surfaces  
Chaussée de Louvain N° 14,  
B - 5000 NAMUR

#### VOS GESTIONNAIRES

Mélissa MINNE  
Samuel JACQUET  
Guillaume HULIN  
Tél. : 081 232 132 (menu 1/1/4)  
[ls.agriculture@spw.wallonie.be](mailto:ls.agriculture@spw.wallonie.be)

#### VOTRE DEMANDE

N° de producteur : 183047023-69  
N° de TVA : BE691458758  
Mentionnez votre numéro de producteur chaque fois que vous nous contactez.

#### Vos contacts asbl Protect'Eau

Gembloux : Tél : 081/62 73 13  
Huy : Tél : 085/84 58 57

Libramont : Tél : 061/40.46.18

Philippeville : Tél : 071/68 55 53

Marquain : Tél : 069/67 15 51

<http://www.protecteau.be>

Bourse d'échange d'engrais de ferme  
[www.labeef.be](http://www.labeef.be)

Pour information, un taux de liaison global MO égal à **0,92** et un taux de liaison zone vulnérable MO égal à **0,95** vous ont été attribués si des données étaient intégrées par le service compétent. Ces derniers tiennent compte de l'azote importé en provenance de matières organiques autres que les effluents d'élevage (source : producteurs de matières organiques). Ces derniers apports ne seront pas, cette année, pris en compte pour la détermination des critères de conditionnalité.



<b>Année :</b> 2022	<b>N° producteur :</b> 183047023-69
<b>Exploitation :</b> DELFOSSE ANNE-SOPHIE	<b>N° TVA:</b> BE691458758

**Données du calcul****Cheptel**

Quantité totale d'azote organique produit par le cheptel détenu : **17.050,65 kg N**

**Mouvements**

Effluents importés (EEB) : Quantité d'azote importée sur base de mouvements : **0 kg N**

Effluents exportés (EEB) : Quantité d'azote exportée sur base de mouvements : **7.016,00 kg N**

Quantité importée sur base de contrats (En provenance d'exploitations < 2500 Kg N) : **0 kg N**

Quantité exportée sur base de contrats (Exploitation < 2500 kg N) : **0 kg N**

Quantité importée sur base de contrats de pâturage : **0 kg N**

Quantité exportée sur base de contrats de pâturage : **0 kg N**

Quantité utilisée en Région wallonne par une exploitation frontalière : **0 kg N**

Quantité importée en provenance de matières organiques, comptabilisée pour LS GI et LS Zv : **0 kg N**

Quantité totale importée en provenance de matières organiques : **0 kg N**

**Surfaces**

Quantité totale d'azote organique exportable épendable hors Région wallonne : **0 kg N**

Quantité totale épendable en Région wallonne (norme 115/230): **10.934,20 kg N**

Quantité totale épendable en Région wallonne tenant compte de la limite à 170 en ZV: **10.514,50 kg N**

**Inventaire**

Types d'animaux	Nombre têtes.an	Types d'animaux	Nombre places.an
Vaches laitières	73,83	Truies et verrats	0
Vaches mixtes	7,44	Porcs à l'engrais	693
Vaches viandeuses	5,71	Porcs à l'engrais sur litière biomécanisée	0
Vaches de réforme	3,39	Porcelets (4 à 10 sem.)	0
Autres bovins de plus de 2 ans	32,87	Poulets de chair (40 j.)	0
Bovins de moins de 6 mois	19,22	Poules pondeuses / reproductrices (343 j.)	0
Génisses de 6 à 12 mois	19,75	Poulettes (127 j.)	0
Génisses de 1 à 2 ans	31,15	Coqs de reproduction	0
Taurillons de 6 à 12 mois	0	Canards (75 j.)	0
Taurillons de 1 à 2 ans	0	Oies (150 j.)	0
Ovins caprins de - d'1 an	0	Dindes, dindons (85 j.)	0
Ovins caprins de + d'1 an	1	Pintades (79 j.)	0
Equins < 200 kg	0	Lapins mères	0
Equins 200-600 kg	0	Autres	0
Equins > 600 kg	0	Autriches, émeux	0
Cervidés	0	Cailles	0

**Surfaces agricoles en Région wallonne**

Terres arables : <b>28,62 ha</b>	Prairies : <b>33,23 ha</b>
Dont <b>28,62 ha</b> en zones vulnérables	Dont <b>33,23 ha</b> en zones vulnérables
Dont <b>0 ha</b> hors de ces zones	Dont <b>0 ha</b> hors de ces zones

**Surfaces agricoles hors Région wallonne**

Terres arables : <b>0 ha</b>	Prairies : <b>0 ha (Voir remarque ci-dessous)</b>
------------------------------	---

**Remarques importantes :**

- Un détail plus complet des données est repris sur le site « Simulation » de la DPS (<http://dps.environnement.wallonie.be/simulation>). Pour y accéder, une inscription préalable est obligatoire et nécessite l'utilisation d'un code d'activation qui vous sera transmis par courrier après demande à l'adresse suivante : [ls.agriculture@spw.wallonie.be](mailto:ls.agriculture@spw.wallonie.be)

## Taux de liaison au sol (Après projet)

### Production d'azote organique

Catégorie	Nombre	Kg Norg /animal /an	Total Kg Norg
Vaches laitières	80,00	90	7200,00
Vaches allaitantes		66	0,00
Vaches de réforme		66	0,00
Bovins de plus de 2 ans	57,00	66	3762,00
Bovins de moins de 6 mois	28,00	10	280,00
Génisses de 6 à 12 mois	17,00	28	476,00
Génisses de 1 à 2 ans	38,00	48	1824,00
Taurillons de 6 à 12 mois	0,00	25	0,00
Taurillons de 1 à 2 ans	0,00	40	0,00
Ovins et caprins de - d'1 an		3,3	0,00
Ovins et caprins de + d'1 an		6,6	0,00
Equins		56	0,00
Truie gestante		15	0,00
Verrat		15	0,00
Porc à l'engrais & cochette	850	7,8	6630,00
Porc à l'engrais sur litière biomaitrisée		4,5	0,00
Porcelets (de 4 à 10 semaines)		1,9	0,00
Poulets de chair (40 jours)	0	0,27	0,00
Poules pondeuses ou reproductrices (343 jours)	0	0,60	0,00
Poulettes démarrées (127 jours)		0,27	0,00
Coq, canard & oie		0,43	0,00
Dinde & dindon		0,81	0,00
Pintade		0,27	0,00
Lapin à l'engrais		0,32	0,00
Lapin mère		3,6	0,00
Autruche & émeu		3	0,00
Caille		0,04	0,00
<b>TOTAL GENERAL (kg Norg)</b>			<b>20.172,00</b>

### Superficie

Azote organique importé	0,00
Azote organique exporté	10.000,00
Surface prairies (ha)	33,23
En zone vulnérable	33,23
Hors zone vulnérable	0,00
Surface arable (ha)	28,62
En zone vulnérable	28,62
Hors zone vulnérable	0,00
Superficie totale (ha)	61,85

### Calcul LS

**LS global = 0,93**

**LS zone vulnérable = 0,97**

Ciney, le 16/07/2019

Département du Développement, de la Ruralité,  
des Cours d'Eau et du Bien-être Animal

Direction du Développement rural

Service de Ciney

Rue des Champs Elysée, 12  
5590 Ciney

DELFOSSÉ ANNE-SOPHIE  
RUE DES BASSES (PETITE SOMME) 43  
6940 DURBUY

Nos ref : DGO3/D6/DDR/ACISEE/C/11556

Votre contact : Jean-François BOREUX

Assistant – 081/336436

**ATTESTATION DE CONFORMITE DES INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE  
DES EFFLUENTS D'ELEVAGE**

<b>N° d'agriculteur: 183047023-69</b>	
Nom : DELFOSSÉ ANNE-SOPHIE	

<b>Unité(s) de production</b>	
8304702385	RUE DES BASSES 43 – 6940 SEPTON

Suite à l'examen de votre formulaire de demande d'attestation et de la visite technique de votre exploitation en date du 11/07/2019, en application de l'article R.198, § 4, de l'AGW du 13 juin 2014 modifiant le livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne la Gestion Durable de l'Azote en Agriculture, votre exploitation dont les références sont reprises ci-dessus est déclarée

**CONFORME**

aux articles R.194 à R.197 du même AGW.

Cette attestation est valable pour une période de cinq ans à dater du 11/07/2019 sauf dans les circonstances reprises aux articles R.198, § 3 (1) et R.199 (2), ou si une nouvelle infrastructure de stockage est construite, auquel cas une nouvelle demande d'attestation doit être introduite.

Pour le Directeur,

Jean-François BOREUX, Assistant



(1) Augmentation de plus de 15% du cheptel, réduction des capacités de stockage, problème d'étanchéité, changement de stabulation  
(2) Modification de contrat de location





Arrêté du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture

### **Déclaration d'engagement à exporter de l'azote organique par contrats de valorisation**

Réf. (réservé à l'Administration) : DE/DCV/20 . . . . . / . .

Je, soussigné :

Nom : Deffosse A-S - Von Lerpf H. Ep.  
 N° Producteur : 83042023-69 N° TVA : 0681-458-755  
 Adresse : Rue des Brosses, 43  
 Code postal : 6840 Localité : Pelte-Sonne (Durbuy)  
 Téléphone : 0473 / 483348 Fax : \_\_\_\_\_  
 Représentant (case à cocher) ☒ l'exploitation  
 o la société  
 Nom : Deffosse A-S - Von Lerpf H. Ep.  
 Adresse : Rue des Brosses, 43  
 Code postal : 6840 Localité : Pelte-Sonne (Durbuy)  
 Téléphone : 0473 / 483348 Fax : \_\_\_\_\_

déclare avoir pris connaissance des dispositions de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2002 relatif à la gestion durable de l'azote en agriculture ci-dénommé l'Arrêté et en conséquence m'engager à souscrire des contrats de valorisation avec des tiers en vertu de l'article 27, §3 de l'Arrêté et conformément aux articles 28 et 29 de l'Arrêté. A cet effet, j'utilise les contrats de valorisation imprimés et référencés par l'Administration, je les remplis dûment et j'en respecte les conditions générales.

J'envoie la présente déclaration dûment remplie, datée et signée par lettre recommandée à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau, Avenue Prince de Liège, 15 à 5100 JAMBES.

La présente déclaration concerne (case à cocher):

- o Une situation actuelle (1) Des autres papiers  
 Une situation prévisionnelle dont le démarrage est envisagé en date du ..... / ..... / ..... (2)

Je suis engagé à exporter l'azote organique par contrats de valorisation à la date d'envoi de la présente déclaration (cas 1) ou, lorsque la situation prévisionnelle sera devenue situation réelle, à la date d'envoi par recommandé à l'Administration visée ci-dessus d'une lettre de confirmation de la réalité de la situation prévue, conformément à l'article 27, §4 de l'arrêté (cas 2).

L'engagement que je prends ou compte prendre s'étend sur une période de 4 ans reconductible, sauf si cette reconduction n'est pas envisagée en application de l'article 27, § 4 de l'Arrêté.

Fait à Petite-Somme (Ouvray), Le 12 avril 2024 (date d'envoi)

Signature

Ce formulaire n'est pas un contrat de valorisation en tant que tel, mais un engagement à exporter de l'azote organique par contrats de valorisation. Les contrats de valorisation en tant que tels sont disponibles sur demande à Nirawal. Ils doivent être établis en bonne et due forme et une copie doit être envoyée à l'Administration au plus tard à la date de signature de la présente déclaration ou, dans le cas d'une situation prévisionnelle, au plus tard un mois avant le démarrage de la nouvelle activité.



Accueil > Vos formulaires

Critères de recherche

N° contrat :

Nom cédant :

Nom preneur :

Forme de contrat :

Date d'engagement :

Date de fin :

Rechercher

Rechercher contrats actifs

Sél.	Imprimer	Type de contrat	N° contrat	Nom cédant	Nom preneur	Quantité azote (kg)	Date d'engagement	Durée	Date de fin	Validé	Annulé	Résilié	Statut	Date de soumission	Voir scan
		Effluent	551676 <input type="text" value="..."/>	DELFOSE ANNE-SOPHIE	ASSOCIATION LECOMTE RUDY ET MAXIME * GR PP	792	15/03/2024	1	14/03/2025	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Soumis	15/03/2024	
		Effluent	551675 <input type="text" value="..."/>	DELFOSE ANNE-SOPHIE	DODET DANIEL	550	15/03/2024	1	14/03/2025	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Soumis	15/03/2024	
		Effluent	551674 <input type="text" value="..."/>	DELFOSE ANNE-SOPHIE	LAIXHAY ISABELLE	4 700	15/03/2024	1	14/03/2025	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Soumis	15/03/2024	
		Effluent	545465 <input type="text" value="..."/>	DELFOSE ANNE-SOPHIE	BEAUDOINT JOSE	396	23/03/2023	1	22/03/2024	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Soumis	23/03/2023	
		Effluent	545099 <input type="text" value="..."/>	DELFOSE ANNE-SOPHIE	DODET DANIEL	2 460	16/03/2023	1	15/03/2024	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Soumis	16/03/2023	
		Effluent	545097 <input type="text" value="..."/>	DELFOSE ANNE-SOPHIE	JEANFILS DANIEL	2 460	16/03/2023	1	15/03/2024	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Soumis	16/03/2023	
		Effluent	545096 <input type="text" value="..."/>	DELFOSE ANNE-SOPHIE	LAIXHAY ISABELLE	1 700	16/03/2023	1	15/03/2024	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Soumis	16/03/2023	
		Effluent	538748 <input type="text" value="..."/>	DELFOSE ANNE-SOPHIE	JEANFILS DANIEL	216	22/03/2022	1	21/03/2023	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Soumis	22/03/2022	

1 2 3 4 5 6

Nouveau formulaire Contrat

Conditions générales



## Note déblais-remblais

Référence : GOS

Concerne : Construction d'un hangar, d'une fumière et de deux silos  
Maitre d'ouvrage : Monsieur Henri VANHERF Madame DELFOSSE Anne-Sophie  
Localisation : rue des Basses n°43 à 6940 PETITE-SOMME

### Chemin d'accès :

Surface : 807.26m<sup>2</sup>

Profondeur moyenne du déblais/remblais : 0.25m

**Total : Déblais 201.81 m<sup>3</sup>**

### Silos :

Surface : 1215m<sup>2</sup>

Profondeur moyenne du déblais/remblais : 0.03m

**Total : Déblais 33.71m<sup>3</sup>**

### Empierrement devant nouveau bâtiment :

Surface : 316m<sup>2</sup>

Profondeur moyenne du déblais/remblais : -0.4m

**Total : Remblais de 123m<sup>3</sup>**

### Nouveau bâtiment :

Surface : 903.6m<sup>2</sup>

Profondeur moyenne du déblais/remblais : +-0.22m

**Total : Déblais 191.11m<sup>3</sup>**

### Talus accès bâtiment sud-est

Surface : 570m<sup>2</sup>

Profondeur moyenne du déblais/remblais : +-5700.6m

**Total : Remblais de 342 m<sup>3</sup>**

**Total des mouvements de terres : Remblais de +-38m<sup>3</sup>**

Je vous prie d'agréer, l'expression de mes sentiments distingués.

Yves PINON  
Gérant



## Demoulin Pierre

Rue du Moulin 17,  
6940 Septon  
0473/41.64.60  
[pierredemoulin95@gmail.com](mailto:pierredemoulin95@gmail.com)  
TVA : BE 0799.687.004  
CBC : BE33 7320 6885 9846

# DEVIS

Devis n° 24-019  
Date 28-04-24

Expédié à :  
Anne-Sophie Delfosse  
Rue des Basses  
6940 Petite-Somme

Description	Quantité	Unité	Prix unitaire	Total HTVA
M.O. plantation de 6 arbres	1	fft	240,00 €	240,00 €
Amendement de plantation	6	Pce	9,50 €	57,00 €
Tuteur + Quincaillerie	1	fft	95,50 €	95,50 €
Catalpa bignoide 14-16 Ho	6	pce	145,00 €	870,00 €
Prunus ceracifera 'nigra' 14-16 Ho	6	pce	105,00 €	
Acer platanoide 'Globosum' 12-14 HO	6	pce	155,00 €	
Total HTVA				1.262,50 €
TVA 21%				265,13 €
TVA 6%				
Total TVAC				1.527,63 €

Attention: En vue de l'augmentation des marchandises, je ne peux garantir le prix de celle-ci

Signature :

Catalpa



Prunus nigra



Acer Platanoide





## Bernard LEJEUNE

---

**De:** FABRIS Andrea <andrea.fabris@spw.wallonie.be>  
**Envoyé:** mercredi 24 avril 2024 09:53  
**À:** Bernard LEJEUNE  
**Cc:** DESQUESNES Vincent  
**Objet:** RE: Dossier DELFOSSE-VANHERF à Durbuy - Demande d'avis préalable officieux avant dépôt.

Bonjour Monsieur Lejeune,

Suite aux documents fournis dans vos mails des 18 et 19/04/2024, voici mon analyse :

Le projet concerne une exploitation agricole située au nord du noyau villageois, au sein d'une zone agricole bordée au sud par une zone forestière. Le hangar projeté et les 2 silos forment avec le reste de l'exploitation agricole une unité fonctionnelle, ce qui est cohérent. Les lignes de force paysagères sont globalement respectées. La volumétrie est caractéristique de celle d'un hangar agricole.

Toutefois, le bardage en bois de ton naturel devrait être descendu jusqu'à 50 cm du sol pour avoir une lecture claire de la volumétrie du hangar.

A noter que cet avis est sous réserve des avis des différentes instances qui seront consultées dans le cadre d'une demande officielle, notamment la Direction du développement rural.


Bien à vous,

---



**Andrea FABRIS**  
Attaché  
**Service public de Wallonie**  
**territoire logement patrimoine énergie**  
Direction extérieure Luxembourg | Cellule "Service Technique"  
+32 (0)63 58 90 32 | Fax +32 (0)63 58 90 44  
[andrea.fabris@spw.wallonie.be](mailto:andrea.fabris@spw.wallonie.be)

Place Didier, 45  
B-6700 ARLON

 **1718** N° Vert – Informations générales



Ce message n'engage aucunement la Direction Générale et reste informel. Tout courrier officiel doit toujours actuellement être confirmé par lettre et revêtu de la signature d'un agent dûment mandaté.

 Pensez à l'environnement avant d'imprimer ce courrier

---

**De :** Bernard LEJEUNE <B.Lejeune@cergroupe.be>

**Envoyé :** mercredi 24 avril 2024 09:07

À : FABRIS Andrea <andrea.fabris@spw.wallonie.be>

Objet : RE: Dossier DELFOSSE-VANHERF à Durbuy - Demande d'avis préalable officieux avant dépôt.

Monsieur FABRIS,

Les fichiers fournis via We transfer expirera le 26 avril prochain, il vous est donc encore possible de le télécharger.

Un mail vous a été envoyé en date du 18/04 et le we transfer en date du 19/04.

Nous nous tenons néanmoins à votre disposition pour un complément d'informations si nécessaire.

Bonne journée.

Bien à vous.

**Bernard LEJEUNE**

*Conseiller Bâtiment et Permis*



**CER Groupe - Agri-développement**

Rue de la Zootechnie, 2

BE-6900 Marloie

T +3284220238 | M +32498125874

[b.lejeune@cergroupe.be](mailto:b.lejeune@cergroupe.be) | [www.cergroupe.be](http://www.cergroupe.be)



---

This message and any attachment are confidential and may be privileged or otherwise protected from disclosure. If you are not the intended recipient, please telephone or email the sender and delete this message and any attachment from your system. If you are not the intended recipient you must not copy this message or attachment or disclose the contents to any other person.

For further information about CER please see our website at <https://www.cergroupe.be>

---

De : FABRIS Andrea <[andrea.fabris@spw.wallonie.be](mailto:andrea.fabris@spw.wallonie.be)>

Envoyé : mercredi 24 avril 2024 08:58

À : Bernard LEJEUNE <[B.Lejeune@cergroupe.be](mailto:B.Lejeune@cergroupe.be)>

Cc : anne-sophie delfosse <[delfosseas@gmail.com](mailto:delfosseas@gmail.com)>

Objet : RE: Dossier DELFOSSE-VANHERF à Durbuy - Demande d'avis préalable officieux avant dépôt.

Bonjour,

Je n'ai pas encore eu le temps de répondre à votre demande en raison de la charge de travail actuelle.

Pouvez-vous me renvoyer le lien pour télécharger les documents svp ?

Bien à vous,



Andrea FABRIS  
Attaché  
Service public de Wallonie  
territoire logement patrimoine énergie  
Direction extérieure Luxembourg | Cellule "Service Technique"  
+32 (0)63 58 90 32 | Fax +32 (0)63 58 90 44  
[andrea.fabris@spw.wallonie.be](mailto:andrea.fabris@spw.wallonie.be)

Place Didier, 45  
B-6700 ARLON

1718 N° Vert – Informations générales



Ce message n'engage aucunement la Direction Générale et reste informel. Tout courrier officiel doit toujours actuellement être confirmé par lettre et revêtu de la signature d'un agent dûment mandaté.

Pensez à l'environnement avant d'imprimer ce courriel

---

De : Bernard LEJEUNE <[B.Lejeune@cergroupe.be](mailto:B.Lejeune@cergroupe.be)>

Envoyé : mercredi 24 avril 2024 08:28

À : FABRIS Andrea <[andrea.fabris@spw.wallonie.be](mailto:andrea.fabris@spw.wallonie.be)>

Cc : anne-sophie delfosse <[delfosseas@gmail.com](mailto:delfosseas@gmail.com)>

Objet : Dossier DELFOSSE-VANHERF à Durbuy - Demande d'avis préalable officieux avant dépôt.

Bonjour Monsieur FABRIS,

Nous revenons vers vos services concernant le dossier sous objet.

~~L'instruction du dossier avance à grand pas en nos services, pourriez-vous nous signifier si vous avez déjà eu le temps de regarder aux plans fournis.~~

Attention que nous vous avons transmis un plan via We Transfer, la grosseur du dossier ne permettait pas de vous le transférer via mail.

Par avance merci pour votre retour.

Bonne journée.

Bien à vous.

**Bernard LEJEUNE**

Conseiller Bâtiment et Permis



**CER Groupe - Agri-développement**

Rue de la Zootechnie, 2

BE-6900 Marloie

T +3284220238 | M +32498125874

[b.lejeune@cergroupe.be](mailto:b.lejeune@cergroupe.be) | [www.cergroupe.be](http://www.cergroupe.be)





**ANNEXE 14 : Note détaillée quant à l'augmentation du cheptel bovin envisagé et gestion des bâtiments d'élevage sur le site d'exploitation.**

Troupeau BE50036829-0101 - Registre de contrôle

Registre actuel bovins : 13- 2- 2024

Nombre de bovins

Age	M	F	Total
Moins de 6 mois	14	16	30
De 6 à 12 mois	0	6	6
De 1 à 2 ans	0	14	14
Plus de 2 ans	2	63	65
Total	16	99	115

Monsieur et Madame DELFOSSE-VANHERF exploite des bâtiments agricoles rue des Basses, 43 à Petite-Somme (Durbuy). L'exploitation compte actuellement en moyenne sur le site  $\pm$  194 bovins dont 173 de + de 6 mois, et la moyenne des porcs était de  $\pm$  850 porcs de production (Engraissement) (Voir données LS 2023 référence 2022 en **annexe 13**). Après octroi du permis, l'exploitation comptera 220 bovins dont 192 de plus de 6 mois et maximum 850 porcs de production. A ce titre, vous trouverez en **annexe 12** du présent dossier, un plan reprenant l'aménagement intérieur de la porcherie B2. Tenant compte de la surface utile totale au sol et en défalquant les épaisseurs des murs entre les différentes loges, le bâtiment pourra héberger maximum 850 porcs de production ( $0,65 \text{ m}^2/\text{porc}$ ). Enfin, il y a lieu de signifier que suite à un arrêté de justice une bonne partie des bâtiments d'exploitation de Monsieur et Madame VANHERF-DELFOSSE leur sera retiré prochainement, la construction du hangar B3 permettra dans un premier temps d'héberger le cheptel excédentaire présent sur site. Par la suite ce hangar changera d'affectation. (Voir ci-après).

**Avant-projet rue des Basses, 43 : 194 bovins laitiers et viandeux et porcs engraissements (850) dont :**

✚ Bâtiment **B1 (Existant)** : 160 bovins dont :

Bovins de 1 à 2 ans : 29 (Stabulation paillée, raclage fréquent <5jours).

Bovins de plus de 2 ans : 131 dont 80 VL (Stabulation sur caillebotis) et 57 (Stabulation paillée, raclage fréquent <5jours).

✚ Bâtiment **B2 (Existant)** : 850 Porcs sur caillebotis dont :

Porcs à l'engraissement : 850 (Stabulation sur caillebotis).

Le solde des bovins de l'exploitation soit 34 bovins (21 bovins de 0 à 6 mois – 11 bovins de 6 mois à 1 an – 2 bovins de 1 an à 2 ans) est hébergé actuellement dans les étables jouxtant le bâtiment B1. Malheureusement sur arrêté de justice ([Voir courrier cacheté sous enveloppe ajouté au présent permis](#)), ces bâtiments ne seront plus repris dans l'exploitation de Monsieur et Madame Vanherf-Delfosse à partir du 1/11/2024. La construction du nouveau hangar demandé dans le présent permis permettra dans un premier temps de loger ces bovins.

**Après-projet rue des Basses, 43 : 220 bovins laitiers et viandeux et porcs engraissements (850) dont :**

✚ Bâtiment **B1 (Existant)** : 160 bovins entièrement paillé dont :

Bovins de 1 à 2 ans : 23 (Stabulation paillée, raclage fréquent <5jours).

Bovins de plus de 2 ans : 137 dont 80 VL (Stabulation sur caillebotis) et 57 (Stabulation paillée, raclage fréquent <5jours).

✚ Bâtiment **B2 (Existant)** : 850 Porcs sur caillebotis dont :

Porcs à l'engraissement : 850 (Stabulation sur caillebotis).

✚ Bâtiment **B3 (A construire)** : 60 bovins entièrement paillé dont :

Bovins de 0 à 6 mois : 28 (Stabulation entièrement paillée).

Bovins de 6 mois à 1 an : 17 (Stabulation entièrement paillée).

Bovins de 1 à 2 ans : 15 (Stabulation entièrement paillée).

Concernant le hangar B3, dès qu'une solution aura été trouvée en interne par les exploitants pour l'hébergement des 60 bovins, le hangar servira à la mise en place d'un atelier petit matériel, aux stockages de paille, de foin, de betteraves fourragères et au rangement matériel.

**ANNEXE 15 : Formulaire associé au cadre "Décret Relatif à la Gestion et à  
l'Assainissement des Sols ».**



## **ANNEXE 16 : Présentation et organisation de la spéculation bovine et porcine, calcul de distance minimale d'implantation des porcheries, charroi généré par le projet, effets cumulatifs et accès au site.**

### Description du projet :

Le projet consiste au maintien en activité de l'exploitation et l'extension d'activités, le permis arrivant à échéance. Dans les faits, le présent dossier n'induit aucun changement significatif en termes d'exploitation, Seul le cheptel bovin sera légèrement renforcés. A cela s'ajoute la création d'un nouveau puits après projet (Voir **annexe 9 et 10**, document AD HOC forage et avis DEE).

### Caractéristiques de l'exploitation des demandeurs :

Petit retour en arrière, en 2005, l'exploitation de Monsieur et Madame VANHERF-DELFOSE hébergeait un cheptel de  $\pm 124$  bovins de plus de 6 mois et une spéculation porcine de 868 porcs à l'engraissement. En 2016, en partenariat avec une société extérieure, les exploitants obtenaient un permis pour un élevage de poules pondeuses d'une capacité de 39.375 poules en production biologique. Enfin, en 2018, un nouveau permis était demandé pour la création d'une seconde prise d'eau venant en appoint de la prise d'eau existante. Malheureusement depuis lors, des désaccords entre les exploitants et la société sont apparus et ont amenés les parties à se retrouver devant les tribunaux avec au final des pertes de terrains et de bâtiments pour Monsieur et Madame VANHERF-DELFOSE. (**Voir courrier cacheté sous enveloppe ajouté au présent permis à l'attention du Fonctionnaire Technique et de son agent traitant**).

L'alimentation des bovins est le maïs et l'herbe produits en grande partie sur l'exploitation. A cela s'ajoute quelques compléments afin d'optimiser les rations.

Concernant la production porcine, les porcs sont nourris à base de farines importées sur l'exploitation. Cette dernière est sous certification BE PORK, cahier des charges Codiplan CKCERT et check-list CODIPLAN Animal Welfare.

L'exploitation des demandeurs est familiale et de taille normale pour la région.

### La spéculation bovine :

En février 2005, le permis d'environnement avait été octroyé pour 124 bovins de plus de 6 mois. A l'heure actuelle, les exploitants comptent encore 194 bovins dont 173 de plus de 6 mois. Après projet, ce cheptel sera majoré pour arriver à 220 bovins maximum dont 192 de plus de 6 mois. Les Vaches laitières (80 bovins) sont hébergées sur caillebotis, pour le reste, 80 bovins sont hébergés en stabulation paillée, raclage fréquent <5jours, le solde restant, soit 60 bovins, ces derniers sont hébergés en stabulation entièrement paillée.

### La spéculation porcine :

Pour ce qui est de cette dernière, en février 2005, le permis avait été octroyé pour l'hébergement de 868 porcs. Après réalisation des plans (voir **annexe 12**) et vérification de la surface utile dans la porcherie B2, cette dernière hébergera 860 porcs à de production maximum. En respect au cahier des charges, la surface par porcs est de 0,65 m<sup>2</sup>. Pour ce qui est de la gestion de l'élevage, on compte en moyenne 2,3 lots/an. Une fois les porcs gras chargés, un vide sanitaire d'une durée de 15 jours est réalisé. Les lisiers sont stockés en citerne fermée sous caillebotis.

**Calcul de distance porcherie et poulaillers de l'exploitation de Monsieur et Madame VANHERF-DELFOSSÉ et de la SPRL ANDA-DECLERCQ :**

**Estimation de la distance minimale d'implantation des porcheries et de poulaillers en Région Wallonne – Selon la Formule de Jacques NICOLAS.**

Spéculation porcine :

<b>Formule Ulg</b>	<b>1 élevage</b>	
Espèce	Porcs	
(N) Nombre d'animaux	850	facteurs
(IA) type	Porc à l'engrais au stade finition (>70kg)	1
(IV) ventilation		1,1
Type	Ventilation naturelle	
Evacuation	Sortie en falte du bâtiment	
Régulation	Angle falte/axe des vents dominants > 45°	
(IL) type de litière	Caillebotis total	1
(IS) stockage	En fosse fermée avec toiture rigide en béton	0,7
(IE) évacuation du lisier	Lisier : évacuation moins d'une fois par semaine	0,9
(IF) alimentation	Solide	1
(ID) rugosité	Moyenne	1
(IR) voisinage	Zone agricole	0,8
Distance = $\alpha \times f_D \times f_R \times (\sum N_i f_{Ai} \times f_{Ti})^n =$		<b>97,1 m</b>

Spéculation avicole voisine :

<b>Formule Ulg</b>	<b>1 élevage</b>	
Espèce	Vollailles	
(N) Nombre d'animaux	39375	facteurs
(IA) type	Poule pondeuse	0,053
(IV) ventilation		1,2
Type	Ventilation dynamique	
Evacuation	Autres	
Régulation	Auto-régulée	
(IL) type de litière	Bande transporteuse sans séchage	0,8
(IS) stockage	Dans un bâtiment fermé	0,8
(IE) évacuation du lisier	Bande : au moins une fois par semaine	1
(IF) alimentation	Solide	1
(ID) rugosité	Moyenne	1
(IR) voisinage	Zone agricole	0,8
Distance = $\alpha \times f_D \times f_R \times (\sum N_i f_{Ai} \times f_{Ti})^n =$		<b>126,4 m</b>

**Cumul Spéculation bovine et porcine cumulée (Exploitation Delfosse-Vanherf) :**

### **Estimation de la distance minimale d'implantation des porcheries et de poulaillers en Région Wallonne**

selon la formule de Jacques Nicolas

Formule Ulig	1 élevage	2ème élevages	3ème élevages	4e
<p>espèce</p> <p>(N) Nombre d'animaux</p> <p>(M) type</p> <p>(V) ventilation</p> <p>Type</p>	<p>Porcs</p> <p>850</p> <p>Porc à l'engrais au stade finition (&gt; 70kg)</p>	<p>Vaches</p> <p>80</p> <p>Vache</p>	<p>Vaches</p> <p>140</p> <p>Vache</p>	<p>facteurs</p> <p>facteurs</p> <p>facteurs</p>
Evacuation	1	1	1	1
Regulation	1,3	1,1	1,1	1,1
<p>(A) type de litière</p> <p>(S) stockage</p> <p>(E) évacuation de litière</p> <p>(F) alimentation</p> <p>(D) usabilité</p> <p>(V) voléage</p>	<p>Ventilation naturelle</p> <p>Sortie en faitu du bâtiment</p> <p>Angle faîteuse des vents dominants &gt; 45°</p> <p>Collets tota</p> <p>En fosse fermée avec toiture rigide en béton</p> <p>Litière : évacuation matin d'une fois par semaine</p> <p>Solide</p> <p>Moyenne</p> <p>Zone aptitude</p>	<p>Ventilation naturelle</p> <p>Sortie en faitu du bâtiment</p> <p>Angle faîteuse des vents dominants &gt; 45°</p> <p>Collets tota</p> <p>Sous le caillabo</p> <p>Collets : matin d'une fois par semaine</p> <p>Solide</p>	<p>Ventilation naturelle</p> <p>Sortie en faitu du bâtiment</p> <p>Angle faîteuse des vents dominants &gt; 45°</p> <p>ne sur sol plein sans chauffage al</p> <p>En bord de champ</p> <p>Litière : une fois par cycle</p> <p>Solide</p>	<p>facteurs</p> <p>facteurs</p> <p>facteurs</p>
	0,8	0,8	0,8	0,8

	5e	6e	7e	8e
Espace				
(N) Nombre d'atmosphères	0	facteurs	facteurs	facteurs
(A) type				
(V) ventilation	0			
Type				
Evacuation				
Régulation				
(L.) type de litière	0			
(S) stockage	0			
(E) évacuation du lisier	0			
(Y) alimentation	0			
(D) déchets	1			
(R) respect				
(U) utilisation				

$$\text{Distance} = \alpha \times f_0 \times f_R \times (\sum N f_{A_i} \times f_{T_i})^n = 113,3 \text{ m}$$



Cumul Spéculation bovine, porcine et avicole cumulée (Exploitation Delfosse-Vanherf/Anda-Declercq) :

# Estimation de la distance minimale d'implantation des porcheries et de poulaillers en Région Wallonne

III selon la formule de Jacques Nicolas

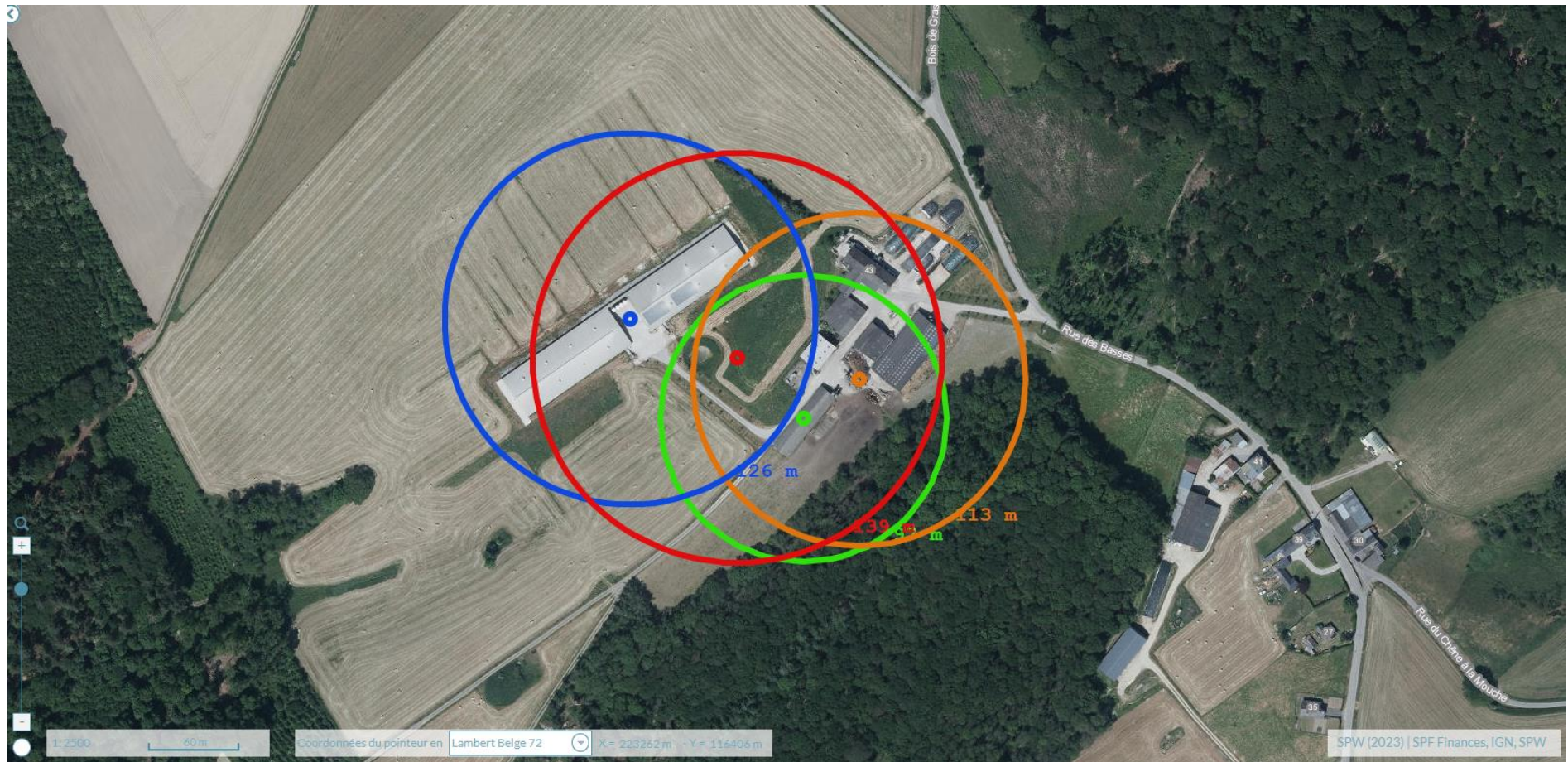
Formule Ulg	1 <sup>er</sup> élevage	2 <sup>ème</sup> élevages	3 <sup>ème</sup> élevages	4 <sup>e</sup>	facteurs
du père					
(N) Nombre d'animaux	Volailles 39/375	Vaches 80	Porc 850	Vaches 140	facteurs
(M) type	Poule pondeuse	Vache	à l'engrais au stade finition (>70)	Vache	1
(P) ventilation					1,1
Type	Ventilation dynamique	Ventilation naturelle	Ventilation naturelle	Ventilation naturelle	
Evacuation	Autres	Sortie en faîte du bâtiment	Sortie en faîte du bâtiment	Sortie en faîte du bâtiment	
Régulation	Auto-régulée	Angle faîtière des vents dominants > 45°	Angle faîtière des vents dominants > 45°	Angle faîtière des vents dominants > 45°	
(A) type de litière	Bande transpiration sans séchage	Calébrois	Calébrois total	pour sol pond sans chauffage :	0,7
(S) stockage	Dans un bâtiment fermé	Sous le calébrois	—	En bord de champ	1
(E) évacuation de l'air	Bande : au moins une fois par semaine	Calébrois : moins d'une fois par semaine	Evacuation moins d'une fois par semaine	Utile : une fois par cycle	1
(F) alimentation	Solide	Solide	Solide	Solide	1
(D) capacité	Moyenne				
Zone agricole	Zone agricole				

	5e	6e	7e	8e
Espèce				
(N) Nombre d'animaux				
(A) type				
(M) ventilation				
Type				
Evaluation				
Régulation				
(L3) type de litière				
(D) à quel âge				
(E) à quel point du litier				
(F) alimentation				
(O) rugosité				
(S) utilisation				

Distance =  $\alpha \times f_0 \times f_g \times (\sum N_{f_{ij}} \times f_{ij})^n = 139,2 \text{ m}$

où  $\alpha = 5$  et  $n = 0,5$

Figure analyse du cumul d'impacts olfactifs de l'exploitation.



Rayon d'odeur porcherie DELFOSSE-VANHERF (97 m 10). —————

Rayon d'odeur porcherie et étable bovine DELFOSSE-VANHERF (113 m 30). —————

Rayon d'odeur poulaillers poules pondeuses SPRL ANDA-DECLERCQ (126 m 40). —————

Cumul rayon d'odeur étable bovine, porcherie et poulaillers poules pondeuses. (139 m 20). —————

**Charroi généré par le projet :**

	Exploitation DELFOSSE A-S et VANHERF H	
	Avant-projet	Après-projet
<b>Spéculation porcine</b>		
Approvisionnement alimentaire	52	52
Livraison des porcelets	2	2
Evacuation des effluents	35	35
Enlèvement des porcs gras	10	10
<b>Spéculation bovine</b>		
Approvisionnement alimentaire	52	52
Enlèvement des bovins	10	10
Evacuation des effluents	110	120
Approvisionnement mazout	4	4
Camion récolte du lait	125	
Enlèvement des cadavres	10	
Total	410	420

**Effets cumulatifs :**

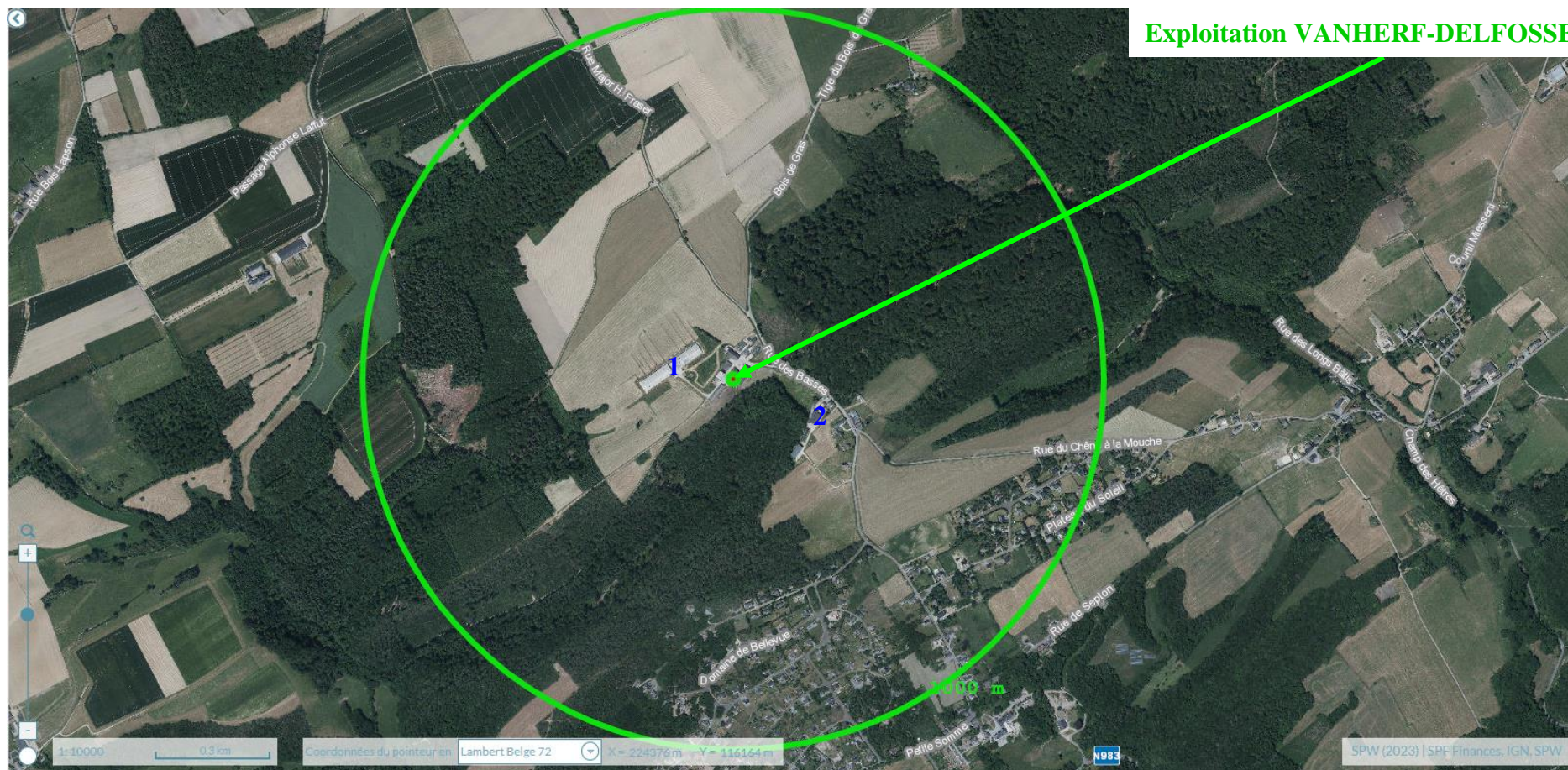
Monsieur et Madame VANHERF-DELFOSSE exploite des bâtiments agricoles, ru des Basses, 43, à Durbuy où sont détenus à l'heure actuelle 194 bovins dont 173 de plus de 6 mois et ± 850 porcs à l'engraissements. Après projet, l'exploitation comptera 220 bovins dont 192 de plus de 6 mois et ± 850 porcs à l'engraissement.

Ci-après les 2 exploitations localisées dans un rayon d'1 km de la ferme de Monsieur et Madame VANHERF-DELFOSSE : Ces dernière sont situées au Nord-Ouest et Sud-Est du site :

- 1) Exploitation ANDA-DECLERCQ S.P.R.L., située à ± 95 mètres et comptant 39.375 poules pondeuses en production biologique
- 2) Exploitation LAIXHAY I., située à ± 200 mètres et comptant 140 bovins de race Limousine.



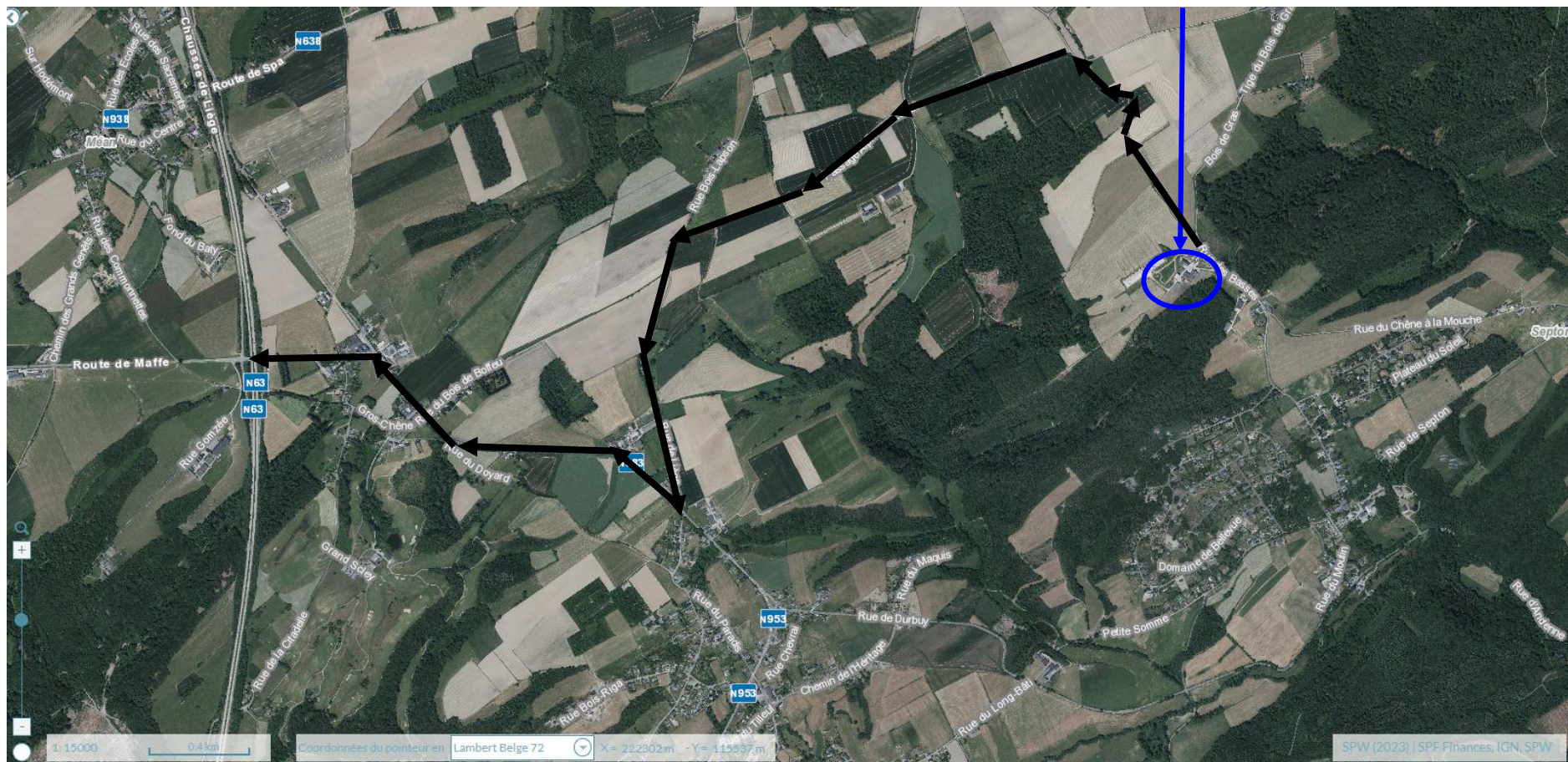
Effets cumulatifs : Implantation des exploitations.





Départ de la rue des basses pour rejoindre Somme-Leuze et la N983 via les chemins de remembrements agricoles dont la passage Alphonse Laffut et la rue de Liège. Ensuite se dirigé vers le village du Gros-Chêne et rejoindre la N63 reliant Marche-En-Famenne à Liège située à 6 Km 300 de l'exploitation.

## Exploitation VANHERF-DELFOSSE



**ANNEXE 17 : Annexe 1/01 : Formulaire général de demande de permis d'environnement et de permis unique : présentation du projet, description de l'établissement (suite) et tableaux complémentaires.**



## Aide

①

Un manuel d'aide est à votre disposition et comprend les explications correspondant aux points d'attention ① présents dans ce document. Veuillez en prendre connaissance. Ce manuel utilisateur peut être téléchargé à l'adresse <https://www.wallonie.be/demarches/20520>

# 1 PREMIÈRE PARTIE : PRÉSENTATION GÉNÉRALE

## 1.1 Coordonnées du demandeur

Le projet ① concerne-t-il plusieurs demandeurs exploitant le même établissement ? \*

- ☒ Oui, copiez le tableau ci-dessous pour chaque demandeur et numérotez les pages ..... / .....  
☐ Non

Avez-vous un numéro d'entreprise à la Banque-Carrefour des Entreprises ① (n° BCE) ? \*

- ☒ Oui, n°\* **0691-458-758①**  
☐ Non ①

Le demandeur est une\* (Remplissez un des deux cadres ci-après) :

☒ Personne physique

Avez-vous un Numéro d'Identification National belge ① (n° NISS) ? \*

- ☒ Oui, n°\* (À renseigner en dernière page) ①  
☐ Non ①

☒ M. ☐ Mme\* Nom\* **VANHERF** Prénom\* **Henri**

Rue\* **des Basses** n°\* **43** boîte : /

Code postal\* **6940** Localité\* **Pelite-Somme (Durbuy)** Pays : **Belgique**

Téléphone pour l'administration\* **0473/48 33 48**

Téléphone pour l'enquête publique (si différent du précédent) **0473/48 33 48**

Courriel **delfosseas@gmail.com**

☐ Personne morale de droit privé ①

☐ Personne morale de droit public ①

Dénomination ou raison sociale\* .....

Forme juridique .....

### Adresse du siège social

Rue\* ..... n°\* ..... boîte .....

Code postal\* ..... Localité\* ..... Pays .....

Téléphone\* .....

Site web .....

Courriel .....

### Personne habilitée à représenter la personne morale

☐ M. ☐ Mme\* Nom\* ..... Prénom\* .....

Fonction\* .....

Service public de Wallonie **agriculture ressources naturelles environnement**

Service public de Wallonie **territoire logement patrimoine énergie**

### 1.3 Présentation du projet

#### 1.3.1 Objet de la demande du projet\*

- Des contacts ont été pris avec le DPA, Monsieur PADUART (DGO3 – Namur) pour la bonne gestion du dossier. De plus, le service DEE – DESo – Namur (Monsieur BOUGARD – Voir annexe 9) a également été contacté afin de gérer au mieux la mise en activité de la prise d'eau. Enfin, Monsieur Fabris, (DGO4 – Arlon – Avis annexe 13) a lui aussi été contacté pour avis via l'envoi des plans en cours.

- Concernant l'identification de solutions de substitution au projet, le site de Monsieur et Madame VANHERF-DELFOSSÉ se situe en zone agricole, zone essentiellement réservée aux agriculteurs. De plus, l'adjonction de nouveaux bâtiments aux bâtiments existants permet une plus grande facilité d'intégration paysagère. En effet, l'extension d'exploitations existantes permet d'éviter la dissémination de nouveaux bâtiments dans le paysage et par la même occasion d'éviter le mitage de ladite zone.

#### 1.3.2 Type de projet

Votre demande\* :

- ☐ Concerne la mise en activité d'un nouvel établissement ou un établissement n'ayant pas encore eu de permis
- ☐ Est relative à un établissement existant, et concerne :
- ☐ Le maintien en activité de l'établissement avec ou sans extension d'activités, le permis arrivant à échéance①

Demandez anticipativement pour la raison suivante :

.....  
.....  
.....  
.....

- ☐ Une extension ou une transformation d'activités de l'établissement (permis demandé uniquement pour cette partie) ①
- ☐ Une modification législative de la liste des activités et installations classées ①

Connaissez-vous le numéro public de l'établissement pour lequel vous introduisez une demande (numéro géré par l'administration régionale) ?

- ☐ Oui, indiquez les références :
- Numéro d'établissement ..... Auprès de la direction de .....
- ☐ Non

Votre projet est-il temporaire ou d'essai ? \*

- ☐ Oui, précisez :
- ☐ Temporaire ①
  - ☐ D'essai ①
- ☐ Non

Votre projet est-il mobile ? ①\*

- ☐ Oui
- ☐ Non

Vous souhaitez obtenir un permis pour une : \*

- ☐ Durée légale ①
- ☐ Durée inférieure à la durée légale\*
- ☐ Durée souhaitée ..... jours ..... mois ..... années
  - ☐ Date de fin souhaitée ..... (dd/mm/yyyy)

Service public de Wallonie agriculture ressources naturelles environnement

Service public de Wallonie territoire logement patrimoine énergie



## 1.4 Présentation de l'établissement

### 1.4.1 Description de l'établissement

Décrivez l'activité principale de votre établissement et/ou le cadre dans lequel s'inscrit le projet (Si précision supplémentaire par rapport l'objet de la demande) ①

Concernant les effluents d'élevage bovins, la production de fumier s'élèvera après projet à 913 m<sup>3</sup> dont 745 stocké directement en bord de champs, le solde, soit 168 m<sup>3</sup> sera stocké sur fumière de 128 m<sup>2</sup> équipée d'une citerne de stockage de purin de 30 m<sup>3</sup>. La production de lisier et d'eau blanches s'élèvera à 1.049 m<sup>3</sup>. La citerne sous caillebotis de 1.100 m<sup>3</sup> de capacité permettra de stocker la totalité de ces effluents. Pour ce qui est de la spéculation porcine, la production de lisier s'élèvera à 510 m<sup>3</sup>. La citerne d'une capacité totale de 1.200 m<sup>3</sup> permettra le stockage du lisier et des eaux de nettoyage de la porcherie) requis pour 6 mois.

Vous trouverez l'inventaire du cheptel, la carte CTI, l'attestation de conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage, le LS (2023) et LS réactualisé avec augmentation bovins en annexe 13. Vous trouverez également dans cette annexe le certificat de conformité pour les capacités de stockage des effluents d'élevage, une déclaration d'engagement à exporter de l'azote organique par contrat de valorisation, un relevé de contrats d'épandage contractés pour l'année culturale 2023-2024, un devis plantations, une note déblais/remblais.

Pour ce qui est du puit existant, les documents Ad Hoc se trouvent dans les annexes 9 et 10.

Le formulaire associé au cadre "Décret Relatif à la Gestion et à l'Assainissement des Sols" se trouve en annexe 15.

En annexe 16, Présentation et organisation de la spéculation bovine et porcine, calcul de distance minimale d'implantation des porcheries, charroi généré par le projet, effets cumulatifs et accès au site.

Les données BEA bovines et porcines nécessaires dans le cadre de la délivrance du permis d'environnement se trouvent en annexe 18.

Enfin en annexe 19 se trouve : la certification BE PORK, le cahier des charges Codiplan CKCERT et la check-list CODIPLAN Animal Welfare.

Nombre d'équivalents temps plein ① présents au sein de l'établissement par an :

Personnel administratif ..... Personnel de production .....

### 1.4.2 Directives européennes

L'établissement est-il concerné par la directive établissant un système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre (ETS) ?\* ①

- ☐ Oui, remplissez l'annexe 1/9 - Formulaire relatif aux installations et activités émettant des gaz à effet de serre
- ☐ Non

L'établissement est-il concerné par la directive SEVESO (gestion des risques industriels liés à la manipulation, fabrication, l'emploi ou le stockage de substances dangereuses) ? \*

- ☐ Oui, quel est le seuil SEVESO ? \*
- ☐ Bas, remplissez la Notice d'identification des dangers
  - ☐ Haut, remplissez l'Étude de sûreté
- ☐ Non

L'établissement est-il concerné par la directive relative aux émissions industrielles IED (Industrial Emission Directive) / IPPC (Integrated Prevention and Pollution Control) ? \*

- ☐ Oui, votre projet fait-il intervenir une ou plusieurs activités IED/IPPC et/ou plusieurs activités techniquement et géographiquement liée(s) à celle(s)-ci ? \*
- ☐ Oui, remplissez l'annexe 1/5 - Formulaire relatif aux établissements visés par la directive relative aux émissions industrielles (IED/IPPC)
  - ☐ Non
- ☐ Non



2.4.2 Le projet engendre-t-il des émissions olfactives perceptibles à l'extérieur de l'établissement ? \*

☒ Oui, remplissez les tableaux ci-dessous  
☐ Non, justifiez\* ①

Identification de l'installation ou du dépôt sur le plan descriptif*	Évacuation*	Nature des émissions ①	Mesures de prévention pour réduire les odeurs
	<input type="radio"/> Verticale <input type="radio"/> Non canalisée <input type="radio"/> Non verticale		

**Mesures de prévention pour réduire les odeurs :**

1) Concernant les nuisances olfactives, la distance minimale d'implantation des porcheries selon la méthode développée par le Département "Sciences et Gestion de l'Environnement" de l'Université de Liège (NICOLAS J. et al, 2006) est évaluée à 113 mètres 30° (Bovins et porcins) pour la seule exploitation VANHERF-DELFOSE. Par ailleurs, il faut également souligner que le rayon obtenu correspond à une zone de nuisances olfactives potentielles et non de nuisances olfactives systématiques. Si on prend le même calcul en ce qui concerne la spéculation porcine seule, nous arrivons à 97 m 10. Un calcul de rayon d'odeurs a également été réalisé pour l'exploitation voisine pour l'élevage avicole de poules pondeuses, pour cette dernière, le rayon d'odeurs est de 126 m 40. Enfin, un dernier calcul reprenant le cumul de ces deux exploitations a été réalisé, nous arrivons pour le cumul des poules pondeuses, des porcs et des bovins à un rayon d'odeurs de 139m 20. A ce titre, les tableaux reprenant ces calculs ainsi qu'une figure reprenant ces rayons se trouvent en **annexe 16**. Le bâtiment le plus proche des bâtiments d'exploitations se situe à + de 220 mètres, il s'agit d'une exploitation agricole existante. Cette dernière est située au Sud - Est en zone agricole. En terme de zone sensible, on retrouve également une zone d'habitat à plus de 500 mètres du site d'exploitation. On peut remarquer via les rayons actualisés sur plan, que du côté du village de Petite-Somme, aucune habitation n'est présente dans les rayons calculés. Néanmoins, il clair que Monsieur et Madame VANHERF-DELFOSE mettront tout en œuvre pour éviter d'incomber le voisinage quelles que soient les nuisances.

3) Des plantations existent autour des bâtiments, en vue d'une part, d'intégrer harmonieusement les bâtiments agricoles dans leur environnement et d'autre part, de limiter les nuisances olfactives. De plus, de nouvelles plantations seront implantées après projet. En effet, un écran boisé autour des bâtiments intercepte les odeurs et les poussières provenant de l'air de ventilation. Il crée des turbulences et absorbe ou dégrade une certaine partie des gaz odorants. De plus, il permet d'améliorer la qualité visuelle du paysage.

3) Une partie des effluents d'élevage produit par les bovins et les porcs sont exportés via des contrats d'épandage vers des agriculteurs tiers. Pour se faire, les exploitants font appel à du matériel spécifique pour l'exportation des effluents dans le but de diminuer au maximum les nuisances pour les riverains qu'elles soient olfactives ou sonores.

4) De manière à se conformer à l'Arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture, Monsieur et Madame VANHERF-DELFOSE respectent un taux de liaison au sol inférieur à 1. Une partie des effluents produits sur l'exploitation seront exportés (Voir **annexe 13** - Déclaration d'engagement à exporter de l'azote organique via contrats et contrats contractés). Le calcul de TLS pour la campagne 2024 reprenant le site après projet se trouvent en **annexe 13**.

Note : Si ce tableau ne suffit pas, faites-en plusieurs copies et numérotez les pages ..... / .....

Disposez-vous d'une étude de dispersions d'odeur ?\* ①  
☐ Oui, joignez-la à votre dossier en document attaché n°\* .....  
☒ Non

### 3.2 Documents à joindre par le demandeur

Les documents déjà renseignés sont obligatoires pour que le dossier soit considéré comme complet au sens des articles 19 et 85 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Si vous remplissez d'autres formulaires (Annexes), et que vous y joignez d'autres documents attachés, complétez également ce tableau pour renseigner ces documents (ex. : plan de puits, étude hydrogéologique, etc.)

n° de document attaché	Type	Objet	Document confidentiel
1	Virement	Copie du récépissé du versement ou de l'avis de débit de virement du droit de dossier (art. 177 du décret du 11/03/1999 relatif au permis d'environnement).	<input type="checkbox"/>
2	Plan de situation	Situation de l'établissement sur une carte à l'échelle adaptée	<input type="checkbox"/>
3	Plan cadastral (à l'exception de la rubrique 92.61.10)	Le plan comprend les parcelles ou parties de parcelles situées dans un rayon de a) 50 mètres mesuré à partir des limites de la ou des parcelles cadastrales concernées par le projet lorsque celui-ci n'est pas soumis à étude d'incidences sur l'environnement ; b) 200 mètres mesuré à partir des limites de la ou des parcelles cadastrales concernées par le projet lorsque celui-ci est soumis à étude d'incidences sur l'environnement ;	<input type="checkbox"/>
4	Plan descriptif	Plan descriptif de l'établissement (voir cadre 1.4.4 Plan descriptif)	<input type="checkbox"/>
<b>Suite documents à joindre</b>			
17	/	<b>Annexe 1/01 : Formulaire général de demande de permis d'environnement et de permis unique : présentation du projet, description de l'établissement (suite) et tableaux complémentaires.</b>	<input type="checkbox"/>
18	/	<b>Données BEA bovines et porcines nécessaires dans le cadre de la délivrance du permis d'environnement.</b>	<input type="checkbox"/>
19	/	<b>Certification BE PORK, cahier des charges Codiplan CKCERT et check-list CODIPLAN Animal Welfare.</b>	<input type="checkbox"/>
/	/	<b>Courrier Confidentiel sous enveloppe à l'attention du Fonctionnaire Technique.</b>	<input checked="" type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>

Note : Si ce tableau ne suffit pas, faites-en plusieurs copies et numérotez les pages ..... / .....

Service public de Wallonie **agriculture ressources naturelles environnement**

Service public de Wallonie **territoire logement patrimoine énergie**

**ANNEXE 18 : Données BEA bovines et porcines nécessaires dans le cadre de la délivrance du permis d'environnement.**



**Données BEA nécessaires dans le cadre de la délivrance du permis d'environnement**

**Elevage de BOVINS, OVINS ou CAPRINS**

Arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 2000 concernant la protection des animaux dans les élevages  
Décret du 4 octobre 2018 relatif au Code wallon du Bien-être des animaux

- ✓ Race(s) des animaux : **HOLSTEIN (PN et PR) et Blonde d'Aquitaine.**
- ✓ Surface disponible : **1) Bovins en stabulation paillée, raclage fréquent et entièrement paillée :**
  - Bovins jusqu'à 100 kg 1,5 m<sup>2</sup>/tête.
  - Bovins jusqu'à 200 kg 2,5 m<sup>2</sup>/tête.
  - Bovins jusqu'à 350 kg 4,0 m<sup>2</sup>/tête.
  - Bovins > à 350 kg 5 m<sup>2</sup>/tête avec un min. de 1 m<sup>2</sup>/100 kg.**2) Logettes (73 totales) : 2 m 40 de long sur 1,15 de largeur/bovins laitiers**
- ✓ Capacité maximale du bâtiment : **B1 : 160 bovins.**
- ✓ **B3 : 60 bovins.**
- ✓ Un parcours extérieur d'accès libre est-il prévu ? :  
☒ oui - de quelle dimension : **20 Ha.**  
☐ non
- ✓ Indiquer le type de spéculation (viande, lait, mixte) :  

**Spéculations laitière et viandeuse.**
- ✓ Indiquer le type de logement par catégorie d'animaux (stabulation libre, stabulation entravée, logettes. Paillée ou non paillée. Caillebotis ou non) :  

**Voir point 2.1 Description détaillée du projet annexe 11 du présent dossier : Annexe 1/02 : Formulaire relatif à l'élevage et à la détention d'animaux visé par les rubriques 01.20 à 01.39, 92.53.01 et 92.53.02.**

Les animaux détenus en stabulation entravée ont-ils accès à l'extérieur : **Néant**  
☐ oui - durant quelle période :  
☐ non

**Qualité différenciée et production biologique**

(AGW du 15 mai 2014 instaurant le système régional de qualité différenciée pour les produits agricoles et les denrées alimentaires)

- ✓ Les installations sont-elles destinées à une production animale en application d'un cahier des charges du Système régional de qualité différenciée ?  
☐ oui - laquelle : .....  
☒ non
- ✓ Les installations sont-elles destinées à une production animale inscrite en production biologique  
☐ oui ☒ non

**Données complémentaires :**

Quelles sont les mesures prises pour assurer le bien-être des animaux détenus pendant l'exploitation de l'établissement?

- Bonne maîtrise sanitaire du troupeau. (Visite vétérinaire si besoin).
- Surface optimale par animal, bonne ventilation et bâtiments appropriés.
- Respect de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2005 déterminant les conditions sectorielles et intégrales relatives aux activités d'élevage ou d'engraissement de bovins de six mois et plus (M.B. 20.01.2006).

- ✓ Quelles sont les mesures prévues pour assurer le bien-être des animaux détenus en cas de cessation d'activité ? :

- 1) Soit réaliser l'Annexe 3 : Formulaire relatif à la cession partielle ou totale en transférant les activités existantes vers un membre de sa famille ou un agriculteur tiers qui continuera à assurer via la reprise de l'exploitation le respect du bien-être des animaux.
- 2) Soit s'il n'y a pas de repreneur, de vendre son cheptel via le marchand de bêtes de l'exploitation qui se chargera de transférer les bovins vers d'autres exploitations.

**Données BEA nécessaires dans le cadre de la délivrance du permis d'environnement -  
Elevage de PORCS**

Arrêté royal du 15 mai 2003 relatif à la protection des porcs dans les élevages porcins

- ✓ Type de production :
  - ☐ naisseur
  - ☒ engraisseur
  - ☐ naisseur/engraisreur
  
- ✓ Race(s) des animaux : **DANDBRED Hybride (Croisement Landrace Danbred et Large White Danbred).**
  
- ✓ Capacité maximale du bâtiment (nombre d'animaux) : **Voir plan intérieur de la porcherie en annexe 12.**

- Truies : /	Surface : .....	Capacité maximale : .....
- Cochettes : /	Surface : .....	Capacité maximale : .....
- Porcelets : /	Surface : .....	Capacité maximale : .....
- Porcs à l'engraissement :	Surface : <b>550 m<sup>2</sup></b>	Capacité maximale : <b>850 porcs (0,65 m<sup>2</sup>/porcs).</b>
- Verrats : /	Surface : .....	Capacité maximale : .....
  
- ✓ Superficie de logement des animaux (par catégorie en m<sup>2</sup>)
  - Truies en groupe\* de moins de 6 individus : /
  - Truies en groupe\* de 6 à 40 individus : /
  - Truies en groupe\* de plus de 40 individus : /
  - Cochettes en groupe\* de moins de 6 individus : /
  - Cochettes en groupe\* de 6 à 40 individus : /
  - Cochettes en groupe\* de plus de 40 individus : /
  - Verrats adultes : /
  - Verrats adultes dont la case sert à la saillie naturelle : /
  - Porcelets / Porcs à l'Engraissement : **PE : 0,65 m<sup>2</sup>/porcs.**

\* en groupe = entre 4 semaines après l'insémination et 1 semaine avant la mise bas : /
  
- ✓ Dimensions des enclos de détention en groupe des truies/cochettes (entre 4 semaines après l'insémination et 1 semaine avant la mise bas) : /  
Côté de l'enclos : /
  
- ✓ Présence d'un caillebotis en béton : ☒ oui ☐ non



- ✓ Largeur maximale des ouvertures du caillebottis

Pour les porcelets : /

Pour les porcs sevrés : /

Pour les porcs de production : **1,8 cm.**

Pour les truies/cochettes en groupe : /

- ✓ Largeur minimale des pleins du caillebottis

Pour les porcelets : /

Pour les porcs sevrés : /

Pour les porcs de production : **8 cm.**

Pour les truies/cochettes en groupe : /

- ✓ Ouvertures permettant l'entrée de lumière naturelle : **Oui**

Pourcentage de la surface totale au sol : **Pourcentage de la surface totale au sol : 3 % pour le bâtiment d'engraissement (B2). Vu le manque de lumière naturelle, en compensation l'exploitant agricole garde un minimum de 8 heures/ jours (Tubes néons Led) le bâtiment en éclairage artificiel en respect au règlement BEA.**

- ✓ Les queues sont-elles coupées ? ☒ oui ☐ non

- ✓ La castration est-elle pratiquée ? ☒ oui ☐ non

**La castration est réalisée chez l'éleveur, les porcs sont transférés ensuite dans l'exploitation de Monsieur et Madame DELFOSSE-VANHERF.**

Si oui, une anesthésie est-elle pratiquée : /

Si oui avec quel médicament : /

- ✓ Quels matériaux d'enrichissement sont utilisés ? **Voir prises de vue ci-après de l'intérieur de la porcherie.**

**Chaines et jouets en bois.**

### **Données complémentaires pour les modes de production spécifiques**

- ✓ Les installations sont-elles destinées à une production animale en application d'un cahier des charges du Système régional de qualité différenciée ?

☒ oui - Lequel : **Certification BE PORK – Autocontrôle Codiplan CKCERT et check-list CODIPLAN**

**Animal Welfare (Voir annexe 20).**

☐ non

Bases légales du Système régional de qualité différenciée :

[AGW du 15 mai 2014 instaurant le système régional de qualité différenciée pour les produits agricoles et les denrées alimentaires](#)

[AM du 12 juin 2015 définissant les exigences minimales sectorielles pour l'élaboration des cahiers des charges pour la production de viande porcine de qualité différenciée](#)

- ✓ Elevage inscrit en production biologique ☐ oui ☒ non

- ✓ Un parcours extérieur est-il prévu ? : ☐ oui ☒ non

Si oui, de quelle dimension :

### **Données complémentaires spécifiques**

- ✓ Quelles sont les mesures prises pour assurer le bien-être des animaux détenus pendant l'exploitation de l'établissement?

- Bonne maîtrise sanitaire du troupeau. (Visite vétérinaire si besoin).  
- Jeux en suffisances (Chainettes, ...). Voir prises de vue ci-après de l'intérieur des porcheries.  
- Surface optimale par animal, bonne ventilation et bâtiment approprié.  
- Respect de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2005 déterminant les conditions intégrales relatives aux activités d'élevage ou d'engraissement de porcins (M.B. 20.01.2006)

- ✓ Quelles sont les mesures prévues pour assurer le bien-être des animaux détenus en cas de cessation d'activité ?:

1) Soit réaliser l'Annexe 3 : Formulaire relatif à la cession partielle ou totale en transférant les activités existantes vers un membre de sa famille ou un agriculteur tiers qui continuera à assurer via la reprise de l'exploitation le respect du bien-être des animaux.  
2) Soit s'il n'y a pas de repreneur, de vendre son cheptel via le marchand de bêtes de l'exploitation qui se chargera de transférer les bovins vers d'autres exploitations.





**ANNEXE 19 : Certification BE PORK, cahier des charges Codiplan CKCERT et  
check-list CODIPLAN Animal Welfare.**

## Porcs

Ce chapitre traite des exigences directement liées à la réglementation en matière de bien-être animal pour les animaux d'élevage, et en particulier pour les porcs, et qui relèvent de la compétence des Régions. Il ne concerne donc que les conditions légales, pas les conditions extra-légales.

Les conditions de bien-être animal qui s'appliquent à toutes les espèces animales ont un code composé de la lettre «**W**» suivie d'un chiffre.

Les conditions de bien-être animal qui s'appliquent spécifiquement aux porcs comportent un code composé de la lettre «**WP**» suivie d'un chiffre.

Certaines conditions pouvant être considérées à la fois comme des exigences en matière de bien-être et de santé des animaux relèvent également de la compétence de l'AFSCA et figurent dans le guide sectoriel G-040, module C: "Production Primaire Animale ". D'autres aspects tels que les aliments pour animaux et l'eau d'abreuvement figurent également dans le guide sectoriel G040.

Le cas échéant, il peut être fait référence à ces exigences. Parfois, elles sont répétées ici pour plus de clarté. Dans ce cas, cela est indiqué en italique afin de pouvoir clairement faire la distinction avec les conditions du Standard Codiplan. Vu que la certification pour Codiplan Animal Welfare n'est pas possible sans certification pour le G-040 module C, ces exigences sont également couvertes.

Le bien-être animal est l'un des éléments des bonnes pratiques des éleveurs dans une gestion professionnelle de leur troupeau. Le souci du bien-être n'est pas seulement bénéfique pour les animaux; il contribue également à de bons résultats techniques et économiques de l'exploitation. Veiller au bien-être animal répond en outre à une des grandes attentes des consommateurs.

La partie qui suit aborde les aspects du bien-être animal: le traitement et les soins des animaux, les conditions d'hébergement, les interventions autorisées, le transport et la mise à mort et l'euthanasie.

### 1. Traitement et soins des animaux

W1	L'éleveur veille sur ses animaux. L'état sanitaire général des animaux est évalué quotidiennement de manière scrupuleuse.	B
L'éleveur suit son troupeau. L'état de santé général des animaux est évalué chaque jour – par exemple en vérifiant l'état de la peau et des articulations, en prévenant la toux et la diarrhée. L'éleveur prend les mesures de précautions nécessaires afin d'éviter les blessures chez les animaux		
W2	L'éleveur fait déplacer ses animaux sans utiliser un objet acéré ou coupant. Le matériel utilisé lors de ces déplacements est adapté aux différents types d'animaux, surtout en fonction de leur taille.	B

W3	<p>Les animaux malades ou blessés reçoivent immédiatement le traitement adéquat et, si nécessaire, sont séparés des autres dans un logement adéquat avec un revêtement adapté.</p> <p>S'ils ne réagissent pas aux soins, un vétérinaire est consulté.</p> <p>Les animaux qui souffrent gravement et pour lesquels aucune amélioration de l'état de santé ne peut être attendue, seront euthanasiés ou abattus le plus rapidement possible, si la législation le permet pour l'espèce animale concernée. Jusque-là, ils sont isolés.</p>	A
----	---	---

## 2. Hébergement

Le logement garantit le bien-être des animaux grâce à un espace suffisant, des équipements et du matériel appropriés, une ventilation et un éclairage suffisants.

W4	Le logement est sûr et dépourvu d'objet coupant. L'agriculteur prend donc les précautions nécessaires pour éviter de blesser les animaux.	A																				
W5	L'aménagement de l'étable – en ce compris les murs, sols, installations d'eau et d'alimentation – ne peut comporter de risques de lésions pour les animaux. Le sol ne peut pas être trop glissant.	A																				
W6	Chaque animal doit disposer de suffisamment de place pour se coucher, se lever, se mouvoir, manger et boire.	A																				
Un espace suffisant permet d'éviter l'agression, l'irritation et la compétition. Les dimensions des lieux seront adaptées à l'animal et à la race, ou au degré d'occupation en cas <b>de logement de groupe</b> .																						
WP1	<p>La surface libre au sol minimale pour les porcs logés en groupe est respectée:</p> <table border="1"><thead><tr><th>Poids des porcs vivants</th><th>Espace au sol libre minimum</th></tr></thead><tbody><tr><td>Jusqu'à 10 kg</td><td>0,15 m<sup>2</sup></td></tr><tr><td>De 10 à 20 kg</td><td>0,20 m<sup>2</sup></td></tr><tr><td>De 20 à 30 kg</td><td>0,30 m<sup>2</sup></td></tr><tr><td>De 30 à 50 kg</td><td>0,40 m<sup>2</sup></td></tr><tr><td>De 50 à 85 kg</td><td>0,55 m<sup>2</sup></td></tr><tr><td>De 85 à 110 kg</td><td>0,65 m<sup>2</sup></td></tr><tr><td>Plus de 110 kg</td><td>1,00 m<sup>2</sup></td></tr><tr><td>Cochettes saillies</td><td>1,64 m<sup>2</sup></td></tr><tr><td>Truies</td><td>2,25 m<sup>2</sup></td></tr></tbody></table> <p>Pour les <b>truies</b>, cette surface est réduite ou augmentée de 10% si le groupe compte respectivement moins de 6 ou plus de 40 animaux. Les Cochettes saillies disposent au minimum de 0,95 m<sup>2</sup> et les truies gravides de minimum 1,30 m<sup>2</sup> de sol plein ou de sol comportant maximum 15% de vides d'évacuation.</p>	Poids des porcs vivants	Espace au sol libre minimum	Jusqu'à 10 kg	0,15 m <sup>2</sup>	De 10 à 20 kg	0,20 m <sup>2</sup>	De 20 à 30 kg	0,30 m <sup>2</sup>	De 30 à 50 kg	0,40 m <sup>2</sup>	De 50 à 85 kg	0,55 m <sup>2</sup>	De 85 à 110 kg	0,65 m <sup>2</sup>	Plus de 110 kg	1,00 m <sup>2</sup>	Cochettes saillies	1,64 m <sup>2</sup>	Truies	2,25 m <sup>2</sup>	B
Poids des porcs vivants	Espace au sol libre minimum																					
Jusqu'à 10 kg	0,15 m <sup>2</sup>																					
De 10 à 20 kg	0,20 m <sup>2</sup>																					
De 20 à 30 kg	0,30 m <sup>2</sup>																					
De 30 à 50 kg	0,40 m <sup>2</sup>																					
De 50 à 85 kg	0,55 m <sup>2</sup>																					
De 85 à 110 kg	0,65 m <sup>2</sup>																					
Plus de 110 kg	1,00 m <sup>2</sup>																					
Cochettes saillies	1,64 m <sup>2</sup>																					
Truies	2,25 m <sup>2</sup>																					
WP2	Les caillebotis en béton pour les porcs logés en groupe ont les dimensions requises:	B																				



	<table> <tr> <th></th><th>Largeur minimum des traverses</th><th>Largeur maximum des rainures</th></tr> <tr> <td>Porcelets</td><td>50 mm</td><td>11 mm</td></tr> <tr> <td>Porcs sevrés</td><td>50 mm</td><td>14 mm</td></tr> <tr> <td>Porcs de production</td><td>80 mm</td><td>18 mm</td></tr> <tr> <td>Truies</td><td>80 mm</td><td>20 mm</td></tr> </table>		Largeur minimum des traverses	Largeur maximum des rainures	Porcelets	50 mm	11 mm	Porcs sevrés	50 mm	14 mm	Porcs de production	80 mm	18 mm	Truies	80 mm	20 mm	
	Largeur minimum des traverses	Largeur maximum des rainures															
Porcelets	50 mm	11 mm															
Porcs sevrés	50 mm	14 mm															
Porcs de production	80 mm	18 mm															
Truies	80 mm	20 mm															
W7	<p>Les animaux qui ne sont pas détenus à l'intérieur des bâtiments doivent être dans la mesure du possible protégés contre les conditions climatiques défavorables, les prédateurs et les risques liés à la santé.</p> <p>Pour les animaux qui sont maintenus à l'extérieur, en cas de conditions météorologiques pouvant porter atteinte à son bien-être telles que la pluie, la neige et la chaleur excessives, il existe une protection sous forme d'un abri naturel ou artificiel, ou bien les animaux peuvent être conduits à l'étable. Tous les animaux doivent pouvoir se protéger en même temps ces conditions météorologiques. Cela peut se faire, par exemple, dans un abris en hiver ou dans des endroits ombragés en été.</p>	B															
W8	<p><b><u>Ventilation suffisante :</u></b>  Lorsqu'il est fait usage d'un système de ventilation automatique, celui-ci doit être équipé:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ d'un système de secours adapté permettant d'apporter de l'air frais en suffisance tel que prévu par le système principal.</li> <li>✓ d'un système d'alerte qui avertit lorsque le système principal tombe en panne.</li> <li>✓ Le système d'alarme doit être régulièrement testé.</li> </ul>	B															
	<p>L'étable doit être bien ventilée – pour l'évacuation de gaz toxiques et de l'humidité et pour limiter la hausse de la température. Une ventilation assure un rafraîchissement de l'air sans courant d'air. Une concentration exagérée de certains gaz, par exemple le méthane, le gaz carbonique, l'ammoniaque – peut être nuisible à la santé des animaux et de l'éleveur. Une humidité trop élevée favorise l'apparition de mycoses.</p>																
W9	<p><b><u>Eclairage suffisant :</u></b>  L'éclairage de l'étable doit être suffisant et adapté au type d'animal. Lorsque la lumière naturelle est insuffisante pour répondre aux besoins physiologiques et éthologiques des animaux, un éclairage artificiel approprié doit être prévu.  Les animaux ne peuvent pas être exposés de manière continue à la lumière artificielle ou à l'obscurité.  Il y a suffisamment de lumière (fixe ou portable) pour une inspection minutieuse des animaux à tout moment.</p>	B															

### Matériel d'enrichissement

WP3	<p><b><u>Présence de matériel d'enrichissement</u></b>  Les porcs de tous les groupes d'âge et de toutes les catégories disposent en permanence de matériaux pour explorer et jouer, pour autant que cela ne mette pas leur santé en péril.</p> <p>Cela vaut donc pour porcelets, truies, porcs à l'engraissement, et verrats.</p>	A
WP4	<p><b><u>Qualité du matériel d'enrichissement</u></b></p>	B

	Le matériel d'enrichissement est propre, sûr et facilement accessible à tous les porcs.	
<p>Depuis le 1er septembre 2018, les exigences relatives au matériel d'enrichissement pour les porcs sont plus strictes. L'enrichissement n'est pas une fin en soi, mais un moyen de créer un environnement plus stimulant et de prévenir les comportements indésirables. Si l'enrichissement n'a pas l'effet souhaité, il faut donc prévoir du matériel différent ou du matériel supplémentaire. Un matériau composé uniquement de métal, de plastique dur ou d'un matériau dur comparable et indéformable n'est pas suffisant. Une chaîne seule ne suffit pas. Une chaîne n'est considérée comme suffisante que si elle est enrichie avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• caoutchouc ou plastique déformable doux</li> <li>• caoutchouc à mordre</li> <li>• tuyau d'arrosage</li> <li>• tube mou, en caoutchouc souple ou en plastique souple</li> <li>• bois frais, inutilisé et séché</li> </ul> <p>Plus d'informations sur le site <a href="http://bienetreanimal.wallonie.be/home/animaux/animaux-de-ferme/porcs.html">http://bienetreanimal.wallonie.be/home/animaux/animaux-de-ferme/porcs.html</a></p>		

### Dans la porcherie

WP6	Il faut éviter les bruits soudains, ainsi que les niveaux sonores continus de plus de 85 dB.	B
Il n'est pas nécessaire de mesurer les 85 dBA, cela correspond au bruit d'un camion lourd passant ou à des cris forts.		
WP7	L'intensité lumineuse doit être d'au moins 40 lux durant au moins 8h par jour.	B
<p>L'intensité lumineuse ne doit être mesurée qu'en cas de doute sur le fait que les 40 lux ne sont pas atteints. Les mesures sont prises à différents endroits dans différentes cages du compartiment concerné, à une hauteur d'environ 1 m. La moyenne des différentes mesures donne dans tous les compartiments supérieurs ou égaux à 40 lux.</p> <p>L'auditeur désinfecte le matériel utilisé avant d'entrer dans un compartiment.</p>		
WP8	Pour les porcheries construites après le 1/1/2003 : une porcherie possède des ouvertures translucides dans le toit et/ou les murs d'une taille qui correspond à minimum 3% de la surface au sol. De cette manière, un éclairage direct est autorisé.	B
WP9	Les porcs peuvent se voir entre eux. La porcherie est construite de manière à ce que les porcs puissent se voir les uns les autres, à l'exception des truies gravides et des cochettes durant la semaine qui précède la mise bas et au cours de celle-ci.	B

### En cas de logement en groupe

WP10	Les porcs très agressifs ou menacés, blessés ou malades, peuvent être mis temporairement dans une cage séparée. L'animal doit pouvoir se retourner facilement dans la cage sauf avis	B
------	---	---

	vétérinaire contraire.	
WP11	Il faut travailler autant que possible avec des groupes stables.	B
WP12	Une fois qu'un groupe est constitué, on évite au maximum d'y ajouter de nouveaux animaux.	B
La mise en groupe de porcelets se déroule le plus rapidement possible, de préférence avant le sevrage au plus tard une semaine après.		
WP13	Ce n'est que dans les cas exceptionnels et sur avis du vétérinaire qu'un calmant peut être donné. L'administration systématique de calmants pour faciliter l'ajout de nouveaux animaux dans un lot est interdite.	A

### Les truies gravides et les cochettes

WP14	Les truies gravides et les cochettes ne sont pas attachées.	B
WP15	Les truies gravides et les cochettes sont élevées en groupe à partir de 4 semaines après l'insémination jusqu'à une semaine avant la date de mise bas prévue.	B
Dans les exploitations de moins de 10 truies, les truies et les cochettes peuvent être logées à part, à condition que les animaux puissent se retourner facilement dans leur cage ou leur box.		
WP16	Les truies gravides et les cochettes ont une cage dont les côtés font plus de 2,8 m et si le groupe compte moins de 6 animaux minimum 2,4m.	B
WP17	Les truies gravides et les cochettes disposent lors de la dernière semaine avant la mise bas d'une litière/ matériel de nidification suffisante et adéquate, sauf si la technique de stabulation ne prévoit pas de litière.	B
WP18	Les truies gravides et les cochettes disposent dans la loge de mise bas d'un espace suffisant derrière elles pour permettre la mise bas naturelle ou assistée ainsi qu'un espace suffisant pour l'allaitement des porcelets.	B
Les cages dans lesquelles les truies peuvent se mouvoir librement comportent une protection pour les porcelets, par exemple des barres.		
WP19	Les truies gravides et les cochettes sont, si nécessaire, traitées contre les parasites internes et externes.	B
WP20	Les truies gravides et les cochettes sont correctement lavées avant d'être placées dans la loge de mise bas.	B

### Les porcelets

WP21	Les porcelets disposent dans la cage d'un espace suffisant pour pouvoir téter sans entraves.	A
WP22	Les porcelets disposent d'une surface au sol suffisante pour que les porcelets puissent se reposer tous ensemble et qui se compose d'un sol non ajouré ou qui est garni d'une litière, de paille ou d'un autre matériau adapté.	B
WP23	Les porcelets ne sont pas sevrés avant l'âge de 28 jours, sauf si le bien-être de la truie ou des porcelets est menacé.	B
Les porcelets peuvent être sevrés après 21 jours à condition d'être ensuite placés dans un endroit spécialement adapté.		



WP24	<p>Ces endroits sont, à l'arrivée des porcelets:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ entièrement vides,</li> <li>✓ nettoyés à fond et désinfectés,</li> <li>✓ séparés des locaux où les truies sont élevées.</li> </ul> <p>L'objectif est de limiter au maximum la transmission des maladies aux porcelets.</p>	A
------	--	---

### Case pour mâles adultes

WP25	La case pour mâles adultes est construite et agencée de manière à ce que le verrat puisse se retourner et entendre, sentir et voir les autres cochons.	B
WP26	La case pour mâles adultes ne comporte aucun obstacle.	B
WP27	La case pour mâles adultes possède une surface libre au sol d'au moins 6 m <sup>2</sup> - 10 m <sup>2</sup> si la case est également utilisée pour la saillie.	B
WP28	Une partie de la surface au sol est suffisamment grande pour que le verrat puisse s'y coucher. Cette partie se compose d'un sol non ajouré ou garni d'une litière, de paille ou d'un autre matériau adapté.	B

### 3. Interventions autorisées chez les porcs

WP29	Aucune autre intervention que celles autorisées par la loi ne peut être faite. Une anesthésie et/ou une analgésie (anti-douleur) est pratiquée si cela est exigé selon le tableau ci-dessous (Cf. tableau ci-dessous). Une anesthésie ne peut être effectuée que par un vétérinaire.	A
------	--	---

Remarque: la castration immunologique n'est pas considérée comme une intervention.

La longueur des canines des verrats peut être réduite si nécessaire afin de prévenir toute blessure causée aux autres animaux ou pour des raisons de sécurité.

Intervention	Conditions	Anesthésie et/ou sédation
Castration	Uniquement par méthode chirurgicale	si l'intervention est pratiquée plus de 7 jours après la naissance, une anesthésie complétée par une analgésie doit être réalisée par un vétérinaire.
Attention : intervention non autorisée en région de Bruxelles (AR 04 juin 2015 <sup>1</sup> ).		
Limer ou tailler les dents	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Uniquement durant la première semaine de vie;</li> <li>2. les dents doivent rester lisses et la cavité pulpeuse intacte;</li> <li>3. ne peut être pratiquée comme intervention de routine mais seulement lorsqu'il est apparu,</li> </ol>	si l'intervention est pratiquée plus de 7 jours après la naissance, une anesthésie complétée

<sup>2</sup> <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:303:0001:0030:FR:PDF>

	dans l'exploitation, que des blessures occasionnées aux tétines des truies, aux oreilles ou à la queue des porcs résultent de la non application de ce procédé et après qu'il ait été examiné si ces problèmes ne peuvent être résolus ou prévenus par une modification du mode d'exploitation.	par une analgésie prolongée doit être réalisée par un vétérinaire
Raccourcissement des défenses	Chez les verrats.	anesthésie
Ablation d'une partie de la queue	1. Uniquement durant la première semaine suivant la naissance; 2. Pas pratiqué comme intervention de routine, mais seulement si des blessures sont constatées sur la queue des porcs; et seulement s'il apparaît que les morsures caudales ne peuvent pas être prévenues en modifiant le mode d'exploitation ou en agissant sur le taux d'occupation.	si l'intervention est pratiquée plus de 7 jours après la naissance, une anesthésie complétée par une analgésie prolongée doit être réalisée par un vétérinaire
Perforation ou entaille des oreilles	Uniquement pour placer une marque auriculaire ou une plaque auriculaire.	non requise
Perforation de la paroi nasale	Uniquement pour placer un anneau nasal sur les porcs détenus à l'extérieur sur un sol meuble ou chez les verrats de reproduction.	non requise

W10	Lors du traitement, les animaux sont immobilisés avec précaution – en vue de la sécurité des animaux, des personnes et de l'environnement. L'éleveur essaye d'éviter l'agitation, la souffrance et la douleur aux animaux.	B
-----	--	---

#### 4. Transport des animaux

Les dispositions légales concernant le transport des animaux d'élevage sont décrites dans le guide sectoriel de la production primaire animale (G040 module C, chapitre 1, paragraphe 1.8).

Vous trouverez ci-dessous les dispositions qui se rapportent au bien-être animal durant le transport et qui concernent **tout type de transport (commercial, commercial limité, non commercial)** :

W11	Les animaux sont aptes au transport.  Les animaux malades ou blessés ne peuvent être transportés que dans les cas exceptionnels suivants: ✓ ce sont des animaux légèrement blessés ou malades pour lesquels le transport ne cause pas de souffrance supplémentaire, ✓ le transport d'un animal individuel à des fins de soins vétérinaires.	B
W12	Les animaux suivants ne peuvent pas être transportés :	B

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les animaux dont l'ombilic n'est pas cicatrisé.</li> <li>✓ Les animaux gravides ayant dépassé 90 % du temps de leur gestation.</li> <li>✓ Les femelles ayant mis bas dans les 7 derniers jours.</li> <li>✓ Les animaux qui sont incapables de bouger par eux-mêmes ou sans douleur.</li> <li>✓ Les animaux présentant de graves plaies ouvertes ou les animaux qui présentent un prolapsus.</li> </ul>	
<p>Pour plus d'informations sur l'aptitude des porcs à être transportés, veuillez consulter la brochure disponible sur le site web du service Wallon du bien-être animal : <a href="http://bienetreanimal.wallonie.be/files/documents/transport">http://bienetreanimal.wallonie.be/files/documents/transport</a></p>		
W13	Aucun calmant ni pile électrique ne peut être utilisé pour le transport.	B
<p>Les sédatifs ne doivent pas être utilisés chez les animaux qui vont être transportés, sauf en cas d'extrême nécessité pour assurer le bien-être des animaux.</p> <p>L'utilisation d'appareils soumettant les animaux à des chocs électriques doit, dans la mesure du possible, être évitée. En tout état de cause, ces appareils ne sont utilisés que sur des porcs adultes qui refusent de bouger et seulement lorsqu'ils ont de la place pour avancer. Les chocs ne doivent pas durer plus d'une seconde, doivent être convenablement espacés et ne doivent être appliqués que sur les muscles de l'arrière-train. Les chocs ne doivent pas être utilisés de façon répétée si l'animal ne réagit pas.</p>		
W14	Respect du bien-être des animaux pour le transport, conduite calme et chemin le plus court et approprié.	B
<p>Limitez le plus possible la durée du transport en choisissant l'itinéraire le plus court. Adoptez un mode de conduite tranquille afin de ne pas causer de stress aux animaux.</p>		
W15	Les moyens de transports sont conçus et entretenus de manière à ne causer aucune blessure ou souffrance inutile aux animaux et à ce que la sécurité de ceux-ci soit garantie.	B
W16	Les moyens de transport doivent présenter un sol antidérapant.	B
W17	La ventilation pendant le transport est suffisante.	B
WP30	La pente des rampes ne doit pas être supérieure à 26° 34', c'est-à-dire 50 % par rapport à l'horizontale, pour les bovins. Lorsque leur pente est supérieure à 10°, c'est-à-dire 17,6 % par rapport à l'horizontale, les rampes doivent être pourvues d'un système, tel que des lattes transversales, qui permette aux animaux de grimper ou de descendre sans danger ou difficulté.	B
WP31	Les plates-formes élévatrices et les planchers doivent être équipés de barrières de sécurité pour empêcher les animaux de tomber ou de s'échapper pendant le chargement ou le déchargement.	B
W18	Les animaux ne doivent pas être attachés par les boucles nasales ni avec les pattes liées ensemble.	B
W19	Les animaux disposent de suffisamment de surface au sol et de hauteur de plafond. Il y a un espace au-dessus des animaux, de manière à ce que quand ils se tiennent dans leur position naturelle, ils ne soient pas gênés dans leurs mouvements.	B



**Les normes d'occupation au cours du transport de porcs sont les suivantes :**

WP32	Le taux d'occupation des porcs de $\pm 100$ kg ne peut pas dépasser 235 kg/m <sup>2</sup> .	A
La surface minimale au sol par animal peut augmenter de 20% en fonction de la race, de la taille, de la condition physique, de la météo et de la durée du voyage. Les porcs doivent en tous cas disposer d'un espace suffisant pour pouvoir se coucher tous en même temps.		
<b>Porcs – normes d'occupation par transport routier selon le poids</b>		
<b>Poids des porcs (kg.)</b>	<b>Norme d'occupation surface minimum (m<sup>2</sup> / animal)</b>	
15 kg	0,13 m <sup>2</sup> / animal	
25 kg	0,15 m <sup>2</sup> / animal	
50 kg	0,35 m <sup>2</sup> / animal	
100 kg	0,51 m <sup>2</sup> / animal	

W20	<p>Les conducteurs qui transportent pour des <b>raisons commerciales</b> et les accompagnateurs qui accompagnent pour des <b>raisons commerciales</b> sont en possession d'un <b>certificat d'aptitude professionnelle</b>.</p> <p>Ce certificat d'aptitude doit mentionner pour quelle espèce animale il est valable ; il est valable dans tous les Etats-Membres de l'union européenne.</p> <p>Les candidats à l'obtention de ce certificat doivent réussir un examen. Les formations et les examens en question sont organisés en Wallonie par le CER et en Flandre par la DGZ.</p>	A
<p>Un transport est considéré comme <b>commercial</b> dès que l'une des conditions suivantes est présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Transport d'animaux appartenant à un tiers.</li> <li>• Transport au moyen d'un moyen de transport appartenant à un tiers.</li> <li>• Transport d'un animal/ de plusieurs animaux vers un abattoir sur une distance supérieure à 50km.</li> <li>• Transport vers des centres de rassemblement commerciaux, comme un marché</li> <li>• Aller chercher (achat) ou livrer (vente) plusieurs animaux de reproduction sur une distance supérieure à 50km.</li> <li>• Aller chercher (achat) ou livrer (vente) un ou plusieurs animaux sur une distance supérieure à 50km.</li> </ul> <p>Dans ces cas, vous êtes considéré comme un transporteur professionnel et vous êtes alors soumis à des obligations supplémentaires, comme posséder une autorisation de l'AFSCA, le registre de transport, le nettoyage des moyens de transport, le certificat d'aptitude professionnelle, etc.</p>		

## 5. Protection des animaux au moment de leur mise à mort

Toute douleur, détresse ou souffrance évitable est épargnée aux animaux lors de la mise à mort et des opérations annexes. Les dispositions spécifiques relatives aux abattages d'urgence, pour lesquelles l'étourdissement est également exigé, sont reprises dans le module C du G040, point 1.3.5 (V22).

WP33	Les animaux sont mis à mort uniquement après étourdissement.	B												
<p>La « mise à mort d'urgence » conformément au RE CE 1099/2009 concerne la mise à mort d'animaux blessés ou atteints d'une maladie entraînant des douleurs ou souffrances intenses lorsqu'il n'existe pas d'autre possibilité pratique d'atténuer ces douleurs ou souffrances. Les méthodes visées à l'annexe I du RE CE 1099/2009<sup>2</sup> qui n'entraînent pas la mort instantanée (« simple étourdissement ») sont suivies aussitôt que possible d'un procédé provoquant infailliblement la mort, comme la saignée par exemple.</p> <p>En pratique, les méthodes d'étourdissement d'un porc à la ferme se limitent à la tige perforante et à l'injection mortelle par un vétérinaire.</p> <p>Méthodes utilisées pour l'étourdissement des porcs :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Nom</th><th>Description</th><th>Paramètres essentiels</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dispositif à tige perforant</td><td>Lésions graves et irréversibles au cerveau provoquées par le choc et la pénétration d'une tige perforante.  Simple étourdissement</td><td>Position et direction du tir.  Vitesse, longueur et diamètre appropriés de la tige en fonction de la taille et de l'espèce de l'animal.  Intervalle maximal entre étourdissement et saignée/ mise à mort (en secondes).</td></tr> <tr> <td>Percussion de la boîte crânienne</td><td>Coup ferme et précis porté à la tête provoquant des lésions graves au cerveau.</td><td>Puissance et emplacement du coup.</td></tr> <tr> <td>Injection mortelle</td><td>Perte de conscience et de sensibilité suivie d'une mort certaine résultant de l'injection de médicaments vétérinaires.</td><td>Type d'injection.  Utilisation de substances approuvées</td></tr> </tbody> </table> <p>Vous trouverez plus d'informations et d'illustrations sur l'étourdissement et la mise à mort des animaux d'élevage sur le site Web du gouvernement flamand, via le lien suivant : <a href="https://www.lne.be/doden-van-dieren-op-een-landbouwbedrijf">https://www.lne.be/doden-van-dieren-op-een-landbouwbedrijf</a></p>			Nom	Description	Paramètres essentiels	Dispositif à tige perforant	Lésions graves et irréversibles au cerveau provoquées par le choc et la pénétration d'une tige perforante.  Simple étourdissement	Position et direction du tir.  Vitesse, longueur et diamètre appropriés de la tige en fonction de la taille et de l'espèce de l'animal.  Intervalle maximal entre étourdissement et saignée/ mise à mort (en secondes).	Percussion de la boîte crânienne	Coup ferme et précis porté à la tête provoquant des lésions graves au cerveau.	Puissance et emplacement du coup.	Injection mortelle	Perte de conscience et de sensibilité suivie d'une mort certaine résultant de l'injection de médicaments vétérinaires.	Type d'injection.  Utilisation de substances approuvées
Nom	Description	Paramètres essentiels												
Dispositif à tige perforant	Lésions graves et irréversibles au cerveau provoquées par le choc et la pénétration d'une tige perforante.  Simple étourdissement	Position et direction du tir.  Vitesse, longueur et diamètre appropriés de la tige en fonction de la taille et de l'espèce de l'animal.  Intervalle maximal entre étourdissement et saignée/ mise à mort (en secondes).												
Percussion de la boîte crânienne	Coup ferme et précis porté à la tête provoquant des lésions graves au cerveau.	Puissance et emplacement du coup.												
Injection mortelle	Perte de conscience et de sensibilité suivie d'une mort certaine résultant de l'injection de médicaments vétérinaires.	Type d'injection.  Utilisation de substances approuvées												
W21	La mise à mort et les opérations annexes sont effectuées uniquement par du personnel possédant la compétence appropriée à cet effet.	B												

<sup>2</sup> <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:303:0001:0030:FR:PDF>



VOTRE GARANTIE QUALITE EN CERTIFICATION

Centrum voor kwaliteitscontrole en certificatie cvba  
Centre du contrôle et de la certification scrl  
Technologiepark 90 Zone A 6b, B-9052 Gent-Zwijnaarde  
(Belgique)  
BE 0827.394.657  
TEL (+32)9/330 10 20 FAX (+32)9/330 10 29  
[www.ckcert.eu](http://www.ckcert.eu) [info@ckcert.eu](mailto:info@ckcert.eu)

**LETRE APRES AUDIT 'GUIDE SECTORIEL G-040 – MODULE C': 22/03801 – R1**

Zwijnaarde, 17/05/2022

N° du Rapport d'Audit : 22/03801

15215  
DELFOSSSE ANNE SOPHIE  
FERME DES BASSES 43  
BE - 6940 SEPTON

Cher producteur,

Un audit de votre entreprise a été effectuée le 28/03/22 par CKCert.

Ce fut l'occasion de constater que votre entreprise satisfaisait aux normes reprises dans le cahier des charges 'Guide Sectoriel G-040 pour la Production Primaire, version 5.0 dd 29.09.2021, module C version 2.0 dd 04.07.2019', géré par Codiplan.

**Vous êtes par conséquent certifié pour l'ensemble le scope et pour une durée mentionnée sur votre certificat que vous trouverez en annexe.**

En votre qualité de détenteur de ce certificat, vous vous engagez à continuer à satisfaire aux normes reprises dans le cahier des charges et éventuellement des nouvelles versions adaptées aux cahiers des charges. Toute modification des données en vue de l'obtention de cette agrégation doit immédiatement être communiquée au secrétariat du CKCert.

Chaque année, 10% des exploitations certifiées doivent être contrôlées de manière inopinée. Si vous refusez ce contrôle, la conclusion est automatiquement: retirer votre certificat.

En cas de retrait ou de restriction de votre certificat, CKCert impose que vous n'utilisez plus, de quelque manière qu'il soit, votre certificat durant la période de validation. Il est également interdit de faire référence de votre certificat pour le scope, mentionné sur le certificat, à partir du moment où vous avez été notifié par CKCert.

Pour plus d'informations concernant l'évaluation, veuillez contacter le responsable technique de CKCert scrl ((+32)9/330 10 20).

Pour la contribution AFSCA: A condition que toutes les activités sur votre entreprise (secteur primaire ou autre(s)) sont couverts ou pas par des certificats 'Guide sectoriel de l'autocontrôle, vous obtenez une contribution annuelle AFSCA sans ou avec bonus, pour la durée de la certification, à condition que les périodes certifiées sont contigus les uns aux autres et qu'il n'y a aucun changement dans les activités

Important est d'annoncer tout changement d'activité à l'ULC de votre province ([www.afsca.be/ulc](http://www.afsca.be/ulc)). En fonction des changements et/ou d'avoir un système de validation pour les guides sectorielles ou pas, la contribution annuelle peut devenir une contribution sans ou avec bonus.

Pour vérifier votre situation actuelle: [www.foodweb.be](http://www.foodweb.be). L'identifiant et le mot de passe nécessaires pour vous connecter vous trouverez au lien : <http://www.favv-afsca.be/professionnels/foodweb/>

Si l'AFSCA suspend ou retire votre validation "système d'auto-vérification: ACS", vous devez en informer CKCert. CKCert peut retirer votre certificat.

En vous remerciant de votre collaboration,

Au nom de CKCert scrl,

Les résultats communiqués ci-dessus ne concernent que le domaine d'application de l'entreprise qui a fait l'objet de l'audit.

FO\_100\_73\_F – valable à partir du 01/02/2021

Page 1 de 1



## Attestation



Cahier des charges	G-040 Production Primaire Animale (attestation)
Version	5.0 dd 29-09-2020
Numéro d'audit	22/03801
Numéro de certificat	164925620094
Code client	15215
A	Delfosse Anne-Sophie Ferme des Basses (Petit Somme) 43 6940 Durbuy
Forme juridique	Personne physique
Pour l'établissement	Delfosse Anne-Sophie Ferme des Basses (Petit Somme ) 43 6940 Durbuy
Numéro d'entreprise	0691458758
NUE	2204646088
Début de validité	06-04-2022
Date d'échéance	05-04-2025

L'attestation est applicable à l'activité suivante:

- Porcins

Marie-Anne Debrabandere  
Responsable de certification



L'attestation est d'application pour les activités suivantes: Ce document atteste du contrôle favorable du respect des exigences du Guide sectoriel G-040 version 5.0 dd 29/09/2020 pour l'espèce animale concernée.

Attestation : 164925620094 - Version: 1

Date d'émission: 06-04-2022

**Lettre après contrôle Codiplan Animal Welfare: 22/03798– R1**  
Zwijnaarde, 17/05/2022

N° du rapport d'expertise: 22/03798

15215  
DELFOSSÉ ANNE SOPHIE  
FERME DES BASSES 43  
BE - 6940 SEPTON

Cher producteur,

Un audit de votre entreprise a été effectué le 28/03/22 par CKCert.

Ce fut l'occasion de constater que votre entreprise satisfaisait aux normes reprises dans le cahier des charges 'Codiplan Animal Welfare, v1 dd 22.09.2020', géré par Codiplan.

**Vous êtes par conséquent certifié pour une durée mentionnée sur votre certificat que vous trouverez en annexe.**

En votre qualité de détenteur de ce certificat, vous vous engagez à continuer à satisfaire aux normes reprises dans le cahier des charges et éventuellement des nouvelles versions adaptées aux cahiers des charges. Toute modification des données en vue de l'obtention de cette agréation doit immédiatement être communiquée au secrétariat du CKCert.

Chaque année, 10% des entreprises Codiplan Animal Welfare certifiées par CKCert l'année précédente font l'objet d'un audit inopiné. Si vous refusez ce contrôle, la conclusion est automatiquement : retrait du certificat.

En cas de retrait ou de restriction de votre certificat, CKCert impose que vous n'utilisez plus, de quelque manière qu'il soit, votre certificat durant la période de validation. Il est également interdit de faire référence de votre certificat à partir du moment où CKCert vous a notifié.

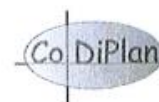
Si le certificat / attestation G40 mod C est suspendu ou révoqué, CKCert est également obligé de révoquer ou de suspendre le certificat Codiplan Animal Welfare.

Les détails de l'audit et le statut de certification sont introduits dans la base de données Codiplan et via une interface, dans la base de données de QS.

Pour plus d'informations concernant l'évaluation, veuillez contacter le responsable technique de CKCert srl (9/330 10 20).

En vous remerciant de votre collaboration.  
Au nom de CKCert srl,

## Certificat



Cahier des charges	Codiplan Animal Welfare
Version	1.0 dd 01-02-2021
Numéro d'audit	22/03801
Numéro de certificat	164925620100
Code client	15215
A	Delfosse Anne-Sophie Ferme des Basses (Petit Somme) 43 6940 Durbuy
Forme juridique	Personne physique
Pour l'établissement	Delfosse Anne-Sophie Ferme des Basses (Petit Somme ) 43 6940 Durbuy
Numéro d'entreprise	0691458758
NUE	2204646088
Début de validité	06-04-2022
Date d'échéance	05-04-2025

Le certificat est applicable à l'activité suivante:

- Porcins

Marie-Anne Debrabandere  
Responsable de certification

Ce document atteste du contrôle favorable du respect des exigences légales relatives au bien-être animal pour l'espèce animale concernée.

Certificat : 164925620100 - Version: 1

Date d'émission: 06-04-2022



**Lettre après contrôle BePork: 22/03791– R1**

Zwijnaarde, 17/05/2022

N° du rapport d'expertise: 22/03791

15215  
DELFOSSÉ ANNE SOPHIE  
FERME DES BASSES 43  
BE- 6940 SEPTON

Cher producteur,

Un audit de votre entreprise a été effectué le 28/03/22 par CKCert.

Ce fut l'occasion de constater que votre entreprise satisfaisait aux normes reprises dans le cahier des charges 'BePork manuel de qualité version 01/01/2021 et BePork Règlement, version 01/01/2021', géré par Belpork.

**Vous êtes par conséquent certifié pour une durée mentionnée sur votre certificat que vous trouverez en annexe.**

En votre qualité de détenteur de ce certificat, vous vous engagez à continuer à satisfaire aux normes reprises dans le cahier des charges et éventuellement des nouvelles versions adaptées aux cahiers des charges. Toute modification des données en vue de l'obtention de cette agréation doit immédiatement être communiquée au secrétariat du CKCert.

Chaque année, 10% du nombre total d'entreprises certifiées BePork par CKCert font l'objet d'un audit inopiné. Si vous refusez ce contrôle, la conclusion est automatiquement : retrait du certificat.

En cas de retrait ou de restriction de votre certificat, CKCert impose que vous n'utilisez plus, de quelque manière qu'il soit, votre certificat durant la période de validation. Il est également interdit de faire référence de votre certificat à partir du moment où CKCert vous a notifié.

Si le certificat / attestation G40 mod C et/ou le certificate Codiplan Animal Welfare est suspendu ou révoqué, CKCert est également obligé de révoquer ou de suspendre le certificat BePork.

Les détails de l'audit et le statut de certification sont introduits dans la base de données Codiplan et via une interface, dans la base de données de QS.

Pour plus d'informations concernant l'évaluation, veuillez contacter le responsable technique de CKCert scrl (9/330 10 20).

En vous remerciant de votre collaboration.  
Au nom de CKCert scrl,



UW KWALITEITSGARANTIE IN CERTIFICATIE

TECHNOLOGIEPARK 90, Zone A6b  
B-9052 ZWIJNAARDE  
T 0032-09 330 10 20  
F 0032-09 330 10 29  
WWW.CKCERT.EU

# Certificat

**BePork**  
Quality pork. Because we care.

Cahier des charges	BePork
Version	1.0 dd 01-01-2021
Numéro d'audit	22/03801
Numéro de certificat	164925620108
Code client	15215
A	Delfosse Anne-Sophie Ferme des Basses (Petit Somme) 43 6940 Durbuy
Forme juridique	Personne physique
Pour l'établissement	Delfosse Anne-Sophie Ferme des Basses (Petit Somme ) 43 6940 Durbuy
Numéro d'entreprise	0691458758
NUE	2204646088
Numéro de troupeau	80025074
Début de validité	06-04-2022
Date d'échéance	05-04-2025

Le certificat est applicable à l'activité suivante:

- Exploitation de porcs à l'engrais

Marie-Anne Debrabandere  
Responsable de certification



Certificat : 164925620108 - Version: 1

Date d'émission: 06-04-2022

CKCert cvba, Technologiepark 90 Zone A 6b, B-9052 Gent-Zwijnaarde, Tel: 09/330 10 20, Fax: 09/330 10 29, [info@ckcert.eu](mailto:info@ckcert.eu), [www.ckcert.eu](http://www.ckcert.eu)

Identification du producteur:		Contrôlé par: 	
		Date de l'audit:	
		Vervaldatum:	
		N° du participant Certus:	
		Debut : ..... Fin : .....	
<input type="checkbox"/> Audit initial	<input type="checkbox"/> Audit de prolongation	<input type="checkbox"/> Audit des mesures correctives	<input checked="" type="checkbox"/> Audit inopiné
N° de Frappe	N° Troupeau	UE	TVA
<input checked="" type="checkbox"/> Circuit ouvert	<input type="checkbox"/> Circuit fermé		
<input type="checkbox"/> Audit combiné (avec G40 mod C)	<input checked="" type="checkbox"/> Audit non combiné		

**Appréciation de l'auditeur (recommandations de l'auditeur):**

Le producteur déclare, par la présence de sa signature sur ce document, être d'accord pour l'exécution du contrôle en entreprise à la date mentionnée ci-dessus suivant le Cahier des charges Certus, version 01/01/2016, mise à jour du 01/11/2017, annexe bien-être animal 01/1/2020 et Règlement Certus, version 01/01/2020. Si le formulaire de participation n'a pas été renvoyé, le producteur marque son accord sur les conditions de sa participation.

Les non-conformités constatées sont mentionnées sur la page 2/2 de ce document. Le producteur prévoit de résoudre les non-conformités A au plus tard dans les 30 jours, sauf indication contraire, et prévoit de rédiger un plan d'action mis en œuvre dans un délai de 6 mois pour les non-conformités B.

Appréciation de l'auditeur	
<input checked="" type="checkbox"/> Conforme	<input type="checkbox"/> Annulation et replanifier
<input checked="" type="checkbox"/> Conforme avec des non-conformités B	<input type="checkbox"/> Annulation définitive
<input type="checkbox"/> Conforme avec recommandations	
<input type="checkbox"/> Reporté	<input type="checkbox"/> Avertissement

☐ Le rapport AB a été discuté avec le vétérinaire de guidance

☒ Le rapport AB n'a pas été discuté avec le vétérinaire de guidance

☐ Un document 'déclaration sur l'honneur - agrément fournisseur porcelets' a été signé (avertissement)

☐ Un document 'déclaration sur l'honneur - administration de produits antibactériens (avertissement)

☐ Un document 'déclaration sur l'honneur - analyse de l'eau' a été signé (avertissement)

☐ Il n'y a pas de l'activité Certus au moment de l'audit (avertissement + remplir document FO\_97\_90)

Besoin d'un Audit des mesures correctives? Oui ou NON: .....

Nom et Signature auditeur	Nom et Signature producteur
	

**Appréciation après l'audit complémentaire**

Date de la révision:	Signature auditeur:
<input type="checkbox"/> Conforme	<input type="checkbox"/> Conforme avec recommandations
<input type="checkbox"/> Conforme avec de non-conformités B	<input type="checkbox"/> Pas conforme

**Review du dossier: date: ..... - execute par: .....**

**Appréciation du certificateur:**

Aux exigences imposées par le Cahier des charges Certus, version 01/01/2016, mise à jour du 01/11/2017, annexe bien-être animale 01/01/2020 et le Règlement Certus, version 01/01/2020 et éventuellement révisions et la procédure 'Contrôles et Certifications, PR\_00\_03' du CKCert. Belpork a le droit de demander un copie de ce document. Pour des plaintes, voir le Règlement Certus.

Inopiné nécessaire?	Oui/Non/Eventuellement (supprimer ce qui ne convient pas)	Entre	Et
Raison?			

Date du certification	Evaluation	Signature Certificateur



Résumé du rapport d'audit Production  
Certus

CKCert nvba, Technologiepark 90 Zone A 6b, B-9052 Gent-Zwijnaarde, Tel: 09/330 10 20, Fax: 09/330 10 29, [info@ckcert.eu](mailto:info@ckcert.eu), [www.ckcert.eu](http://www.ckcert.eu)

Résumé des non-conformités avec le plan d'action (remplir au minimum : N° - remarque - Résultat OCI - plan d'action et quand il'y a un audit complémentaire : action corrective + date et Résultat)						
N°	Max NC	Description de l'exigence + Remarques	Résultat OCI	Plan d'action	Action corrective et date	Résultat Définitive

Les non-conformités doivent être corrigées avant le: ..... et l'information supplémentaire sera faxée (09/330 10 29) à l'attention de ..... ou email à [info@ckcert.eu](mailto:info@ckcert.eu)

EXPLOITATIONS D'ELEVAGE DE PORCELETS (Remplis au minimum une donnée d'entreprise et le colonne 'reconnu jusqu'à')

Nom d'exploitation	N° de Frappe	N° Troupeau	reconnu jusqu'à

LE TRANSPORT PROFESSIONNEL DES PORCELETS (Remplis au minimum une donnée d'entreprise et le colonne 'reconnu jusqu'à')

Nom du société de transport	License du camion	Nom Chauffeur	reconnu jusqu'à

Evaluation		Catégories de non-conformités	
+ / C	Conforme	KO	KO critère, exclusion du système de qualité Certus
PD	Point de discussion	NC A	A non-conformité, à résoudre dans les 3 mois pour un audit initial et dans 1 mois pour les autres audit (envoyez la preuve à CKCERT
NCB	Non Contrôlable	NC B	B non-conformité : dressiez un plan d'action et mettez ce plan en oeuvre dans un délai de 6 mois,
KO	Knock-Out (lors d'un audit initial: refus – lors d'un audit de prolongation/inopiné: exclusion)	NC C	C non-conformité : recommandation, conseillé au participant de remplir au plus vite.
- / NC	Niet Conform/Non Conforme		
X / NVT	Non applicable		
Pour obtenir un certificat Certus, il doit y avoir aucune non-conformité A ou KO et le plan d'action pour les non-conformités B doit être accepté.			

Nom de l'entreprise	15215 / delfosse anne sophie	Nom auditeur:	Benedict Bentein	N° BC:	2203801
Adresse:	ferme des basses 43 - BE 6940 septon	Date audit:	28/03/2022		
Téléphone:	/	Date d'expiration	NVT		
Numéro d'entreprise (TVA)	691458758	Heure début:	12:00	Heure fin:	15:00
Numéro d'unité (NUE):	2204646088	Type audit:	INITIAL	Durée:	3:00
(ou étiquette)					

**Proposition de l'évaluation (recommandations de l'auditeur)**

Le producteur déclare, par la présence de sa signature sur ce document, être d'accord pour l'exécution de l'audit à la date mentionnée ci-dessus suivant le 'Guide Sectoriel G-040 pour la Prod. Prim., version 5.0 dd 29.09.2020, module C version 2.0 dd 04.07.2019'. Si le formulaire d'inscription n'a pas été renvoyé, le producteur marque son accord sur les conditions de sa participation.  
Les non-conformités constatées sont mentionnées sur la page 2/2 de ce document. Le producteur prévoit de résoudre les non-conformités A au plus tard dans les 30 jours et prévoit de rédiger un plan d'action mis en oeuvre dans un délai de 6 mois pour les non-conformités B.

Activités:	Conforme	Conforme avec non-conformités B	Conforme avec non-conformités +*	Reportée	Annulation et reprogrammation	Annulation définitive
PORCINS	X					

Seulement les activités/animaux, qui se retrouvent dans le rapport d'audit (FO\_120\_3X ou FO\_120\_4X: voir le résumé des animaux), font partie de cet audit et de ce résumé du rapport d'audit.

**PROPOSITION TOTALE DE L'ÉVALUATION**

conforme

OUI	NON	AVERTISSEMENT?	Raison:
-----	-----	----------------	---------

Signature de l'auditeur

Signature du producteur  
Lu et approuvé,

**ÉVALUATION APRÈS AUDIT COMPLÉMENTAIRE**

Date de la révision:	ÉVALUATION:	Signature de l'auditeur:
----------------------	-------------	--------------------------

Passer en revue sur la date

..... par .....

<b>EVALUATION DU CERTIFICATEUR</b> Aux exigences dans le 'Guide Sectoriel G-040 pour la Prod. Prim., version 5.0 dd 29.09.2020, module C version 2.0 dd 04.07.2019' et à la Procédure 'Audits et certifications PR_00_03'.				
<b>AUDIT INOPINÉ</b>	OUI / NON	Peut-être	Entre	Et
Date du certification:	Évaluation:	Signature du certificateur:		

Résumé des non-conformités avec le plan d'action				RECUPERER non-conformités	AU RAPPORTS		
Code	Max NC	Description d'exigence - remarque	Décision	ANIMAL	Plan d'action	Action corrective + date	Décision Definitive
Non-conformités doivent être corrigées avant le: et les preuvent seront envoyées par mail à #N/A							
et à <a href="mailto:info@ckcert.eu">info@ckcert.eu</a> ou seront faxées à 09/330 10 29 à l'att. de <u>Benedict Bentein</u>							
Évaluation codes:							
+	Satisfait						
++	Satisfait avec remarque						
X	Pas d'application						
A1	Non-conformité avec notification obligatoire à l'AFSCA - à corriger immédiatement						
A2	Non-conformité majeure sans notification obligatoire - à corriger au plus tard dans les 30 jours pour les audits qui suivent l'audit initial, dans les 3 mois pour les audits initiaux						
B	Non-conformité mineure - plan d'action exigé à appliquer dans le 6 mois						
Non-conformités au moment de l'audit:							
Niveau A1			Nombre	Non-conformités après l'action corrective:		Nombre	
Niveau A2			0	Niveau A1			
Niveau B			0	Niveau A2			
Niveau ++			0	Niveau B			
			0	Niveau ++			



Nom de l'entreprise	15215 / delfosse anne sophie	Nom auditeur:	Benedict Bentein	N° BC:	2203798
Adresse:	ferme des basses 43 - BE 6940 septon	Date audit:	28/03/2022		
Téléphone:	/	Date d'expiration	NVT		
Numéro d'entreprise (TVA)	691458758	Heure début:	12:00	Heure fin:	15:00
Numéro d'unité (NUE):	2204646088	Type audit:	INITIAL	Durée:	3:00

**Numéro du troupeau** 80025074

Porcs sur l'entreprise

☐ Fermée

☐ Reproduction

☐ Porcelets d'élevage

☒ Porcs à l'engrais

☐ Mixte

☐ Élevage

**Proposition de l'évaluation (recommandation de l'auditeur):**

Le producteur déclare, par la présence de sa signature sur ce document, être d'accord pour l'exécution de l'audit en entreprise à la date mentionnée ci-dessus suivant le cahier des charges 'Codiplan Animal Welfare, v1.0 dd 22.09.2020'. Si le formulaire de participation n'a pas été renvoyé, le producteur marque son accord sur les conditions de sa participation.  
Les non-conformités constatées sont mentionnées sur la page 2/2 de ce document. Le producteur prévoit de résoudre les non-conformités A et prévoit de rédiger un plan d'action mis en oeuvre dans un délai de 6 mois pour les non-conformités B.

**Proposition de l'auditeur**

<input checked="" type="checkbox"/> Conforme	Annulation définitive
<input type="checkbox"/> Conforme avec non-conformités B	Annulation et reprogrammation
<input type="checkbox"/> Reportée	
<input type="checkbox"/> Avertissement	

Signature de l'auditeur

Signature du producteur  
Lu et approuvé,

**ÉVALUATION APRÈS AUDIT COMPLÉMENTAIRE**

Date de la révision	Conforme	Avertissement	Signature de l'auditeur
	Conforme avec non-conformités B	Pas Conforme	

Review dossier sur date ..... par .....

**ÉVALUATION DU CERTIFICATEUR** Aux exigences imposées par le cahier des charges 'Codiplan Animal Welfare, v1.0 dd 22.09.2020' et la procédure 'Audits en certificats PR\_00\_03'.

AUDIT INOPINÉ	OUI / NON / Peut-être	Entre	Et	Raison
Date du certification:	Décision:			
	Signature du certificateur:			

Résumé des non-conformités avec le plan d'action				RECUPERER non-conformités	AU RAPPORTS	
Code	Max NC	Décision	Description de l'exigence - remarque	Plan d'action	Action corrective + date	Décision définitive

Non-conformités doivent être corrigées avant l et preuves doivent être envoyées par mail à #N/A  
et à [info@ckcert.eu](mailto:info@ckcert.eu) ou être faxées à 09/330 10 29 à l'att. de Benedict Bentein

Evaluation codes:

+	Satisfait
X	Pas d'application
A	Non-conformité A-- à corriger au plus tard dans les 30 jours pour les audits qui suivent l'audit initial, dans les 3 mois pour les audits initiaux
B	Non-conformité mineure - plan d'action exigé à appliquer dans le 6 mois

Non-conformités au moment de l'audit:		Non-conformités après l'action corrective:		Nombre
Niveau A		Niveau A		
Niveau B		Niveau B		

RAPPORT D'AUDIT RÉSUMÉ  
BEPORK



Nom de l'entreprise	15215 / delfosse anne sophie	Nom auditeur:	Benedict Bentein
Adresse:	ferme des basses 43 - BE 6940 septon	Date audit:	28/03/2022
Téléphone:	/	Date d'expiration	NVT
Número d'entreprise (TVA)	691458758	Heure début:	12:00
Número d'unité (NUE):	2204646088	Heure fin:	15:00
		Durée:	3:00

Numéro du troupeau	80025074
Porcs sur l'entreprise	
<input type="checkbox"/> Fermée	<input type="checkbox"/> Reproduction
<input type="checkbox"/> Porcelets d'élevage	<input checked="" type="checkbox"/> Porcs à l'engrais
<input type="checkbox"/> Élevage	<input type="checkbox"/> Mixte
<input type="checkbox"/> Quarantaine	

Proposition de l'évaluation (recommandation de l'auditeur):

Le producteur déclare, par la présence de sa signature sur ce document, être d'accord pour l'exécution de l'audit en entreprise à la date mentionnée ci-dessus suivant le cahier des charges 'BEPORK, version 01.01.2021'.  
Si le formulaire de participation n'a pas été renvoyé, le producteur marque son accord sur les conditions de sa participation.  
Les non-conformités constatées sont mentionnées sur la page 2/2 de ce document. Le producteur prévoit de résoudre les non-conformités A et prévoit de rédiger un plan d'action mis en oeuvre dans un délai de 6 mois pour les non-conformités B.

Proposition de l'auditeur	
Conforme	Annulation définitive
Conforme avec non-conformités B	Annulation et reprogrammation
X Reportée	
Avertissement	

Signature de l'auditeur	Signature du producteur lu et approuvé,
-------------------------	--

ÉVALUATION APRÈS AUDIT COMPLÉMENTAIRE			
Date de la révision	Conforme	Avertissement	Signature de l'auditeur
	Conforme avec non-conformités B	Pas Conforme	

Review dossier sur date ..... par .....

ÉVALUATION DU CERTIFICATEUR Aux exigences imposées par le cahier des charges 'BEPORK, version 01.01.2021' et la procédure 'Audits en certifications PR_00_03' du CKCert.			
AUDIT INOPINÉ	OUI / NON / Peut-être	Entre	Et
Date du certification:	Décision:		Raison
			Signature du certificateur:



Résumé des non-conformités avec le plan d'action				RECUPERER non-conformités	AU RAPPORTS	
Code	Max NC	Décision	Description de l'exigence - remarque	Plan d'action	Action corrective + date	Décision définitive
P21a+	A2	A2	pas present	remplir le plan de la santé de l'exploitation avant 29/04/2022		
P21b+	A2	A2	pas present	remplir le plan de la santé de l'exploitation avant 29/04/2022		

Non-conformités doivent être corrigées avant le **29/04/2022** et preuves doivent être envoyées par mail à **#N/A** et à **info@ckcert.eu** ou être faxées à 09/330 10 29 à l'att. de **Benedict Bentein**

Evaluation codes:

+	Satisfait
X	Pas d'application
A1	Pour les exigences légales: obligé de notifier - à résoudre immédiatement
A2	Pour les exigences légales: à résoudre dans 3 mois pour les audits initiaux, pour tous les autres audits dans un mois
B	Non-conformité mineure - plan d'action exigé à appliquer dans le 6 mois
C	Recommandation

Non-conformités au moment de l'audit:			Non-conformités après l'action corrective:		
Niveau	A1	Nombre	Niveau	A1	Nombre
Niveau	A2	2	Niveau	A2	
Niveau	B	0	Niveau	B	
Niveau	C	0	Niveau	C	

# PROCÉDURE D'ANALYSE DE L'EAU D'ABREUVEMENT

Version 01/01/2021



vzw **Belpork** asbl  
Koning Albert II-laan 35, bus 54 - Boulevard du Roi Albert II 35, boîte 54  
1030 Brussel - 1030 Bruxelles  
tél. : 02/552.81.44  
fax : 02/552.81.30  
info@belpork.be  
www.belpork.be  
BTW BE 0470.805.831 TVA

## INTRODUCTION

---

Toutes les espèces animales consomment de grandes quantités d'eau. Il est dès lors logique que – dans le cadre d'un système de qualité – la qualité de l'eau d'abreuvement soit contrôlée. L'analyse de l'eau d'abreuvement fait également partie des mesures d'autorégulation proposées par le secteur lui-même dans le cadre de la réduction de l'utilisation d'agents antibactériens et est également incluse comme condition dans le cahier des charges de BePork.

## DOMAINE D'APPLICATION ET FRÉQUENCE

---

Quelle que soit la provenance de l'eau (eau de ville, de surface, de puits, de pluie, etc.), au moins un échantillon doit être prélevé tous les 3 ans au niveau la tétine la plus éloignée de la source.

## ÉCHANTILLONNAGE

---

- L'échantillonnage est effectué par le vétérinaire (de guidance) de l'exploitation ou par un échantillonneur accrédité ;
- Nettoyer et désinfecter la tétine ;
- Se laver les mains avant de prélever un échantillon ;
- Laisser l'eau couler pendant quelques minutes ;
- Utiliser 2 récipients stériles : un pour l'analyse bactériologique (500 ml) et un pour l'analyse chimique (250 ml) ;
- Le récipient ne doit pas toucher la tétine ;
- Échantillon pour l'analyse bactériologique : au moins 0,5 à 1 litre ;
- Échantillon pour l'analyse chimique : remplir le récipient complètement, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de bulle d'air ;
- L'identification de l'échantillon doit indiquer le lieu où l'échantillon a été prélevé ;
- Les échantillons doivent arriver de préférence au labo dans les 12 heures suivant le prélèvement, et doivent arriver au labo dans les 24 heures.

## PARAMÈTRES À ANALYSER

---

Les paramètres suivants doivent être analysés dans le cadre du cahier des charges BePork. Ces paramètres ont été choisis en raison de leur possible influence (directe) sur la santé animale (germes, sel, nitrate et nitrite) ou sur l'efficacité des médicaments administrés via l'eau d'abreuvement (pH et dureté).



Lorsque les paramètres examinés sont conformes à la norme, cela ne signifie pas que la qualité de l'eau est bonne à tous égards. D'autres paramètres peuvent être analysés (par exemple les sulfates, le fer, le manganèse).

En fonction de la situation de l'exploitation, éventuellement en vue de problèmes spécifiques à l'exploitation, d'autres paramètres peuvent également être analysés en concertation avec le vétérinaire de l'exploitation.

Toutefois, il est nécessaire d'analyser au moins les paramètres suivants :

- **Analyse macroscopique** : aspect physique, odeur et couleur ;
- **Analyse bactériologique** : taux de germination à 22° C, taux de germination à 37° C, coliformes, entérocoques intestinaux et Clostridia sulfito-réducteurs ;
- **Analyse chimique** : pH, dureté totale, teneur en nitrates, nitrites et sels.

## ANALYSE

---

Les analyses demandées doivent être effectuées dans des laboratoires accrédités selon la norme ISO/CEI 17025 pour ces paramètres et méthodes.

## LES MESURES À PRENDRE

---

Le laboratoire (indiqué dans le formulaire de demande) remet le rapport d'analyse directement – ou indirectement via le vétérinaire (de guidance) de l'exploitation ou son suppléant – au producteur porcin, qui conserve les résultats pendant 3 ans pour inspection par l'OCI. Vous pouvez vérifier si votre analyse répond aux normes prescrites grâce à l'outil disponible à l'adresse <http://www.watertool.be/interface/toepassingsgebied.aspx>. Sous « Choisissez un domaine d'application », choisissez « eau d'abreuvement pour les porcs » en haut de la page. L'outil contient également les mesures à mettre en œuvre au cas où un ou plusieurs paramètres ne sont pas conformes. Ensuite, un plan d'action doit être établi (et exécuté) en concertation avec le vétérinaire de l'exploitation, indiquant les mesures qui seront prises pour chaque paramètre non conforme (nettoyage et désinfection des tuyaux, adoucissement, acidification, etc.). N'oubliez pas que l'utilisation d'adoucisseurs d'eau à base de sel peut également avoir un effet sur la salinité de l'eau. Une nouvelle analyse des paramètres non conformes doit être effectuée après l'exécution du plan d'action afin de démontrer que les paramètres répondent aux normes. Le plan d'action et l'analyse complémentaire sont conservés avec le rapport d'analyse original pendant 3 ans pour inspection par l'OCI.